

Dreizehnte Sitzung – Treizième séance

Mittwoch, 28. September 2016

Mercredi, 28 septembre 2016

08.20 h

14.088

Altersvorsorge 2020. Reform

Prévoyance vieillesse 2020. Réforme

Fortsetzung – Suite

Ständerat/Conseil des Etats 14.09.15 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 15.09.15 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 16.09.15 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 26.09.16 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 28.09.16 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 28.09.16 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 28.09.16 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 29.09.16 (Fortsetzung – Suite)

Block 1 (Fortsetzung) – Bloc 1 (suite)

Berset Alain, conseiller fédéral: Je saisis l'occasion de cette intervention à l'issue du débat sur le bloc 1 pour faire le point avec vous sur trois éléments importants de la réforme. Il s'agit de l'âge de référence, de la flexibilisation de la retraite et du modèle d'anticipation pour les bas et moyens revenus dans l'AVS.

Concernant l'âge de référence, c'est un des éléments clés du projet de réforme. C'est une modification qui permet de mettre l'accent sur la flexibilisation de la retraite. A l'avenir, on ne parlera plus d'âge de la retraite, mais d'âge de référence pour la retraite, soulignant ainsi l'idée qu'il faut pouvoir mieux tenir compte des parcours individuels et ainsi prendre en considération l'évolution de la société. Dans ce cadre, il est prévu d'harmoniser l'âge de référence de la retraite à 65 ans pour les femmes et les hommes, et ce tant dans le premier que dans le deuxième pilier. L'objectif visé par cette mesure, c'est naturellement de sortir d'un pur débat sur l'âge de référence, sur l'âge qui est fixé dans la loi, pour mener le débat sur l'âge du départ réel à la retraite.

L'âge du départ réel à la retraite est aujourd'hui inférieur à 65 ans pour les hommes – il se monte à environ 64 ans – et est inférieur à 64 ans pour les femmes – il atteint environ 62 ans et demi. Cet âge du départ réel à la retraite constitue la donnée essentielle pour le financement du système de prévoyance vieillesse.

Le Conseil fédéral s'était également penché sur la fixation à 65 ans ou plus haut de l'âge de référence du départ à la retraite. Nous avons explicitement renoncé à tout relèvement au-delà de 65 ans de l'âge de référence parce que le marché du travail ne pourrait pas absorber cette main-d'œuvre et parce que, je le répète, l'élément essentiel est l'âge du départ réel à la retraite. Dès lors, il s'agit de créer des conditions qui permettent à chacun de rester plus longtemps, s'il le souhaite et s'il le peut, engagé dans une relation de travail.

En outre, nous avons dû constater qu'un âge de la retraite fixe plus élevé que 65 ans est non seulement rejeté dans les sondages et par les organisations syndicales, mais également par les patrons des petites entreprises. Nous avons en effet réalisé une étude publiée en 2012 – ce n'est pas

si vieux – qui montre que 70 pour cent des entrepreneurs qui ont été consultés soutenaient l'idée d'une harmonisation de l'âge de référence du départ à la retraite à 65 ans pour les hommes et pour les femmes, mais qu'ils s'opposaient à fixer un âge de référence pour la retraite plus élevé que 65 ans.

Je dois vous avouer qu'à première vue ce résultat m'avait surpris parce qu'il ne correspondait pas à ce que beaucoup prétendaient dans le débat public et politique. Mais, dans un deuxième temps, il m'est apparu relativement logique puisque cela signifierait aussi mettre la pression sur ces entreprises pour qu'elles emploient des personnes au-delà de 65 ans. A ce titre, il est d'ailleurs intéressant de faire des comparaisons internationales. On parle souvent de la Suède ou des pays du Nord, qui ont tendance à vouloir garder les gens plus longtemps sur le marché du travail; oui, c'est vrai. Mais la Suède, par exemple, a adopté en parallèle un droit à un emploi jusqu'à 67 ans. Je ne crois pas que nous soyons prêts, dans notre pays, à garantir à toutes et à tous un droit à avoir un emploi rémunéré jusqu'à 67 ans.

Dans ces conditions, il nous paraissait approprié de fixer l'âge de référence – plus flexible que la notion d'âge de la retraite – à 65 ans pour les hommes et pour les femmes. C'est une mesure qui nous paraît, dans un paquet global et équilibré, pouvoir être aujourd'hui réalisée.

La question de la compensation est un élément important, j'y reviendrai, notamment avec le modèle d'anticipation prévu par le Conseil fédéral pour les bas et les moyens revenus.

Concernant les conséquences financières, fixer à 65 ans l'âge de référence pour les femmes représente pour l'AVS des économies de l'ordre de 1,2 milliard de francs en 2030, et ce quel que soit le rythme retenu pour cette adaptation. Dans l'assurance-invalidité, l'harmonisation de l'âge de référence mène de son côté à une augmentation des dépenses nettes de l'ordre de 115 millions de francs par année. Sur ces questions, le Conseil fédéral vous invite à suivre la majorité de votre commission.

Un élément extrêmement important, qui a souvent été mis en relation avec ce débat, est celui de la question de l'égalité salariale. Comme nous le savons, l'égalité salariale entre les hommes et les femmes n'est pas réalisée dans notre pays. Cela signifie non seulement des salaires moindres pendant la période d'activité, mais aussi des conséquences sur la rente qui pourrait être perçue à la retraite. Le Conseil fédéral est conscient de cette problématique. Il s'engage pour la corriger de manière très concrète en prévoyant diverses mesures. Par exemple, les mandats publics attribués par la Confédération doivent être donnés à des entreprises qui se sont engagées à contrôler l'égalité salariale. Nous avons par ailleurs augmenté nos propres contrôles en termes d'égalité salariale et nous faisons en sorte de garantir que dans les secteurs public et parapublic des mesures soient adoptées en faveur de l'égalité salariale.

Le Conseil fédéral s'oppose par contre à tout lien direct avec la prévoyance vieillesse. Il s'agit d'un problème à régler, nous en sommes conscients, et je crois que le Conseil fédéral a apporté la démonstration, ces dernières années, qu'il avait fait des pas importants dans l'examen de cette question et qu'il souhaite vraiment la prendre au sérieux, mais sans faire de lien direct avec la prévoyance vieillesse.

La question qui se pose avec l'âge de référence est celle de son relèvement à 65 ans pour les femmes et du rythme de cette élévation. J'aimerais vous inviter à ne pas adopter un rythme trop rapide. Il est indispensable de ne pas adopter un rythme trop rapide puisqu'il faut que le changement soit supportable. La décision du Conseil des Etats nous paraît être celle qui prévoit le rythme de relèvement qui est le plus rapide tout en restant acceptable.

Le deuxième volet que je souhaite aborder concerne la flexibilisation de l'âge de la retraite. Nous souhaitons tout faire pour vraiment l'améliorer. Cela fait longtemps qu'on en parle; cela fait longtemps qu'on sait que c'est nécessaire pour tenir compte de l'évolution de la société. Nous souhaitons donc flexibiliser l'âge du départ à la retraite entre 62 et 70 ans dans l'AVS tout comme dans le deuxième pilier. Comme

c'est le cas aujourd'hui, la rente serait augmentée en cas d'ajournement – donc si elle est perçue plus tard – du départ à la retraite et réduite si celui-ci était anticipé.

Quelques innovations importantes ont été apportées au régime de flexibilisation de l'âge du départ à la retraite: d'une part, la possibilité de prendre une retraite, je dirai, partielle, ce qui revient à ne pas partir automatiquement à la retraite et de prendre une retraite complète, mais à partir à la retraite de manière plus souple qu'aujourd'hui; d'autre part, la possibilité d'anticiper mensuellement le départ à la retraite, ce qui offre également plus de flexibilité.

Compte tenu de ces impératifs, nous avons proposé également d'augmenter l'âge minimal du départ à la retraite dans le deuxième pilier de 58 à 62 ans. Je sais que cette mesure a été aussi passablement discutée et critiquée. Je dois vous le dire, il est difficile d'envisager une augmentation de l'âge du départ à la retraite dans le premier pilier sans toucher à l'âge minimal dans le deuxième. Il faut, ici aussi, une certaine harmonisation entre le premier et le deuxième pilier, ne serait-ce que parce que nous avons un système avec des piliers qui se complètent, un système cohérent, et il faut que cette cohérence puisse se transcrire dans les textes.

Le troisième élément que je souhaite aborder concerne le modèle d'anticipation pour les personnes à bas et moyens revenus. Le Conseil fédéral a proposé de l'introduire de manière à faciliter la retraite anticipée des personnes qui ont commencé à travailler très tôt et qui ont perçu des salaires peu élevés durant leur vie professionnelle. Pour le Conseil fédéral, il s'agit d'un accompagnement nécessaire à l'augmentation à 65 ans de l'âge de référence pour la retraite des femmes dans le premier pilier et il s'agit également d'une mesure extrêmement ciblée. En effet, elle ne concerne que les personnes qui ont des années de cotisations versées réellement entre l'âge de 18 et 20 ans et qui ont, en fin de carrière professionnelle, des revenus qui restent modestes. Ainsi la réglementation proposée est très ciblée: elle concernerait environ 5000 personnes par année, soit moins de 10 pour cent des nouveaux rentiers. Cette proposition n'a pas trouvé de majorité au sein de votre commission.

Par contre, elle est soutenue par la minorité, mais je suis surpris qu'elle n'ait pas été soutenue par la majorité de la commission malgré le fait qu'elle est extrêmement ciblée, qu'elle permet d'agir là où les problèmes se posent. Ceci souligne parfois le manque de cohérence pour ce qui concerne l'utilisation de cet argument qui fait systématiquement référence à un outil fréquemment utilisé dans les jardins pour hydrater les plantes.

Avec cette argumentation, parce que cet mesure est extrêmement ciblée et parce que cette proposition nous permettrait d'améliorer la situation des personnes les plus modestes dans le marché du travail et aussi pour leur départ à la retraite, je vous invite à suivre ici la proposition de la minorité de votre commission.

En conclusion, je vous invite à suivre les propositions de la majorité de votre commission sur toute la ligne, sauf en ce qui concerne la proposition de minorité Heim qui maintient le projet du Conseil fédéral pour le modèle d'anticipation des retraites dans le premier pilier.

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: In diesem Block 1 geht es um die Rentenbeträge in der AHV. Der erste Punkt, Artikel 4 des AHV-Gesetzes, betrifft den Rentnerfreibetrag. Die Mehrheit empfiehlt Ihnen, bei einer Tätigkeit über das Referenzalter hinaus die Löhne mit AHV-Beiträgen zu belasten, aber keinen Freibetrag auszuklammern. Es soll also das gesamte Einkommen ab Erreichen des Referenzalters AHV-pflichtig sein. Diese AHV-Beiträge können verwendet werden für Beitragszahler, die Lücken in ihren Beitragsreihen haben; sie können diese Lücken schliessen. Aber die Mehrheit ist der Meinung, dass es auch eine Solidarität zwischen den Generationen braucht. Entsprechend empfiehlt sie Ihnen, keinen Freibetrag einzurichten.

Einer der wichtigsten Punkte der Vorlage ist das Referenzalter der Frauen, welches massgeblich ist für die Altersrente. Wir haben es bereits beim Eintreten und in den verschiedenen Fraktionsvoten gehört: Das Rentenalter 65 für die Frauen ist heute absolut zeitgemäss. Das tiefere Rentenalter kann nicht mehr weiter verantwortet werden. Die Anpassung wäre eigentlich schon längst fällig gewesen. Denn es ist auch eine Anpassung an die gesellschaftliche Realität, insbesondere auch wenn man bedenkt, dass die Frauen ja eine höhere Lebenserwartung haben.

Die Mehrheit ist überzeugt, dass dieser Teil auch in einer Abstimmung vor dem Volk problemlos Bestand haben wird. Nicht unbedeutend ist, dass es auch ein wichtiges Element ist, welches die Finanzen der AHV zu stabilisieren hilft. Denn es bringt jährlich Einsparungen von – gerechnet auf das Jahr 2030 – 1,2 Milliarden Franken und durch die längere Berufstätigkeit Mehreinnahmen von 110 Millionen Franken. Als Nebeneffekt, kann ich festhalten, wird auch in der zweiten Säule ein höheres Alterskapital angespart.

Die Kommission empfiehlt Ihnen mit 17 zu 7 Stimmen bei 1 Enthaltung, das Referenzalter der Frauen auf 65 Jahren zu erhöhen.

Bei den Übergangsbestimmungen wurde intensiv diskutiert, wie schnell man auf dieses neue Regime wechseln kann beziehungsweise wie viel Zeit man braucht. Aus Sicht der Mehrheit der Kommission hat der Bundesrat eine viel zu lange Frist angesetzt, über sechs Jahre. Da besteht auch das Risiko, dass in der Zwischenzeit eine neue Reform bereits wieder anläuft und dass es zu Überschneidungen und entsprechend zu Unklarheiten kommt. Das andere Extrem, die Minderheit de Courten, will den Übergang innert eines Jahres festlegen; das ist ganz klar zu kurz. Man braucht Zeit, um sich auf die veränderten Zeiträume bis zur Pensionierung einzustellen. Deshalb hat die Mehrheit die Lösung des Ständerates mit vier Schritten, welche die Änderung innert drei Jahren vollziehen, beschlossen. Das gibt Planungssicherheit. Das ist wichtig, sowohl für die Arbeitnehmer wie auch für die Arbeitgeber.

Weiter hat der Bundesrat beantragt, den Vorbezug der AHV in tiefen Rentenkategorien mit einem reduzierten Kürzungssatz abzufedern. Eine ähnliche Vorlage hatten wir bereits als Bestandteil der gescheiterten 11. AHV-Revision; auch dort wollte man rund 400 Millionen Franken für diese Abfederung zur Verfügung stellen. Der Bundesrat hat gewissermassen dieses Konstrukt wiederaufgenommen. Die Mehrheit ist jedoch der Meinung, dass es zwingend notwendig ist, dass alle Renten versicherungsmathematisch korrekt gekürzt werden, dass wir niemandem Geschenke machen, niemanden bevorzugen, aber auch niemanden benachteiligen. Die Mehrheit will die AHV sichern und nicht ausbauen. Auch hier der Hinweis auf die Kosten: Es sind die genannten 400 Millionen Franken. Die Kommission hat sich mit 13 zu 7 Stimmen bei 3 Enthaltungen für diese Lösung ausgesprochen.

Dann ist in diesem Block auch die Festlegung des Referenzmindest- und -höchstalters für die Flexibilisierung Gegenstand. Bei Artikel 13 Absätze 2 und 3 des BVG geht es um das Mindestalter für die Flexibilisierung. Sollen es mindestens 62 Jahre sein, wie es die Mehrheit verlangt, oder sollen es mindestens 60 Jahre sein, wie es die Minderheit und auch der Einzelantrag Graf-Litscher verlangen? Die Mehrheit hat sich so entschieden, weil auch in ihrem Konzept Ausnahmen möglich sind, welche bis zum Alter 60 Jahre reichen können. Es ging in der Diskussion darum, dass auch Branchenlösungen, wie sie beispielsweise im Bauhauptgewerbe heute bestehen, ganz klar legal sind. Inhaltlich ist es kaum ein grosser Unterschied. Die Minderheit will diese Ausnahmelösungen explizit ermöglichen, bei der Mehrheit sind sie auch implizit möglich. Die Kommission hat mit 14 zu 8 Stimmen bei 3 Enthaltungen entschieden.

In diesem Block liegt auch noch ein Einzelantrag Béglé vor. Der will die Möglichkeit des Auffüllens von AHV-Beitragslücken über das Alter 70 hinaus vorsehen, in derselben Art, wie es zwischen dem 65. und dem 70. Altersjahr möglich ist. Dieser Antrag ist in der Kommission nicht diskutiert worden,

weil er nicht vorgelegen hat. Ich erlaube mir deshalb eine persönliche Einschätzung: Er scheint mir nicht konsistent zu sein. Wenn wir das Rentenalter zwischen dem 62. und dem 70. Altersjahr flexibilisieren, dann müssen für die Beiträge die gleichen Alterslimiten verwendet werden. Man kann nicht unterschiedliche Alterslimiten für das Lückenfüllen und für das Flexibilisieren verlangen. Ich kann im Namen der Kommission also keine Empfehlung abgeben.

Moret Isabelle (RL, VD), pour la commission: Je commence par la minorité de Courten à l'article 4 de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants. Cette minorité souhaite que chaque rentier qui continue à travailler au-delà de l'âge de référence bénéficie d'une franchise de 14 100 francs. Autrement dit, le rentier AVS ne paierait de cotisations que sur la partie de son revenu dépassant ce montant. L'objectif de cette proposition est d'inciter les personnes à rester dans le monde du travail. Cependant, le contenu de cette proposition est en contradiction avec un nouvel outil accepté par la commission. En effet, les retraités qui continuent à travailler doivent pouvoir augmenter leur rente si le montant maximal n'est pas encore atteint. En prévoyant une franchise de 14 100 francs, les retraités travaillant à temps partiel ne paieraient que peu ou pas de cotisations et ne verraient par conséquent pas leur rente augmenter. Selon la majorité de la commission, cette proposition n'aiderait donc pas les bas salaires.

Pour cette raison, la commission l'a rejetée, par 14 voix contre 6 et 4 abstentions.

Deuxièmement, à l'article 21 alinéas 1 et 2 LAVS, les propositions des minorités II et III (Feri Yvonne) concernent l'égali-sation de l'âge de référence entre les hommes et les femmes. C'est un élément central de ce projet de réforme. Sur ce point, la commission a choisi de suivre le Conseil fédéral et le Conseil des Etats. Les propositions défendues par les minorités II et III et qui visent à conserver le statu quo à 64 ans ont donc été rejetées.

Tout d'abord, il ne s'agit pas de forcer les femmes à travailler jusqu'à 65 ans. L'âge légal est un point de référence pour le calcul des rentes qui doit être relativisé. En effet, nous avons besoin d'un système adapté aux réalités individuelles, c'est pourquoi la commission propose également une flexibilisation de l'âge de la retraite entre 62 et 70 ans. Dans les faits, cette flexibilité répond aujourd'hui à une réalité, car l'âge réel de départ à la retraite est de 64,1 ans en moyenne pour les hommes et de 62,5 ans pour les femmes. Par ailleurs, s'il est vrai que l'âge de référence augmente pour les femmes, l'âge minimal reste le même, soit 62 ans.

L'égali-sation de l'âge de référence est une pierre angulaire sans laquelle la réforme est difficilement concevable. Elle permettra d'économiser 1,3 milliard de francs. Le financement à long terme de l'AVS doit également passer par une réforme structurelle, c'est pourquoi la majorité de la commission propose de conditionner l'augmentation de 0,6 point de la TVA à cette égalisation.

Evidemment, personne ne nie que l'égalité sur le plan salarial est encore loin d'être atteinte. Mais cette inégalité ne doit pas en justifier une autre. Sur ce point, la majorité de la commission défend la proposition d'un deuxième facteur de revalorisation. Ce facteur permettrait de compenser dans le calcul de la rente AVS la différence inexpliquée entre le salaire des hommes et celui des femmes et d'améliorer les rentes des femmes qui n'ont pas une rente maximale.

Une autre considération a retenu toute l'attention de la commission: les femmes sont surreprésentées parmi les bas salaires. Malheureusement, ce facteur de revalorisation ne permettra pas d'y remédier. Cela étant dit, certains outils contribuent aujourd'hui déjà à garantir une retraite aussi convenable que possible à ces femmes. Par exemple, les bonifications pour tâches éducatives constituent un instrument précieux qui permet d'augmenter non seulement la rente AVS des mères, mais aussi celle des pères puisque le bonus est en principe partagé entre les parents.

Pour ce qui est de la LPP, la majorité de la commission propose de réduire la déduction de coordination en fonction du

taux d'activité. De cette façon, les personnes travaillant à temps partiel recevront une rente plus élevée, ce qui devrait notamment profiter particulièrement aux femmes. Les craintes quant à l'augmentation de l'âge de la retraite peuvent donc être levées. Dans tous les cas, il est important de ne pas décrire les femmes comme des victimes ou des êtres faibles. Faut-il seulement le rappeler: de très nombreuses femmes sont formées – et bien formées – et gagnent bien leur vie.

D'autres éléments vont dans le sens d'une égalisation de l'âge du départ à la retraite. L'espérance de vie des femmes est supérieure de plusieurs années à celle des hommes. Par ailleurs, la Suisse est l'un des derniers pays européens à connaître un âge du départ à la retraite différencié.

La majorité de la commission est par conséquent persuadée que l'égali-sation de l'âge du départ à la retraite est une mesure clé de cette réforme et que, grâce aux outils proposés, les femmes ne subiront pas d'effets néfastes sur leurs rentes.

Je vous invite à soutenir la proposition de la majorité de la commission. La commission a pris sa décision par 17 voix contre 7 et 1 abstention.

Troisièmement, j'en viens à la proposition de la minorité Heim, soutenue par le Conseil fédéral, à l'article 40e LAVS. A l'instar du Conseil des Etats, la majorité de la commission a choisi de rejeter la version du Conseil fédéral, qui prévoit d'introduire une anticipation facilitée du départ à la retraite. L'anticipation serait destinée aux personnes ayant exercé une activité lucrative avant l'année de leurs 21 ans et ayant touché un salaire bas. Plus précisément, ces personnes bénéficieraient d'un taux de conversion favorable. De plus, leurs périodes de cotisation manquantes seraient compensées par les années dites de jeunesse, à savoir par celles précédant la 21e année.

Cette mesure de compensation, aussi louable soit-elle, ne concernerait qu'un cercle restreint de 5000 personnes, mais coûterait 400 millions de francs. Puisque l'objectif du Conseil fédéral est de compenser le relèvement de l'âge de référence pour les femmes, la majorité de la commission considère que sa proposition est mieux ciblée. En effet, l'introduction d'un deuxième facteur de revalorisation – dont je vous ai parlé – aurait un coût moindre et ne bénéficierait qu'aux femmes. Par ailleurs, compenser l'inégalité salariale s'inscrit dans la démarche qui vise à garantir le niveau actuel des rentes, contrairement à l'anticipation facilitée. Celle-ci ne vise qu'à augmenter le montant des rentes et risquerait de générer de fausses incitations auprès du cercle concerné. Qui plus est, il est curieux qu'une mesure de compensation destinée aux femmes bénéficie également aux hommes.

La commission vous propose, par 13 voix contre 8 et 1 abstention, de ne soutenir ni le projet du Conseil fédéral ni la proposition défendue par la minorité Heim.

Quatrièmement, la proposition de la minorité I (de Courten) à la lettre b alinéa 2 des dispositions transitoires de la LAVS concerne la transition vers le nouvel âge de référence. La commission a choisi un processus en quatre étapes. Elle rejoint ainsi la décision du Conseil des Etats. A partir de l'entrée en vigueur de la réforme, l'âge de la retraite augmenterait de trois mois chaque année. La transition se ferait donc en trois ans et non en six ans comme le propose le Conseil fédéral. La minorité I préfère quant à elle une transition en deux étapes, à savoir en deux ans.

La majorité de la commission considère qu'un processus en quatre étapes constitue un juste milieu permettant d'atteindre les différents objectifs. Une durée trop courte pour effectuer la transition risquerait de provoquer des départs massifs à la retraite, ce qui poserait des problèmes aux employeurs. Qui plus est, une durée trop courte ne permettrait pas de lisser la transition et risquerait donc de réduire l'acceptation de la mesure au sein de la population. A l'inverse, une durée trop longue serait source de dépenses inutiles et de complications administratives.

Afin de garantir un équilibre entre ces différents enjeux, la commission a donc choisi, par 17 voix contre 6 et aucune

abstention, de préférer une durée plus longue que celle défendue par la proposition de la minorité I (de Courten). Elle vous invite à la suivre.

Cinquièmement, à l'article 13 alinéas 2 et 3 LPP, nous traitons la proposition de la minorité Heim ainsi que la proposition Graf-Litscher qui apporte un peu plus de souplesse que la précédente. La LPP ne contient actuellement aucune disposition relative à la flexibilisation de la retraite. Le Conseil fédéral propose donc d'introduire une retraite flexible entre 62 et 70 ans dans le deuxième pilier, de manière analogue à l'AVS. L'âge minimal pour la perception anticipée, qui est aujourd'hui inscrit dans une ordonnance, passerait de 58 à 62 ans et serait transposé dans la loi. La majorité de la commission rejoint pleinement le Conseil fédéral sur ce point. Descendre au-dessous de 62 ans ne serait pas adéquat et différerait de l'AVS. Cependant, elle souhaite que les exceptions permettant de prévoir un âge minimal inférieur à 62 ans soient inscrites dans la loi. Elle diverge ainsi de l'avis de l'exécutif qui proposait de le régler par voie d'ordonnance. Cela étant, les exceptions inscrites à l'alinéa 3 sont les mêmes que celles énumérées par le Conseil fédéral dans son message, à savoir: les modèles de retraite financés collectivement, les restructurations d'entreprises et les motifs de sécurité publique. Quant au Conseil des Etats, il a choisi de faire figurer ces mêmes exceptions dans la loi.

Par 14 voix contre 8 et 3 abstentions, la commission a choisi cette solution intermédiaire et a refusé d'abaisser l'âge minimal à 60 ans. Elle vous invite à la suivre et à rejeter la proposition de la minorité Heim ainsi que la proposition Graf-Litscher, bien qu'elle n'ait pas été discutée en commission, étant donné qu'elle se rapproche de la proposition de la minorité Heim.

Enfin, l'article 3 alinéa 1bis LAVS ne fait pas l'objet d'une proposition de minorité mais d'une divergence avec le projet du Conseil fédéral et la décision du Conseil des Etats, c'est pourquoi je l'explique ici à l'intention du Conseil des Etats. Contrairement au Conseil fédéral et au Conseil des Etats, la commission ne souhaite pas exempter les personnes sans activité lucrative de l'obligation de cotiser durant la phase d'anticipation de la rente. De cette manière, les personnes concernées n'auraient pas de lacunes de cotisation à l'âge de référence. Bien qu'il s'agisse de considérations essentiellement mathématiques, la proposition peut se résumer à un choix politique. La commission comprend qu'il soit difficile d'expliquer à une personne retraitée qu'elle doit encore payer des cotisations durant quelques années. Cela dit, dans une réforme globale, expliquer aux citoyens que les personnes en retraite anticipée ne paient, eux, plus de cotisations, lui paraît être l'hypothèse la moins cohérente. En effet, cette exemption risquerait de créer des incitations, notamment pour les personnes fortunées. Rappelons que la cotisation annuelle maximale pour les personnes sans activité lucrative s'élève aujourd'hui à 23 900 francs.

Pour ces raisons, la commission a choisi, par 18 voix contre 2 et 4 abstentions, de conserver le système actuel.

Reste enfin une proposition Béglé à l'article 29bis LAVS qui n'a pas été soumise au vote en commission, mais qui contredit le système de la flexibilité de l'âge de la retraite entre 62 et 70 ans, alors que c'est le concept défendu par la majorité de la commission.

Detailberatung – Discussion par article

Sofern nichts anderes vermerkt ist:

- **beantragt die Kommission Zustimmung zum Beschluss des Ständerates;**
- **stimmt der Rat den Anträgen der Kommission zu.**

Sauf indication contraire:

- **la commission propose d'adhérer à la décision du Conseil des Etats;**
- **le conseil adhère aux propositions de la commission.**

1. Bundesgesetz über die Reform der Altersvorsorge 2020 1. Loi fédérale sur la réforme de la prévoyance vieillesse 2020

Ziff. 5 Art. 3 Abs. 1bis

Antrag der Kommission

Für Nichterwerbstätige beginnt die Beitragspflicht am 1. Januar nach Vollendung des 20. Altersjahres. Sie dauert bis zum Ende des Monates, in dem sie das Referenzalter erreichen.

Ch. 5 art. 3 al. 1bis

Proposition de la commission

Les personnes sans activité lucrative sont tenues de payer des cotisations à compter du 1er janvier de l'année qui suit la date à laquelle elles ont 20 ans révolus. Cette obligation cesse à la fin du mois au cours duquel elles atteignent l'âge de référence.

Angenommen – Adopté

Ziff. 5 Art. 4

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(de Courten, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Müri)
Gemäss geltendem Recht, aber:

Abs. 2 Bst. a

Aufheben

Abs. 2 Bst. b

b. das nach Vollendung des Referenzalters erzielte Erwerbseinkommen in der Höhe des Mindestbetrages der Altersrente.

Ch. 5 art. 4

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(de Courten, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Müri)

Al. 2 let. a

Abroger

Al. 2 let. b

b. le revenu de l'activité lucrative obtenu dès l'âge de référence révolus correspondant au montant minimal de la rente vieillesse.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14.098)

Für den Antrag der Mehrheit ... 124 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 67 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 5 Art. 21

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Abs. 1

Gemäss Beschluss des Ständerates, aber:

... auf eine Altersrente nach Artikel 34bis ohne Abzüge oder Zuschläge.

Antrag der Minderheit II

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häslar, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Abs. 1, 2

Unverändert

Antrag der Minderheit III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Abs. 1

Anspruch auf eine Altersrente nach Artikel 34bis ohne Abzüge oder Zuschläge haben:

- a. Männer, welche das 65. Altersjahr vollendet haben;
- b. Frauen, welche das 64. Altersjahr vollendet haben.

Abs. 2

Unverändert

Ch. 5 art. 21*Proposition de la majorité**Al. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Al. 1, 2

Inchangé

Proposition de la minorité III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Al. 1

Ont droit à une rente de vieillesse conformément à l'article 34bis, sans réduction ni supplément:

- a. les hommes qui ont atteint 65 ans révolus;
- b. les femmes qui ont atteint 64 ans révolus.

Al. 2

Inchangé

Ziff. 5 Übergangsbestimmungen Bst. b Abs. 2*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Giezendanner, Herzog, Pieren, Steinemann)

- a. 1. Januar des Jahres des Inkrafttretens der Änderung: 64 Jahre und 6 Monate;
- b. 1. Januar des ersten Jahres ... 65 Jahre.
- c. Streichen
- d. Streichen

Antrag der Minderheit II

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Streichen

Antrag der Minderheit III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Streichen

Ch. 5 dispositions transitoires let. b al. 2*Proposition de la majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Giezendanner, Herzog, Pieren, Steinemann)

- a. 64 ans et 6 mois à partir du 1er janvier de l'entrée en vigueur de la modification;
- b. 65 ans à partir du 1er janvier de la première année ...

c. Biffer

d. Biffer

Proposition de la minorité II

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Biffer

Proposition de la minorité III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Biffer

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): In Artikel 21 von Ziffer 5 werden zwei Fragen behandelt, zum einen die Frage des Referenzalters, zum andern die Frage der Höhe der Rente. Wir stimmen hier im Block 1 einzig und allein über die Frage des Referenzalters ab. Die Frage der Höhe der Rente wird im Block 5 behandelt.

In Bezug auf das Referenzalter stehen der Antrag der Mehrheit und der Antrag der Minderheit I (Humbel), Referenzalter 65, dem Antrag der Minderheit II (Feri Yvonne), Rentenalter 65 für Männer und 64 für Frauen, gegenüber. Bei einer Erhöhung des Referenzalters für Frauen gemäss dem Antrag der Mehrheit und dem Antrag der Minderheit I (Humbel) muss geklärt werden, wie der Übergang auszugestalten ist. Ich schlage Ihnen deshalb vor, zuerst über die Übergangsbestimmungen zu befinden und erst im Anschluss die grundsätzliche Frage des Referenzalters in Artikel 21 zu klären. Der Antrag der Minderheit III (Feri Yvonne) wurde zurückgezogen.

*Ziff. 5 Übergangsbestimmungen Abs. 2 Bst. b**Ch. 5 dispositions transitoires al. 2 let. b**Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 100)

Für den Antrag der Mehrheit ... 129 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 65 Stimmen

(1 Enthaltung)

Ziff. 5 Art. 21 – Ch. 1 art. 21

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Wir stimmen nun über die Grundsatzfrage des Rentenalters ab. Ich stelle das Konzept der Mehrheit und der Minderheit I (Humbel), Referenzalter 65, dem Konzept der Minderheit II (Feri Yvonne), Rentenalter 65 für Männer und 64 für Frauen, gegenüber.

Die Abstimmung hat für die folgenden Artikel Konsequenzen: Ziffer 5 Artikel 3 Absatz 1; 5 Absatz 3 Buchstabe b; 43ter; 64 Absätze 2bis, 2ter; 64a; Ziffer 6 Artikel 30 Buchstabe b; 42 Absatz 4bis Buchstabe b; 74 Absatz 2; Ziffer 7 Artikel 4 Absatz 1 Buchstaben abis, aquater, b; Ziffer 8 Artikel 10 Absatz 2 Buchstabe a; 13 Absatz 1; 15 Absatz 1 Buchstabe a; 24 Absatz 2, 3 Buchstabe b; 26 Absatz 3; 31; 33a Absatz 2; 33b Titel; 36 Absatz 1; 41 Absatz 3; 49 Absatz 1; Übergangsbestimmung Buchstabe d; Ziffer 9 Artikel 1 Absatz 4; 2 Absatz 1bis; 16 Absatz 5; 17 Absatz 2 Buchstaben a bis c; Ziffer 10 Artikel 22; Ziffer 11 Artikel 41 Absatz 1; 43 Absatz 1; 51 Absatz 4; Ziffer 13 Artikel 2 Absatz 2 Buchstabe c; 8 Absatz 1 Buchstabe d; 27 Absatz 3.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 101)

Für den Antrag der Mehrheit/Minderheit I ... 137 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 57 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 5 Art. 29bis*Antrag der Kommission**Abs. 1, 2, 5, 8*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3

... und dem Referenzalter. (Rest streichen)

Abs. 4

... dem Referenzalter und fünf Jahre danach, sofern ...

Abs. 6

... so kann sie bis fünf Jahre nach Vollendung des Referenzalters einmal eine ...

Abs. 7

Die Rente wird nach einem Vorbezug bei Erreichen des Referenzalters unter Berücksichtigung von Absatz 3 neu berechnet.

Antrag Béglé**Abs. 4**

... dem Referenzalter und dem – keiner Begrenzung unterliegenden – Alter, in dem die Erwerbstätigkeit beendet wird, sofern ...

Ch. 5 art. 29bis**Proposition de la commission****Al. 1, 2, 5, 8**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3

... et l'âge de référence. (Biffer le reste)

Abs. 4

... l'âge de référence et cinq ans après si le revenu ...

Al. 6

... il peut jusqu'à cinq ans après l'âge de référence révolus, demander ...

Al. 7

Suite à l'anticipation, la rente est recalculée au moment de l'âge de référence en tenant compte de l'alinéa 3.

Proposition Béglé**Al. 4**

... entre l'âge de référence et celui de cessation de l'activité lucrative – ceci sans limite d'âge – si le revenu ...

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 102)

Für den Antrag der Kommission ... 121 Stimmen

Für den Antrag Béglé ... 70 Stimmen

(3 Enthaltungen)

Ziff. 5 Art. 40d**Antrag der Kommission****Abs. 1**

... bis längstens fünf Jahre nach dem Referenzalter aufschieben.

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 5 art. 40d**Proposition de la commission****Al. 1**

... de leur rente jusqu'à cinq ans après l'âge de référence au plus.

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté**Ziff. 5 Art. 40e****Antrag der Mehrheit**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Heim, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Schenker Silvia, Steiert)

Titel

Vorbezug mit reduziertem Kürzungssatz

Abs. 1

Beim Vorbezug der Altersrente einer versicherten Person, die zwischen dem 1. Januar nach Vollendung des 17. Altersjahres und dem 31. Dezember vor Vollendung des 21. Altersjahres (Jugendjahre) Beiträge an die AHV geleistet hat, wird der Kürzungssatz reduziert, wenn:

a. die versicherte Person in den zehn Jahren vor dem Rentenbezug erwerbstätig war und in dieser Zeit während mindestens fünf Jahren Beiträge auf einem Einkommen in der Höhe zwischen der eineinhalbfachen und dreieinhalbfachen jährlichen minimalen Altersrente nach Artikel 34 an die AHV geleistet hat;

b. die Summe der zehn höchsten Jahresbeiträge nicht mehr beträgt als 150 Prozent der Beitragssumme in den zehn Beitragsjahren vor dem Vorbezug; und

c. das vor dem Rentenbezug erzielte Einkommen zusammen mit dem Einkommen des Ehegatten oder Partners das Siebenfache der jährlichen minimalen Altersrente nach Artikel 34 nicht übersteigt.

Abs. 2

In Abweichung von Artikel 40 Absatz 4 ist die Beitragsdauer bei einem Rentenvorbezug nach Artikel 40e vollständig, wenn eine Person gleich viele Beitragsjahre aufweist wie ihr Jahrgang.

Abs. 3, 4

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 5

Der Bundesrat regelt die Einzelheiten in Fällen nach Absatz 1 Buchstabe a.

Ch. 5 art. 40e**Proposition de la majorité**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Heim, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Schenker Silvia, Steiert)

Titre

Anticipation avec taux de réduction réduit

Al. 1

Lorsqu'une personne qui a cotisé à l'AVS entre le 1er janvier qui suit la date à laquelle elle a eu 17 ans révolus et le 31 décembre qui précède l'année de ses 21 ans (années de jeunesse) perçoit une rente de vieillesse anticipée, le taux de réduction est réduit, si:

a. la personne assurée a exercé une activité lucrative au cours des dix années précédant la perception de la rente et a, au cours de cette période, cotisé à l'AVS durant cinq ans au moins sur la base d'un revenu compris entre une fois et demie et trois fois et demie la rente de vieillesse annuelle minimale visée à l'article 34;

b. la somme des dix années de cotisation les plus élevées n'excède pas 150 pour cent de la somme des cotisations versées durant les dix années précédant l'anticipation; et que

c. le revenu réalisé avant la perception de la rente, additionné à celui du conjoint ou partenaire, n'excède pas le septuple de la rente de vieillesse annuelle minimale visée à l'article 34.

Al. 2

En dérogation à l'article 40 alinéa 4, en cas d'anticipation de la perception de la rente en vertu de l'article 40e, la durée de cotisation est réputée complète lorsqu'une personne présente le même nombre d'années de cotisations que les assurés de sa classe d'âge.

Al. 3, 4

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 5

Le Conseil fédéral règle les modalités dans les cas visés à l'alinéa 1 lettre a.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 103)

Für den Antrag der Mehrheit ... 135 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 60 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 8 Art. 13**Antrag der Mehrheit****Abs. 1**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

Die Vorsorgeeinrichtung kann ein von diesem Referenzalter abweichendes reglementarisches Referenzalter vorsehen; dieses darf nicht unter 62 Jahren und nicht mehr als fünf Jahre über dem Referenzalter liegen.

Abs. 3

Das Mindestalter für den Bezug der Altersleistung ist 62 Jahre. Die Vorsorgeeinrichtung kann ein tieferes reglementarisches Mindestalter als 62 Jahre vorsehen:

- a. ...
- b. bei betrieblichen Restrukturierungen;
- c. bei Arbeitsverhältnissen, in denen frühere Altersrücktritte aus Gründen der öffentlichen Sicherheit vorgesehen sind.

Antrag der Minderheit

(Heim, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Schenker Silvia, Steiert, Weibel)

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Graf-Litscher**Abs. 2**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3

Das Mindestalter für den Bezug der Altersleistung ist 62 Jahre. Die Vorsorgeeinrichtung kann ein tieferes reglementarisches Mindestalter festlegen; dieses muss mindestens 60 Jahre betragen und darf den Vorbezug für höchstens fünf Jahre ermöglichen. Sie kann einen Vorbezug von mehr als fünf Jahren vorsehen:

- a. bei kollektiv finanzierten Rücktrittsmodellen im Sinne von Artikel 1 Absatz 4 FZG;
- b. bei betrieblichen Restrukturierungen sowie bei Arbeitsverhältnissen, in denen frühere Altersrücktritte aus Gründen der öffentlichen Sicherheit notwendig sind; in diesen Fällen kann die Vorsorgeeinrichtung den Bezug der Altersleistung vor Alter 60 vorsehen.

Schriftliche Begründung

Der Antrag verlangt, dass die Vorsorgeeinrichtungen reglementarisch ein tieferes Mindestalter als 62 für den Bezug der Altersleistungen vorsehen dürfen. Für die Versicherten der beruflichen Vorsorge sollen Altersrücktritte weiterhin mit 60 Jahren oder 61 Jahren möglich bleiben. Heute dürfen Vorsorgeeinrichtungen einen Altersrücktritt bereits ab dem 58. Altersjahr vorsehen. Eine Heraufsetzung des Mindestalters auf 62 ist daher zu einschneidend und sollte stattdessen auf 60 beschränkt sein. Sowohl die Arbeitgeber- und Arbeitnehmerverbände als auch der Pensionskassenverband vertreten die Haltung, dass eine Erhöhung des Mindestrücktrittsalters in der beruflichen Vorsorge auf 62 Jahre die Gestaltungsfreiheit der Vorsorgeeinrichtung zu stark einschränkt und die Interessen der Versicherten unnötig misachtet. Die Streichung einer freiwilligen Frühpensionierungsmöglichkeit ab 60 schafft keine Akzeptanz für die Reform. Dies auch, weil sich Frühpensionierungen – trotz schlechterer Rentenumwandlung – immer noch grosser Beliebtheit erfreuen. Der angespannte Arbeitsmarkt für ältere Arbeitnehmer und die gestiegenen psychosozialen Belastungen am Arbeitsplatz sind heute wichtige Gründe für einen vorzeitigen Altersrücktritt. Hierfür sind die Arbeitnehmer und auch vielerorts die Firmen bereit, zusätzliche Mittel, etwa für die Finanzierung einer Überbrückungsrente (AHV-Ersatzrente), aufzuwerfen. Solche Frühpensionierungen sind selbst finanziert und kostenneutral für die Vorsorgeeinrichtungen.

Ch. 8 art. 13**Proposition de la majorité****Al. 1**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2

L'institution de prévoyance peut déroger à cet âge de référence en prévoyant un âge de référence réglementaire différent qui ne doit toutefois pas être inférieur à 62 ans ni être supérieur de plus de cinq ans à l'âge de référence.

Al. 3

L'âge minimal pour la perception de la prestation de vieillesse est de 62 ans. L'institution de prévoyance peut prévoir un âge minimal réglementaire inférieur à 62 ans:

- a. ...
- b. pour les restructurations d'entreprises;
- c. pour les rapports de travail où un âge de retraite inférieur est prévu pour des motifs de sécurité publique.

Proposition de la minorité

(Heim, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Schenker Silvia, Steiert, Weibel)

Al. 2, 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Graf-Litscher**Al. 2**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3

L'âge minimal pour la perception de la prestation de vieillesse est de 62 ans. L'institution de prévoyance peut déroger à cet âge minimal en fixant un âge minimal réglementaire inférieur à celui-ci; l'âge minimal réglementaire ne peut être inférieur à 60 ans et ne peut permettre une anticipation de la perception de la prestation de vieillesse que pour cinq ans au plus. L'institution de prévoyance peut cependant prévoir une anticipation de plus de cinq ans:

- a. pour les modèles de retraite financés collectivement au sens de l'article 1 alinéa 4 LFLP;
- b. pour les restructurations d'entreprises et pour les rapports de travail où un âge de retraite inférieur est nécessaire pour des motifs de sécurité publique; dans ces cas, l'institution de prévoyance peut prévoir la perception de la prestation de vieillesse avant 60 ans.

Ziff. 8 Übergangsbestimmungen Bst. d**Antrag der Mehrheit**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Graf-Litscher

d. ... Vorsorgeeinrichtungen können reglementarische Bestimmungen, die im Zeitpunkt des Inkrafttretens der Änderung vom ... ein tieferes Mindestalter für den Bezug der Altersleistung als 60 Jahre vorsehen, während fünf Jahren ab Inkrafttreten dieser Änderung für die Versicherten beibehalten, die am Ende des Kalenderjahres vor Inkrafttreten der Änderung bei ihnen versichert waren.

Ch. 8 dispositions transitoires let. d**Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Graf-Litscher

d. ... Les institutions de prévoyance peuvent maintenir les dispositions réglementaires prévoyant un âge minimal inférieur à 60 ans pour la perception de la prestation de vieillesse pendant les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur de la modification du ... pour les assurés qui faisaient partie de leur effectif à la fin de l'année civile précédant l'entrée en vigueur de cette modification.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit Heim zu Artikel 13 wurde zugunsten des Einzelantrages Graf-Litscher zurückgezogen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.088/14 105)

Für den Antrag Graf-Litscher ... 116 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 79 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Block 2 – Bloc 2

Neuregelung der Hinterlassenenrenten in der AHV; Indexierung der Auslandsrenten; Kinderrente

Nouvelle réglementation des rentes des survivants dans le cadre de l'AVS; indexation des rentes versées à l'étranger; rente pour enfant

de Courten Thomas (V, BL): Zuerst zu den Minderheitsanträgen zu Artikel 19 AHVG und zu Artikel 38ter IVG: In diesen Bestimmungen geht es um die Indexierung der Altersrenten, die ins Ausland exportiert werden. Es ist ein Dauerbrenner, dass ich der Auffassung bin, dass ins Ausland exportierte Sozialversicherungsleistungen, insbesondere wenn sie von der Allgemeinheit finanziert sind, an die Kaufkraft im jeweiligen Aufenthalts- und Wohnort des Bezügers angepasst werden sollten. Ich bin mit diesem Ansinnen bisher an den zahlreichen Sozialversicherungsabkommen, die die Schweiz mit anderen Staaten geschlossen hat, gescheitert. Dennoch versuche ich es erneut.

Insbesondere bei der AHV lautet ja die Zielsetzung, es gelte, innerhalb des Dreisäulenkonzeptes das Existenzminimum des Bezügers zu sichern. Selbstverständlich steht das Existenzminimum im Zusammenhang mit dem jeweiligen Auslandsaufenthalts- oder Wohnort. Dasselbe gilt auch für die zweite Säule, die zum Ziel hat, die Sicherung des gewohnten Lebensstandards zu gewährleisten.

Ich kann mir vorstellen, dass einige Widerstände gegen dieses Ansinnen aufkommen werden. Ich möchte in diesem Zusammenhang aber dennoch daran erinnern, dass selbst die Bundespersonalverordnung des Eidgenössischen Departementes für auswärtige Angelegenheiten in Artikel 23 eine Indexierung an die Kaufkraft vorsieht – das ist in diesem Zusammenhang doch auch erstaunlich. Daraus ergibt sich also auch für das Bundespersonal eine Indexierung in seiner Lohnstruktur. Wenn man die AHV-Rente als Einkommen im Pensionsalter betrachtet, sieht man, dass es durchaus Analogien gibt, die nicht ganz aus der Luft gegriffen sind. Im Übrigen kennen wir auch im Inland in vielen Bereichen eine Indexierung an die Inflation, sprich an die Kaufkraft. Insofern ist die Idee durchaus diskussionswürdig.

Ich bin mir im Übrigen absolut bewusst, dass diese Regelung selbstverständlich auch Schweizer betreffen würde, die sich im Pensionsalter entscheiden, im Ausland Wohnsitz zu nehmen. Mein Antrag richtet sich also keineswegs gegen Ausländer, ich bin in dieser Frage für die Gleichstellung. Ich sehe aber keinen Grund, mit AHV und BVG einen Auswanderungsanreiz für Pensionäre zu schaffen, das ist auch politisch nicht erstrebenswert.

Ich bitte Sie deshalb, meinen Minderheitsanträgen zuzustimmen, damit wir das gesetzestechnisch noch im Detail ausarbeiten können.

Zum Minderheitsantrag zu Artikel 23 AHVG: Witwen haben heute einen Anspruch auf eine Witwenrente der AHV, wenn sie zum Zeitpunkt der Verwitwung Kinder oder Pflegekinder haben oder wenn sie zum Zeitpunkt der Verwitwung das 45. Altersjahr zurückgelegt haben und mindestens fünf Jahre verheiratet waren. Unter der alten AHV, 9. Revision, war es noch so, dass Witwen nur eine Rente erhielten, falls sie von ihrem Ex-Ehegatten Unterhaltszahlungen erhielten. Mit der 10. AHV-Revision fiel diese Bedingung weg, was zur Folge hat, dass häufig Frauen ohne Kinder unter 18 Jahren, welche seit Jahren keinen Kontakt mehr zu ihrem Ex-Mann hatten, nach dessen Tod aus heiterem Himmel quasi eine Witwenrente erhalten. Das ist nicht sinnvoll. Der Bundesrat und die Kommissionsmehrheit schlagen deshalb vor, den Anspruch auf Witwen zu beschränken, die im Zeitpunkt der Verwitwung Kinder haben, welche entweder Anspruch auf eine Waisenrente oder einen Anspruch auf Betreuungsgutschriften haben. Laufende Hinterlassenenrenten werden nicht berührt. Für Hinterlassene, welche von der Anpassung der Ansätze betroffen sind, ist eine Bestandesgarantie vorgesehen.

Ich beantrage Ihnen zusätzlich, dass ein Anspruch auf eine Witwen- oder Witwerrente nur besteht, wenn und solange die verwitwete Person vom Ehegatten ein Kind hat, das von

ihr betreut wird und noch nicht 18-jährig ist. Für Personen, die über 45 Jahre alt sind oder ein pflegebedürftiges Kind betreuen, sind die gleichen Ausnahmeregelungen wie vom Bundesrat vorgeschlagen zu treffen.

Es scheint die grosse Befürchtung zu bestehen, dass Einschränkungen bei den Witwenrenten in einer Volksabstimmung keine Chancen hätten. Ich bin aber überzeugt, dass das Volk sehr wohl Handlungsbedarf ausmacht, wenn kommuniziert wird, dass es unter den aktuell geltenden Bestimmungen für eine junge Frau irgendeiner Nationalität ausreicht, mindestens ein Kind zu haben und mit einem AHV-Rentner verheiratet zu sein, um nach dessen Tod eine lebenslange Witwenrente zu beziehen. Dabei muss das Kind nicht einmal das Kind des AHV-Rentners sein. Auch die Dauer der Ehe vor dem Tod oder der Altersunterschied zwischen den Eheleuten – in manchen Fällen sind das in der Praxis über sechzig Jahre – spielen keine Rolle.

Zum Minderheitsantrag zu Artikel 25 AHVG: Meine Minderheit zu diesem Artikel beabsichtigt, den Anspruch auf Waisenrenten mit dem 20. Altersjahr erlöschen zu lassen. In der heutigen Regelung wird noch unterschieden, ob die Waisenrente mit 18 Jahren, wenn das Kind erwachsen ist, erlischt oder erst wenn es mit 25 seine Ausbildung abschliesst. Hier möchte ich eine einheitliche Regelung beantragen.

Schliesslich noch zu meinem Einzelantrag zu Artikel 22ter AHVG: Hier geht es um einen Eventualantrag. Falls die Mehrheit in diesem Punkt nicht obsiegt, möchte ich über den Einzelpunkt bezüglich der Auszahlung von Kinderrenten für Pflegekinder – nicht für eigene Kinder – die Auszahlung auf die Bezüger in der Schweiz beschränken. Diesen Antrag konnte ich in der Kommission aus technischen Gründen nicht stellen. Falls die Mehrheit hier unterliegt, will ich aber, dass der Rat hier nochmals einzeln darüber abstimmen kann.

Schenker Silvia (S, BS): Bei diesem Block habe ich, wie Sie gehört haben, drei Minderheitsanträge und einen Einzelantrag eingereicht. Die Minderheitsanträge und der Einzelantrag haben alle das gleiche Ziel. Sie sollen zusätzliche Stolpersteine im Projekt Rentenreform 2020 beseitigen.

Der erste Minderheitsantrag betrifft Artikel 22ter AHVG. Die Mehrheit Ihrer Kommission möchte die AHV-Kinderrenten komplett streichen. In Zukunft würden also Männer, die bereits im AHV-Alter sind und noch Kinder oder Jugendliche in Ausbildung haben, keine Kinderrenten mehr erhalten. Gemäss den Ausführungen der Verwaltung werden im Moment fast 25 000 solche Kinderrenten ausbezahlt. Das Einsparpotenzial durch diese Massnahme ist denn auch mit 200 Millionen Franken zugegebenermassen recht hoch. In der Kommission wurden bei der Diskussion um die Kinderrenten vor allem gut betuchte ältere Männer erwähnt, die mit 50 oder später noch Vater werden.

Ich aber bin davon überzeugt, dass es unter den Bezügern von Kinderrenten viele gibt, die in bescheidenen Verhältnissen leben und für deren Haushaltbudget die Kinderrenten wichtig sind. Kommt hinzu, dass in gewissen Fällen durch ein Streichen der Kinderrenten einfach eine Kostenverschiebung zu den Ergänzungsleistungen erfolgt.

Die anderen Minderheitsanträge betreffen in erster Linie Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer. Sie haben darum auch ein Schreiben der Auslandschweizer-Organisation (ASO) erhalten, in dem Sie gebeten werden, meinen beiden Minderheitsanträgen zu folgen.

Wenn es nach dem Willen der Mehrheit geht, können in Zukunft Waisenrenten für Pflegekinder und IV-Kinderrenten für Pflegekinder nicht mehr ins Ausland exportiert werden. Dazu ist Folgendes zu sagen: Erstens trifft es wiederum vor allem Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer, die in einem Land ausserhalb der EU/Efta wohnen, mit dem kein Sozialversicherungsabkommen besteht. Zweitens liegt dieser Streichung die Annahme zugrunde, dass diese Pflegekinder vielleicht keine echten Pflegekinder sind, sondern dass da irgendetwas gemauschelt wird. Ich teile dieses grundsätzliche Misstrauen nicht und finde es deshalb falsch, das Pflegekind quasi mit dem Bad auszuschütten.

Lassen Sie mich noch ein Wort zu meinem Einzelantrag zu Artikel 23 sagen. Wie Sie meiner schriftlichen Begründung entnehmen können, habe ich da in der Hitze des Gefechts am Ende der Debatte einen Überlegungsfehler angestellt und den Antrag nicht als Minderheitsantrag eingereicht. Inhaltlich wurde er in der Kommission diskutiert und auch zur Abstimmung gebracht.

In Bezug auf die Verschlechterung der Witwenrenten haben wir ja zwei unterschiedliche Konzepte: Der Bundesrat will die Witwenrenten generell kürzen. Die Mehrheit der Kommission ist dem Bundesrat im Wesentlichen gefolgt und nimmt nur eine kleine Retusche im Sinne einer Härtefallregelung vor. Der Ständerat war der Meinung, dass dies ein zu grosser Stolperstein für die Vorlage wäre, und ist dem Bundesrat deshalb nicht gefolgt.

Mein Antrag könnte ein möglicher Kompromiss in dieser Frage sein. Er hätte zur Folge, dass Witwen, die nie Kinder hatten, keine Witwenrenten mehr erhalten. Dieser Antrag wurde in der ständerätlichen Kommission ebenfalls schon diskutiert, aber dann nicht als Antrag im Plenum behandelt. Mir geht es mit meinem Einzelantrag nun darum, diesen Kompromissantrag nochmals aufs Tapet zu bringen.

Ich bitte Sie also zusammenfassend, meine Bemerkungen zu unterstützen und damit die Vorlage, die beim Eintreten mehrmals als überladen bezeichnet wurde, zu entlasten.

de Courten Thomas (V, BL): Frau Schenker, gehen Sie mit mir einig, dass die Kinderrenten, die ursprünglich in der AHV eingeführt worden sind, bis heute durch Familienzulagen, durch Steuerabzüge für Kinderkosten usw. ergänzt wurden, die mehrfach angepasst wurden? Gehen Sie mit mir einig, dass wir heute eine Situation haben, wo die Kinderrenten einkommensabhängig sind, sodass die Situation besteht, dass ein pensionierter CEO eines Schweizer Grossunternehmens bis fünfmal mehr an Kinderrente in der AHV erhält, als eine Mutter, eine erwerbstätige Arbeiterin, für die Ausbildung ihres Sohnes erhält? Stimmen Sie mit dem überein?

Schenker Silvia (S, BS): Herr de Courten, ich habe es in meinen Ausführungen gesagt: Sie kommen mit diesen durchaus sehr schwierigen Einzelfällen. Es gibt aber andere Fälle, wo eben die Kinderrente für das Haushaltbudget sehr wichtig ist. Das ist das eine. Das andere ist, dass, wer eine AHV-Kinderrente bekommt, nicht gleichzeitig Kinderzulagen hat. Sie können das also nicht einfach zusammenrechnen.

Ingold Maja (C, ZH): Wenn es hier um die Neuregelung der Hinterlassenenrenten geht, dann meinen wir aus Sicht der CVP-Fraktion, dass man der gesellschaftlichen Realität von heute Rechnung tragen muss und daher die Renten in abgefedertem Mass senken soll. Das heisst, ein Teil der Rechte der Verwitweten und Verwaisten ist zu relativieren, weil diese unserer Meinung nach nicht mehr nötig sind, sondern auch falsche Anreize setzen. Überdies könnten etwa 200 Millionen Franken für die AHV gespart werden.

Zur Aufhebung der sogenannten AHV-Kinderrenten: Heute werden etwa 18 000 Kinderrenten ausgerichtet. Offenbar geht es um pensionierte Väter. Biologisch bedingt könnten Frauen kaum von dieser Leistung profitieren. Es geht also um ältere Herren, für die man mit einer vernünftigen Härtefall- und Übergangsregelung sehr wohl Lösungen finden könnte, die nicht gegen 200 Millionen Franken kosten. Im Gegensatz zur Familienzulage – wir haben es gerade von Kollege de Courten gehört – sind die Kinderrenten einkommensabhängig, das heisst, dass für Kinder von Vätern mit hohen Einkommen auch höhere Kinderrenten ausbezahlt werden.

Die Mehrheit der CVP-Fraktion will diese Kinderrente aufheben.

Artikel 25 regelt den Anspruch der Pflegekinder. Waisenrenten sowie AHV- und IV-Kinderrenten werden an die anspruchsberechtigten Personen, unabhängig von ihrem Wohnort, ausbezahlt. Der Wohnort kann ein EU-/Efta-Staat sein oder auch ein Staat, mit dem die Schweiz ein Sozialversicherungsabkommen abgeschlossen hat. Im geltenden

Recht regelt der Bundesrat diesen Anspruch. Die Ansprüche, vor allem auf Renten, die nicht aus einer eigenen Beitragspflicht stammen, sind sehr schwierig zu prüfen, vor allem in Ländern, die mit der Schweiz kein Sozialversicherungsabkommen haben.

Die CVP-Fraktion unterstützt die Mehrheit Ihrer Kommission, die die Waisenrente nur noch an Pflegekinder ausrichten will, die Wohnsitz und Aufenthalt in der Schweiz haben. Dasselbe gilt für den Export der IV-Kinderrente für Pflegekinder. Zur Frage, wie lange die Waisenrente dauert, will die CVP-Fraktion klar beim bisherigen geltenden Recht bleiben, weil wir der Meinung sind, dass es für das gedeihliche Leben der jungen erwachsenen Waisen wichtig ist, dass die Rente nicht unabhängig von der Ausbildungszeit mit 20 erlischt, sind es doch die wenigsten, die dann mit abgeschlossener Ausbildung auf eigenen Füßen stehen.

Nun noch zur immer wiederkehrenden Intervention der SVP, die ganzen Auslandrenten zu indexieren: Heute werden die Renten ohne Kaufkraftanpassung, das heisst ungekürzt, ins Ausland ausbezahlt. Die Argumente für einen Systemwechsel können die CVP-Fraktion gar nicht überzeugen. Immerhin wären auch fast 800 000 Auslandschweizer betroffen, unter denen auch ein paar Rentner sind. Kollege de Courten will sparen für den Sozialstaat, aber das Gegenteil käme heraus. Der Staat gibt zwar viel Geld aus für Rentner im viel kostengünstigeren Ausland. Wenn aber dort nur noch niedrige Renten bezahlt würden, wäre das doch ein Anreiz, in der Schweiz zu bleiben bzw. sogar zurückzukommen, die AHV und noch vielerlei andere Leistungen – der Krankenkassen, der öffentlichen Hand für Betagte, Ergänzungsleistungen für Pflegeheime usw. – in der Schweiz zu beziehen. Die Kosten dieser Leistungen überträfen jene der nicht kaufkraftangepassten Renten sicher deutlich.

Pezzatti Bruno (RL, ZG): Wir entscheiden in diesem Block vor allem über die Indexierung der Auslandrenten, über die AHV-Kinderrenten sowie über die Neuregelung der Hinterlassenen- und Waisenrenten. Die FDP-Fraktion wird durchwegs die Mehrheitsanträge unterstützen und alle Minderheitsanträge ablehnen. Den Einzelantrag de Courten zu Artikel 22ter werden wir unterstützen.

Zur Indexierung der Auslandrenten: Wir werden den Antrag der Minderheit de Courten ablehnen, nicht zuletzt auch deshalb, weil die Auslandrenten vor allem auch an die im Ausland lebenden Schweizer ausbezahlt werden und diese davon betroffen sein werden. Es ist aber auch fraglich, ob diese Indexierung mit den internationalen Verträgen vereinbar ist. Hinzu kommt, dass der Vollzug kostenintensiv sein wird, weil für jedes einzelne Land die Kaufkraft berechnet werden müsste. Diese Zusatzkosten sind zu vermeiden.

Bei den AHV-Kinderrenten unterstützen wir die Mehrheit und damit den Antrag des Bundesrates. Den Antrag der Minderheit Schenker Silvia lehnen wir ab. Die AHV-Kinderrente wird vorwiegend an pensionierte Väter ausbezahlt, welche – so, wie wir das beurteilen – in den meisten Fällen diesen staatlichen Einkommenszustupf nicht benötigen. Kommt hinzu, dass für ein Kind eines AHV-Rentners ein Vielfaches einer normalen Kinderrente ausbezahlt wird. Bei der Rentenskala 44 sind es 940 Franken pro Kind – dies im Gegensatz zu den 200 bis 300 Franken pro Kind von Eltern, die noch erwerbstätig sind. Wir sind der Auffassung, dass die ersatzlose Streichung der AHV-Kinderrenten verantwortet werden kann.

Es ist hier auch daran zu erinnern, ich habe das einleitend gesagt, dass wir den Einzelantrag, den Eventualantrag de Courten unterstützen werden. Die Minderheitsanträge Schenker Silvia zum Export der Waisenrente an Pflegekinder und zum Export der IV-Kinderrente an Pflegekinder lehnen wir ab.

Bei den Hinterlassenenrenten unterstützt die FDP-Fraktion den Entwurf des Bundesrates. Artikel 23 AHVG besagt demnach, dass Witwen und Witwer Anspruch auf eine Hinterlassenenrente haben, sofern sie im Zeitpunkt der Verwitwung entweder mindestens ein Kind mit einem Anspruch auf eine Waisenrente haben oder Anspruch auf Betreuungsgutschrift

ten haben, weil sie ein Kind betreuen. Mit dieser Einschränkung kann der Bund 340 Millionen Franken einsparen. Den Minderheitsantrag der Courten zur Hinterlassenenrente wie auch seinen Minderheitsantrag zur Waisenrente lehnt die FDP-Fraktion ab.

Häsler Christine (G, BE): Auch wenn das Rentenalter noch sehr weit vom Alter und auch vom Alltag von Kindern und Jugendlichen entfernt ist, ist eben gerade diese Vorlage, die wir hier diskutieren, auch für Kinder und Jugendliche sehr wichtig. Was wir heute diskutieren und in den nächsten Tagen und vielleicht auch Monaten hier zu einem hoffentlich konstruktiven Abschluss bringen wollen, betrifft Jung und Alt, Arm und Reich, Mann und Frau – und eben auch Kinder. Hier in diesem Saal wird immer wieder beschworen, dass Kinder wichtig sind und dass wir die Altersvorsorge eben gerade auch für unsere Kinder und die kommenden Generationen sichern sollen. Doch hier stehen wir den klaren Abbauforderungen gegenüber, die AHV-Kinderrenten zu streichen, die Waisenrenten und die IV-Kinderrenten an Pflegekinder im Ausland und die Waisenrenten während der Ausbildung nicht mehr zuzugestehen: Das geht nun direkt die Jungen und Jüngsten an! Wenn also unsere Parolen zu Taten werden sollen, dann sollten wir nun dafür sorgen, dass Kinder in einem wirtschaftlich stabilen Umfeld aufwachsen können und nicht in einem Umfeld, das wegen drohender oder herrschender Armut von Ausgrenzung geprägt ist. Kinderrenten sollen in unseren Sozialversicherungen einheitlich geregelt sein, denn Kinder kosten nicht einmal mehr und einmal weniger, je nachdem, über welches Gesetz wir hier diskutieren. Sie stehen den Kindern auch zu, denn Kinder können nichts dafür, wenn sie Pflegekinder sind und nicht leibliche Kinder oder wenn sie alte Eltern haben.

Heute werden Frauen dazu ermuntert, sich möglichst gut auszubilden. Entsprechend entsteht auch der Trend, dass Frauen später Kinder haben, und bei Männern steht der Vaterschaft im reiferen Alter schon gar nichts im Wege. Sollen Kinder nun also dafür bestraft werden, dass ihre Eltern bereits im AHV-Alter sind, wenn sie noch in der Ausbildung stehen? Wir meinen nein. Da sollten wir etwas über den Zeithorizont hinaus denken.

Die Fraktion der Grünen wird folgende Linie unterstützen: Bei Artikel 19 AHVG betreffend Indexierung der Ausländerrenten unterstützen wir die Mehrheit. Bei Artikel 22ter AHVG, in dem die AHV-Kinderrenten gestrichen werden sollen, unterstützen wir die Minderheit Schenker Silvia, die das geltende Recht weiterführen will. Beim Thema Export der Waisenrenten an Pflegekinder und der IV-Kinderrenten an Pflegekinder unterstützen wir jeweils die Minderheit Schenker Silvia, die diese bisherige Leistung beibehalten will. Bei der Hinterlassenenrente gemäss Artikel 23 AHVG unterstützen wir die Mehrheit, und bei Artikel 25 Absätze 4 und 5 AHVG wollen wir die Waisenrenten weiterhin, auch während der Ausbildung, bis zum Alter von 25 Jahren zugestehen. Wir unterstützen auch hier die Mehrheit.

Feri Yvonne (S, AG): Wir haben jetzt schon vieles über die Anträge in diesem Block gehört, auch die Begründungen dazu. Wir können die Schweiz nicht in eine Situation bringen, in der es gilt, die Bedingungen aller unterzeichneten Abkommen plötzlich neu zu verhandeln. Wir wollen auch unsere Auslandschweizer und -schweizerinnen nicht unnötig verärgern.

Die meisten Auslandsverhältnisse sind heute bereits über Sozialversicherungsabkommen und über das Personenfreizügigkeitsabkommen, mit bilateralen und multilateralen Abkommen geregelt. Die meisten dieser Abkommen sehen vor, dass die Leistungen, die ins Ausland exportiert werden, im Verhältnis zu den schweizerischen Renten nicht gekürzt werden dürfen. Solange diese Abkommen gelten, würde die Indexierung, wie vorliegend von der Minderheit der Courten verlangt, vor allem für Länder gelten, mit denen die Schweiz keine Sozialversicherungsabkommen abgeschlossen hat. In diesen Ländern gibt es vor allem Auslandschweizer und -schweizerinnen und allenfalls ausländische Hinterlassene

dieser Auslandschweizer und -schweizerinnen, möglicherweise auch Angehörige anderer Vertragsstaaten, die sich in diesen Ländern aufhalten. Es ist davon auszugehen, dass von den finanziellen Auswirkungen überwiegend Schweizer und Schweizerinnen und nicht ausländische Staatsangehörige betroffen wären.

Da die Indexierung nur wenige Länder betrifft, macht die Neuregelung keinen Sinn. Auch müssen wir uns fragen, was wir mit niedrigen Renten für ein Zeichen setzen. Wer sich entscheidet, im Ausland zu leben, tut dies nicht nur wegen der Höhe der Renten. Wenn diese Leute hier in der Schweiz bleiben würden, würden sie hier zwar Steuern zahlen, könnten aber auch Ergänzungsleistungen oder andere staatliche Leistungen beziehen. Bleiben wir doch bei der heutigen Regelung. Zudem würde die Indexierung zu einer Ungleichbehandlung von Schweizern und Auslandschweizern führen. Obwohl die einbezahlten Beiträge dieselben wären, würden sich die empfangenen Leistungen in Abhängigkeit vom jeweiligen Wohnsitz der Personen unterscheiden.

Die gesellschaftliche Entwicklung zeigt, dass vermehrt über vierzigjährige Personen Mütter und Väter werden. Die Minderheit der Courten verlangt die Aufhebung der Kinderrenten in der AHV. Diese Aufhebung würde die Finanzierung des Lebensunterhaltes und insbesondere die Finanzierung der in der heutigen Arbeitswelt unabdingbaren Erstausbildung von Kindern von älteren Eltern gefährden. Eine Kompensation im Rahmen der Ergänzungsleistungen ist nur eine weitere Verlagerung in eine andere Sozialversicherung. Wir müssen dafür sorgen, dass alle Kinder die Möglichkeit bekommen, eine gute Ausbildung zu machen, damit sie eines Tages finanziell unabhängig leben können.

Eine Mehrheit der Kommission wendet sich gegen die Auszahlung von Waisenrenten für im Ausland lebende Pflegekinder. Stattdessen sollen die Renten ausschliesslich an diejenigen berechtigten Personen ausbezahlt werden, die ihren Wohnsitz für gewöhnlich in der Schweiz haben. Dieser Antrag der Kommissionsmehrheit würde insbesondere diejenigen Schweizer Bürgerinnen und Bürger und ihre im Ausland wohnhaften Hinterlassenen betreffen, die in einem Nicht-EU- und Nicht-EFTA-Staat leben, mit dem die Schweiz kein Sozialversicherungsabkommen abgeschlossen hat.

Wir bitten Sie, die Anträge der Minderheit der Courten abzulehnen, den Antrag der Minderheit Schenker Silvia jedoch zu unterstützen.

Frehner Sebastian (V, BS): Im Block 2 geht es um die von Ihrer Kommission beantragten Neuregelungen in der AHV, um die Indexierung der Ausländerrenten und um die Kinderrente.

Bei Artikel 19 AHVG beziehungsweise Artikel 38ter IVG beantragt eine Minderheit der Courten, die AHV- und IV-Renten, welche Rentner im Ausland bekommen, an die Kaufkraft im Wohnsitzstaat anzupassen. Ich bitte Sie, diese Minderheit zu unterstützen. Damit wird die Kaufkraft der ausländischen Rentner der Kaufkraft der Rentner im Inland angeglichen, und dies hat natürlich auch beträchtliche Minderausgaben zur Folge.

Die AHV-Kinderrente ist in Artikel 22ter AHVG geregelt. Die Mehrheit der Kommission beantragt Ihnen, diese Rente für Kinder von Pensionierten abzuschaffen. Eine Minderheit Schenker Silvia möchte bei der heutigen Gesetzeslage bleiben. Aus Sicht der SVP ist die heutige Regelung nicht richtig. Rentner erhalten ja bereits eine Rente. Dass darüber hinaus auch noch deren Kinder eine Kinderrente bekommen, leuchtet nicht ein. Oft geht es diesen Familien finanziell besser als noch vor der Pensionierung; das kann ja nicht sein. Lehnen Sie den Minderheitsantrag Schenker Silvia bitte ab!

Zu Artikel 25 Absatz 3 AHVG: Hier geht es um die Frage, ob Waisenrenten an Pflegekinder nur in der Schweiz oder auch im Ausland bezahlt werden. Die Mehrheit der Kommission möchte diese nur in der Schweiz ausbezahlen. Frau Schenker möchte mit ihrer Minderheit, dass diese auch im Ausland ausbezahlt werden. Folgen Sie hier bitte der Mehrheit Ihrer Kommission. In den vergangenen Jahren kam es im Ausland

bekanntlich zu Auswüchsen, was die Waisenrenten an Pflegekinder anbelangt. Rüstige Herren aus der Schweiz machten sich auf, um im Ausland eine Frau zu heiraten. Das ist natürlich nicht verboten. Das Problem ist nur folgendes: Wenn die Frau bereits Kinder in die Ehe mitbringt und der Mann stirbt, kann dies ziemlich ins Geld gehen, wenn es sich zum Beispiel um drei oder vier Kinder handelt. Die AHV ist nicht dafür geschaffen, ganze Familien im Ausland zu unterstützen, deren Bezug zur Schweiz doch sehr gering ist. Artikel 35 Absatz 5 IVG betrifft einen ähnlichen Fall. Die Frage lautet: Soll die Kinderrente für Pflegekinder nur ausbezahlt werden, wenn die anspruchsberechtigte Person ihren Wohnsitz in der Schweiz hat, oder auch dann, wenn sie im Ausland lebt? Die Mehrheit Ihrer Kommission möchte, dass solche Kinderrenten nur ausbezahlt werden, wenn der IV-Rentner seinen Wohnsitz in der Schweiz hat. Die Begründung ist die gleiche wie die betreffend AHV-Kinderrenten: Diese IV-Bezüger bekommen ja bereits eine IV-Rente. Ich komme zu Artikel 23 AHVG: Gemäss heutiger Regelung haben Witwen Anspruch auf eine Witwenrente, wenn sie im Zeitpunkt der Verwitwung Kinder haben. Hier möchte die Mehrheit der SGK dem Bundesrat folgen, der einschränkend vorsieht, dass Witwenrenten nur noch ausbezahlt werden, wenn die Witwen mindestens ein Kind mit einem Anspruch auf eine Waisenrente oder wenn sie Anspruch auf Betreuungsgutschriften haben. Die Minderheit der Courten möchte noch weiter gehen und Witwenrenten nur ausbezahlen lassen, wenn das Kind jünger als 18 Jahre ist. Bitte folgen Sie dieser Minderheit. Die Zeiten haben sich geändert: Früher waren Witwen oft mittellos und verfügten über kein Einkommen; heute sind die Frauen zum Glück besser ausgebildet, und es kann ihnen durchaus zugemutet werden, wieder zu arbeiten, wenn die Kinder – um es ein bisschen salopp zu formulieren – aus dem Gröbsten raus sind. Lehnen Sie bitte den Einzelantrag Schenker Silvia ab, der zwischen dem Beschluss des Ständerates und der Version der Kommissionsmehrheit steht. Zum Schluss dieses Blocks komme ich noch zu Artikel 25 Absätze 4 und 5 AHVG: Hier möchte die Minderheit der Courten, dass Waisenrenten in jedem Fall mit dem 20. Altersjahr der Waisen erlöschen. Die Mehrheit möchte bei der heutigen Regelung bleiben, die vorsieht, dass solche Renten maximal bis zum 25. Altersjahr ausbezahlt werden können. Bitte folgen Sie auch hier der Minderheit der Courten. Ich komme noch zum Einzelantrag der Courten: Dieser möchte, dass Kinderrenten für Pflegekinder nur ausbezahlt werden, wenn die anspruchsberechtigte Person in der Schweiz lebt. Das ist ein Eventualantrag für den Fall, dass die AHV-Kinderrente nicht überhaupt abgeschafft wird.

Flach Beat (GL, AG): Die Gesellschaft und die Formen des familiären Zusammenlebens haben sich seit 1948 gewandelt, und es wird Zeit, dies auch bei den sozialen Leistungen zu berücksichtigen, die der Staat erbringt, wenn eine Familie, ein Mensch wegen eines Todesfalls auf die Hilfe und Unterstützung des Gemeinwesens angewiesen ist.

Uns Grünliberalen wäre es am liebsten gewesen, bei der gesamten Frage der Hinterbliebenen- und Kinderrenten zu einem zivilstandsunabhängigen System zu wechseln. Es ist heute nämlich nicht mehr einzusehen, warum wir noch am bisherigen System festhalten, obwohl es sich ja heute mit den Familien ganz anders verhält. Wir wissen, in welchen Formen die Menschen heute zusammenleben. Immerhin hat die Kommission mit ihren Anträgen aber ein paar alte Zöpfe abgeschnitten. Heute ist es ja so, dass auch eine geschiedene Frau ohne Kinder nach dem Tod des Ex-Ehegatten eine Witwenrente erhält – unabhängig davon, ob sie diese benötigt, auch dann, wenn sie berufstätig und finanziell unabhängig ist. Neu sollen Witwen und Witwer nur dann eine Rente erhalten, wenn sie zum Zeitpunkt der Verwitwung ein Kind unter 18 Jahren oder ein Kind unter 25 Jahren in Ausbildung haben oder ein pflegebedürftiges Kind betreuen. Die Anknüpfung an die Fürsorgepflichten ist sachgerecht, und mit der Senkung der Witwen- und Witwerrenten auf 60 Prozent der Altersrente und der gleichzeitigen

Erhöhung der Waisenrente auf 50 Prozent der Altersrente fliessen die Mittel dahin, wo sie gebraucht werden, nämlich zu den Hinterbliebenen mit Kindern. Gleichzeitig schaffen wir es so, beträchtliche Einsparungen zu machen.

Eine Studie im Auftrag des EDI hat auch aufgezeigt, dass nicht die verwitweten Frauen, sondern vor allem alleinerziehende und geschiedene Frauen wirtschaftliche Probleme haben. Wenn anderen alleinstehenden kinderlosen Frauen zugemutet wird, ihr Einkommen selber zu erwirtschaften, ist es auch einer verwitweten kinderlosen Frau in der Regel zumutbar, einem Erwerb nachzugehen, zumal sie ja noch eine Witwenrente aus der beruflichen Vorsorge erhält. Die Härtefallregelung, die die Kommission eingefügt hat und die nach Ablauf der langen Übergangsfrist für die Neuregelung der Witwenrente für Witwen vorgesehen ist, die sich nach der Aufhebung der bisherigen Witwenrente in einer wirtschaftlich schwierigen Situation befinden, ist sehr klug und ausgewogen und sorgt dafür, dass die Personen, die Witwen, die dann tatsächlich Hilfe benötigen, diese auch erhalten.

Die heutige Regelung zu den Kinderrenten führt zu stossenden Ergebnissen, wenn zum Beispiel ein Vater eine Kinderrente erhält, obwohl er als Pensionär überhaupt nicht darauf angewiesen ist. Über 90 Prozent dieser Kinderrenten gehen heute ja an die Männer, über 8000 davon werden ins Ausland bezahlt. Das Durchschnittsalter der Altersrentenbezüger, die eine Kinderrente beziehen, lag bei der Geburt des Kindes zwischen 40 und 50 Jahren. Wir finanzieren hier mit der AHV Familienmodelle, die nicht auf diese Rentenzahlungen angewiesen sind. Wir schaffen auch ein Ungleichgewicht gegenüber Familienvätern, die nur die Familienzulage erhalten, denn diese ist um einiges kleiner.

Mit diesen Massnahmen spart die AHV nochmals 200 Millionen Franken. Die Abschaffung dieser Kinderrenten ist konsequent und richtig. Es gibt neu zwar keine Kinderrenten mehr, aber es gibt nach wie vor die Waisenrenten. Für Pflegekinder sollen diese jedoch neu nur noch ausbezahlt werden, wenn die Pflegekinder den Wohnsitz in der Schweiz haben. Damit werden Missbräuche unterbunden, ohne den wirklich Anspruchsberechtigten zu schaden.

Ich bitte Sie, überall der Mehrheit der Kommission zu folgen und die Einzelanträge Schenker Silvia und der Courten abzulehnen.

Zum Einzelantrag der Courten nur noch ganz kurz etwas: Wenn wir die ins Ausland zu zahlenden Renten auf die Kaufkraft indexieren wollen, so führt das zu ungewollten Resultaten. Zum einen würden Personen, die mit der Rente im Ausland neben ihrer Grundexistenz auch die Pflege finanzieren, in finanzielle Nöte kommen und vermutlich zurückkehren. Dies würde bei uns dann wieder zu erhöhten Kosten führen. Zum andern gibt es auch Länder, die ihre eigenen Leistungen herunterschrauben, wenn aus einem anderen Land eine Arbeitsrente ausbezahlt wird; in den USA zum Beispiel ist das die Windfall Elimination Provision. Im Übrigen gibt es auch in der Schweiz durchaus Kaufkraftunterschiede in den Regionen, die ja auch nicht berücksichtigt werden.

Ich bitte Sie daher, überall der Mehrheit zu folgen und alle Einzelanträge abzulehnen.

Hess Lorenz (BD, BE): Wenn, wie das hier bei der Altersvorsorge der Fall ist, eine Revision ansteht und sich eine Kommission an die Revision eines Gesetzeswerkes macht, dann ist ja das Finden von Sparpotenzial ein Hauptgrund der Revision. Da kommt man nicht darum herum. In Tat und Wahrheit ist es aufgrund der aktuellen und künftigen Lage der AHV der Hauptzweck. Man kommt also nicht darum herum, Bereiche zu benennen, in denen tatsächlich Sparpotenzial vorhanden ist.

Wir sind der Meinung, dass die Kommission in den vorliegenden Fragen tatsächlich nach sehr austarierten Lösungen gesucht hat. Sie haben vorhin die einzusparenden Summen gehört. Wir kommen da nicht darum herum. Dass jetzt in diesen Bereichen selbstverständlich von der einen Seite noch eine gewisse Verschärfung in einigen Artikeln gewünscht wird, ist klar; dass von linker Seite in einigen Minderheitsanträgen eine Entschärfung gefordert wird, ist auch

klar. In Tat und Wahrheit haben wir es damit zu tun, dass wir irgendwo etwa in der Mitte eine Lösung finden müssen. Nach Ansicht der BDP-Fraktion ist dies die Linie der Mehrheit.

Wir bitten Sie, der Mehrheit zu folgen, insbesondere auch deshalb, weil es sich hier tatsächlich nicht einfach um willkürliche Einsparungen handelt, die man machen möchte. Vielmehr folgen wir der Realität der Veränderung der Gesellschaft und der Veränderung der Lebensformen. In einigen Bereichen gibt es Situationen, bei denen man nicht gerade von Missbrauch sprechen kann – weil es kein aktiver Missbrauch ist –, in denen es aber doch, gerade im Bereich der hier schon mehrfach zitierten Fälle der älteren Herren, zumindest Leute gibt, die tatsächlich Renten beziehen oder von Renten profitieren, obschon sie das weder brauchen noch wünschen. In diesen Artikeln, in diesem Block ging es auch darum, solche Situationen auszumerzen, in denen es nicht mehr zeitgemäss oder nicht mehr notwendig ist, Renten auszubezahlen.

Wir bitten Sie deshalb, bei Artikel 22 der Streichung der Kinderrente zuzustimmen und bei Artikel 25, wo es um den Wohnsitz in der Schweiz geht, ebenfalls der Mehrheit zu folgen. Die Indexierung lehnen wir ab. Wir denken insbesondere, dass es nicht zu unterschätzen ist, welchen administrativen Aufwand eine differenzierte Indexierung und die Neuberechnung bei der Rückkehr nach Hause bei den betroffenen Personen auslösen würde.

Bei Artikel 23, der Regelung der Hinterlassenenrente, bitten wir Sie auch, der Mehrheit zu folgen. Den Antrag der Minderheit de Courten und den Antrag Schenker Silvia lehnen wir ab.

Berset Alain, conseiller fédéral: S'agissant des rentes de survivants, les conditions d'octroi des rentes n'ont quasiment pas changé depuis l'entrée en vigueur de l'AVS en 1948. Entre-deux, la société a beaucoup évolué, et aujourd'hui il nous paraît approprié de tenir compte de cette évolution et d'adapter en conséquence les réglementations y relatives. C'est dans ce sens que le Conseil fédéral a mené ses travaux et a élaboré des propositions de modification qui tiennent compte de la situation actuelle.

Nous avons donc prévu les adaptations suivantes. Tout d'abord, une rente de veuve est réservée aux femmes qui, au moment du veuvage, ont un enfant ayant droit à une rente d'orphelin ou qui nécessite des soins. L'idée était de supprimer la rente de veuve pour les femmes qui n'ont plus d'enfant à leur charge au moment du décès du conjoint, ainsi que pour les femmes qui n'ont jamais eu d'enfant. Nous sommes bien conscients que cette modification est importante, qu'elle a des conséquences pour les personnes concernées. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral a proposé, sur ce point précis, des dispositions transitoires étendues. On ne touche pas aux rentes en cours, je crois que c'est absolument clair dans le projet du Conseil fédéral. Les femmes de plus de 50 ans gardent intégralement leurs droits, c'est clair également. Nous avons prévu encore une période transitoire suffisamment longue qui serait accordée aux femmes de moins de 50 ans pour qu'elles aient le temps de s'adapter.

Toujours dans le but de mettre l'accent sur la période éducative des enfants, le Conseil fédéral propose une adaptation de la rente de veuve et de veuf et de la rente d'orphelin, avec une réduction de la rente de veuve et de veuf de 80 à 60 pour cent de la rente vieillesse, mais avec en parallèle une augmentation de la rente d'orphelin de 40 à 50 pour cent.

Vous connaissez la position du Conseil des Etats: il a rejeté les modifications proposées par le Conseil fédéral dans leur intégralité, avec comme argument principal que ces modifications pouvaient représenter un risque pour la réforme, qu'il fallait que la réforme aboutisse et qu'il n'était pas nécessaire d'ajouter ce risque de la faire échouer.

La majorité de votre commission a vu les choses différemment. Elle soutient dans l'ensemble les propositions du Conseil fédéral, et nous l'en remercions. Cependant avec

deux compléments: d'une part cibler encore davantage les conditions d'octroi pour les veuves divorcées, d'autre part mettre en place une réglementation spécifique pour les cas de rigueur. Je passe sur les conséquences financières, mais elles sont assez importantes.

Je vous invite ici, globalement, à suivre votre commission, qui soutient le concept du Conseil fédéral, et à rejeter la proposition de la minorité de Courten qui, de notre point de vue va beaucoup trop loin, et aurait des conséquences financières et réelles pour les gens qu'il est difficile d'estimer.

Le deuxième point concerne la suppression des rentes pour enfant dans l'AVS. Le débat a été mené. Il s'agit de rentes octroyées aux personnes qui touchent leur rente de vieillesse au moment de l'âge ordinaire de la retraite; elles sont versées jusqu'à la majorité des enfants ou alors jusqu'à la fin de leur formation professionnelle, mais pas au-delà de 25 ans. Ces rentes s'élèvent actuellement à 40 pour cent de la rente de vieillesse, donc au minimum 470 francs par mois et au maximum 940. Aujourd'hui, en Suisse, 25 000 rentes pour enfant sont octroyées selon ce système, en complément d'une rente de vieillesse. L'écrasante majorité de ces rentes, 94 pour cent, est versée aux pères, et dans la plupart des cas pour des enfants de plus de 16 ans. En général, il est vrai qu'on a affaire à la situation suivante: un rentier qui a eu son dernier enfant entre 41 et 50 ans, soit avant la retraite, et ces enfants ont entre 16 et 25 ans et sont en formation au moment de la retraite. Les naissances après l'âge de 65 ans, il faut le dire, sont très rares, même s'il y a une tendance à avoir des enfants toujours plus tard dans la société actuelle.

Le Conseil fédéral et le Conseil des Etats avaient proposé de ne rien faire dans ce domaine. Le conseiller national Guy Parmelin avait cependant déposé une motion en 2011 à ce sujet. A l'époque, le Conseil fédéral avait proposé le rejet de cette motion, mais plutôt pour des motifs formels. Nous sommes prêts, aujourd'hui, dans le cadre des présentes délibérations, à suivre votre commission, mais dans le but de créer une divergence avec le Conseil des Etats afin de pouvoir approfondir encore cette question qui jusqu'ici – il faut bien le dire – n'a pas été abordée souvent.

Le prochain point que je souhaite mentionner concerne, à l'article 25 LAVS, le versement de la rente d'orphelin, duquel dépend le versement de la rente pour enfant de l'assurance-invalidité. Aujourd'hui, les rentes sont versées jusqu'à que les enfants atteignent leur majorité ou jusqu'à 25 ans s'ils n'ont pas encore achevé leur formation professionnelle. Dans ce domaine aussi, le Conseil fédéral et le Conseil des Etats n'ont proposé aucune modification. Une proposition de la minorité de Courten portant sur les alinéas 4 et 5 vise à apporter quelques modifications dans ce domaine. Le Conseil fédéral vous invite à la rejeter et à suivre, pour ces questions, la majorité de votre commission.

Le point suivant concerne les rentes d'orphelin et les rentes pour enfant de l'assurance-invalidité, pour les enfants recueillis, versées à l'étranger. Il faudrait, pour vraiment réaliser la volonté de la majorité de la commission, renégocier l'ensemble des accords et conventions conclus avec les Etats voisins. Sur cet aspect très particulier des rentes pour enfants recueillis, la mesure proposée par la majorité de la commission – à l'article 25 alinéa 3 – ne peut pas être appliquée pour la majorité des ressortissants étrangers. On doit considérer que cette mesure, d'une part, concernerait très peu de monde, à savoir des citoyens suisses et leurs survivants qui vivent à l'étranger et que, d'autre part, les conséquences financières seraient extrêmement marginales – on parle de moins de 1 million de francs pour l'ensemble du système en 2030. Il ne nous semble donc ni nécessaire ni judicieux de toucher à cette question, d'autant moins que la proposition de la commission va à l'encontre de la tendance à la hausse du nombre des familles recomposées et que l'effet de la mesure, je l'ai dit, est marginal. En effet, environ 80 rentes pour enfants recueillis sont actuellement versées à l'étranger, tous pays confondus.

Concernant l'indexation des rentes versées à l'étranger, le Conseil fédéral n'avait proposé aucune modification; il a été

suivi par le Conseil des Etats sur ce point. La majorité de votre commission n'en propose pas non plus.

Il y a cependant la minorité de Courten qui propose d'adapter les rentes versées à l'étranger en fonction du pouvoir d'achat du pays de domicile. Il est difficile d'analyser les conséquences financières que cette mesure aurait en 2030 puisqu'il faudrait pour cela évaluer le pouvoir d'achat dans les pays concernés à un horizon de quinze ans. Cela dit, une estimation basée sur les données actuelles montre que la mesure pourrait représenter une économie de 140 millions de francs. Mais il faut prendre ce chiffre avec beaucoup de réserve parce que c'est une estimation difficile à faire. C'est de nouveau une mesure qui pénaliserait avant tout les Suisses de l'étranger. Il nous semble adapté de renoncer à cette modification.

Je vous invite à suivre, pour l'essentiel, la majorité de votre commission, à l'exception des éléments que j'ai mentionnés, notamment celui concernant le versement des rentes à l'étranger pour les familles recomposées, les enfants qui ont été recueillis.

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: In diesem Block hat die Mehrheit wirklich einen Kompromiss beschlossen. Es ist ein Mittelweg, das zeigt die Tatsache, dass es Minderheitsanträge von links und von rechts gibt. Zu den einzelnen Artikeln:

Bei Artikel 19 AHVG zur Indexierung der Auslandsrenten verlangt der Minderheitsantrag de Courten, dass für Personen mit Wohnsitz im Ausland die Rente an die Kaufkraft anzupassen ist. Die Mehrheit lehnt das klar ab. Herr de Courten hat heute darauf hingewiesen, dass beispielsweise die Löhne des Bundespersonals auch regional unterschiedlich sind. Das ist richtig, aber das ist ein Arbeitgeber. Die AHV wird auch in der Schweiz nicht differenziert, und die Kaufkraft, welche Ihre Rente hat, ist beispielsweise im Appenzell nicht dieselbe, wie wenn Sie in Genf wohnen. Deshalb will die Mehrheit das auch für das Ausland nicht so anpassen. Kommt hinzu, dass die Berechnung sehr aufwendig wäre. Für jedes Land, in welchem ein AHV-Rentner lebt, müsste die Kaufkraft laufend überprüft und berechnet und müssten die entsprechenden Rentenkorrekturen ermittelt werden. Das will die Mehrheit nicht. Die Kommission hat mit 14 zu 7 Stimmen bei 1 Enthaltung beschlossen.

Die Mehrheit will bei Artikel 22ter AHVG die AHV-Kinderrente abschaffen. Das bringt Einsparungen von 200 Millionen Franken. Die Mehrheit ist der Meinung, diese Kinderrente sei unsozial. Ich erinnere daran, es sind rund 18 000 Kinderrenten, wovon 8000 ins Ausland exportiert werden. Der grosse Teil wird an pensionierte Väter ausbezahlt, weil aus nachvollziehbaren biologischen Gründen Frauen kaum von dieser Leistung profitieren können. Diese Väter sind in der Regel aber gut situiert. Das zeigt das durchschnittliche Rentenniveau von 940 Franken pro Kind. Es ist stossend, wenn das vier- bis fünfmal so hoch wie die Familienzulage ist, welche erwerbstätige Eltern für ihre Kinder erhalten. Deshalb beantragt Ihnen die Kommission mit 15 zu 10 Stimmen, den Artikel zu streichen.

Die Witwenrente soll in Artikel 23 AHVG modernisiert werden. Sie soll sich mit der veränderten Familienrolle weiterentwickeln. Das hat bereits der Bundesrat beantragt. Die Kommission hat das Konzept des Bundesrates durch eine Härtefallklausel ergänzt und verbessert. Diese ist jedoch bei der Ergänzungsleistung angesiedelt, weil sie innerhalb der AHV fremd wäre. Aber wenn eine Frau, die heute eine Witwenrente erhalten würde, nach dem neuen Konzept keine Rente mehr erhält und in finanziellen Problemen steckt, wird die EO dennoch eine Zahlung leisten. Voraussetzung für die Witwenrente ist, dass das Kind der Witwe zum Zeitpunkt der Verwitwung eine Waisenrente beziehen kann oder dass ein Anspruch auf Betreuungszulagen besteht.

Es sind verschiedene Schreiben eingegangen, zum Beispiel vom Schweizerischen Arbeitgeberverband, welche befürchten, dass die Anpassung der Witwenrente bzw. das Einschränken der Bezugsberechtigung in einer Volksabstimmung keine Mehrheit finden wird und das ganze Paket

gefährdet. Ich bin überzeugt, das Volk sieht den Handlungsbedarf, wenn man dem Volk den heutigen Mechanismus erklärt. Denn heute ist es so, dass eine Frau, welche mindestens ein Kind hat und mit einem AHV-Rentner verheiratet ist – sie muss nicht einmal Schweizerin sein –, nach seinem Tod lebenslang eine Witwenrente beziehen kann. Dabei muss dieses Kind nicht einmal das leibliche Kind des Rentners sein. Auch die Dauer dieser Ehe ist nicht relevant dafür, ob und in welcher Höhe eine Rente ausbezahlt wird. Das versteht das Volk heute nicht mehr. Deshalb sind wir überzeugt, dass der Vorschlag des Bundesrates und der Kommissionsmehrheit richtig ist und damit 340 Millionen Franken eingespart werden können.

Der Einzelantrag Schenker Silvia, es wurde gesagt, wurde diskutiert und abgelehnt. Die Mehrheit der Kommission war klar der Meinung, es sei jetzt nicht die Zeit, Kompromisse mit dem Ständerat zu schmieden. Das kann allenfalls in einer weiteren Phase wieder anders beurteilt werden.

Die Kommission hat alle diese Beschlüsse bezüglich Witwenrente mit einem Stimmenverhältnis von 17 zu 8 gefasst. Zur Waisenrente der Pflegekinder, zu Artikel 25 Absatz 3 AHVG: Die Mehrheit will, dass für Pflegekinder die Waisenrente nicht mehr ins Ausland überwiesen werden kann. Mit ein Grund für diese Regelung ist, dass die Rentenbezüger, welche ihren Wohnsitz in der Schweiz haben, auch über ihren Konsum, über ihre Steuerleistungen einen Beitrag zur Finanzierung der AHV leisten. Da das im Ausland nicht der Fall ist, wird die Solidarität doch arg strapaziert. Die Kommission beantragt Ihnen mit 13 zu 11 Stimmen bei 1 Enthaltung, hier zuzustimmen.

Für wen soll eine Waisenrente ausbezahlt werden – Artikel 25 Absätze 4 und 5 –? Die Mehrheit will die Waisenrente für die Kinder bis 18 Jahre oder, wenn sie in der Ausbildung sind, bis 25 Jahre ausbezahlen. Die Minderheit de Courten will diese Differenzierung nicht und verlangt für alle eine Ausbezahlung bis 20 Jahre. Die Mehrheit hält an der Differenzierung fest, weil sie ja auch bezüglich der Familienzulagen gilt. Es wäre schwierig zu vermitteln, weshalb hier bei der AHV eine andere Regelung gelten soll. Auch dieser Beschluss wurde mit 13 zu 11 Stimmen bei 1 Enthaltung gefasst.

Zum letzten Punkt, zu Artikel 35 Absatz 5 des Invalidengesetzes, Export der IV-Kinderrente für Pflegekinder: Da ist zuerst einmal festzuhalten, dass der Begriff «IV-Kinderrente» eigentlich ganz falsch ist. Das weckt falsche Erwartungen. Diese Kinder sind ja nicht irgendwie behindert oder beeinträchtigt, sondern sie sind Kinder von Eltern oder Elternteilen, welche eine IV-Rente beziehen. Es wäre korrekter zu sagen, es handle sich um die Familienzulage der IV. Wir wollten das in der 6. IV-Revision einmal ändern, leider war das Paket 6b dann nicht mehrheitsfähig. Auch diesen Punkt wird das Volk absolut verstehen. Die Kommission beantragt Ihnen mit 11 zu 8 Stimmen bei 6 Enthaltungen, den Export der IV-Kinderrente für Pflegekinder nicht mehr zuzulassen.

Moret Isabelle (RL, VD), pour la commission: La proposition de la minorité de Courten à l'article 19 LAVS et 38ter LAI propose que les rentes de l'AVS et de l'AI versées à l'étranger soient adaptées au pouvoir d'achat du pays de résidence. Selon la minorité, la situation actuelle inciterait les rentiers à partir à l'étranger afin d'y obtenir un meilleur niveau de vie. Cela serait source d'inégalités par rapport aux rentiers qui choisissent de rester en Suisse. Par ailleurs, le but de l'AVS, en tant que premier pilier, ainsi que de l'AI est la couverture des besoins vitaux. Que des rentiers vivant à l'étranger puissent bénéficier d'un niveau de vie égal voire meilleur que durant leur vie active paraîtrait donc illogique.

La majorité de la commission rejoint la minorité sur le constat de principe. Cela étant, elle considère que les effets de cette proposition seraient contre-productifs. Tout d'abord, cette mesure ne pourrait s'appliquer qu'aux Etats qui ne sont pas parties à l'accord sur la libre circulation des personnes et avec lesquels la Suisse n'est pas liée par une convention de sécurité sociale. Dans les faits, très peu d'Etats seraient donc concernés par cette mesure, mais il y aurait notam-

ment la Thaïlande. De cela découlerait de nouvelles inégalités, parfois dans des périmètres géographiques très restreints. De plus, le potentiel d'économie lié à cette mesure est incertain. En effet, 90 pour cent des rentes versées à des personnes qui habitent dans des pays qui n'ont pas conclu de convention de sécurité sociale avec la Suisse le sont à des retraités suisses. Si ces retraités décidaient de ne plus partir dans ces pays ou d'en rentrer, un certain nombre d'entre eux bénéficieraient certainement des prestations complémentaires et d'autres aides auxquelles ils n'ont aujourd'hui pas droit. Autrement dit, l'économie générée par l'adaptation des rentes risquerait d'être largement compensée par un volume accru de prestations complémentaires.

Rappelons également que des retraités, dont certains sont atteints de démence ou de troubles liés à l'âge, partent en Thaïlande afin d'y résider dans des EMS et de recevoir des traitements. Dans ce pays, par exemple, la rente AVS suffit pour couvrir les coûts. Ce n'est évidemment pas le cas en Suisse. Pour ces raisons, la majorité de la commission considère que la proposition défendue par la minorité de Courten causerait plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait, que ce soit d'un point de vue financier ou égalitaire.

La commission vous propose, par 14 voix contre 7 et 1 abstention, de la rejeter.

Concernant l'article 22ter LAVS, nous sommes saisis de la proposition de la minorité Schenker Silvia et de la proposition de Courten. La rente pour enfant de l'AVS n'a été abordée ni dans le projet du Conseil fédéral, ni dans la version du Conseil des Etats. Cela n'a pas empêché la commission de se saisir du sujet. Après avoir étudié la question, la majorité de la commission vous propose de ne plus octroyer de nouvelles rentes pour enfant aux rentiers AVS dès l'entrée en vigueur de la réforme. En effet, cette rente date de l'entrée en vigueur de l'AVS et n'est plus adaptée à la réalité d'aujourd'hui. A cette époque, les allocations familiales n'existaient pas, et notre protection sociale était bien moins développée. De plus, la rente pour enfant profite en très grande partie à des retraités aisés. Autrement dit, il s'agit d'un subventionnement des ménages à haut revenu par ceux à bas et moyen revenu.

Les chiffres confirment très clairement ce constat: ne plus octroyer de rentes pour enfant aux rentiers AVS permettrait d'économiser 200 millions de francs, alors que cette mesure ne générerait que 7 millions de dépenses supplémentaires pour les prestations complémentaires. Cette absence de transfert massif vers les prestations complémentaires accrédite clairement la thèse selon laquelle les personnes concernées sont, dans la plupart des cas, dans une situation pour le moins correcte sur le plan financier.

Ces chiffres n'ont rien d'étonnant. En effet, 94 pour cent des rentes pour enfant sont perçues par les pères et, généralement, les hommes qui deviennent ou redeviennent pères sur le tard sont aisés. Cela peut concerner un deuxième ou un troisième mariage, auquel cas ils se retrouvent parfois dans une meilleure situation financière qu'avant leur retraite. En effet, s'ils ont une femme plus jeune, celle-ci reçoit des allocations familiales, auxquelles vient alors s'ajouter la rente pour enfant.

Ces rentes n'ont donc plus rien à voir avec le but de l'AVS, qui est la couverture des besoins vitaux. Au contraire, elles ne profitent généralement qu'aux assurés les plus aisés. Dans une réforme où chaque économie a son importance, la majorité de la commission est d'avis qu'aucune nouvelle rente pour enfant ne doit être octroyée à ces rentiers AVS. Ces 200 millions de francs pourraient ainsi être réalloués à des dépenses essentielles.

Pour ce qui est de la transition, les rentes versées actuellement continueront donc à l'être tant que les conditions légales seront remplies. Par ailleurs, lorsqu'un rentier AI atteint l'âge de référence et qu'il touche déjà une rente pour enfant, celle-ci continuera à être versée.

La commission vous invite, par 15 voix contre 10, à la suivre et à rejeter la proposition de statu quo défendue par la minorité Schenker Silvia.

A l'article 25 alinéa 3 LAVS et à l'article 35 alinéa 5 LAI, il y a une minorité Schenker Silvia. Les rentes d'orphelin et les rentes pour enfant de l'AVS et de l'AI sont versées aux ressortissants suisses ainsi qu'à ceux de l'Union européenne et de l'AELE indépendamment de leur domicile, donc y compris à l'étranger. La même règle s'applique aux ressortissants des Etats avec lesquels la Suisse a conclu une convention de sécurité sociale.

Dans certains cas, l'exportabilité des rentes peut avoir comme conséquence l'octroi de prestations injustifiées. Le risque est particulièrement important pour les enfants recueillis. Il existe en effet de nombreuses situations dans lesquelles des rentiers suisses partent à l'étranger puis se marient avec des femmes plus jeunes sur place. Ces femmes ont souvent déjà des enfants et ceux-ci vont entrer dans le ménage. Au sens du droit suisse, ces enfants sont alors considérés comme étant recueillis. Par conséquent le rentier suisse percevra des rentes pour enfant, puis, en cas de décès, des rentes d'orphelin seront versées à ces enfants. En fonction de leur âge, ces rentes additionnées aux rentes de veuve, peuvent aisément atteindre un total de 1 million de francs sur la durée d'octroi. Le risque d'abus réside dans le fait qu'il existe peu ou pas de moyens de contrôler le domicile commun à l'étranger. Par ailleurs, selon l'arrêt du Tribunal administratif fédéral, les rentes d'orphelin doivent continuer à être versées en cas de remariage. La majorité de la commission trouve ces situations dérangeantes et souhaite réduire le risque que des prestations injustifiées soient versées sans contrôle possible, c'est pourquoi elle propose de supprimer l'exportabilité des rentes d'orphelin et des rentes d'enfant de l'AVS et de l'AI seulement pour les enfants recueillis. Cette mesure ne s'appliquerait qu'aux pays avec lesquelles la Suisse n'est pas liée par une convention de sécurité sociale, tels que la Thaïlande, la République dominicaine ou la Colombie.

La commission vous invite, par 17 voix contre 8, à la suivre et à rejeter les propositions de statu quo défendue par la minorité Schenker Silvia.

A l'article 23 LAVS, la proposition de la minorité de Courten prévoit d'aller plus loin que celle de la majorité de la commission et la proposition Schenker Silvia va moins loin que celle de la majorité de la commission.

Concernant les rentes de veuve et de veuf, la commission s'est largement alignée sur le projet du Conseil fédéral. Désormais, le droit à la rente est limité aux veuves qui, au décès de leur conjoint, ont un enfant qui donne droit à une rente d'orphelin ou à des bonifications pour tâches d'assistance. Autrement dit, le droit à la rente de veuve serait supprimé seulement pour les femmes sans enfant au moment du veuvage.

La minorité de Courten s'écarte de cette solution et va plus loin. Elle propose de calquer le nouveau régime sur celui actuellement applicable aux veufs. Elle y ajoute même une condition supplémentaire en exigeant un enfant commun. La rente de veuve serait donc conditionnée à l'existence d'un enfant commun à charge de moins de 18 ans révolus. La minorité complète ce dispositif en chargeant le Conseil fédéral de régler le droit des veuves qui ont atteint 45 ans révolus. Cette proposition signifierait que les veuves de moins de 45 ans, ayant des enfants de moins de 18 ans nés d'autres relations seraient écartées du droit à une rente de veuve. La minorité considère que sa proposition permettrait d'éviter certaines situations problématiques à l'étranger puisqu'un enfant recueilli par le rentier ne permettrait plus d'obtenir une rente de veuve. Par conséquent, les mariages à l'étranger entre un rentier AVS et une jeune femme ne généreraient plus le même volume de prestations.

La commission admet que certaines de ces situations peuvent être dérangeantes. Néanmoins, elle rejoint le constat du Conseil fédéral selon lequel cette proposition péjorerait fortement la situation tant des veuves suisses que des veuves étrangères. En effet, l'exigence d'un enfant commun pose un problème particulier. Il est nécessaire de tenir compte de l'évolution de la société et du nombre croissant

de familles recomposées. Ces dernières seraient directement pénalisées par cette proposition.

C'est pourquoi la commission a choisi, par 17 voix contre 8, de rejeter la proposition défendue par la minorité de Courten et vous invite à la suivre.

Comme cela a été expliqué précédemment, la majorité de la commission s'est largement alignée sur le projet du Conseil fédéral mais s'en écarte sur deux points.

Premièrement, les ex-conjoints ne devraient avoir droit à une rente de veuf ou de veuve qu'à deux conditions cumulatives – article 24a alinéa 1 LAVS –, à savoir l'existence d'un ou de plusieurs enfants au moment du décès, qui n'ont pas besoin d'être communs, ainsi que le droit de l'ex-conjoint à une contribution d'entretien au sens du Code civil. Actuellement, une femme qui ne reçoit aucune contribution d'entretien de son ex-mari a droit à une rente de veuve en cas de décès de celui-ci. Donc la femme divorcée gagne plus au moment où son ex-mari décède. Cela vaut également si les enfants ont grandi et ne sont plus à la charge des parents depuis longtemps. Cette situation paraît difficilement acceptable, c'est la raison pour laquelle la commission a accepté cette proposition par 17 voix contre 8.

Deuxièmement, la commission propose une réglementation pour les cas de rigueur. Rappelons en effet que le droit à la rente de veuve serait supprimé pour les femmes sans enfant. Grâce à une modification de la loi sur les prestations complémentaires, la commission s'assure que les cas de rigueur seront couverts. Ainsi les veuves qui perdent leur droit à une rente avec l'entrée en vigueur de la réforme conserveraient le droit aux prestations complémentaires. Cette proposition a été acceptée, par 18 voix contre 5 et 1 abstention. La proposition Schenker Silvia a été traitée en commission mais n'a pas fait l'objet d'une proposition de minorité. Elle a été discutée et rejetée, par 17 voix contre 8.

Le dernier point concerne l'article 25 alinéas 4 et 5 LAVS. La proposition de la minorité de Courten prévoit que les rentes d'orphelin cessent d'être versées au 20e anniversaire. Actuellement, ce droit s'éteint au 18e anniversaire ou au 25e au plus tard si l'enfant accomplit une formation. La minorité souhaite donc supprimer cette distinction. Elle considère en effet qu'il est difficile de contrôler si l'enfant est véritablement en formation et que des justificatifs peuvent être facilement obtenus. La majorité, elle, considère que cette proposition créerait des injustices des deux côtés. En effet, certains ayant fini leur formation continueraient à percevoir la rente tandis que d'autres dans le besoin ne la percevraient plus.

La commission vous invite, par 14 voix contre 10 et 1 abstention, à rejeter cette proposition.

Ziff. 5 Art. 19

Antrag der Minderheit

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Titel

Anpassung der Renten an die Kaufkraft im Wohnsitzstaat

Abs. 1

Renten, die an Personen mit Wohnsitz im Ausland ausbezahlt werden, sind an die Kaufkraft im Wohnsitzstaat anzupassen.

Abs. 2

Der Bundesrat regelt die Einzelheiten.

Ch. 5 art. 19

Proposition de la minorité

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Titre

Adaptation des rentes au pouvoir d'achat du pays de résidence

Al. 1

Les rentes versées aux personnes résidant à l'étranger sont adaptées au pouvoir d'achat du pays de résidence.

Al. 2

Le Conseil fédéral règle les modalités.

Ziff. 6 Art. 38ter

Antrag der Minderheit

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Titel

Anpassung der Renten an die Kaufkraft im Wohnsitzstaat

Abs. 1

Renten, die an Personen mit Wohnsitz im Ausland ausbezahlt werden, sind an die Kaufkraft im Wohnsitzstaat anzupassen.

Abs. 2

Der Bundesrat regelt die Einzelheiten.

Ch. 6 art. 38ter

Proposition de la minorité

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Titre

Adaptation des rentes au pouvoir d'achat du pays de résidence

Al. 1

Les rentes versées aux personnes résidant à l'étranger sont adaptées au pouvoir d'achat du pays de résidence.

Al. 2

Le Conseil fédéral règle les modalités.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 107)

Für den Antrag der Minderheit ... 65 Stimmen

Dagegen ... 127 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 5 Art. 22ter

Antrag der Mehrheit

Aufheben

Antrag der Minderheit

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Unverändert

Antrag de Courten

Abs. 1, 2

Unverändert

Abs. 3

Die Kinderrente für Pflegekinder wird nur ausbezahlt, wenn die anspruchsberechtigte Person ihren Wohnsitz und gewöhnlichen Aufenthalt (Art. 13 ATSG) in der Schweiz hat.

Schriftliche Begründung

Der Antrag soll ermöglichen, dass – falls der Mehrheitsantrag der SGK-NR zu Artikel 22ter im Nationalrat unterliegen sollte – wie in der Kommission auch über die Frage abgestimmt werden kann, ob keine Kinderrenten für Pflegekinder mehr exportiert werden sollen. Falls der Mehrheitsantrag der SGK-NR zu Artikel 22ter auch im Nationalrat eine Mehrheit findet, ist der vorliegende Einzelantrag obsolet.

Ch. 5 art. 22ter

Proposition de la majorité

Abroger

Proposition de la minorité

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Inchangé

Proposition de Courten

Al. 1, 2

Selon droit en vigueur

Al. 3

La rente pour enfant pour les enfants recueillis n'est versée que si l'ayant droit a son domicile et sa résidence habituelle (art. 13 LPGA) en Suisse.

Präsident (Stahl Jürg, erster Vizepräsident): Die Abstimmungen gelten auch für Ziffer 5 Artikel 33bis Absatz 5, Artikel 35ter, Artikel 40 Absatz 3, Artikel 41 Absätze 1 und 3, Übergangsbestimmungen Buchstabe bbis, Ziffer 6 Artikel 40 Absatz 2, Ziffer 7 Artikel 9 Absätze 2 und 5 Buchstabe a, Artikel 10 Absatz 1 Buchstabe a Ziffer 3 und Buchstabe b Ziffer 2, Artikel 11 Absatz 1 Buchstaben a und c.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 108)

Für den Antrag de Courten ... 136 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 56 Stimmen

(3 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 109)

Für den Antrag der Mehrheit ... 128 Stimmen

Für den Antrag de Courten ... 66 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 5 Art. 33bis Abs. 5

Antrag der Mehrheit

Personen, die im Zeitpunkt der Ablösung einer Invalidenrente durch eine AHV-Altersrente eine Kinderrente zur Invalidenrente bezogen haben, erhalten zur Altersrente weiterhin eine Kinderrente ausgerichtet, wenn und solange die Voraussetzungen von Artikel 35 IVG erfüllt sind. Artikel 38 IVG ist analog anwendbar.

Antrag der Minderheit

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)
Streichen

Ch. 5 art. 33bis al. 5

Proposition de la majorité

Les personnes qui percevaient une rente pour enfant en complément à leur rente d'invalidité au moment où cette dernière est convertie en une rente de vieillesse de l'AVS continuent de toucher une rente pour enfant en complément à leur rente de vieillesse aussi longtemps que les conditions de l'article 35 LAI sont remplies. L'article 38 LAI s'applique par analogie.

Proposition de la minorité

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)
Biffer

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 35ter

Antrag der Mehrheit

Aufheben

Antrag der Minderheit

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)
Nicht aufheben

Antrag de Courten

Nicht aufheben

Ch. 5 art. 35ter

Proposition de la majorité

Abroger

Proposition de la minorité

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)
Ne pas abroger

Proposition de Courten

Ne pas abroger

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 40 Abs. 3

Antrag der Mehrheit

Streichen

Antrag der Minderheit

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 5 art. 40 al. 3

Proposition de la majorité

Biffer

Proposition de la minorité

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 41 Abs. 1

Antrag der Mehrheit

In Abweichung von Artikel 69 Absätze 2 und 3 ATSG werden Waisenrenten gekürzt, soweit sie zusammen mit der Rente des Vaters oder derjenigen der Mutter 90 Prozent des für diese Rente jeweils massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommens übersteigen.

Antrag der Minderheit

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)
Unverändert

Ch. 5 art. 41 al. 1

Proposition de la majorité

En dérogation à l'article 69 alinéas 2 et 3 LPGa, les rentes d'orphelin sont réduites dans la mesure où, ajoutées à la rente du père ou à celle de la mère, leur montant dépasserait 90 pour cent du revenu annuel moyen déterminant pour le calcul de la rente du père ou de la mère.

Proposition de la minorité

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)
Inchangé

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 43 Abs. 3

Antrag der Mehrheit

In Abweichung von Artikel 69 Absätze 2 und 3 ATSG werden die ausserordentlichen Waisenrenten gekürzt, soweit sie zusammen mit den Renten des Vaters und der Mutter einen vom Bundesrat festzusetzenden Höchstbetrag übersteigen.

Antrag der Minderheit

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)
Unverändert

Ch. 5 art. 43 al. 3

Proposition de la majorité

En dérogation à l'article 69 alinéas 2 et 3 LPGa, les rentes extraordinaires d'orphelins sont réduites dans la mesure où, ajouté aux rentes du père et de la mère, leur montant dépasserait un maximum qui sera fixé par le Conseil fédéral.

Proposition de la minorité

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)
Inchangé

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Übergangsbestimmungen Bst. bbis*Antrag der Mehrheit**Titel*

Kinderrenten der AHV

Text

Für Kinderrenten der AHV, auf die ein Anspruch vor dem 1. Januar des Jahres, in dem die Änderung vom ... in Kraft tritt, entstanden ist, gilt das bisherige Recht.

Antrag der Minderheit

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)
Streichen

Ch. 5 dispositions transitoires let. bbis*Proposition de la majorité**Titre*

Rentes pour enfant de l'AVS

Texte

Les rentes pour enfant de l'AVS pour lesquelles le droit a pris naissance avant le 1er janvier de l'année au cours de laquelle la modification du ... entre en vigueur sont régies par l'ancien droit.

Proposition de la minorité

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)
Biffer

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 6 Art. 40 Abs. 2*Antrag der Mehrheit*

Die ausserordentlichen Kinderrenten werden in Abweichung von Artikel 69 Absätze 2 und 3 ATSG gekürzt, soweit sie zusammen mit den Renten des Vaters und der Mutter einen vom Bundesrat festzusetzenden Höchstbetrag übersteigen.

Antrag der Minderheit

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)
Unverändert

Ch. 6 art. 40 al. 2*Proposition de la majorité*

Les rentes extraordinaires pour enfant sont réduites, en dérogation à l'article 69 alinéas 2 et 3 LPGA, dans la mesure où, ajouté aux rentes du père et de la mère, leur montant dépasserait un maximum qui sera fixé par le Conseil fédéral.

Proposition de la minorité

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)
Inchangé

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 7 Art. 9*Antrag der Mehrheit**Abs. 2*

Die anerkannten Ausgaben sowie die anrechenbaren Einnahmen von Ehegatten und Personen mit rentenberechtigten Waisen oder Kindern, welche im Falle des Todes eines oder beider Elternteile eine Waisenrente nach Artikel 25 AHVG beanspruchen könnten, werden zusammengerech-

net. Dies gilt auch für rentenberechtigte Waisen, die im gleichen Haushalt leben.

Abs. 5 Bst. a

a. die Zusammenrechnung der anerkannten Ausgaben sowie der anrechenbaren Einnahmen von Familienmitgliedern; er kann Ausnahmen von der Zusammenrechnung vorsehen, insbesondere bei Kindern, die im Falle des Todes eines oder beider Elternteile eine Waisenrente nach Artikel 25 AHVG beanspruchen könnten;

Antrag der Minderheit

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Abs. 2, 5 Bst. a

Unverändert

Ch. 7 art. 9*Proposition de la majorité**Al. 2*

Les dépenses reconnues et les revenus déterminants des conjoints et des personnes qui ont des enfants ayant droit à une rente d'orphelin ou des enfants qui, au décès de l'un des parents ou des deux, auraient droit à une rente d'orphelin en vertu de l'article 25 LAVS sont additionnés. Il en va de même pour des orphelins faisant ménage commun.

Al. 5 let. a

a. l'addition des dépenses reconnues et des revenus déterminants de membres d'une même famille; il peut prévoir des exceptions, notamment pour ceux des enfants qui, au décès de l'un des parents ou des deux, auraient droit à une rente d'orphelin en vertu de l'article 25 LAVS;

Proposition de la minorité

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Al. 2, 5 let. a

Inchangé

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 7 Art. 10*Antrag der Mehrheit**Abs. 1 Bst. a Ziff. 3*

3. bei rentenberechtigten Waisen und bei Kindern, die im Falle des Todes eines oder beider Elternteile eine Waisenrente nach Artikel 25 AHVG beanspruchen könnten: 10 080 Franken; dabei gelten für die ersten zwei Kinder der volle Betrag, für zwei weitere Kinder je zwei Drittel und für die übrigen Kinder je ein Drittel dieses Betrages;

Abs. 1 Bst. b Ziff. 2

2. bei Ehepaaren und Personen mit rentenberechtigten Waisen oder mit Kindern, die im Falle des Todes eines oder beider Elternteile eine Waisenrente nach Artikel 25 AHVG beanspruchen könnten: 15 000 Franken,

Antrag der Minderheit

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Abs. 1

Unverändert

Ch. 7 art. 10*Proposition de la majorité**Al. 1 let. a ch. 3*

3. 10 080 francs pour les enfants ayant droit à une rente d'orphelin ou qui, au décès de l'un des parents ou des deux, auraient droit à une rente d'orphelin en vertu de l'article 25 LAVS; la totalité du montant déterminant étant prise en compte pour les deux premiers enfants, les deux tiers pour deux autres enfants et un tiers pour chacun des enfants suivants;

Al. 1 let. b ch. 2

2. 15 000 francs pour les couples et les personnes qui ont des enfants ayant droit à une rente d'orphelin ou des enfants

qui, au décès de l'un des parents ou des deux, auraient droit à une rente d'orphelin en vertu de l'article 25 LAVS,

Proposition de la minorité

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Al. 1

Inchangé

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 7 Art. 11

Antrag der Mehrheit

Abs. 1 Bst. a

a. zwei Drittel der Erwerbseinkünfte in Geld oder Naturalien, soweit sie bei alleinstehenden Personen jährlich 1000 Franken und bei Ehepaaren und Personen mit rentenberechtigten Waisen oder Kindern, die im Falle des Todes eines oder beider Elternteile eine Waisenrente nach Artikel 25 AHVG beanspruchen könnten, 1500 Franken übersteigen; bei invaliden Personen mit einem Anspruch auf ein Taggeld der IV wird das Erwerbseinkommen voll angerechnet;

Abs. 1 Bst. c

c. ein Fünftel, bei Altersrentnerinnen und Altersrentnern ein Zehntel des Reinvermögens, soweit es bei alleinstehenden Personen 37 500 Franken, bei Ehepaaren 60 000 Franken und bei rentenberechtigten Waisen sowie bei Kindern, die im Falle des Todes eines oder beider Elternteile eine Waisenrente nach Artikel 25 AHVG beanspruchen könnten, 15 000 Franken übersteigt; gehört der Bezügerin oder dem Bezüger oder einer Person, die in die Berechnung der Ergänzungsleistung eingeschlossen ist, eine Liegenschaft, die mindestens von einer dieser Personen bewohnt wird, so ist nur der 112 500 Franken übersteigende Wert der Liegenschaft beim Vermögen zu berücksichtigen;

Antrag der Minderheit

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Abs. 1 Bst. a, c

Unverändert

Ch. 7 art. 11

Proposition de la majorité

Al. 1 let. a

a. deux tiers des ressources en espèces ou en nature provenant de l'exercice d'une activité lucrative, pour autant qu'elles excèdent annuellement 1000 francs pour les personnes seules et 1500 francs pour les couples et les personnes qui ont des enfants ayant droit à une rente d'orphelin ou des enfants qui, au décès de l'un des parents ou des deux, auraient droit à une rente d'orphelin en vertu de l'article 25 LAVS; pour les personnes invalides ayant droit à une indemnité journalière de l'AI, le revenu de l'activité lucrative est intégralement pris en compte;

Al. 1 let. c

c. un quinzième de la fortune nette, un dixième pour les bénéficiaires de rentes de vieillesse, dans la mesure où elle dépasse 37 500 francs pour les personnes seules, 60 000 francs pour les couples et 15 000 francs pour les enfants ayant droit à une rente d'orphelin et les enfants qui, au décès de l'un des parents ou des deux, auraient droit à une rente d'orphelin en vertu de l'article 25 LAVS; si le bénéficiaire de prestations complémentaires ou une autre personne comprise dans le calcul de ces prestations est propriétaire d'un immeuble qui sert d'habitation à l'une de ces personnes au moins, seule la valeur de l'immeuble supérieure à 112 500 francs entre en considération au titre de la fortune;

Proposition de la minorité

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Al. 1 let. a, c

Inchangé

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 25 Abs. 3

Antrag der Mehrheit

... auf Waisenrente. Die Waisenrente an Pflegekinder wird nur ausbezahlt, wenn sie ihren Wohnsitz und gewöhnlichen Aufenthalt (Art. 13 ATSG) in der Schweiz haben.

Antrag der Minderheit

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Unverändert

Ch. 5 art. 25 al. 3

Proposition de la majorité

... La rente d'orphelin pour les enfants recueillis n'est versée que s'ils ont leur domicile et leur résidence habituelle (art. 13 LPG) en Suisse.

Proposition de la minorité

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Inchangé

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 110)

Für den Antrag der Mehrheit ... 139 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 56 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 6 Art. 35 Abs. 5

Antrag der Mehrheit

Die Kinderrente für Pflegekinder wird nur ausbezahlt, wenn die anspruchsberechtigte Person ihren Wohnsitz und gewöhnlichen Aufenthalt (Art. 13 ATSG) in der Schweiz hat.

Antrag der Minderheit

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schmid-Federer, Steiert)

Streichen

Ch. 6 art. 35 al. 5

Proposition de la majorité

La rente pour enfant pour les enfants recueillis n'est versée que si l'ayant droit a son domicile et sa résidence habituelle (art. 13 OPGA) en Suisse.

Proposition de la minorité

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schmid-Federer, Steiert)

Biffer

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 111)

Für den Antrag der Mehrheit ... 136 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 59 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 5 Art. 23

Antrag der Mehrheit

Abs. 1, 3bis, 4

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Abs. 1

Anspruch auf eine Witwen- oder Witwerrente haben Witwen und Witwer, sofern sie im Zeitpunkt der Verwitwung von ihrem Ehegatten mindestens ein Kind haben, welches sie betreuen und welches das 18. Altersjahr noch nicht vollendet hat.

Abs. 2

Der Anspruch auf die Witwen- oder Witwerrente entsteht am ersten Tag des dem Tod des Ehemannes oder der Ehefrau folgenden Monats.

Abs. 3

Der Anspruch erlischt:

- a. mit der Wiederverheiratung;
- b. wenn das jüngste Kind das 18. Altersjahr vollendet hat;
- c. mit dem Tode der Witwe oder des Witwers.

Abs. 4

Der Anspruch lebt auf, wenn die Ehe ungültig erklärt oder geschieden wird. Der Bundesrat regelt die Einzelheiten.

Abs. 5

Der Bundesrat regelt den Anspruch von Witwen und Witwern, die im Zeitpunkt der Verwitwung das 45. Altersjahr vollendet haben oder ein pflegebedürftiges Kind betreuen.

Antrag Schenker Silvia

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Schriftliche Begründung

Der Antrag wurde bereits in der Kommission eingereicht und diskutiert, jedoch am Schluss nicht als Minderheitsantrag eingereicht. Inhaltlich ist der Antrag ein Kompromiss zwischen dem Antrag des Bundesrates respektive der Kommissionmehrheit und dem Ständerat: Witwenrenten werden nicht gekürzt. Jedoch sollen in Zukunft Witwen, die keine Kinder haben, keinen Anspruch auf eine Witwenrente haben.

Ch. 5 art. 23*Proposition de la majorité**Al. 1, 3bis, 4*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Al. 1

Les veuves et les veufs ont droit à une rente si, au décès de leur conjoint, ils ont au moins un enfant de ce conjoint de moins de 18 ans révolus à charge.

Al. 2

Le droit à la rente de veuve ou de veuf prend naissance le premier jour du mois qui suit le décès du conjoint.

Al. 3

Le droit s'éteint:

- a. par le remariage;
- b. lorsque le cadet atteint l'âge de 18 ans révolus;
- c. par le décès du veuf ou de la veuve.

Al. 4

Le droit renaît en cas d'annulation du mariage ou de divorce. Le Conseil fédéral règle les détails.

Al. 5

Le Conseil fédéral règle le droit à la rente des veuves et des veufs qui, au décès de leur conjoint, ont atteint 45 ans révolus ou ont un enfant à charge qui nécessite des soins.

Proposition Schenker Silvia

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Präsident (Stahl Jürg, erster Vizepräsident): Die Abstimmungen gelten auch für Ziffer 5 Artikel 24, Artikel 24a, Artikel 36 und 37, Übergangsbestimmungen Buchstabe c sowie Ziffer 7 Artikel 4 Absatz 1 Buchstabe aquinques.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 112)

Für den Antrag der Mehrheit ... 140 Stimmen

Für den Antrag Schenker Silvia ... 55 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 113)

Für den Antrag der Mehrheit ... 128 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 67 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 5 Art. 24*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Schenker Silvia

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 5 art. 24*Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Schenker Silvia

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 24a*Antrag der Mehrheit**Abs. 1*

Beim Tod ihres ehemaligen Ehegatten haben geschiedene Personen Anspruch auf eine Witwen- oder Witwerrente:

- a. wenn sie im Zeitpunkt der Verwitwung ein oder mehrere Kinder von diesem Ehegatten haben; und
- b. wenn sie einen Anspruch auf eine Rente als Unterhaltsbeitrag im Sinne von Artikel 126 Absatz 1 ZGB haben.

Abs. 2

Kindern im Sinne von Absatz 1 sind gleichgestellt:

- a. Kinder des verstorbenen ehemaligen Ehegatten, die im Zeitpunkt seines Todes mit der geschiedenen Person im gemeinsamen Haushalt leben und von ihr als Pflegekinder im Sinne von Artikel 25 Absatz 3 aufgenommen werden;
- b. Pflegekinder im Sinne von Artikel 25 Absatz 3, die während der gemeinsamen Ehe aufgenommen wurden und die im Zeitpunkt des Todes des ehemaligen Ehegatten mit der geschiedenen Person im gemeinsamen Haushalt leben und von ihr adoptiert werden.

Abs. 3

Der Rentenanspruch erlischt mit dem Tod oder der Wiederverheiratung, in jedem Fall aber mit dem Ende des Anspruchs auf eine Rente als Unterhaltsbeitrag im Sinne von Artikel 126 Absatz 1 ZGB. Der Rentenanspruch des geschiedenen Mannes erlischt ausserdem ebenfalls, wenn das jüngste seiner Kinder von der ehemaligen Ehefrau das 18. Altersjahr zurückgelegt hat.

Antrag der Minderheit

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Aufheben

*Antrag Schenker Silvia**Abs. 1*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Unverändert

Ch. 5 Art. 24a*Proposition de la majorité*

En cas de décès de leur ex-conjoint, les personnes divorcées ont droit à une rente de veuve ou de veuf:

a. si, au moment du décès, elles ont un ou plusieurs enfants de ce conjoint; et

b. si elles ont droit à une rente en tant que contribution d'entretien au sens de l'article 126 alinéa 1 CC.

Al. 2

Sont assimilés aux enfants visés à l'alinéa 1:

a. les enfants de l'ex-conjoint décédé, qui, au moment du décès, vivaient en ménage commun avec la personne divorcée et sont pris en charge par elle en tant qu'enfant recueilli au sens de l'article 25 alinéa 3;

b. les enfants recueillis au sens de l'article 25 alinéa 3, qui ont été pris en charge pendant le mariage et qui, au moment du décès, vivaient en ménage commun avec la personne divorcée et sont adoptés par celle-ci.

Al. 3

Le droit à la rente s'éteint au moment du décès ou du remariage, en tout cas au moment où s'éteint le droit à une rente en tant que contribution d'entretien au sens de l'article 126 alinéa 1 CC. En outre, le droit à la rente de l'homme divorcé s'éteint également quand le plus jeune des enfants qu'il a eus avec son ex-épouse a atteint l'âge de 18 ans.

Proposition de la minorité

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Abroger

*Proposition Schenker Silvia**Al. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

Inchangé

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 36*Antrag der Mehrheit**Abs. 1*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Die Witwen- oder Witwerrente einer geschiedenen Person wird gekürzt, soweit sie den Betrag der im Scheidungsurteil festgesetzten Unterhaltsleistung übersteigt.

Antrag der Minderheit V

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Unverändert

Antrag Schenker Silvia

Unverändert

Ch. 5 art. 36*Proposition de la majorité**Al. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

La rente des personnes divorcées est réduite dans la mesure où elle dépasse la contribution d'entretien fixée dans le jugement de divorce.

Proposition de la minorité V

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Inchangé

Proposition Schenker Silvia

Inchangé

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 37*Antrag der Mehrheit**Abs. 1*

Die Waisenrente beträgt 50 Prozent der dem massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommen entsprechenden Altersrente. Die Waisenrente von Kindern, die nur zum verstorbenen Elternteil in einem Kindesverhältnis standen, beträgt 60 Prozent der dem massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommen entsprechenden Altersrente.

Abs. 2, 3

Unverändert

Antrag der Minderheit V

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Unverändert

Antrag Schenker Silvia

Unverändert

Ch. 5 art. 37*Proposition de la majorité**Al. 1*

La rente d'orphelin s'élève à 50 pour cent de la rente de vieillesse correspondant au revenu annuel moyen déterminant. La rente d'orphelin des enfants qui avaient un rapport de filiation avec le parent décédé seulement, s'élève à 60 pour cent de la rente de vieillesse correspondant au revenu annuel moyen déterminant.

Al. 2, 3

Inchangé

Proposition de la minorité V

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Inchangé

Proposition Schenker Silvia

Inchangé

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Übergangsbestimmungen Bst. c*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Antrag Schenker Silvia**Abs. 1*

Für Witwenrenten, auf die ein Anspruch vor dem 1. Januar des Jahres, in dem die Änderung vom ... in Kraft tritt, entstanden ist, gilt das bisherige Recht.

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3

Der Anspruch von Frauen, welche die Voraussetzungen für eine Witwenrente nach neuem Recht nicht erfüllen, ist wie folgt geregelt:

a. Frauen, die am 1. Januar des Jahres des Inkrafttretens dieser Änderung ihr 50. Altersjahr vollendet haben, erhalten eine Witwenrente gemäss bisherigem Recht.

b. Frauen, die am 1. Januar des Jahres des Inkrafttretens dieser Änderung ihr 50. Altersjahr noch nicht vollendet haben und die Anspruchsvoraussetzungen nach bisherigem Recht erfüllen, erhalten eine Witwenrente in der Höhe von 75 Prozent der entsprechenden Altersrente, wenn sie im Jahr des Inkrafttretens dieser Änderung verwitwen. In den nachfolgenden sieben Jahren sinkt die Höhe der Witwenrente für jedes Jahr zwischen dem Inkrafttreten dieser Änderung und dem Tod des Ehegatten um 5 Prozentpunkte. Verwitwet eine Frau im achten Jahr nach Inkrafttreten dieser Änderung, so erhält sie eine einmalige Entschädigung in der Höhe einer Jahresrente nach Artikel 36, es sei denn, sie habe einen Anspruch auf eine ganze Rente nach dem IVG.

Ch. 5 dispositions transitoires let. c

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Schenker Silvia

Al. 1

Les veuves pour lesquelles le droit à la rente a pris naissance avant le 1er janvier de l'année au cours de laquelle la modification du ... entre en vigueur sont soumis à l'ancien droit.

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3

Le droit à une rente de veuve pour les femmes qui ne remplissent pas les conditions d'octroi d'une rente de veuve en vertu du nouveau droit est réglé comme suit:

a. les femmes qui ont 50 ans révolus au 1er janvier de l'année au cours de laquelle cette modification entre en vigueur reçoivent une rente de veuve conformément à l'ancien droit.

b. les femmes qui n'ont pas 50 ans révolus au 1er janvier de l'année au cours de laquelle cette modification entre en vigueur et qui remplissent les conditions d'octroi d'une rente de veuve selon l'ancien droit touchent une rente de veuve d'un montant équivalant à 75 pour cent de la rente de vieillesse correspondante si elles deviennent veuves pendant l'année au cours de laquelle cette modification entre en vigueur. Les sept années suivantes, le niveau de la rente de veuve baisse de 5 points de pourcentage par année écoulée entre l'entrée en vigueur de cette modification et le décès du conjoint. Si une femme devient veuve au cours de la huitième année qui suit l'entrée en vigueur de cette modification, elle touche une indemnité unique d'un montant égal à une rente annuelle au sens de l'article 36, sauf si elle a droit à une rente entière en vertu de la LAI.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 7 Art. 4 Abs. 1

Antrag der Mehrheit

Bst. aquinques

aquinques. Anspruch auf eine Witwenrente nach den Artikeln 23, 24 oder 24a AHVG in der Fassung vor der Änderung vom ... hätten und das Referenzalter nach Artikel 21 AHVG noch nicht erreicht haben. Der Anspruch erlischt mit der Wiederverheiratung.

Antrag der Minderheit

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Bst. aquinques

Streichen

Antrag Schenker Silvia

Bst. aquinques

Streichen

Ch. 7 art. 4 al. 1

Proposition de la majorité

Let. aquinques

aquinques. auraient droit à une rente de veuve en vertu des articles 23, 24 ou 24a LAVS dans leur version en vigueur avant la modification du ... et n'ont pas encore atteint l'âge de référence au sens de l'article 21 LAVS. Le droit s'éteint par le remariage.

Proposition de la minorité

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Let. aquinques

Biffer

Proposition Schenker Silvia

Let. aquinques

Biffer

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 25

Antrag der Minderheit

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Abs. 4

... Er erlischt mit der Vollendung des 20. Altersjahres oder mit dem Tod der Waise.

Abs. 5

Aufheben

Ch. 5 art. 25

Proposition de la minorité

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Al. 4

... Il s'éteint au 20e anniversaire ou au décès de l'orphelin.

Al. 5

Abroger

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.088/14 114)

Für den Antrag der Minderheit ... 67 Stimmen

Dagegen ... 128 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Block 3 – Bloc 3

Zusatzfinanzierung der AHV; Interventionsmechanismus; Bundesbeitrag

Financement additionnel de l'AVS; mécanisme d'intervention; contribution fédérale

Brunner Toni (V, SG): Die Minderheit Brunner möchte den Bundesbeitrag auf 20 Prozent der jährlichen Ausgaben der AHV festlegen. Aktuell ist dieser Beitrag auf 19,55 Prozent festgelegt. Wir müssen meinen Minderheitsantrag in einem etwas grösseren Zusammenhang sehen. Es ist uns allen klar, dass nebst den strukturellen Massnahmen in dieser Reform der Altersvorsorge auch mehr Einnahmen nötig sein werden, um die demografischen Herausforderungen in der Altersvorsorge zu bewältigen. Zur Erinnerung: Das jährliche Loch in der AHV wird schon in vierzehn Jahren 7 Milliarden Franken betragen, wenn wir jetzt nichts machen.

So sind in dieser Vorlage ja beispielsweise auch Mehrwertsteuererhöhungen vorgesehen. Dort gehen uns viele der dazu gestellten Anträge zu weit. Wo wir vonseiten der SVP Hand bieten können, ist bei der Überführung der IV-Zusatzfinanzierung in die AHV. Es geht dabei um die noch verbliebenen 0,3 Prozent Mehrwertsteuer – 0,1 Prozent wurden ja be-

reits für die Fabi-Finanzierung gebraucht –, sodass wir am Schluss wieder beim ordentlichen Satz von 8,0 Prozent sind. Wir stehen bei der Finanzierung auch dazu, dass das Demografieprozent künftig vollständig der AHV zukommen soll. Aktuell fließen ja immer noch 17 Prozent der Einnahmen aus diesem Demografieprozent in die Bundeskasse.

Es bleibt der Bundesbeitrag an die AHV, der sich derzeit auf 19,55 Prozent ihrer jährlichen Ausgaben beläuft. Jetzt stellt sich die Frage, wieso wir diesen Bundesbeitrag neu auf 20 Prozent festlegen wollen. Wir wollen diesen Beitrag des Bundes auf 20 Prozent festlegen, weil die öffentliche Hand schon in der Vergangenheit diesen Satz gekannt hat: Mit der 6. AHV-Revision wurde der Beitrag der öffentlichen Hand ab 1970 auf 20 Prozent festgelegt, was damals allerdings noch in 15 Prozent vom Bund und 5 Prozent von den Kantonen aufgeteilt war. Seit der Neugestaltung des Finanzausgleichs ist der Bund alleine zuständig für die Ausfinanzierung der AHV.

Wenn der Bundesbeitrag auf 20 Prozent festgelegt wird, haben wir auch Gewähr, dass es nicht eine noch stärkere Ausrichtung auf die Finanzierung der AHV über Lohnprozente geben wird. Die negativen Effekte liegen dort ja auf der Hand. Mit meinem Minderheitsantrag tragen wir also dazu bei, dass der Produktionsfaktor Arbeit nicht unerwünscht und immer noch mehr belastet wird, was schliesslich Arbeitsplätze sichert. Haben wir hier nicht die gesicherten Einnahmen des Bundes, so wird der Druck betreffend mehr Lohnprozente steigen.

Den Bundesbeitrag auf 20 Prozent festzulegen zeigt und unterstreicht auch die Wertschätzung der AHV als eines unserer wichtigsten Sozialwerke. Das ist auch ein klares Bekenntnis des Bundes, die Prioritäten im Staatshaushalt gezielt auf seine Kernaufgaben auszurichten.

Ich danke Ihnen, wenn Sie meine Minderheit unterstützen.

Humbel Ruth (C, AG): Wir sind hier bei einem Kernpunkt oder, besser gesagt, bei einem Stolperstein der Vorlage, dem sogenannten Interventionsmechanismus und der Zusatzfinanzierung. Ich beantrage Ihnen, bei Artikel 113 AHVG dem Konzept des Ständerates zu folgen. Demgemäss darf der AHV-Ausgleichsfonds nicht unter 80 Prozent einer Jahresausgabe sinken. Tut er dies, muss der Bundesrat der Bundesversammlung innert einem Jahr ab Veröffentlichung der Jahresrechnung Stabilisierungsmassnahmen vorschlagen. Der Ständerat verzichtet bewusst auf eine zweite Stufe und lässt damit der Politik das Primat. Der Ständerat hat einstimmig und weise entschieden. Ein Interventionsmechanismus, wie ihn der Bundesrat vorschlägt, ist nämlich nicht tauglich vis-à-vis der demografischen Entwicklung und den damit verbundenen strukturellen Problemen, würde also mittel- und langfristig keine Probleme lösen, sondern diese eher verschärfen. Ein Interventionsmechanismus mit automatischer Rentenerhöhung wäre in dieser Vorlage der Sargnagel für die ganze Revision. Zudem soll der Bundesrat in einer ersten Phase noch einen Vorschlag machen; wenn ohnehin eine automatische Rentenerhöhung kommen soll, wäre ja in der ersten Phase vom Bundesrat nichts mehr vorzuschlagen.

Ich bitte Sie daher, der ständerätlichen Fassung, dem ständerätlichen Konzept zu folgen.

Auch bei Artikel 130 Absatz 3ter, den Übergangsbestimmungen, beantrage ich Ihnen, dem Konzept des Ständerates zu folgen. Beim ständerätlichen Konzept soll die Mehrwertsteuer in drei Schritten um 1 Prozentpunkt angehoben werden. In einem ersten Schritt sollen auf den 1. Januar 2018 die 0,3 Prozent der IV-Zusatzfinanzierung direkt in den AHV-Fonds fließen. Das bedeutet also, dass die Mehrwertsteuer vorerst bei 8 Prozent bleibt. Eine nächste Erhöhung um 0,3 Prozentpunkte soll auf den 1. Januar 2021 eingeführt werden, d. h. auf den Zeitpunkt der Anhebung des Rentenalters der Frauen auf 65 Jahre. Der dritte Schritt, eine Erhöhung der Mehrwertsteuer um 0,4 Prozentpunkte, ist auf 2025 vorgesehen. Das ergibt bis im Jahr 2030 für die AHV zusätzliche Einnahmen von 3,628 Milliarden Franken. Damit

kann der AHV-Fonds im Jahr 2030 einen ausgeglichenen Stand von 100 Prozent erreichen.

Ich erinnere daran, dass im Ständerat klar war, dass eine Zusatzfinanzierung von mindestens 0,9 Prozentpunkten nötig ist. Allerdings wollte die Minderheit im Ständerat diese 0,9 Prozentpunkte auf zwei Erhöhungsschritte aufteilen, nämlich 0,3 Prozentpunkte auf 2018 und 0,6 Prozentpunkte auf 2021, also auf den Zeitpunkt des gleichen Rentenalters. Das war der Minderheitsantrag im Rat, der dann gegenüber der Erhöhung um 1 Prozentpunkt verloren hat.

Grundsätzlich ist zu diesem Mehrwertsteuerprozent zu sagen, dass diese Erhöhung einzig zur Finanzierung der demografisch bedingten Mehrkosten der AHV nötig ist. Wir haben nur die Wahl zwischen zusätzlichen Mitteln und einer Erhöhung des Rentenalters. Letzteres hat bei der Bevölkerung derzeit keine Chance, weshalb wir bei der AHV mit diesem einen Prozent Mehrwertsteuer bis 2030 ein ausgeglichenes Kapitalkonto erhalten müssen.

Ich bitte Sie daher, sowohl bei Artikel 113 AHVG wie auch bei den Anpassungen der Bundesverfassung meiner Minderheit I und damit dem Konzept des Ständerates zu folgen.

de Courten Thomas (V, BL): Es geht in meinem Antrag um die Ausgestaltung eines Interventionsmechanismus, den ich Ihnen wie folgt beantrage: Ich möchte, dass, falls der AHV-Fonds unter 80 Prozent sinken sollte, das entsprechende Referenzalter in zwei Schritten auf 67 Jahre angehoben wird. Falls dies immer noch nicht ausreicht, soll vom Bundesrat ausgabenseitig eine Korrektur der Finanzierung der AHV vorgeschlagen werden.

Ich kehre damit im Gegensatz zur Mehrheit der Kommission den Mechanismus um. Ich sage, wir brauchen den entsprechenden Druck auf die Sanierung der AHV, weil wir sonst nie Nachhaltigkeit erreichen. Dies anstelle eines zuerst politisch eingreifenden Parlamentes, das nochmals die Möglichkeit bekommt, hier zu handeln.

Was ist ein Interventionsmechanismus? Es ist in etwa dasselbe, wie wenn ich sage: Wir machen heute eine Lösung, die aber gar keine Lösung ist; wir brauchen nach der Lösung nochmals eine Lösung. Wir alle wissen, dass die Reform der Altersvorsorge, die wir hier und heute debattieren, bis ins Jahr 2030 reichen wird, dass wir aber unmittelbar nach Inkrafttreten der Reform die nächste Reform in Angriff nehmen müssen. Für diesen Fall erachte ich es als einen Akt der Verantwortung, dass wir hier tatsächlich eine Lösung erarbeiten und nicht nur eine Zwischen- oder gar eine Scheinlösung produzieren, im Wissen, dass unsere Korrekturmassnahmen nicht ausreichen werden, um eine nachhaltige Sanierung der AHV zu erreichen. Die AHV ist meines Erachtens zu wichtig, als dass wir sie nur kurzfristig sanieren sollten. Ein Haus baut man auch für vierzig Jahre und nicht nur für zwölf Jahre, um es dann wieder umzubauen oder abzureissen.

In diesem Sinne bin ich davon überzeugt, dass wir einen Interventionsmechanismus brauchen. Ich bin überzeugt, dass wir den politischen Druck brauchen, damit wir hier eine Lösung hinkriegen. Dies immer auch im Bewusstsein, dass der Interventionsmechanismus nur greifen sollte, falls die Lösung, die wir heute haben, tatsächlich nicht genügt. In diesem Sinne bitte ich Sie, einen klaren Interventionsmechanismus zu beschliessen, der heute schon festlegt, mit welchen Massnahmen wir die ungenügende Lösung korrigieren, und dass wir auf die politische Diskussion zurückkommen, wenn dieses Instrumentarium nicht genügt. Die Alternative ist, dass wir sagen: Wir schalten das Parlament vorher wieder ein, suchen zuerst die politische Lösung, geben uns nochmals Zeit, darüber zu diskutieren, ob wir nicht eine andere Lösung finden, und erst dann führen wir den automatischen Mechanismus ein. Das ist für mich die Alternativlösung.

Gysi Barbara (S, SG): Geschätzter Kollege de Courten, Sie fordern jetzt ein antidemokratisches technokratisches Instrument, mit dem automatisch das Rentenerhöhung wird. Ansonsten sind Sie ja Vertreter einer Partei, die immer das Volk

auch befragen will. Wie verträgt sich das? Jetzt wollen Sie das Volk übergehen.

de Courten Thomas (V, BL): Nein, Frau Gysi, überhaupt nicht, im Gegenteil: Ich will dem Volk Klarheit geben, dass diese Reform – die Sie hier ablehnen und gegen die Sie aller Voraussicht nach das Referendum ergreifen werden – als Lösung nicht genügt, dass wir die Probleme nur zum Teil lösen und eine nachhaltige Finanzierung der AHV bisher nicht erreicht haben. Ich schalte den demokratischen Weg überhaupt nicht aus, im Gegenteil: Ich möchte den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern klar sagen, worum es hier geht.

Präsident (Stahl Jürg, erster Vizepräsident): Der Antrag der Minderheit Weibel zur Überwachung des finanziellen Gleichgewichts wird von Herrn Lorenz Hess begründet.

Hess Lorenz (BD, BE): Wir haben in der Kommission eine Alternative zum Interventionsmechanismus auf der Basis eines Vorschlags von Kollege Weibel besprochen. Die wesentlichen Merkmale dieser Variante eines Interventionsmechanismus bestehen einmal darin, dass der Zeitpunkt der Auslösung und der Zeitpunkt der Beendigung dieser Massnahme anders sind; zudem stehen ein Beitrag der Arbeitgeber und Arbeitnehmer und dann ein Solidaritätsbeitrag der Rentner im Zentrum.

Konkret ausgelöst werden soll der Mechanismus, wenn sich der Finanzierungsgrad des Fonds bei 80 Prozent befindet oder wenn er diese Limite zu unterschreiten droht. Er soll wieder aufgehoben werden, wenn wieder 100 Prozent erreicht sind. Dies zur Auslösung und Aufhebung dieses Mechanismus. Der Beitrag von Arbeitgebern und Arbeitnehmern soll dann in diesem Fall 0,5 Prozent betragen, und zugleich sollen während dieser Periode die Rentnerinnen und Rentner einen Solidaritätsbeitrag erbringen, bis wieder die 100 Prozent erreicht sind.

Ich bitte Sie, diesem Minderheitsantrag zuzustimmen.

Frehner Sebastian (V, BS): Hier geht es ja um die Frage, um wie viel die Mehrwertsteuer erhöht werden soll, um die AHV zu sanieren. Der Bundesrat schlägt Ihnen 1,5 Prozentpunkte vor, der Ständerat 1 Prozentpunkt und die Mehrheit Ihrer Kommission 0,6 Prozentpunkte. Die SVP hat immer gesagt, dass wir Nein zu neuen Steuererhöhungen sagen, ganz egal, um welche Steuern es sich handelt.

Heute werden die Leute im Durchschnitt vierzehn Jahre älter als noch im Jahre 1948, als die AHV eingeführt wurde. Das gesetzliche Rentenalter hat sich in dieser Zeit kaum verändert. Deshalb ist es logisch, dass die AHV in finanzielle Schwierigkeiten gerät. Wenn die Leute älter werden und immer noch die gleiche Rente für sich beanspruchen wollen, müssen sie länger arbeiten. Das ist nichts als logisch. Es kann ja nicht sein, dass man einfach zuwartet und alle paar Jahre wieder ein paar Mehrwertsteuerprozente aufwirft, um die AHV zu finanzieren. Das ist kein Konzept.

Im Sinne eines Entgegenkommens ist die SVP bereit, die 0,3 Prozent Mehrwertsteuer aus der IV-Zusatzfinanzierung, die Ende 2017 ausläuft, für die AHV zu verwenden. Dadurch steigt der Mehrwertsteuersatz nicht an. Eine Senkung des Mehrwertsteuersatzes, wenn man also das Geld aus der IV-Zusatzfinanzierung nicht für etwas anderes verwendet, hätte hohe Umstellungskosten für die Wirtschaft zur Folge. Es ist uns klar: Mit diesen 0,3 Prozent Mehrwertsteuer kann die AHV nicht nachhaltig saniert werden. Es bleibt uns nichts anderes übrig, als folgendermassen vorzugehen: Das Gleichgewicht der AHV muss durch Ausgabensenkungen, wie wir sie jetzt zum Beispiel bei den Hinterlassenenrenten beschlossen haben, oder durch eine Erhöhung des Referenzalters wiederhergestellt werden, dies natürlich nicht jetzt, sondern mittelfristig.

Ich danke Ihnen für die Unterstützung meiner Minderheit II.

Schwaab Jean Christophe (S, VD): Monsieur Frehner, pourriez-vous nous dire jusqu'à quelle année l'avenir financier de

l'AVS serait garanti avec votre proposition d'un relèvement de 0,3 point de pourcentage au plus?

Frehner Sebastian (V, BS): Also, genau weiss ich das nicht, aber nicht sehr lange. Aber deshalb sagen wir ja auch: Es braucht eine Schuldenbremse, einen Mechanismus, der dann, wenn die AHV wieder in Schieflage gerät, den Ausgleich schafft. Die Linke stört sich sowieso daran, dass wir noch nicht auf 18 oder 19 Prozent Mehrwertsteuer sind, also schmeisst man alle zwei, drei Jahre wieder 1 bis 2 Mehrwertsteuerprozente in die AHV und finanziert so die AHV. Ich weiss, das ist das, was die Linke will. Aber, wie gesagt, das ist kein Konzept.

Gysi Barbara (S, SG): Herr Kollege Frehner, Sie sagen, Sie wollen die AHV in Schieflage bringen mit Ihren 0,3 Prozent Mehrwertsteuererhöhung, die übrigens bis 2025 ausreichen. Gleichzeitig haben Sie diesen Interventionsmechanismus. Sie sind jetzt auf dem Weg dazu, uns das Rentenalter 67 zu bescheren, weil Sie ganz klar sagen: (*Zwischenruf des Präsidenten: Ihre Frage!*) weniger Einnahmen – und dann schnell das Rentenalter erhöhen.

Frehner Sebastian (V, BS): Und was war jetzt die Frage?

Pardini Corrado (S, BE): Können Sie mir erklären, warum Sie Ihre eigentlich zentrale Aussage, das Rentenalter in der Schweiz auf mindestens 67 Jahre erhöhen zu wollen, derart verschleiern? Die Schlussfolgerung Ihrer Aussage wäre nichts anderes als ein Antrag, heute dem Schweizervolk zu sagen, die SVP wolle das Rentenalter auf mindestens 67 Jahre erhöhen. Erklären Sie mir, warum Sie dies nicht so klar und deutlich sagen, sondern Nebelpetarden verschieseln.

Frehner Sebastian (V, BS): Weil es nicht zutrifft. Wenn man die AHV von 1948 anschaut, sieht man, dass damals die Leute im Durchschnitt vierzehn Jahre früher gestorben sind als heute. Es gab das gleiche Rentenalter. Ich könnte zurückfragen: Haben Sie das Gefühl, dass das gleiche System, das 1948 mit einer um vierzehn Jahre tieferen Lebenserwartung funktioniert hat, heute noch funktionieren kann? Selbstverständlich kann es das nicht. Deshalb müssen wir ja die AHV mit verschiedenen Steuern – Mehrwertsteuer, Tabaksteuer, Alkoholsteuer – alimentieren. Irgendwann werden die Leute länger arbeiten müssen. Aber das wird nicht jetzt sein; mit der Schuldenbremse wird das etwa im Jahr 2030 der Fall sein.

Rytz Regula (G, BE): Herr Kollege Frehner, Sie weichen der konkreten Frage sehr wortreich aus. Deshalb nochmals ganz pointiert zugespitzt: Nehmen Sie mit diesem Antrag in Kauf, dass die Menschen in der Schweiz bis 67 Jahre arbeiten müssen, oder nicht – ja oder nein?

Frehner Sebastian (V, BS): Nein, das ist in dieser Vorlage nicht vorgesehen. Lesen Sie doch einmal die Vorlage. Es gibt eine Schuldenbremse, und die besagt: Wenn der AHV-Fonds unter ein gewisses Niveau gerät, muss die Politik Massnahmen ergreifen. Tut sie das nicht, steigen die Mehrwertsteuer und auch das Rentenalter, um ein paar Monate, an. Wir stimmen hier nicht über das Rentenalter 67 ab. Sagen Sie mir doch einmal, wo Sie das in diesem Entwurf finden!

Schelbert Louis (G, LU): Im Block 3 werden die Zusatzfinanzierung der AHV, die Höhe des Bundesbeitrags und die Frage eines Interventionsmechanismus geregelt. Im Grundsatz ist die Fraktion der Grünen für das Konzept des Ständerates. Dieses würde plus/minus das Rentenniveau halten. Das ist eines der zentralen Revisionsziele des Bundesrates. Der Ständerat würde die Rentenverluste aus der zweiten Säule in der AHV ausgleichen. Das halten wir für sinnvoll, die erste Säule ist solider finanziert als die berufliche Vorsorge. Diese führt trotz höherer Beiträge zu niedrigeren

Renten. Um die Renten zu sichern, braucht es neben den Beiträgen der Versicherten den Bundesbeitrag und eine Zusatzfinanzierung für die AHV. So verstehen wir auch das Abstimmungsergebnis vom letzten Sonntag.

Zum Interventionsmechanismus: Der Bundesrat schlug vor, es müsse automatisch interveniert werden, wenn der AHV-Fonds unter die Marke von 70 Prozent einer Jahresausgabe fallen würde, mit Beitragserhöhungen zum einen und einer Beschränkung der Rentenanpassungen zum andern. Der Ständerat lehnte das ab. Die vorbereitende NR-Kommission dagegen hat zusätzlich noch eine Erhöhung des Rentenalters auf 67 Jahre beschlossen.

Die Fraktion der Grünen akzeptiert ein Rentenalter 67 nicht. Eine Erhöhung hat mit der wirtschaftlichen Realität nichts zu tun. Das effektive Rentenalter liegt unter dem gesetzlichen. Auch hat es zu wenig Stellen für ältere Arbeitnehmer. Wer nach 50, 55 Jahren die Arbeit verliert, kommt fast nicht wieder hinein. Eine automatische Intervention lehnen wir ab. Einer Warnlampe beim Erreichen der 80-Prozent-Marke stimmen wir dagegen zu. Die Revision ist bis 2030 angelegt, das ist eine ansprechende Dauer. Es ist möglich, die nächsten zehn, vielleicht fünfzehn Jahre einigermaßen zu überblicken. An einen sicheren Blick darüber hinaus glauben wir nicht. Blinkt die Warnlampe, ist dannzumal zu überlegen, was zu tun ist. Politisiert wird auch noch in fünfzehn Jahren. Das Rentenalter 67 wäre der Todesstoss für die Vorlage. Die Bevölkerung will weder gekürzte Renten noch ein höheres AHV-Alter. Auch der Ständerat hat auf den Einbau des Rentenalters 67 verzichtet. Wir sagen Nein zum Rentenalter 67! Ein Einzelantrag Pezzatti will den Interventionsmechanismus auslagern. Die Fraktion der Grünen lehnt, wie gesagt, das Ansinnen grundsätzlich ab. Obsiegt aber in der Abstimmung der Mechanismus, ist uns das Auslagern lieber.

Zum Bundesbeitrag: Laut Verfassung dürfen die Leistungen des Bundes im Maximum die Hälfte der jährlichen Ausgaben der AHV betragen. Der Bund hat damit eine ähnliche Verpflichtung wie ein Rückversicherer. Die Sicherung der Renten ist eine zentrale Aufgabe des Bundes. Für zusätzliche Mittel bräuhete es aus Sicht der AHV nur eine Gesetzesänderung.

Heute leistet der Bund 19,55 Prozent an die Ausgaben. Aus Spargründen beantragt der Bundesrat eine Senkung auf 18 Prozent. Dann müssten die eingesparten Mittel auf anderem Weg beschafft oder die Renten gesenkt werden. Beides wollen wir nicht. Die Bevölkerung lehnt tiefere Renten ab, die Erfahrung der BVG-Revision müsste genügen. 19,55 Prozent halten wir für richtig.

Eine Minderheit Brunner verlangt 20 Prozent. Das klingt sympathisch. Doch bei der Zusatzfinanzierung gesteht die SVP nicht das nötige ganze Mehrwertsteuerprozent, sondern nur 0,3 Prozent zu. Das ist viel zu wenig, der etwas höhere Bundesbeitrag kann das Loch nicht füllen. Die Fraktion der Grünen stimmt deshalb diesem Minderheitsantrag nicht zu.

Zur Zusatzfinanzierung: Eine Zusatzfinanzierung ist aus demografischen Gründen nötig, weil die sogenannten Baby-boomer jetzt ins Rentenalter kommen. Das bewirkt einen vorübergehenden Buckel mit zusätzlichen Ausgaben. Der Ausgleich dieser Erscheinung kann mit einem Mehrwertsteuerprozent erfolgen. Die Mehrwertsteuer wird auf dem Konsum erhoben. Das trifft Alte und Junge. Wer mehr konsumiert, zahlt mehr. Damit kommt es zu einem gewissen Ausgleich von Bessergestellten mit wirtschaftlich weniger gut Betuchten, auch bei den Senioren. Wirtschaftlich Starke tragen so mehr an die Rentenfinanzierung bei. Aus diesen Gründen stimmt die Fraktion der Grünen für die Erhöhung der Mehrwertsteuer um 1 Prozentpunkt.

de Courten Thomas (V, BL): Ich bekräftige nochmals die Position der SVP in dieser Frage. Die zentrale Frage ist: Was wollen wir? Worüber diskutieren wir hier heute? Hier und heute geht es uns darum, die AHV zu sichern. Es ist völliger Blödsinn, hier zu behaupten, wir würden für das Rentenalter 67/67 eintreten, Herr Pardini. Das ist aus der Luft gegriffen und völlig aus dem Zusammenhang gerissen.

Es geht hier und heute darum, dass wir die AHV sichern können, und zwar für die heutige Generation, mit den heutigen Renten, aber genauso für künftige Generationen, für künftige Rentner, auch mit dem heutigen Rentenniveau. Man kann nicht einfach die Probleme und Ursachen immer nur mit neuen, zusätzlichen Mehrwertsteuerprozenten zuschütten. Man muss das System der AHV berücksichtigen, gemäss dem die arbeitstätige Bevölkerung die Renten der Pensionierten im Umlageverfahren finanziert. Das sollten wir auch im Dreisäulenkonzept der Schweiz möglichst systemgerecht aufrechterhalten und nicht ständig vermischen.

Es genügt nicht, die Symptome zu dämpfen. Wir müssen auch die Ursachen angehen. Das machen wir bei jedem Präventionsprogramm so, das machen wir bei jeder Krankheit so, das machen wir bei jeder Reparatur so, die wir in unserem alltäglichen Leben vornehmen. Wir müssen das System so wiederherstellen, dass es tatsächlich funktioniert. Gegebenenfalls ist dafür bei steigender Lebenserwartung auch erforderlich, das Rentenalter zu erhöhen. Ja, Herr Pardini, aber nicht heute und nicht morgen, sondern dann, wenn alle anderen Massnahmen, auch alle anderen Massnahmen, die Sie hier mitgestalten können, nicht ausreichen sollten. Wir sollten uns ehrlich unserer Verantwortung stellen und sagen: Wenn das nicht genügt, was wir hier produzieren, dann müssen wir für den Notfall einen Mechanismus haben, der das System für die ganze Schweiz, für heutige Generationen, für morgige Generationen, zum heutigen Rentenniveau entsprechend sichert. Darum brauchen wir diesen Interventionsmechanismus.

Ich bitte Sie, unseren Anträgen entsprechend zuzustimmen und auch in Bezug auf die Finanzierung den Beitrag, den der Bund leistet, gemäss dem Minderheitsantrag Brunner zu erhöhen, auch damit wir die Begehrlichkeiten, die auf der Erhöhung der Mehrwertsteuer lasten, etwas dämpfen können. Jetzt erwarte ich gespannt die Frage von Herrn Pardini.

Pardini Corrado (S, BE): Ich habe jetzt wirklich zum zweiten Mal sehr aufmerksam zugehört, Herrn Frehner und jetzt auch Ihnen, Herr de Courten. Sie lehnen jegliche Massnahme ab, die sinnvollerweise die AHV heute stabilisiert, das Rentenniveau stabilisiert, und wollen dem Schweizer Volk weismachen, dass es ohne Rentenerhöhung geht. Warum schenken Sie dem Schweizervolk nicht klaren Wein ein und sagen ihm, dass Sie für Rentenalter 67 sind? Warum lassen Sie die Katze nicht aus dem Sack?

de Courten Thomas (V, BL): Sie haben offensichtlich nicht zugehört, Herr Pardini. Ich habe Ihnen gesagt, was wir wollen. Es ist auch eine Fehlinterpretation, wenn Sie sagen, wir seien gegen jegliche Anpassungen und Revisionsmassnahmen bei der AHV. Wir haben dem Rentenalter 65/65 zugestimmt, Sie nicht; wir haben der Abschaffung der Witwen- und Waisenrenten zugestimmt, Sie nicht.

Sie wehren sich gegen die Massnahmen zur Sanierung der AHV, nicht wir! Wir tun alles, um die AHV für heutige Generationen und auch für künftige Generationen mit dem heutigen Rentenniveau zu sichern. Sie verweigern sich diesen Massnahmen dauernd, weil Sie meinen, Sie könnten das Problem mit zusätzlichen Mehrwertsteuerprozenten und mit zusätzlichen Arbeitgeber- und Arbeitnehmerbeiträgen einfach zuschütten.

Rytz Regula (G, BE): Ich verstehe Ihre Logik nicht ganz: Sie erklären uns hier wortreich, dass eventuell, vielleicht einmal, in zwanzig, dreissig Jahren das Rentenalter möglicherweise erhöht werden müsse. Weshalb verlangen Sie denn heute, für eine Eventualität einen Interventionsmechanismus ins Gesetz zu schreiben? Weshalb kommen Sie nicht in zwanzig Jahren, um dann den Menschen zu sagen – falls es dann noch nötig sein sollte –, dass sie bis 67 arbeiten müssten? Weshalb machen Sie nun quasi im Voraus, (*Zwischenruf der Präsidentin: Die Frage ist gestellt, Frau Rytz!*) präventiv, einen Automatismus und handeln nicht dann, wenn es nötig ist?

de Courten Thomas (V, BL): Weil die Notwendigkeit, Frau Rytz, heute bereits gegeben ist. Schauen Sie die Perspektiven der AHV-Finanzierung an: Nehmen Sie endlich zur Kenntnis, dass die AHV heute und auch bereits im letzten Jahr rote Zahlen schreibt und geschrieben hat!

Sie stehen da und sagen: Ja, wir schauen einmal, wie es weitergeht, aber wir treffen noch keine Massnahmen, da wir uns nicht vorstellen können, wie die Lösung in fünf, sechs Jahren aussehen könnte. Wir sagen: Schenken wir dem Volk endlich reinen Wein ein und sagen ihm, dass die Lösung, die wir hier erarbeiten, auf lange Sicht nicht genügt. Sie genügt bis genau 2030. Selbst der Bundesrat gesteht heute schon ein, dass diese Reform zwar bis 2030 reicht, aber danach weitere Schritte notwendig sein werden. Wir wissen doch alle hier im Saal, dass das, was wir heute hier tun, nicht genügt. Das muss man also als ungenügende Arbeit des Parlamentes bezeichnen. Wir müssen in dieser Situation auch aus Verantwortung gegenüber den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern und gegenüber den Rentenbezüglern wie auch in Verantwortung gegenüber denjenigen, die diese Renten finanzieren, endlich sagen, dass das nicht genügt. Weil wir das wissen, machen wir uns Gedanken darüber, in welche Richtung wir in Zukunft gehen wollen.

Es gibt verschiedene Möglichkeiten, die AHV zu sanieren – doch diese gefallen Ihnen ja alle nicht. Wenn das Geld in der AHV nicht reicht und wir immer mehr Rentenbezüger und immer weniger Beitragszahler haben, müssen wir am Schluss die Renten kürzen. Doch das wollen wir ja alle nicht. Das wäre die eine Möglichkeit.

Sie können auch sagen, dass, wenn wir nicht genügend Geld haben, halt mehr Geld hereinkommen muss, beispielsweise über mehr Mehrwertsteuer-, mehr Arbeitgeber- und mehr Arbeitnehmerbeiträge. Das ist das Konzept, das Sie wollen, das aber wir in der Mehrheit nicht wollen.

Oder es gibt den Weg, wenn es nicht Mehreinnahmen, aber Mehrausgaben gibt, die Möglichkeit zu schaffen, halt ein Stück weit länger zu arbeiten. Das geht auch, weil wir immer älter werden. Das ginge übrigens auch sehr gut, wenn wir die Erhöhung des Rentenalters verknüpfen würden mit einem konsequenten und klaren Inländervorrang. Dann würden nämlich auch die älteren Arbeitnehmer nicht entsprechend durch jüngere Ausländer ersetzt.

Hess Lorenz (BD, BE): Ich muss in vielem Kollege de Courten Recht geben, doch das Aber kommt selbstverständlich am Schluss auch noch.

Ich muss Kollege de Courten insofern Recht geben, als es eigentlich nicht richtig ist, ihm hier dauernd vorzuwerfen, er oder seine Fraktion und diejenigen, die den Mechanismus unterstützen, wollten einfach das Rentenalter 67 einführen und getrauten sich nicht, das zu sagen. Das stimmt nicht! Wenn man den Mechanismus, den Automatismus liest, sieht man, dass das auch nicht einfach so eine Erhöhung auf 67 ist; vielmehr ist dieser Automatismus systemisch gut durchdacht, und er stellt eine Auffanglinie dar zu einem Zeitpunkt, in dem tatsächlich Handlungsbedarf besteht. An dieser Absicht gibt es grundsätzlich nichts zu rütteln; das kann man so andeuten. Weiter stimmt es auch, dass tatsächlich die Lebenserwartungskurve, zumindest im Moment noch, stetig steigt: Man lebt also im Schnitt länger, man bezieht länger AHV. Mit anderen Worten: Man sollte vorher auch ein bisschen länger arbeiten. Auch das wird tatsächlich zu bedenken sein.

Warum ist es jetzt eben trotzdem nicht klug und auch nicht praktikabel, diesen Vorschlag in dieses Paket hineinzupacken? Der Grund ist, dass das der Killerfaktor – es gab schon verschiedene Ausdrücke dafür; ich sage ihm so – in diesem Paket ist. Es gibt einfach die normative Kraft des Faktischen. Ich wünsche tatsächlich schon jetzt viel Vergnügen und viel Erfolg für diesen Mechanismus, der dann der-einst vielleicht für eine gewisse, jetzt aktive Gruppe von Arbeitnehmern aktiviert wird! Das bringen wir so nie herüber – nie! Es gelingt ja schon hier nicht.

Deshalb wird dieser Automatismus auf die Frage reduziert: Wollt ihr das Rentenalter 67, ja oder nein? Das ist die Crux

einer Geschichte, die eigentlich gut durchdacht wäre. Ökonomisch müsste man so handeln: Jeder in seinem Geschäft denkt voraus und sollte einen Plan haben, falls es mit dem Umsatz und mit den Ergebnissen nicht mehr so gut stimmt; das ist ja richtig. Aber es geht nun einmal tatsächlich «nur» darum, ein einigermaßen erklärbares, kommunizierbares und erträgliches Paket für die Zeit bis 2030 ins Trockene zu bringen.

Sie haben mit all Ihren Prognosen Recht, aber es gibt da noch einen springenden Punkt. Es wurde vorhin gesagt, wir müssten über 2020, 2030 hinausdenken. Das ist absolut richtig, und die Kurven zeigen, wohin es geht. Was wird uns daran hindern, in die nächste Geländekammer zu blicken, wenn wir dieses Revisionspaket, das die Altersvorsorge bis 2030 einigermaßen im Gleichgewicht halten wird, tatsächlich auch vor dem Volk durchgebracht haben werden? Was wird uns dann daran hindern, in Minne genau diesen Mechanismus oder allenfalls andere Möglichkeiten zu diskutieren, auch wenn das dann vielleicht eine Verzögerung um zwei, drei Jahre bedeutet? Diese Möglichkeit haben wir, haben die beiden Parlamentskammern. Es gibt Vertreter in der Kleinen Kammer, die heute schon sagen: Jawohl, diese Diskussion werden wir lancieren. Bei dieser Gelegenheit werden wir auch die Motion der SGK-NR 16.3350 und den dazugehörigen Bericht wieder diskutieren.

Die BDP-Fraktion schlägt auch vor, später einen Automatismus einzuführen, und zwar einen etwas einfacheren: Die automatische Anpassung des Rentenalters an die Entwicklung der Lebenserwartung in Fünfjahresschritten wäre relativ einfach nachvollziehbar, relativ gut kalkulierbar und würde niemanden auf dem falschen Fuss erwischen. Diese und andere Ideen müssen wir am Tag eins nach dieser Revision angehen. Darum kommen wir nicht herum.

Im Moment ist die Übung so nicht machbar. Sie ist weder mehrheitsfähig noch kommunizierbar, und sie bringt das ganze Paket zum Scheitern. Das kann hier drin beim besten Willen einfach niemand wollen.

Es wird übrigens auch nicht besser – noch schnell zur Frage einer Auslagerung –, wenn wir dem Antrag zustimmen, die betreffende Vorlage auszuklammern. Am Schluss geht es da bei der Kommunikation wieder um die Einheit der Materie, um die Erklärbarkeit und um die Erfolgsaussichten. Wenn am Schluss drei Vorlagen auf dem Tisch liegen und wir gegenüber dem Volk auseinanderdividieren wollen, welche zwei von drei gut sind und welche nicht, führt das zu dreimal Nein. Dann wäre leider die ganze Geschichte erledigt, und das wollen wir nicht.

Ich bitte Sie, diesem Mechanismus nicht zuzustimmen.

Grossen Jürg (GL, BE): Ich nehme aus Sicht der grünliberalen Fraktion Stellung zum dritten Block und lege dabei den Fokus auf die vieldiskutierte Schuldenbremse bei der AHV, auch Stabilisierungsregel oder Interventionsmechanismus genannt. Diese Schuldenbremse ist aus Sicht von uns Grünliberalen ein zentrales Element dieser Reform. Sie soll ein Schutzmechanismus im Sinne einer Versicherung für die Renten, die AHV-Kassen und die Steuerzahler sein. Die Renten werden damit langfristig gesichert, und das Vertrauen der heute jungen Leute in unsere erste Säule wird glaubhaft gestärkt.

Dieser Mechanismus nach dem Vorbild des Erfolgsmodells der Schuldenbremse ist auch für die Steuerzahler und für die Konsumenten wichtig, kann doch damit verhindert werden, dass grosse Schuldenberge angehäuft und auf nächste Generationen verschoben werden. Diese Schuldenbremse ist also wie eine Versicherung anzusehen. Läuft alles normal, braucht es sie nicht. Gibt es Probleme, kommt sie zum Tragen. Sie entfaltet also nur dann ihre Wirkung, wenn wir im Parlament versagen und weitere Reformen bei gleichzeitig dauerhafter Unterdeckung des AHV-Ausgleichsfonds scheitern würden.

Eine solche Stabilisierungsregel alleine ersetzt also die politischen Reformen nicht. Sie stellt vielmehr den notwendigen Druck auf das Parlament sicher, innert nützlicher Frist mehrheitsfähige Reformen zu beschliessen. Mir ist ja bewusst,

dass viele von Ihnen das gemeinsame Finden von Lösungen nicht mehr als oberste Priorität ansehen. Vielmehr rückt das Finden von Lösungen aus persönlichen und parteipolitisch motivierten Gründen in den Hintergrund, wie beispielsweise letzte Woche bei der Gesetzesdebatte zur Zuwanderung. Falsche und reisserische Behauptungen haben dabei oft Hochkonjunktur. Lösungen rücken leider in den Hintergrund. Das ist schädlich für unser Land.

Für uns Grünliberale stehen hingegen dauerhafte und nachhaltige Lösungen im Vordergrund, und wir wollen ehrlich sein zur Bevölkerung. Wir Grünliberalen unterstützen den Interventionsmechanismus, wie ihn unser Kollege Weibel als Minderheitsantrag II eingereicht hat und der in groben Zügen wie folgt funktioniert: Droht innerhalb der nächsten drei Jahre der Stand des AHV-Ausgleichsfonds unter 80 Prozent einer Jahresausgabe zu fallen, wird ein politischer Auftrag ausgelöst. Nur wenn in der Folge nicht rechtzeitig eine politische Reform gelingt, werden automatische Massnahmen ausgelöst, sobald der Ausgleichsfonds tatsächlich unter 80 Prozent einer Jahresausgabe liegt.

Diese automatischen Massnahmen bestehen aus einem Solidaritätsbeitrag der Rentnerinnen und Rentner in der Höhe von 0,5 Prozent ihrer Rente und aus einer AHV-Beitragserrhöhung von total maximal 1 Prozent, also je 0,5 Prozent für Arbeitnehmer und Arbeitgeber. Bestechend einfach ist die Aufhebung dieser Massnahme im Konzept Weibel. Sie erfolgt nämlich im Gegensatz zum Konzept der Mehrheit nicht politisch, sondern automatisch dann, wenn der Stand des Fonds wieder bei 100 Prozent einer Jahresausgabe liegt. Das Konzept Weibel verzichtet ganz bewusst auf eine automatische Erhöhung des Rentenalters. Wir unterstützen zwar die Erhöhung des Rentenalters auf ordentlichem Weg, aber als Element der Schuldenbremse ist die Erhöhung des Rentenalters für diese Vorlagen ein Risiko; wir haben es vorhin gehört.

Wir wollen also in erster Priorität die Reform nicht gefährden und trotzdem an einer Versicherung nach dem Vorbild der Schuldenbremse festhalten. Im Weiteren soll das Konzept im AHV-Gesetz und nicht, wie das Mehrheitskonzept, in der Bundesverfassung verankert werden, was eine Vereinfachung darstellt. Sollte sich das Konzept Weibel in der Ausmehrung nicht durchsetzen, wird die grünliberale Fraktion trotzdem die Mehrheit unterstützen, weil in dieser Reform aus unserer Sicht unbedingt eine Art Schuldenbremse beschlossen werden muss.

Zusammengefasst, unterstützt die grünliberale Fraktion im Block 3 überall die Mehrheit, mit Ausnahme des Minderheitsantrages II (Weibel) in Bezug auf den Interventionsmechanismus, welchen ich ausführlich begründet habe.

Schwaab Jean Christophe (S, VD): Sie wollen das Vertrauen der jungen Generation stärken. Das finde ich sehr gut. Aber warum unterstützen Sie dann einen Antrag für eine Kompensation in der zweiten Säule, die für Leute meiner Generation fünfmal mehr kostet als eine Kompensation in der AHV?

Grossen Jürg (GL, BE): Weil für uns klar ist, dass die Kompensation unbedingt in der Säule erfolgen soll, in der sie auch notwendig ist: bei der AHV in der AHV, beim BVG im BVG.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

16.9002

Mitteilungen der Präsidentin

Communications de la présidente

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Es freut mich, auf der Tribüne eine Delegation der Nationalversammlung der Republik Serbien unter Leitung der Präsidentin, Frau Maja Gojkovic, zu begrüßen. Ebenfalls willkommen heissen möchte ich die Botschafterin der Republik Serbien in der Schweiz, Frau Snezana Jankovic. Die Delegation hält sich im Rahmen eines offiziellen Besuchs während drei Tagen in der Schweiz auf. Im Jahr 2012 hat der damalige Nationalratspräsident Hansjörg Walter mit weiteren Parlamentsmitgliedern Serbien besucht. Frau Gojkovic stattet uns nun einen Gegenbesuch ab. Wir feiern dieses Jahr auch den 100. Jahrestag der Eröffnung der diplomatischen Beziehungen zwischen der Schweiz und Serbien.

Ich hatte heute Morgen die Gelegenheit, ein hochinteressantes Gespräch mit Frau Gojkovic zu führen. Die Präsidentin wird im Verlauf des Tages ebenfalls Gespräche mit Ständeratspräsident Raphaël Comte und mit Nationalrat Alexander Tschäppät führen. Dabei werden aktuelle Themen sowie die bilateralen Beziehungen unserer Länder im Vordergrund stehen.

Serbien und die Schweiz pflegen enge freundschaftliche und bilaterale Beziehungen. Wir begrüßen die serbische Delegation recht herzlich und wünschen ihr ein interessantes und bereicherndes Programm und einen angenehmen Aufenthalt in der Schweiz! *(Beifall)*

14.088

Altersvorsorge 2020. Reform

Prévoyance vieillesse 2020. Réforme

Fortsetzung – Suite

Ständerat/Conseil des Etats 14.09.15 (Erstrat – Premier Conseil)
Ständerat/Conseil des Etats 15.09.15 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 16.09.15 (Fortsetzung – Suite)
Nationalrat/Conseil national 26.09.16 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Nationalrat/Conseil national 28.09.16 (Fortsetzung – Suite)
Nationalrat/Conseil national 28.09.16 (Fortsetzung – Suite)
Nationalrat/Conseil national 28.09.16 (Fortsetzung – Suite)
Nationalrat/Conseil national 29.09.16 (Fortsetzung – Suite)

Block 3 (Fortsetzung) – Bloc 3 (suite)

Pezzatti Bruno (RL, ZG): Wir entscheiden bei diesem Block einerseits über ein zentrales Element des Beschlusses Ihrer Kommission. Es geht um die Einbindung eines Interventionsmechanismus in das AHVG. Andererseits werden wir bei diesem Block auch über den Bundesbeitrag an die AHV beschliessen, der heute 19,55 Prozent beträgt und gemäss Entwurf des Bundesrates auf 18 Prozent gesenkt und gemäss Minderheitsantrag Brunner auf 20 Prozent erhöht werden soll.

Zunächst zur Implementierung des Interventionsmechanismus: Das ist eine Art Schuldenbremse in einer wichtigen Sozialversicherung unseres Landes. Ich würde sagen, es ist die wichtigste Sozialversicherung. Der Entwurf des Bundesrates will ebenfalls einen Interventionsmechanismus, welcher analog zum Antrag der Kommissionsmehrheit zuerst eine politische Phase enthält und erst anschliessend, wenn

die Politik ihre Hausaufgaben nicht macht, einen Automatismus zur Stabilisierung des AHV-Fonds vorsieht.

Der Beschluss des Ständerates beschränkt sich gegenüber den Versionen Bundesrat bzw. Kommissionsmehrheit auf die politische Phase. Es wird darauf verzichtet, nach der politischen Phase, wenn keine Sanierung des AHV-Fonds erreicht worden ist, weitere Massnahmen, also einen Automatismus, auszulösen. Unseres Erachtens ist der Beschluss des Ständerates praktisch gesehen wirkungslos und verfehlt das Ziel der Stabilisierung des AHV-Fonds.

Jetzt zum Antrag der Mehrheit unserer Kommission betreffend Interventionsmechanismus: Die Kommissionsmehrheit beantragt eine Schuldenbremse im Sinne eines Notnagels. Wir wollen die AHV-Renten nicht nur kurz- und mittelfristig, sondern im Interesse der nachfolgenden Generationen auch langfristig, das heisst über das Jahr 2030 hinaus, sichern. Das Hauptziel dieses Interventionsmechanismus ist demnach – es wurde von den Vorrednern der rechten Ratshälfte wiederholt festgehalten – die Sicherung der AHV-Renten auf lange Sicht.

Die Schuldenbremse wird wie folgt funktionieren: Sinkt der AHV-Ausgleichsfonds unter den Stand einer Jahresausgabe, also unter 100 Prozent, soll der Bundesrat dem Parlament umgehend eine Sanierungsvorlage unterbreiten. Gelingt die Sanierung auf dem politischen Weg nicht, wird folgender Automatismus ausgelöst: Wenn der Fonds 80 Prozent einer Jahresausgabe unterschreitet, wird das Referenzalter um maximal 4 Monate pro Jahr bis auf maximal 67 Jahre angehoben – dies als Massnahme zur Senkung der Ausgaben. Andererseits soll parallel dazu gleichzeitig die Mehrwertsteuer um bis zu maximal 0,4 Prozentpunkte erhöht werden. Bei diesem Konzept bleibt das Primat der Politik bestehen, auch wenn immer wieder das Gegenteil behauptet wird. Scheitert die Politik, dann würde der Automatismus gemäss Berechnungen des Arbeitgeberverbandes etwa in den Jahren 2030 bis 2033, je nach Konjunkturverlauf, ausgelöst, das heisst erst in siebzehn bis neunzehn Jahren.

Zu meinem Einzelantrag: Ich beantrage mit dem Einzelantrag, die Schuldenbremse aus dem Konzept der bestehenden Vorlage in eine separate Vorlage auszulagern; dies vor allem aufgrund der Befürchtung des Bundesrates, dass der Interventionsmechanismus gemäss Kommissionsmehrheit die Gesamtvorlage gefährden würde. Damit ermöglichen wir, dass der Interventionsmechanismus zusammen mit der Gesamtvorlage vor das Volk kommt, dass dann aber getrennt darüber abgestimmt werden kann. Das Volk kann seine Meinung zum Ausdruck bringen, ob es das Reformpaket will oder nicht und ob es den Interventionsmechanismus gemäss Antrag der Kommissionsmehrheit will oder nicht.

Ein letztes Wort: Die Erhöhung des Bundesbeitrages an die AHV gemäss Antrag der Minderheit Brunner lehnt die FDP-Fraktion ab, und zwar vor allem deshalb, weil dadurch die gebundenen Ausgaben des Staatshaushaltes weiter erhöht würden.

Riklin Kathy (C, ZH): Als Nichtkommissionsmitglied habe ich eine Frage an Sie und möchte auch mein Erstaunen ausdrücken. Sie stellen in der Kommission den Antrag auf einen Interventionsmechanismus, auf eine Schuldenbremse und auf AHV-Alter 67. Nachher stellen Sie den Antrag, das Ganze wieder aus der Vorlage herauszunehmen. Ich verstehe Ihr Verhalten nicht. Können Sie mir das erklären?

Pezzatti Bruno (RL, ZG): Ich habe das bei meinen Ausführungen vielleicht nicht im Detail erklärt. Es geht darum, dass wir den Befürchtungen des Bundesrates Rechnung tragen und dem Volk die Möglichkeit geben wollen, über den Interventionsmechanismus separat abzustimmen, ohne dass die Gesamtvorlage gefährdet wird.

Rytz Regula (G, BE): Ja, Herr Pezzatti, auch ich verstehe dieses System immer noch nicht. Sie legislieren ja sozusagen auf Vorrat: Sie machen ein Gesetz, das dann vielleicht in zwanzig Jahren umgesetzt würde. Ich verstehe nicht, welche Art von demokratiepolitischem Instrument das ist, das

Sie hier erfinden. Sie sagen, beim Scheitern der Politik greife ein Mechanismus. (*Zwischenruf der Präsidentin: Bitte stellen Sie die Frage!*) Kann man auch sagen, dass es heute einen Automatismus geben muss, mit dem wir die Steuern erhöhen, weil es vielleicht in dreissig Jahren mit den Finanzen schlimm steht?

Pezzatti Bruno (RL, ZG): Geschätzte Kollegin, Sie wollen das Konzept nicht verstehen. Es wurde wiederholt dargelegt, dass es darum geht, mit dem Interventionsmechanismus die AHV-Renten für die Zukunft, für die nachfolgenden Generationen, langfristig zu sichern. Das sollte auch ein Anliegen Ihrer Fraktion sein. Das ist das Hauptziel dieses Interventionsmechanismus.

Humbel Ruth (C, AG): Die CVP-Fraktion wird dem Konzept des Ständerates und damit meiner Minderheit I folgen. Wir wollen keinen Interventionsmechanismus mit automatischer Rentenaltererhöhung in diesem Gesetz. Eine Rentenaltererhöhung findet bei der Bevölkerung derzeit keine Mehrheit. Das bestätigen sämtliche Umfragen. Daran ändert sich auch nichts, wenn die Rentenaltererhöhung verpackt in einen Interventionsmechanismus daherkommt. Es ändert auch nichts, wenn der Einzelantrag Pezzatti durchkommt, der den Interventionsmechanismus in einen neuen, separaten Bundesbeschluss auslagern will. Herr Pezzatti hat diesen Interventionsmechanismus als Notnagel bezeichnet. Wir nennen das Sargnagel.

Ich habe beim Eintreten betont, dass das gleiche Referenzalter von 65 Jahren für Männer und Frauen mit der Flexibilisierung des Rentenalters von 62 bis 70 Jahre sehr wichtig ist und dass das zu einer faktischen Rentenaltererhöhung führen dürfte. Wir müssen ja festhalten, dass heute das faktische Rentenalter durchschnittlich bei etwa 64 Jahren bei den Männern und bei 63 Jahren bei den Frauen liegt. Wir haben also das Rentenalter 65 noch nicht einmal erreicht. Deshalb muss die Flexibilisierung zu einer faktischen Rentenaltererhöhung führen, wenn die Wirtschaft älteren Mitarbeitenden eine längere Erwerbstätigkeit ermöglicht und auch auf die Flexibilisierung ausgerichtete Arbeitsmodelle entwickelt.

Natürlich können und wollen wir uns der Frage der Rentenaltererhöhung nicht verschliessen. Die CVP ist bereit, die Frage einer Rentenaltererhöhung nach erfolgreichem Abschluss dieser Revision anzugehen. Unseres Erachtens müssen wir diese für die Menschen wichtige Frage einer Rentenaltererhöhung aber direkt und offen mit der Bevölkerung diskutieren und dürfen sie nicht einfach in einen Interventionsmechanismus verpacken.

Bei Artikel 103 wollen wir beim bisherigen Bundesbeitrag von 19,55 Prozent bleiben und lehnen daher den Antrag auf eine Senkung auf 18 Prozent ab, wie wir auch den Minderheitsantrag Brunner ablehnen, der eine Erhöhung auf 20 Prozent will. Bei der derzeit angespannten Finanzlage des Bundes ist eine Erhöhung nicht vertretbar.

Die Minderheit III (de Courten) ist noch schärfer als die Kommissionsmehrheit und will das Rentenalter in Sechsmontatsschritten erhöhen, während die Kommissionsmehrheit dies in Viermonatsschritten vorsieht. Herr de Courten begründet das mit «dem Volk reinen Wein einschenken». Das Problem ist nur, dass es nichts nützt, reinen Wein einzuschenken, wenn das Volk ihn nicht trinken will. Sie haben bei der Eintretensdebatte selber festgehalten, dass dieses Paket überladen sei und kaum eine Mehrheit beim Volk finden werde. Es ist daher erstaunlich, dass Sie gerade bei diesem zentralen, wichtigen Punkt an Ihrem Antrag festhalten.

Die Minderheit II (Weibel) will ein anderes Konzept eines Interventionsmechanismus und will auch den Rentnerinnen und Rentnern einen Solidaritätsbeitrag in der Höhe von 0,5 Prozent abverlangen. Damit wäre das Versprechen dieser Revision, das Rentenniveau zu halten, offensichtlich gebrochen, weil sogar bestehende Renten erhalten müssten für die Sanierung der AHV. Ein Abbau bisheriger Renten stand bisher nicht zur Diskussion. Einen Rentenabbau dür-

fen wir schon gar nicht in diese Vorlage verpacken, weil das bei der Bevölkerung nie eine Mehrheit finden würde.

Zusammenfassend: Die CVP-Fraktion wird dem Konzept des Ständerates, das heisst meinem Antrag der Minderheit I, zustimmen und die Anträge der Minderheiten Brunner, Weibel, de Courten und Frehner ablehnen.

Carobbio Guscetti Marina (S, TI): Wir sind hier in einer zentralen Diskussion bei dieser Revisionsvorlage; es geht um deren Finanzierung. Zwei Konzepte werden einander gegenübergestellt: Das Konzept der Mehrheit will einen antidemokratischen Mechanismus einführen, der zur schrittweisen Erhöhung des Rentenalters bis 67 führt, verbunden mit einer Anhebung der Mehrwertsteuersätze, falls der AHV-Fonds in finanzielle Schwierigkeiten gerät. Gleichzeitig will die Mehrheit keine Mittel zur Verfügung stellen, um die AHV-Renten um 70 Franken zu erhöhen. Diese 70 Franken würden die Ausfälle, die durch die Senkung des Umwandlungssatzes in der BVG entstehen, teilweise kompensieren. Diese soziale Abfederung wäre dringend nötig.

Das zweite Konzept, das Konzept des Ständerates, das wir zusammen mit der CVP, den Grünen und der BDP vertreten, will die Renten sichern. Wir wollen eine Verbesserung der AHV-Renten für die alleinstehenden Neurentnerinnen und -rentner um 840 Franken pro Jahr, also 70 Franken pro Monat, und eine jährliche Rentenverbesserung für Ehepaare. Von dieser Erhöhung der AHV-Renten profitieren gerade Frauen und Männer mit niedrigen Einkommen prozentual stärker.

Alle diese Massnahmen stehen nicht im Widerspruch zueinander und sind finanzierbar. Das heisst, der bisherige Bundesanteil von 19,55 Prozent sollte beibehalten und auf die Finanzierungsentflechtung sollte verzichtet werden. Gleichzeitig soll das bisher erhobene Demografieprozent voll zugunsten der AHV gehen. Die Mehrwertsteuer sollte gestaffelt um einen Prozentpunkt erhöht werden. Die 0,3 Prozent Mehrwertsteuer, die noch bis Ende 2017 in die IV fliessen, sollen ab 2018 direkt dem AHV-Ausgleichsfonds zukommen. Faktisch ist das keine finanzielle Mehrbelastung der privaten Haushalte. Eine weitere Erhöhung um 0,3 Prozentpunkte soll auf das Jahr 2021 erfolgen und auf den 1. Januar 2025 nochmals eine Erhöhung um 0,4 Prozentpunkte.

Zur Erhöhung von 0,3 Lohnprozenten zur Finanzierung der AHV-Rentenerhöhung: Eine Kompensation alleine über die zweite Säule wäre teuer, sie würde Arbeitnehmer und Arbeitgeber insgesamt 0,8 Lohnprozente kosten. Dieses wird in diesem Block nicht behandelt, gehört aber zum Konzept.

Mit einer Erhöhung des Mehrwertsteuersatzes um nur 0,6 Prozentpunkte, wie es die Mehrheit vorschlägt, ist die Finanzierung der AHV ab 2030 nicht gewährleistet. Eine Erhöhung um 0,3 Prozentpunkte, wie sie die SVP will, wird höchstens bis 2025 reichen. Dieser Antrag aus der SVP-Fraktion gefährdet die Finanzierung und zeigt auf, dass die SVP eine Erhöhung des Rentenalters auf 67 Jahre will. Die Erhöhung des Mehrwertsteuersatzes um 1 Prozentpunkt ist der einzige Kompromiss, der es uns erlaubt, die Finanzierung der AHV bis 2030 zu gewährleisten. Deshalb sind wir bereit, diese Erhöhung um 1 Prozentpunkt mitzutragen.

Was wir vorschlagen, ist ein Gesamtpaket mit einem konkreten Finanzierungsvorschlag. Unser Vorschlag ist politisch mehrheitsfähig und vor dem Volk vertretbar. Er gewährleistet die Finanzierung der Altersvorsorge bis ins Jahr 2030 und legt bereits eine solide Grundlage für die Zeit danach.

Wir sind gegen einen Automatismus, der zur Erhöhung des Rentenalters führt. Falls dieser Automatismus aber angenommen wird, werden wir dem Einzelantrag Pezzatti zustimmen, welcher eine Auslagerung der Schuldenbremse will; dies, obwohl wir inhaltlich gegen die Schuldenbremse sind. Aber diese wichtige Revision darf nicht gefährdet werden.

Wir wissen alle, dass eine automatische Erhöhung des Rentenalters in einer Volksabstimmung nie durchkommen wird. Wir stehen den heutigen und zukünftigen Rentnerinnen und Rentnern gegenüber in der Verantwortung. Wir stehen aber auch den jüngeren Generationen gegenüber in der Verant-

wortung. Das Allerschlimmste, was ihnen passieren kann, ist ein Scheitern dieser dringend nötigen Reform.

Assicurare il finanziamento dell'AVS fino al 2030 è possibile solo con il concetto della minoranza che prevede un aumento dell'IVA del 1 per cento, un impegno maggiore della Confederazione e il mantenimento dell'attuale livello dei contributi al 19,55 per cento delle spese annuali dell'assicurazione.

E nell'interesse di chi oggi è in pensione ma anche di chi andrà in pensione nei prossimi anni e delle generazioni più giovani avere una riforma equilibrata anche per quanto riguarda il suo finanziamento. Caricare oggi questa riforma con un meccanismo automatico e antidemocratico di innalzamento dell'età di pensionamento a 67 anni è una provocazione che mette a serio rischio la riforma.

Vi invito quindi ad approvare la decisione del Consiglio degli Stati seguendo la minoranza Humbel che noi sosteniamo.

Frehner Sebastian (V, BS): Frau Carobbio, wir haben verstanden, dass Sie das Konzept des Interventionsmechanismus nicht unterstützen. Was ist denn Ihr Konzept, wenn die AHV in ein paar Jahren wieder in Schieflage gerät? Hoffen Sie dann, dass wir in der Schweiz Öl oder Gold finden, dass der Bund im Lotto gewinnt? Oder wollen Sie einfach alle paar Jahre wieder die Mehrwertsteuer um 2 Prozentpunkte erhöhen?

Carobbio Guscetti Marina (S, TI): Herr Kollege Frehner, wir diskutieren jetzt – wir haben auch in der Kommission lange darüber diskutiert – die Möglichkeit, mit dieser Revision die Finanzierung bis 2030 zu gewährleisten. Wir stehen hinter dieser Möglichkeit.

Was wir jetzt nicht wollen und was Sie jetzt erreichen werden, ist, dass die AHV-Finanzierung nur bis 2025 gewährleistet ist. Nachher wollen Sie dann eine Erhöhung des Rentenalters bis 67. Das wollen wir nicht. Wir sagen auch, dass man nach dieser Reform die Arbeiten für die nächste Reform angehen muss. Wir können jetzt aber nicht schon Entschiede fällen, die sowohl für die Rentner, die jetzt im Pensionsalter sind, als auch für die zukünftigen Rentner und die junge Generation sehr gefährlich sind. Da sind wir nicht dabei.

Berset Alain, Bundesrat: Die geburtenstarke Generation der Jahrgänge 1955 bis 1965, die sogenannte Babyboomer-Generation, hört zwischen 2020 und 2030 auf zu arbeiten und bezieht nachher eine AHV-Rente. Diese demografische Entwicklung, die übrigens nichts mit der Lebenserwartung zu tun hat, sondern bloss eine demografische Welle ist, stellt die AHV vor eine grosse Herausforderung. Gemäss aktuellen Prognosen wird sich das Defizit der AHV im Jahr 2030 auf 7 Milliarden Franken belaufen.

Der Bundesrat sieht hier grossen Handlungsbedarf bei den Ausgaben. Darüber haben wir beispielsweise im Zusammenhang mit der Erhöhung des Referenzalters für Frauen oder der Anpassung der Hinterlassenenrenten bereits gesprochen.

Allerdings müssen auch zusätzliche Einnahmen vorgesehen werden. Um der Bevölkerung eine ausgewogene Reform vorlegen zu können, hat sich der Bundesrat für eine Zusatzfinanzierung über die Mehrwertsteuer entschieden. Dem aktuellen Stand der Beratungen zufolge zeichnet sich in diesem Punkt ein Konsens ab, nämlich dass es neben der Mehrwertsteuer keine weiteren Quellen – nicht einmal Gold oder Öl, Herr Frehner! –, aber auch keine Lohnbeiträge geben soll. Ich bin froh darüber, denn diese Zusatzfinanzierung hat den grossen Vorteil, dass sie von allen, also von Erwerbstätigen und Rentnern, getragen wird.

Sehr umstritten ist hingegen, um wie viel die Mehrwertsteuer angehoben werden soll. Ursprünglich hatte der Bundesrat eine Anhebung der Mehrwertsteuer um 2 Prozentpunkte vorgeschlagen, um bis 2030 und etwas darüber hinaus eine wirklich stabile Finanzsituation zu schaffen. Im Zuge der Vernehmlassung hat der Bundesrat diese Erhöhung aber auf 1,5 Prozentpunkte gesenkt. Parallel dazu schlagen wir aber

die sogenannte Entflechtung vor, um die Finanzflüsse zwischen AHV und Bund zu vereinfachen. Das gesamte Mehrwertsteuer-Demografieprozent soll der AHV zugutekommen, aber dafür wird der Bundesbeitrag an die AHV reduziert. Auf dieses Thema komme ich auch später noch einmal zu sprechen; an dieser Stelle möchte ich jedoch bereits darauf hinweisen, dass die Anhebung der Mehrwertsteuer um 1,5 Prozentpunkte und diese Entflechtung eng zusammenhängen.

Der Ständerat hat ein anderes Konzept entwickelt. Er verzichtet – das bedauern wir – auf eine Entflechtung der AHV und der Bundesrechnung, was ermöglicht, die Erhöhung der Mehrwertsteuer auf 1,0 Prozentpunkte zu senken. Für diese Umsetzung hat der Ständerat drei Etappen vorgesehen. Das heisst, es würde bis 2021 so hoch wie heute bleiben, inklusive dieser 0,3 Prozent Mehrwertsteuer für die IV ab 2018. 2021 würde es eine erste und etwa 2025 eine zweite Erhöhung gegenüber heute geben. Sowohl das Konzept des Bundesrates als auch jenes des Ständerates sichern das finanzielle Gleichgewicht der AHV bis ins Jahr 2030.

Zu den Beschlüssen Ihrer Kommission: Die Mehrheit Ihrer Kommission schlägt Ihnen vor, die Anhebung der Mehrwertsteuer auf höchstens 0,6 Prozentpunkte zu begrenzen. Dies liegt deutlich unter dem, was der Bundesrat und der Ständerat vorschlagen. Das reicht nicht aus – das muss man hier klar sagen –, das reicht nicht aus, um die Stabilität der AHV bis ins Jahr 2030 zu gewährleisten. Mit einer solchen eingeschränkten Finanzierung ist es nicht möglich, die AHV-Rechnung zu stabilisieren. Damit würde eine der grössten Reformen der Altersvorsorge der letzten Jahrzehnte eines ihrer Hauptziele nicht erreichen. Der Bevölkerung müsste erklärt werden, welchen Nutzen die Reform überhaupt bringt.

Es gibt aber einen Zusammenhang mit dem zweiten Punkt, dem Interventionsmechanismus. Diese 0,6 Prozentpunkte reichen gerade deshalb nicht aus, weil im Interventionsmechanismus auch plus 0,2 und plus 0,2 Prozentpunkte vorgesehen sind, aber mit der Bedingung, auch das Rentenalter zu erhöhen. Der Bundesrat will einen Interventionsmechanismus. Der Ansatz für den vom Bundesrat vorgeschlagenen Interventionsmechanismus stammt aus der IV-Revision 6b. Wir alle wissen, wie heikel es ist, in einer Sozialversicherung so einen Interventionsmechanismus vorzusehen. Wir alle oder fast alle hier haben die Situation am Ende der Beratung der IV-Revision 6b in Erinnerung. Wir haben es also mit einer sehr heiklen Angelegenheit zu tun. Ich bitte Sie, das in dieser Debatte nicht zu vergessen.

Der Bundesrat ist der Ansicht, dass ein gut durchdachter, ausgewogener Interventionsmechanismus in der AHV durchaus seinen Platz hat, da es wichtig ist, die finanziellen Schwierigkeiten dieser Versicherung zu antizipieren. Der vom Bundesrat vorgeschlagene Mechanismus sollte aber idealerweise nie zum Einsatz kommen; man sollte zuerst die Situation ehrlich stabilisieren, dann aber einen Interventionsmechanismus haben für den Fall, dass die Entwicklung anders verläuft als erwartet.

Das ist ein grosser Unterschied zwischen dem Interventionsmechanismus des Bundesrates und dem der Kommissionsmehrheit. Weil die Kommissionsmehrheit die AHV für die nächsten Jahre bewusst unterfinanziert, können wir mit der Idee nicht viel anfangen. Dazu trägt auch der Interventionsmechanismus bei, der zur Anwendung kommen wird. Die Idee ist sehr wahrscheinlich, mit diesem Mechanismus eine gewisse Entwicklung des Referenzalters zu erreichen.

Der Ständerat sieht das ganz anders. Der Ständerat sieht vor, in einem ersten Schritt nur eine politische Ebene und keinen Automatismus zu haben. Der Ständerat hat damit Rücksicht genommen auf das Scheitern der IV-Revision 6b. Er hat dies bedauert und seine Schlüsse gezogen.

Das heisst nun, es braucht einen Interventionsmechanismus. Dieser ist aber eng mit der Finanzierung verbunden. Es braucht 1 Prozent Mehrwertsteuer-Finanzierung – weniger als 1 Prozent reicht nicht aus. Es braucht aber auch einen Interventionsmechanismus. Das bedeutet, es braucht einen Kompromiss entweder in Richtung Ständerat – dies wäre die Minderheit Humbel – oder in Richtung Bundesrat. Auch da-

für gibt es eine Minderheit; die Minderheit Weibel geht in diese Richtung. Das wäre ebenfalls ein gangbarer Weg.

Aber das Konzept der Kommissionsmehrheit scheint uns hier nicht schlüssig zu sein – auch in Bezug auf die Bedeutung für die Debatte: Wir alle haben gesehen, was nach der Kommunikation der Kommission Mitte August passiert ist. Man hat nur vom einen gesprochen. Man muss es dann auch dem Volk erklären. Da spreche ich diejenigen an, die beim schweren Scheitern von 2004, 2008 und 2010 dabei waren: Ist eine Reform wirklich machbar, in welcher ein Interventionsmechanismus eine automatische Rentenaltererhöhung für die Bevölkerung vorsieht, und dies schon in wenigen Jahren? Der Bundesrat hat diese Diskussion auch geführt. Wir sind wirklich überzeugt, es braucht eine Reform. Es gibt Punkte, die für eine Reform sehr gefährlich sind – und das ist so ein Punkt.

Ein letzter Punkt ist für mich der Bundesbeitrag. Ich habe schon erklärt, dass der Bundesrat vorhatte, die Entflechtung zwischen AHV und Bundesrechnung mindestens zum Teil zu machen. Wir haben ein Konzept dafür eingebracht. Es gibt leider keine Minderheit, die dieses Konzept unterstützt. Ich bitte Sie trotzdem, in dieser Frage der Bundesratslösung zu folgen.

Fazit: Erstens brauchen wir, wenn wir wirklich die AHV stabilisieren wollen, 1 Prozent Mehrwertsteuer, auch mit allen ausgabenseitig vorgesehenen Massnahmen. Bitte schaffen Sie zweitens keinen Automatismus, der eine Rentenaltererhöhung betrifft. Das wäre wirklich sehr schwierig für die ganze Reform. Drittens bitte ich Sie, was den Bundesbeitrag angeht, dem Bundesratsprojekt zu folgen.

Moret Isabelle (RL, VD), pour la commission: Le rapport entre actifs et retraités ne cesse de diminuer; l'espérance de vie augmente; et, d'ici quelques années, la génération des baby-boomers partira à la retraite. En clair, nous devons nous préparer à une explosion du nombre de rentes ainsi qu'à une baisse significative des cotisations. Faute de réforme, cette évolution démographique sera synonyme d'un déficit de 8 milliards de francs par année dès 2030 pour l'AVS. Face à ces problèmes structurels, la commission reconnaît unanimement que l'inaction n'est pas une option. Diverses solutions ont été proposées.

Une première solution, qui est celle du Conseil fédéral et du Conseil des Etats, consiste à apporter une réponse principalement externe à ces problèmes structurels. Le relèvement du taux de la TVA serait ainsi la mesure principale d'assainissement. A l'autre extrême, deux minorités proposent que l'assainissement soit principalement interne, c'est-à-dire à la charge des futurs retraités.

La majorité de la commission, quant à elle, a choisi une solution intermédiaire. Il lui paraît en effet logique qu'une réforme visant à résoudre des problèmes structurels soit, elle aussi, en partie du moins, structurelle. Toute autre solution n'aurait que pour effet de reporter les vrais problèmes sur les générations futures. Cela étant, la réforme doit être équilibrée en faisant également appel à un financement additionnel extérieur.

Plus précisément, la majorité de la commission a tout d'abord choisi de rejoindre le Conseil des Etats au sujet de la contribution de la Confédération. Le Conseil fédéral propose en effet de réduire cette contribution de 19,55 pour cent à 18 pour cent des dépenses annuelles de l'AVS. En compensation, la totalité des recettes du pour cent démographique de la TVA irait à l'AVS. Sur la base de ces propositions, la contribution de la Confédération serait, en 2030, inférieure d'un demi-milliard de francs au montant qu'elle atteindrait selon le droit en vigueur.

La commission a choisi, par 24 voix contre 1, de conserver la contribution à 19,55 pour cent. Elle accepte cependant que la totalité des recettes du pour cent démographique soit attribué à l'AVS. Dans une réforme d'une telle envergure, elle considère que la Confédération doit elle aussi participer au financement de l'AVS de manière accrue. Assurer la couverture des besoins vitaux est l'une des missions fondamentales de l'Etat.

Sur la base de ces mêmes arguments, une minorité Brunner propose, à l'article 103 LAVS, que la contribution de la Confédération soit augmentée à 20 pour cent. La commission, par 16 voix contre 9, a rejeté cette proposition et vous invite à en faire de même. Elle est d'avis que la pression supplémentaire sur le budget de la Confédération serait trop importante.

Concernant le relèvement du taux de la TVA, la majorité de la commission s'est fondée sur les mêmes principes que le Conseil des Etats. Ainsi, le relèvement de 0,3 pour cent du taux normal de la TVA affecté à l'AI, qui échoit à fin 2017 et devient donc disponible à partir de 2018, est affecté à l'AVS. Par ailleurs, le relèvement ne doit pas servir à constituer des réserves et doit être lié à l'égalisation de l'âge de la retraite. Cependant, contrairement au Conseil des Etats, la majorité de la commission ne souhaite pas un relèvement de 1 point du taux de la TVA, mais de 0,6 point dans un premier temps. La commission a fait ce choix, par 12 voix contre 11 et 1 abstention. A l'article 130 alinéa 3ter de la Constitution, elle vous invite donc à rejeter la proposition défendue par la minorité I (Humbel).

La proposition du Conseil fédéral de relever le taux de la TVA de 1,5 point a été rejetée, par 22 voix contre 1 et 2 abstentions. La commission a également rejeté, par 17 voix contre 8, la proposition défendue par la minorité II (Frehner) visant à limiter le relèvement à 0,3 point. A nouveau, la majorité de la commission a fait un choix intermédiaire et équilibré.

Le relèvement de 0,6 point du taux de la TVA aurait lieu en deux temps: un premier relèvement de 0,3 point le 1er janvier 2018, puis un second relèvement le 1er janvier 2021. En 2030, les recettes supplémentaires pour l'AVS seraient de plus de 2 milliards de francs.

La majorité de la commission considère qu'il est normal de recourir à la TVA pour assainir l'AVS. Cela dit, elle ne peut accepter que le relèvement du taux de la TVA soit la seule mesure d'assainissement. Les enjeux structurels appellent également des réponses structurelles. Repousser ces enjeux aux calendes grecques n'est pas une approche responsable si l'objectif est de garantir le niveau des rentes à moyen et long terme.

Par ailleurs, la TVA n'est pas un impôt anodin dont le relèvement est indolore. Une hausse du taux de la TVA représente une atteinte directe au pouvoir d'achat des Suisses et plus particulièrement des familles. Un assainissement qui dépend uniquement de la TVA pose donc également un problème intergénérationnel. En effet, l'assainissement est alors principalement à la charge des actifs. La majorité de la commission ne peut pas accepter cela.

C'est pourquoi elle propose un mécanisme d'intervention en deux étapes. La première étape est politique et se retrouve dans les projets du Conseil fédéral et du Conseil des Etats. Cependant, le mandat politique serait déclenché lorsque le niveau du Fonds de compensation menace de descendre au-dessous de 100 pour cent des dépenses annuelles, contrairement aux 70 ou 80 pour cent proposés par les deux autres projets. Le Conseil fédéral devrait alors immédiatement soumettre au Parlement un projet d'assainissement.

La seconde étape est automatique. Cette étape ne se retrouve que dans le projet du Conseil fédéral et bien entendu dans celui de la majorité de la commission, bien que son contenu soit entièrement différent. Les mesures automatiques proposées par l'exécutif sont: la suspension de l'adaptation des rentes et une augmentation des cotisations de 1 point de pourcentage au maximum.

La majorité de la commission rejette ces mesures. Une augmentation des cotisations alourdit le coût du travail et réduit le revenu disponible des actifs. Comme pour la TVA, il est inacceptable que le poids de l'assainissement soit supporté quasi uniquement par les actifs.

Afin d'équilibrer la charge de l'assainissement, la majorité de la commission propose deux mesures automatiques, à savoir: un relèvement de l'âge de référence de quatre mois au plus par année jusqu'à 67 ans et un relèvement en deux temps du taux de la TVA de 0,2 point chacun. Ces mesures

seraient déclenchées lorsque le niveau du Fonds de compensation de l'AVS menace de descendre au-dessous de 80 pour cent des dépenses annuelles. Elles permettraient de répartir équitablement le poids de la réforme et seraient en partie structurelles. Il ne s'agit cependant que d'une seconde étape, subsidiaire. La priorité de l'étape politique est garantie.

Le projet de la commission comprend donc un relèvement maximal de 1 point du taux de la TVA, réparti entre l'augmentation initiale et celle contenue dans l'automatisme. Cette approche est la seule qui soit véritablement équitable, puisqu'elle apporte une solution structurelle à long terme, sous forme d'économie, ainsi que de nouvelles recettes externes.

La majorité de la commission a souhaité que ce mécanisme d'intervention soit inscrit dans la Constitution. De cette manière, un éventuel rejet de celui-ci ne mettra pas en danger le reste de la réforme. Dans le cas contraire, cela permettrait au peuple de s'exprimer sur le contenu des mesures.

Trois minorités se sont constituées au sujet du mécanisme d'intervention. La proposition de la minorité III (de Courten) prévoit d'inverser les étapes tout en les inscrivant également dans la Constitution. La première étape est donc automatique et consiste uniquement en un relèvement de l'âge de référence de six mois par année jusqu'à 67 ans. L'étape politique ne vient que dans un deuxième temps. La commission a rejeté cette proposition, par 9 voix contre 8 et 8 abstentions. Elle la juge déséquilibrée. Cette proposition ne laisse aucune marge de manœuvre au politique. Par ailleurs, un relèvement du taux de la TVA de seulement 0,3 point est insuffisant pour assurer un assainissement, même à moyen terme.

La minorité II (Weibel), défendue par Monsieur Hess, propose quant à elle de calquer l'étape politique sur le projet du Conseil des Etats et l'automatisme sur celui du Conseil fédéral. Elle remplace cependant la suspension de l'adaptation des rentes par une contribution de solidarité. Pour les raisons exposées précédemment, la commission a rejeté cette proposition par 12 voix contre 2 et 11 abstentions.

La minorité I (Humbel) propose d'adopter le projet du Conseil des Etats. Elle a été rejetée, par 13 voix contre 12.

Enfin, une proposition Pezzatti a été déposée. L'auteur propose que le mécanisme d'intervention du frein à l'endettement figure dans un projet séparé. Cette proposition n'a pas été discutée et je réitère les propos que j'ai tenus le 26 septembre concernant la proposition Aeschi Thomas: la commission, de manière implicite, a accepté de mener ses travaux sur le paquet qui représente la réforme, et non pas de la diviser en plusieurs parties.

Schwaab Jean Christophe (S, VD): Madame Moret, en voulant préconiser des mesures automatiques, la majorité de la commission prétend savoir aujourd'hui avec précision ce qu'il faudra faire demain. Ma question est la suivante: en quoi la majorité de la commission actuelle se considère-t-elle comme plus avisée que les futurs conseillers fédéraux, les futurs parlementaires, voire les futurs citoyens qui seront, le cas échéant, appelés à se prononcer sur ces mesures?

Moret Isabelle (RL, VD), pour la commission: Monsieur Schwaab, votre remarque serait correcte si, dans le mécanisme prévu, la priorité n'était pas donnée à une décision politique. Si le niveau du fonds descend en dessous de 100 pour cent des dépenses annuelles, c'est d'abord à la classe politique de prendre ses responsabilités, donc au futur Parlement et au futur Conseil fédéral, dont on ne sait pas s'ils seront composés majoritairement de personnes de gauche ou de droite. La première étape doit vraiment être une décision politique.

C'est pourquoi la majorité de la commission vous propose de rejeter la proposition de la minorité III (de Courten) qui prévoit d'abord un automatisme et ensuite une décision politique. Pour la majorité de la commission, il faut d'abord une étape politique; il faut que le futur Parlement soit responsabilisé. L'idée est que le futur Parlement comprenne que l'auto-

matisme prévu est comme une épée de Damoclès: si les chambres ne trouvent pas de solution politique, alors le mécanisme se met automatiquement en marche. L'objectif n'est pas que cet automatisme intervienne, mais que le prochain Parlement et le prochain Conseil fédéral, comme vous le dites, aient l'intelligence politique de procéder aux réformes nécessaires.

Fridez Pierre-Alain (S, JU): Madame Moret, la majorité de la commission propose donc de retarder l'âge du départ à la retraite potentiellement à 67 ans. Cette mesure doit-elle, dans votre esprit, être associée à une autre mesure qui serait, par exemple, d'interdire les licenciements pour les personnes âgées de plus de 55 ans afin de leur permettre de travailler jusqu'à 67 ans?

Moret Isabelle (RL, VD), pour la commission: Dans ce mécanisme, il est prévu, tout d'abord, une étape politique. Votre proposition pourra donc être déposée dans le cadre de cette étape, qui intervient avant la deuxième étape qui prévoit un automatisme. Ainsi, toutes les propositions, de gauche ou de droite, pourront être déposées et discutées pendant l'étape politique, l'idée étant d'obliger le Parlement et le Conseil fédéral à se pencher sur la question et à ne pas faire comme jusqu'à présent, à savoir à attendre uniquement sans qu'il y ait de véritable réforme.

Steiert Jean-François (S, FR): Madame Moret, quand on préside une caisse de pension ou son conseil de fondation, on sait qu'on doit régulièrement prendre des décisions et trancher entre différents scénarios calculés par les actuaires. Ce sont des choix de type politique entre représentants du patronat et représentants des salariés.

Vous avez toujours estimé qu'il ne fallait pas surréglementer au niveau individuel et, donc, s'agissant des caisses de pension, laisser les conseils de fondation jouer leur rôle, faire des choix politiques. Pourquoi le Parti libéral-radical, alors qu'il demande cette autonomie pour les caisses de pension, estime-t-il, quand il s'agit de l'Etat en général, qu'il faut une réglementation beaucoup plus stricte, ce qui est contraire à ses principes qui prévoient d'éviter toute surréglementation?

Moret Isabelle (RL, VD), pour la commission: Je ne peux pas m'exprimer au nom du groupe libéral-radical. Croyez bien que je le regrette! Je ne peux m'exprimer qu'au nom de la majorité de la commission. Les mesures que nous examinons ne relèvent pas du deuxième pilier, il s'agit d'un mécanisme équivalant à une épée de Damoclès que la majorité de la commission souhaite introduire dans le projet.

Pourquoi? Cela a été rappelé lors du débat d'entrée en matière, en raison de l'échec de plusieurs révisions de l'AVS: de la 10e et, à deux reprises, de la 11e. Or, à cause de ces échecs, les difficultés se sont accumulées, ce qui nous oblige à faire une sorte d'exercice d'urgence dans les difficultés.

Pour la majorité de la commission, il sera nécessaire, dans les cinq à dix ans suivant la réforme – puisque nous souhaitons que la réforme aboutisse –, d'examiner à nouveau la situation. Quels seront l'évolution démographique, l'espérance de vie, les progrès médicaux qui permettront aux personnes de vivre plus longtemps, l'immigration – puisque l'AVS dépend aussi énormément de l'immigration? Vous savez que, si les chiffres évoqués à l'époque par l'ancien conseiller fédéral Pascal Couchepin se sont avérés meilleurs, c'est essentiellement parce que, en raison de l'immigration dont a profité notre pays, davantage de personnes ont cotisé à notre AVS, ce qui lui a été bénéfique.

Tous ces facteurs, nous ne les connaissons pas pour les prochaines années. Cela veut dire que, dans cinq à dix ans, le Parlement et le Conseil fédéral devront à nouveau se pencher sur la question de l'AVS. Pour nous, il est important que la même erreur ne soit plus commise, par conséquent, dans les cinq à dix ans après l'entrée en vigueur de la présente réforme des décisions devront être prises. Si nous les prenons suffisamment tôt, elles seront plus faciles à mettre en

oeuvre que si nous nous livrons, comme nous le faisons maintenant, à un exercice d'urgence dans les difficultés, en prenant des mesures qui seront extrêmement pénibles à mettre en oeuvre parce que nos prédécesseurs n'ont pas fait leur devoir.

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: Hier bei Block 3 diskutieren wir über die Finanzierung der AHV. Wenn Sie die Augen nicht verschliessen, dann sehen Sie, dass die AHV immer mehr in Schieflage gerät. Das Umlageergebnis ist bereits negativ. In Kürze werden jährliche Defizite in Milliardenhöhe zu verbuchen sein, und diese werden bis über 7 Milliarden Franken ansteigen. Entsprechend schmilzt das Geld im AHV-Fonds davon, vergleichbar mit Nassschnee in der Frühjahrssonne. Aber unsere Aufgabe ist es, die AHV im Gleichgewicht zu halten.

Kommen wir zu den konkreten Anträgen: Bei Artikel 103 AHVG geht es um den Bundesbeitrag. Der Bundesbeitrag beläuft sich auf 19,55 Prozent der jährlichen Ausgaben. Der Bundesrat schlägt in seiner Vorlage eine Entflechtung der Finanzströme und teilweise Umlagen vor. Das ist im Grundsatz zu begrüßen. Schwieriger wird es bei der Umsetzung, denn die Umsetzung führt dazu, dass die Bundeskasse längerfristig entlastet wird und andere Finanzquellen stärker belastet werden. Denn mit einer Senkung auf 18 Prozent schwächt der Bundesrat den Wachstumseffekt durch die Babyboomer-Generation bei der AHV-Rente ab. Deshalb will die Mehrheit wie bisher an den 19,55 Prozent festhalten.

Sie will die AHV nicht auf Kosten der Steuerzahler sanieren. Sie will auch nicht weitere stark gebundene Ausgaben im Bundeshaushalt. Genau das wäre das Ergebnis des Antrages der Minderheit Brunner, welcher den Beitrag auf 20 Prozent erhöhen will. Dieser Antrag ist erstaunlich, denn aus derselben Fraktion werden wiederholt Vorstösse eingereicht, welche zum Ziel haben, stark gebundene Ausgaben zu reduzieren, damit wir in der Budgetdebatte wieder einen höheren Freiheitsgrad geniessen können. Ich habe es erläutert, der Bundesbeitrag wird weiterwachsen, weil mehr Leute AHV-Rente beziehen werden. Wenn Sie dem Antrag der Minderheit Brunner zustimmen, wird dieses Wachstum noch auf einem viel höheren Niveau sein als heute.

Bei den Artikeln 113ff. AHVG handelt es sich um den Interventionsmechanismus. Es wurde mehrfach darauf hingewiesen: Das ist ein zentrales Element der Reform, sowohl im positiven wie auch im negativen Sinn. Ich denke, es ist eine der beiden meistdiskutierten Massnahmen in dieser Reform. Auch der Bundesrat hat ja einen Interventionsmechanismus vorgeschlagen. Sein Mechanismus war zweistufig: zuerst eine politische Phase und in der zweiten Stufe ein Automatismus, bei dem einerseits der Mischindex eingefroren wird und andererseits die Lohnprozente erhöht werden. Ein derartiger Interventionsmechanismus ist ein Schutz. Er soll ja nur dann zum Zuge kommen, wenn es wirklich nicht anders geht; es wurde heute auch von einem Notnagel gesprochen. Es ist eine Versicherung, welche vorübergehend Leistungen erbringen soll. Es ist eine Versicherung, auch ein Schutz unserer Nachfolger, damit sie sich nicht mit einem Debakel wie bei der IV mit Milliardenschulden auseinandersetzen müssen. Ein solcher Mechanismus ist notwendig, um vorzubeugen.

Die Mehrheit ist aber der Meinung, dass der Mechanismus des Bundesrates nicht tauglich ist. Deshalb sind verschiedene Alternativen eingebracht worden. Es wurde mehrfach ausgeführt: Der Mechanismus, wie er von der Mehrheit beschlossen ist, wird eine Erhöhung der Mehrwertsteuer und eine stufenweise Erhöhung des Rentenalters bewirken. Das ist – es wurde immer wieder gesagt, man kann es in allen Medien hören und lesen – sicher ein kritischer Punkt für die Akzeptanz des Paketes an der Urne.

Auch der Mechanismus der Mehrheit ist zweistufig, dies im Unterschied zum Antrag der Minderheit I (Humbel), welche dem Ständerat folgen will und nur einen einstufigen Mechanismus einführen will. Aber mit Verlaub: Ein einstufiger Mechanismus ist für mich ein reines Lippenbekenntnis, denn es sollte eigentlich selbstverständlich sein, dass die Politik rea-

giert, wenn man sieht, dass der AHV-Fonds gegen null geht. Wenn das nicht der Fall ist – da schaue ich jetzt auf die linke Seite –, dann müssen Sie eben genau einem Mechanismus zustimmen! Dann braucht es eben einen Druck auf das Parlament, um zu einer Lösung zu kommen. Es ist selbstverständlich: Der Druck muss auf beide Pole wirken. Nur mit diesem Druck wird es auch möglich sein, ausgewogene Lösungen zu finden.

Mein Minderheitsantrag II wurde ausführlich erläutert. Ich habe mit Freude zur Kenntnis genommen, dass der Bundesrat diesen Minderheitsantrag als valablen Weg einstuft. Diese Minderheit will Probleme, welche die anderen Vorschläge haben, eliminieren, indem die heikle Passage des Rentenalters nicht enthalten ist und indem auch ganz klar festgehalten wird, dass automatisch auch eine Rückkehr zum Normalbetrieb möglich ist.

Die Minderheit III (de Courten) fordert auch einen zweistufigen Mechanismus, aber mit umgekehrter Reihenfolge: Zuerst werden automatisch Stabilisierungsmassnahmen ausgelöst, und während der Automatismus wirkt, hat die Politik den Auftrag, eine Lösung zu suchen. Wenn ich das genau anschau, stelle ich fest, dass es eigentlich ein einstufiger Mechanismus ist, der der zweiten Stufe des zweistufigen Mechanismus entspricht. Automatisch ausgelöste Stabilisierungsmassnahmen sind in Kraft, und diese Massnahmen schaffen Zeit für die politische Beratung, um eine Lösung zu finden.

Die Kommission hat den Minderheitsantrag I (Humbel) mit 13 zu 12 Stimmen abgelehnt sowie den Minderheitsantrag II (Weibel) mit 12 zu 2 Stimmen bei 11 Enthaltungen und den Minderheitsantrag III (de Courten) mit 9 zu 8 Stimmen bei 8 Enthaltungen abgelehnt. Zur selben Thematik ist der Einzelantrag Pezzatti eingereicht worden, welcher verlangt, dass der Interventionsmechanismus in eine separate Vorlage ausgelagert wird. Ein solcher Antrag lag in der Kommission nicht vor. Dort diskutierten wir ausgehend vom Konsens, dass wir ein Gesamtpaket beraten und verabschieden. Aufgrund der Diskussion in der Kommission muss ich Ihnen im Namen der Mehrheit beantragen, den Einzelantrag Pezzatti abzulehnen.

Zum letzten Punkt im Entwurf 2, Artikel 130 Absatz 3ter sowie Artikel 196 Ziffer 14 Absätze 4 und 7 der Bundesverfassung: Die AHV braucht zusätzliche Mittel. Sie braucht zusätzliche Mittel, auch wenn Entlastungs- und Sparmassnahmen beschlossen werden. In der Kommission war man sich einig, dass eine erste Tranche nahtlos an die IV-Zusatz-Mehrwertsteuerprozente anschliessen, also per 1. Januar 2018 in Kraft treten soll. Diese Tranche von 0,3 Prozent ist in allen Anträgen unbestritten. Diese 0,3 Prozent haben ja auch den Rhythmus unserer Beratung mit zusätzlichen Sitzungen vorgegeben mit dem Ziel, in dieser Session die nationalrätliche Debatte zu führen.

Konkret geht es um die Mehrwertsteuer und um die Übergangsbestimmungen; das wissen Sie. Die Mehrheit geht davon aus, dass die 0,6 Prozent ausreichen, und sie will keine Steuern auf Vorrat beschliessen. Anhand der Berechnungen sieht man, dass es bis etwa 2030 reicht. Entsprechend ist auch sichergestellt, dass so viel Geld zur Verfügung steht, wie nötig ist.

Wenn wir der Minderheit II (Frehner) mit 0,3 Prozent auf der einen Seite zustimmen, werden wir früher in einen Interventionsmechanismus reinlaufen. Das wurde bereits angesprochen. Oder wir müssen früher zusätzliche Prozente sprechen oder auf der Leistungsseite schmerzhaft Eingriffe vornehmen. Dann ist das Ziel des Leistungserhalts in der AHV kaum mehr zu erreichen.

Das eine Prozent auf der anderen Seite, das vom Bundesrat und von der Minderheit I (Humbel) verlangt wird, bedeutet aus der Sicht der Mehrheit Steuern auf Vorrat.

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Herr Kommissionssprecher, wenn ich Ihnen zuhöre, zeigt sich mir, dass Sie ja gleichsam von einem Depressionsszenario für die Schweiz ausgehen. Können Sie mir sagen – und das ist ja für die AHV relevant –, von welchen Annahmen Sie in

Bezug auf die Beschäftigungs- und Lohnentwicklung in der Schweiz für die nächsten zwanzig Jahre ausgehen?

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: Alle Berechnungen sind vom Bundesamt für Sozialversicherungen basierend auf den mittleren Szenarien bezüglich der Bevölkerungs- und der Wirtschaftsentwicklung gemacht worden.

Schwaab Jean Christophe (S, VD): Herr Weibel, stimmt es, dass mit der Zustimmung zum Antrag der Minderheit II (Weibel) bestehende Renten gesenkt werden können?

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: Ich danke Ihnen, dass ich das präzisieren kann. Das stimmt nämlich nicht. Es werden nicht die Renten gesenkt. Es ist ein Solidaritätsbeitrag von einem halben Prozent, der eingefordert wird. Sie können vielleicht sagen, das sei Haarspalterei. Auf der anderen Seite muss ich sagen: Wenn Sie einmal ausrechnen, was das halbe Prozent bei einer AHV-Rente von 2000 Franken ausmacht, dann sehen Sie, dass das 10 Franken pro Monat sind. Ich denke, das ist vertretbar. Nochmals der Hinweis: Es handelt sich um eine vorübergehende Notmassnahme. Ich bin der Überzeugung, dass man für den Fall, dass man in einer Notsituation ist, gewisse Tabus wie eben den Bestand der Rentensicherheit über diese Variante Solidaritätsbeitrag in die Revision aufnehmen kann.

Steiert Jean-François (S, FR): Erlauben Sie mir, gleich nachzuhaken. Sie haben soeben gesagt, es gebe keine Rentensenkungen, aber doch ein bisschen, wenn auch nicht viel. Und ein Tabubruch ist es dann auch wieder. Wenn man das Portemonnaie des Betroffenen Ende Monat anschaut, dann ist es doch faktisch schon eine Senkung?

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: Es stimmt, wenn Sie am Ende ins Portemonnaie schauen, finden Sie darin im Falle meines Beispiels 10 Franken weniger. Es handelt sich aber nicht um eine Rentenkürzung.

Pardini Corrado (S, BE): Werter Kommissionssprecher, Susanne Leutenegger hat Ihnen eine klare Frage gestellt; diese haben Sie nicht beantwortet. Können Sie mir zumindest die Eckwerte dieses mittleren Szenarios, das Sie erwähnt haben, bezüglich wirtschaftlicher Entwicklung und insbesondere Lohnentwicklung nennen? Welches sind die Eckwerte, die dieses Szenario für die nächsten zwanzig Jahre vorsieht?

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: Das kann ich leider nicht auswendig sagen. Ich bin zwar ein Zahlenmensch, aber alle Zahlen habe ich nicht in meinem virtuellen Speicher. Ich kann nur nochmals wiederholen: Es sind die mittleren Szenarien gemäss Bundesamt für Statistik, wie sie im Wirtschaftsbereich gang und gäbe sind. Das können Sie in den Unterlagen der Kommission nachlesen.

Nordmann Roger (S, VD): Monsieur le rapporteur de langue allemande, j'ai écouté vos propos, mais je ne les ai pas compris. Si en raison de votre mécanisme d'intervention, les rentes baissent de 0,5 ou de 1 pour cent, comment pouvez-vous affirmer que ce n'est pas une baisse des rentes? C'est totalement illogique. Si finalement la somme versée sur le compte postal du rentier est plus basse, il s'agit d'une baisse de la rente!

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: Herr Nordmann, ich habe die Frage akustisch nicht genau verstanden. Ich habe verstanden, dass sie in dieselbe Richtung geht wie zwei Fragen, die ich bereits beantwortet habe.

Es ist eigentlich aussergewöhnlich, dass dem Kommissionssprecher, also dem Sprecher der Mehrheit, Fragen zu einem Minderheitsantrag gestellt werden. Aber da ich Urheber des Antrages der Minderheit II bin, nehme ich das nochmals auf. Ich habe auf die Frage von Herrn Steiert und auf die erste

Frage gesagt, dass ich mit Ihnen keine semantische Diskussion zur Bezeichnung führen möchte. Herr Steiert hat Recht: Am Ende sind es ein paar Franken weniger Rente. Das wäre das Solidaritätselement. Diese Solidarität müsste die Rentnergeneration in diesem Notfall über eine beschränkte Zeit aufbringen.

Kiener Nellen Margret (S, BE): Sie haben gesagt, etwa 10 Franken weniger pro Monat im Portemonnaie einer Rentnerin oder eines Rentners sei ein Tabu, das man halt brechen müsse. Ist dann das übernächste Tabu, das die Mehrheit brechen will, das Senken der Ergänzungsleistungen? Und um wie viel?

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: Das ist auch wieder eine Frage, welche Sie nicht mir als Kommissions-sprecher stellen, denn die Kommission hat das nicht diskutiert, daher kann ich Ihnen auch keine Antwort geben. Aber zu meiner Formulierung vom Tabubruch muss ich sagen, dass es andere Tabus gibt, welche irgendwann auch einmal hinterfragt werden müssen. Ich denke an den Besitzstand in der zweiten Säule, womit die Probleme auf die jungen Erwerbstätigen überwälzt werden. Aus meiner Sicht sind Ergänzungsleistungen und das Soziale und die entsprechenden Zahlen kein Tabu. Dort bin ich mit Ihnen.

1. Bundesgesetz über die Reform der Altersvorsorge 2020

1. Loi fédérale sur la réforme de la prévoyance vieillesse 2020

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Es liegt ein Ordnungsantrag von Frau Silvia Schenker vor. Sie verlangt, die Abstimmung über Artikel 22ter von Ziffer 5 zu wiederholen.

Schenker Silvia (S, BS): Ich bitte Sie, auf Artikel 22ter AHVG zurückzukommen. Wir haben im letzten Block darüber abgestimmt, es ging dort um die Kinderrente. Aufgrund der Abstimmungskaskade haben wir am Schluss falsch gestimmt. Mit unserem Stimmverhalten haben wir uns faktisch für die Abschaffung der Kinderrente ausgesprochen. Das wollten wir eben genau nicht, wie Sie es ja meinem Minderheitsantrag entnehmen können. Der Entscheid wird vermutlich nicht anders ausfallen, aber das Abstimmungstableau wird ein bisschen anders aussehen. Ich bitte Sie, auf diese Bestimmung zurückzukommen.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Wir stimmen über den Ordnungsantrag Schenker Silvia ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 115)
Für den Ordnungsantrag Schenker Silvia ... 192 Stimmen
Dagegen ... 3 Stimmen
(0 Enthaltungen)

Ziff. 5 Art. 22ter – Ch. 5 art. 22ter

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Die Konsequenzen dieser Abstimmungen hat Ihnen bereits der Vizepräsident erläutert.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 116)
Für den Antrag de Courten ... 134 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit ... 59 Stimmen
(3 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 117)
Für den Antrag der Mehrheit ... 139 Stimmen
Für den Antrag de Courten ... 56 Stimmen
(1 Enthaltung)

Ziff. 5 Art. 103

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Brunner, Clottu, de Courten, Frehner, Giezendanner, Herzog, Pezzatti, Reimann Lukas, Stahl)

Gemäss geltendem Recht, aber:

Abs. 1

Der Bundesbeitrag beläuft sich auf 20 Prozent der jährlichen Ausgaben der Versicherung; davon ...

Ch. 5 art. 103

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Brunner, Clottu, de Courten, Frehner, Giezendanner, Herzog, Pezzatti, Reimann Lukas, Stahl)

Al. 1

La contribution de la Confédération s'élève à 20 pour cent des dépenses annuelles de l'assurance; la ...

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Der Bundesrat hält an seinem Entwurf fest. Falls der Antrag der Minderheit Brunner obsiegt, folgt eine Abstimmung über die Ausgabenbremse.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 118)

Für den Antrag der Minderheit ... 74 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 67 Stimmen

(55 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 119)

Für den Antrag der Minderheit ... 124 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 58 Stimmen

(14 Enthaltungen)

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 120)

Für Annahme der Ausgabe ... 141 Stimmen

Dagegen ... 11 Stimmen

(44 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Ziff. 5 Art. 113

Antrag der Mehrheit

Streichen

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Weibel, Hess Lorenz)

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3

Liegt der Stand des AHV-Ausgleichsfonds am Ende eines Rechnungsjahres unter 80 Prozent einer Jahresausgabe, so setzt der Bundesrat auf den Beginn des nachfolgenden Rechnungsjahres die folgenden Massnahmen in Kraft:

a. Die Rentnerinnen und Rentner der AHV bezahlen einen Solidaritätsbeitrag in der Höhe von 0,5 Prozent ihrer Rente. Der Beitrag wird direkt von der Rente abgezogen.

b. Er erhöht die Beitragssätze wie folgt:

1. die Beiträge nach den Artikeln 5 Absatz 1, 6 Absatz 2 und 13: um 0,5 Prozentpunkte;
2. die Beiträge nach den Artikeln 2 Absatz 4, 6 Absatz 1 und 8 Absätze 1 und 2: um 1 Prozentpunkt;
3. die Mindestbeiträge nach den Artikeln 2 Absätze 4 und 5, 8 Absätze 1 und 2 sowie 10: entsprechend der Erhöhung nach den Ziffern 1 und 2.

Abs. 4

Die Massnahmen nach Absatz 3 werden so lange angewendet, bis der Stand des AHV-Ausgleichsfonds wieder 100 Prozent einer Jahresausgabe erreicht hat.

Antrag der Minderheit III

(de Courten, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl, Steinemann)
Streichen

Ch. 5 art. 113**Proposition de la majorité**

Biffer

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Weibel, Hess Lorenz)

Al. 1, 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3

Si le niveau du fonds de compensation AVS descend au-dessous de 80 pour cent des dépenses annuelles à la fin de l'exercice, le Conseil fédéral applique dès le début de l'exercice suivant les mesures suivantes:

- a. les bénéficiaires de rentes versent une contribution de solidarité s'élevant à 0,5 pour cent de leur rente; cette contribution est directement prélevée sur la rente;
- b. il relève les taux de cotisation comme suit:

1. les cotisations visées à l'article 5 alinéa 1, à l'article 6 alinéa 2 et à l'article 13 sont relevées de 0,5 point de pourcentage au maximum,
2. les cotisations visées à l'article 2 alinéa 4, à l'article 6 alinéa 1 et à l'article 8 alinéas 1 et 2 sont relevées de 1 point de pourcentage,
3. les cotisations minimales visées à l'article 2 alinéas 4 et 5, à l'article 8 alinéas 1 et 2 et à l'article 10 sont relevées dans la même proportion que les cotisations visées aux chiffres 1 et 2.

Al. 4

Les mesures prévues à l'alinéa 3 s'appliquent jusqu'à ce que le niveau du fonds de compensation AVS soit remonté à 100 pour cent des dépenses annuelles.

Proposition de la minorité III

(de Courten, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl, Steinemann)
Biffer

2. Bundesbeschluss über die Zusatzfinanzierung der AHV durch eine Erhöhung der Mehrwertsteuer
2. Arrêté fédéral sur le financement additionnel de l'AVS par le biais d'un relèvement de la taxe sur la valeur ajoutée

Art. 112**Antrag der Minderheit III**

(de Courten, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl, Steinemann)

Abs. 6

Fällt der AHV-Fonds unter 80 Prozent einer Jahresausgabe, erhöht der Bundesrat das Referenzalter pro Kalenderjahr um 6 Monate, jedoch maximal um 24 Monate.

Abs. 7

Fällt der AHV-Fonds nach Erreichen des Referenzalters 67 unter 100 Prozent einer Jahresausgabe und zeichnet sich zudem ab, dass er in den nächsten drei Jahren weitersinken wird, erhält der Bundesrat den Auftrag, der Bundesversammlung innerhalb eines Jahres eine ausgabenseitige Revisionsvorlage zu unterbreiten, die den AHV-Fonds nachhaltig auf mindestens 100 Prozent einer Jahresausgabe stabilisiert.

Art. 112**Proposition de la minorité III**

(de Courten, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl, Steinemann)

Al. 6

Si la fortune du fonds AVS tombe sous le seuil de 80 pour cent des dépenses annuelles, le Conseil fédéral relève l'âge de référence de la retraite de 6 mois par année civile, mais de 24 mois au plus.

Al. 7

Si la fortune du fonds AVS tombe sous le seuil de 100 pour cent des dépenses annuelles après que l'âge de référence a été relevé à 67 ans, et si l'on peut s'attendre à ce qu'elle diminue encore au cours des trois années suivantes, le Conseil fédéral soumet à l'Assemblée fédérale, dans un délai d'un an, un projet de révision ciblant les dépenses dont l'objectif sera de stabiliser à long terme cette dotation à un niveau de 100 pour cent des dépenses annuelles au moins.

Art. 112d**Antrag der Mehrheit****Titel**

Überwachung des finanziellen Gleichgewichts der AHV

Abs. 1

Liegt der Stand des AHV-Ausgleichsfonds unter 100 Prozent einer Jahresausgabe und ist absehbar, dass er innerhalb der nächsten drei Jahre weitersinken wird, unterbreitet der Bundesrat der Bundesversammlung innert einem Jahr ab Veröffentlichung der Jahresrechnung Stabilisierungsmassnahmen, die den Stand des Fonds nachhaltig auf mindestens 100 Prozent einer Jahresausgabe halten.

Abs. 2

Liegt der Stand des AHV-Ausgleichsfonds am Ende eines Rechnungsjahres unter 80 Prozent einer Jahresausgabe und ist absehbar, dass er innerhalb der nächsten drei Jahre weitersinken wird, setzt der Bundesrat auf den Beginn des nachfolgenden Rechnungsjahres die folgenden Massnahmen in Kraft:

- a. Er erhöht das Referenzalter um maximal 24 Monate, in Schritten von höchstens vier Monaten pro Kalenderjahr.
- b. Er hebt die Mehrwertsteuersätze gemäss Artikel 130 Absatz 3quater an.

Abs. 3

Stabilisiert sich der AHV-Fonds nachhaltig bei mindestens 100 Prozent einer Jahresausgabe, entscheidet der Gesetzgeber über die Weiterführung der in Absatz 2 Buchstaben a und b vorgesehenen Massnahmen.

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)
Streichen

Antrag der Minderheit II

(Weibel, Hess Lorenz)

Streichen

Antrag der Minderheit III

(de Courten, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl, Steinemann)
Streichen

Antrag Pezzatti

Streichen

(Ausgliederung des Interventionsmechanismus in einen separaten Entwurf, falls der Antrag der Mehrheit obsiegt)

Art. 112d*Proposition de la majorité**Titre*

Surveillance de l'équilibre financier de l'AVS

Al. 1

Si le niveau du fonds de compensation de l'AVS tombe au-dessous de 100 pour cent des dépenses annuelles et s'il est prévisible qu'il baisse encore au cours des trois années suivantes, le Conseil fédéral soumet à l'Assemblée fédérale, dans un délai d'un an à compter de la publication des comptes annuels, des mesures de stabilisation qui permettent de maintenir durablement le fonds à un niveau au moins égal à 100 pour cent des dépenses annuelles.

Al. 2

Si le niveau du fonds de compensation de l'AVS tombe sous le seuil de 80 pour cent des dépenses annuelles à la fin de l'exercice et s'il est prévisible qu'il baisse encore au cours des trois années suivantes, le Conseil fédéral applique, dès le début de l'exercice suivant, les mesures suivantes:

- a. il relève l'âge de référence par tranches de quatre mois par année civile, jusqu'à concurrence d'une hausse maximale de 24 mois;
- b. il relève les taux de la taxe sur la valeur ajoutée conformément à l'article 130 alinéa 3quater.

Al. 3

Le législateur statue sur le maintien des mesures prévues à l'alinéa 2 lettres a et b, lorsque le fonds de compensation de l'AVS est durablement stabilisé à un niveau au moins égal à 100 pour cent des dépenses annuelles.

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Biffer

Proposition de la minorité II

(Weibel, Hess Lorenz)

Biffer

Proposition de la minorité III

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Biffer

Proposition Pezzatti

Biffer

(Le mécanisme d'intervention fait l'objet d'un projet distinct au cas où la proposition de la majorité l'emporterait)

Art. 130*Antrag der Mehrheit**Abs. 3quater*

Fällt der AHV-Ausgleichsfonds unter den in Artikel 112d Absatz 2 vorgesehenen Stand, hebt der Bundesrat zur Sicherung der Finanzierung der Alters- und Hinterlassenenversicherung die Mehrwertsteuersätze um höchstens 0,4 Prozentpunkte an, und zwar wie folgt:

- a. den Normalsatz nach Artikel 25 Absatz 1 des Mehrwertsteuergesetzes um 0,2 Prozentpunkte, wenn das Referenzalter um 12 Monate angehoben wurde;
- b. den Normalsatz nach Artikel 25 Absatz 1 des Mehrwertsteuergesetzes um 0,2 Prozentpunkte, wenn das Referenzalter um weitere 12 Monate angehoben wurde;
- c. gleichzeitig werden der reduzierte Steuersatz und der Sondersatz nach Artikel 25 Absätze 2 und 4 des Mehrwertsteuergesetzes proportional angepasst.

Abs. 3quinquies

Der Ertrag aus der Erhöhung nach den Absätzen 3, 3ter und 3quater kommt vollumfänglich dem Ausgleichsfonds der Alters- und Hinterlassenenversicherung zugute.

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Abs. 3quater

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3quinquies

Streichen

Antrag der Minderheit II

(Weibel, Hess Lorenz)

Abs. 3quater

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3quinquies

Streichen

Antrag der Minderheit III

(de Courten, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl, Steinemann)

Abs. 3quater

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3quinquies

Streichen

*Antrag Pezzatti**Abs. 3quater*

Streichen

(Ausgliederung des Interventionsmechanismus in einen separaten Entwurf, falls der Antrag der Mehrheit obsiegt)

Abs. 3quinquies

Der Ertrag aus der Erhöhung nach den Absätzen 3 und 3ter kommt vollumfänglich dem Ausgleichsfonds der Alters- und Hinterlassenenversicherung zugute.

Art. 130*Proposition de la majorité**Al. 3quater*

Pour garantir le financement de l'assurance-vieillesse et survivants lorsque le fonds de compensation de l'AVS tombe sous le seuil prévu à l'article 112d alinéa 2, le Conseil fédéral relève les taux de la taxe sur la valeur ajoutée de 0,4 point au plus comme suit:

- a. de 0,2 point le taux normal visé à l'article 25 alinéa 1 LTVA lorsque l'âge de référence a été relevé de 12 mois;
- b. de 0,2 point le taux normal visé à l'article 25 alinéa 1 LTVA lorsque l'âge de référence a été relevé de 12 mois supplémentaires;
- c. simultanément, il adapte proportionnellement le taux réduit et le taux spécial visés à l'article 25 alinéas 2 et 4 LTVA.

Al. 3quinquies

Le produit du relèvement visé aux alinéas 3, 3ter et 3quater est affecté intégralement au fonds de compensation de l'assurance-vieillesse et survivants.

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Al. 3quater

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3quinquies

Biffer

Proposition de la minorité II

(Weibel, Hess Lorenz)

Al. 3quater

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3quinquies

Biffer

Proposition de la minorité III

(de Courten, Brand, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Herzog, Stahl)

Al. 3quater

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3quinquies
Biffer

Proposition Pezzatti
Al. 3quater
Biffer

(Le mécanisme d'intervention fait l'objet d'un projet distinct au cas où la proposition de la majorité l'emporterait)

Al. 3quinquies

Le produit du relèvement visé aux alinéas 3 et 3ter est affecté intégralement au fonds de compensation de l'assurance-vieillesse et survivants.

3. Bundesbeschluss über die Wahrung des finanziellen Gleichgewichts der AHV

3. Arrêté fédéral sur la garantie de l'équilibre financier de l'AVS

Antrag Pezzatti
Titel

Bundesbeschluss über die Wahrung des finanziellen Gleichgewichts der AHV

Ingress

Die Bundesversammlung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, nach Einsicht in die Botschaft des Bundesrates vom 19. November 2014, beschliesst:

Ziff. I Einleitung

Die Bundesverfassung wird wie folgt geändert:

Ziff. I Art. 112d Titel

Überwachung des finanziellen Gleichgewichts der AHV

Ziff. I Art. 112d Abs. 1

Liegt der Stand des AHV-Ausgleichsfonds unter 100 Prozent einer Jahresausgabe und ist absehbar, dass er innerhalb der nächsten drei Jahre weitersinken wird, unterbreitet der Bundesrat der Bundesversammlung innert einem Jahr ab Veröffentlichung der Jahresrechnung Stabilisierungsmassnahmen, die den Stand des Fonds nachhaltig auf mindestens 100 Prozent einer Jahresausgabe halten.

Ziff. I Art. 112d Abs. 2

Liegt der Stand des AHV-Ausgleichsfonds am Ende eines Rechnungsjahres unter 80 Prozent einer Jahresausgabe und ist absehbar, dass er innerhalb der nächsten drei Jahre weitersinken wird, setzt der Bundesrat auf den Beginn des nachfolgenden Rechnungsjahres die folgenden Massnahmen in Kraft:

- a. Er erhöht das Referenzalter um maximal 24 Monate, in Schritten von höchstens vier Monaten pro Kalenderjahr.
- b. Er hebt die Mehrwertsteuersätze gemäss Artikel 130 Absatz 3quater an.

Ziff. I Art. 112d Abs. 3

Stabilisiert sich der AHV-Fonds nachhaltig bei mindestens 100 Prozent einer Jahresausgabe, entscheidet der Gesetzgeber über die Weiterführung der in Absatz 2 Buchstaben a und b vorgesehenen Massnahmen.

Ziff. I Art. 130 Abs. 3quater

Fällt der AHV-Ausgleichsfonds unter den in Artikel 112d Absatz 2 vorgesehenen Stand, hebt der Bundesrat zur Sicherung der Finanzierung der Alters- und Hinterlassenenversicherung die Mehrwertsteuersätze um höchstens 0,4 Prozentpunkte an, und zwar wie folgt:

- a. den Normalsatz nach Artikel 25 Absatz 1 des Mehrwertsteuergesetzes um 0,2 Prozentpunkte, wenn das Referenzalter um 12 Monate angehoben wurde;
- b. den Normalsatz nach Artikel 25 Absatz 1 des Mehrwertsteuergesetzes um 0,2 Prozentpunkte, wenn das Referenzalter um weitere 12 Monate angehoben wurde;
- c. gleichzeitig werden der reduzierte Steuersatz und der Sondersatz nach Artikel 25 Absätze 2 und 4 des Mehrwertsteuergesetzes proportional angepasst.

Ziff. I Art. 130 Abs. 3quinquies

Der Ertrag aus der Erhöhung nach Absatz 3quater kommt vollumfänglich dem Ausgleichsfonds der Alters- und Hinterlassenenversicherung zugute.

Ziff. II Abs. 1

Dieser Beschluss wird Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet.

Ziff. II Abs. 2

Der Bundesrat bestimmt das Inkrafttreten.

Proposition Pezzatti

Titre

Arrêté fédéral sur la garantie de l'équilibre financier de l'AVS

Préambule

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu le message du Conseil fédéral du 19 novembre 2014, arrête:

Ch. I introduction

La Constitution fédérale est modifiée comme suit:

Ch. I art. 112d titre

Surveillance de l'équilibre financier de l'AVS

Ch. I art. 112d al. 1

Si le niveau du fonds de compensation de l'AVS tombe au-dessous de 100 pour cent des dépenses annuelles et s'il est prévisible qu'il baisse encore au cours des trois années suivantes, le Conseil fédéral soumet à l'Assemblée fédérale, dans un délai d'un an à compter de la publication des comptes annuels, des mesures de stabilisation qui permettent de maintenir durablement le fonds à un niveau au moins égal à 100 pour cent des dépenses annuelles.

Ch. I art. 112d al. 2

Si le niveau du fonds de compensation de l'AVS tombe sous le seuil de 80 pour cent des dépenses annuelles à la fin de l'exercice et s'il est prévisible qu'il baisse encore au cours des trois années suivantes, le Conseil fédéral applique, dès le début de l'exercice suivant, les mesures suivantes:

- a. il relève l'âge de référence par tranches de quatre mois par année civile, jusqu'à concurrence d'une hausse maximale de 24 mois;
- b. il relève les taux de la taxe sur la valeur ajoutée conformément à l'article 130 alinéa 3quater.

Ch. I art. 112d al. 3

Le législateur statue sur le maintien des mesures prévues à l'alinéa 2 lettres a et b, lorsque le fonds de compensation de l'AVS est durablement stabilisé à un niveau au moins égal à 100 pour cent des dépenses annuelles.

Ch. I art. 130 al. 3quater

Pour garantir le financement de l'assurance-vieillesse et survivants lorsque le fonds de compensation de l'AVS tombe sous le seuil prévu à l'article 112d alinéa 2, le Conseil fédéral relève les taux de la taxe sur la valeur ajoutée de 0,4 point au plus comme suit:

- a. de 0,2 point le taux normal visé à l'article 25 alinéa 1 LTVA lorsque l'âge de référence a été relevé de 12 mois;
- b. de 0,2 point le taux normal visé à l'article 25 alinéa 1 LTVA lorsque l'âge de référence a été relevé de 12 mois supplémentaires;
- c. simultanément, il adapte proportionnellement le taux réduit et le taux spécial visés à l'article 25 alinéas 2 et 4 LTVA.

Ch. I art. 130 al. 3quinquies

Le produit du relèvement visé à l'alinéa 3quater est affecté intégralement au fonds de compensation de l'assurance-vieillesse et survivants.

Ch. II al. 1

Le présent arrêté est soumis au vote du peuple et des cantons.

Ch. II al. 2

Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Hier geht es um die Überwachung des finanziellen Gleichgewichts der AHV. Es liegen fünf Varianten vor. Der Bundesrat und die Minderheit II (Weibel) streben eine Lösung im Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung an, die Mehrheit und die Minderheit III (de Courten) eine Lösung in der Bundesverfassung. Die Minderheit I (Humbel) strebt ebenfalls eine Lösung im Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung an, sieht aber im Gegensatz zu den anderen Varianten keinen Automatismus vor.

Falls der Antrag der Mehrheit in der Abstimmungskaskade obsiegt, bringe ich noch den Einzelantrag Pezzatti zur Abstimmung. Dieser Antrag zielt darauf ab, den Interventionsmechanismus in einen separaten Entwurf, in eine Vorlage 3, auszugliedern.

Die Abstimmungen gelten auch für Artikel 112 Absätze 6 und 7, Artikel 112d, Artikel 130 Absätze 3quater und 3quinquies von Vorlage 2.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 121)

Für den Antrag des Bundesrates ... 180 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 14 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 122)

Für den Antrag der Mehrheit ... 76 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit III ... 61 Stimmen

(59 Enthaltungen)

Dritte Abstimmung – Troisième vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 123)

Für den Antrag der Mehrheit ... 104 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 88 Stimmen

(4 Enthaltungen)

Vierte Abstimmung – Quatrième vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 124)

Für den Antrag der Mehrheit ... 106 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 90 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Fünfte Abstimmung – Cinquième vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 125)

Für den Antrag Pezzatti ... 187 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 9 Stimmen

(0 Enthaltungen)

1. Bundesgesetz über die Reform der Altersvorsorge 2020

1. Loi fédérale sur la réforme de la prévoyance vieillesse 2020

Ziff. 8 Art. 33b

Antrag der Kommission

Titel

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Text

Die Vorsorgeeinrichtung kann in ihrem Reglement vorsehen, dass auf Verlangen der versicherten Person deren Vorsorge bis zum Ende der Erwerbstätigkeit, höchstens jedoch bis fünf Jahre nach Erreichen des Referenzalters, weitergeführt wird.

Ch. 8 art. 33b

Proposition de la commission

Titre

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Texte

L'institution de prévoyance peut prévoir dans son règlement la possibilité pour les assurés de demander le maintien de leur prévoyance jusqu'à la cessation de leur activité lucrative, mais au plus tard jusqu'à cinq ans après avoir atteint l'âge de référence.

Angenommen – Adopté

2. Bundesbeschluss über die Zusatzfinanzierung der AHV durch eine Erhöhung der Mehrwertsteuer

2. Arrêté fédéral sur le financement additionnel de l'AVS par le biais d'un relèvement de la taxe sur la valeur ajoutée

Detailberatung – Discussion par article

Art. 130 Abs. 3ter

Antrag der Mehrheit

... können die Sätze der Mehrwertsteuer um höchstens 0,6 Prozentpunkte angehoben werden.

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Frehner, Brunner, Clottu, de Courten, Giezendanner, Herzog, Stahl, Steinemann)

Abs. 3ter

... können die Sätze der Mehrwertsteuer um höchstens 0,3 Prozentpunkte angehoben werden.

Art. 130

Proposition de la majorité

Al. 3ter

... peuvent être relevés de 0,6 point de pourcentage au plus.

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Al. 3ter

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Frehner, Brunner, Clottu, de Courten, Giezendanner, Herzog, Stahl, Steinemann)

Al. 3ter

... peuvent être relevés de 0,3 point de pourcentage au plus.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Es geht hier um die Zusatzfinanzierung der AHV durch eine Erhöhung der Mehrwertsteuer. Der Bundesrat hält nicht an seinem Antrag fest.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 134)

Für den Antrag der Mehrheit ... 128 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 68 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 135)

Für den Antrag der Mehrheit ... 107 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 89 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 196 Ziff. 14

Antrag der Mehrheit

Abs. 6

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 7

Zur Sicherung der Finanzierung der Alters- und Hinterlassenenversicherung hebt der Bundesrat gestützt auf Artikel 130 Absatz 3ter den Normalsatz nach Artikel 25 Absatz 1 des Mehrwertsteuergesetzes um 0,3 Prozentpunkte an, sobald das Referenzalter von Männern und Frauen in der Alters- und Hinterlassenenversicherung und der beruflichen Vorsorge vereinheitlicht ist; gleichzeitig passt er den reduzierten Satz und den Sondersatz nach Artikel 25 Absätze 2 und 4 des Mehrwertsteuergesetzes proportional an.

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Abs. 7

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Frehner, Brand, Brunner, Clottu, de Courten, Geissbühler, Giezendanner, Pezzatti, Sauter, Steinemann)

Abs. 7

Streichen

Art. 196 ch. 14*Proposition de la majorité*

Al. 6

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 7

Pour garantir le financement de l'assurance-vieillesse et survivants en vertu de l'article 130 alinéa 3ter, le Conseil fédéral relève de 0,3 point le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée visé à l'article 25 alinéa 1 LTVA lorsque l'âge de référence entre les hommes et les femmes est harmonisé dans l'assurance-vieillesse et survivants ainsi que dans la prévoyance professionnelle; simultanément, il adapte proportionnellement le taux réduit et le taux spécial visés à l'article 25 alinéas 2 et 4 LTVA.

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Al. 7

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Frehner, Brand, Brunner, Clottu, de Courten, Geissbühler, Giezendanner, Pezzatti, Sauter, Steinemann)

Al. 7

Biffer

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Block 4 – Bloc 4

*Mindestumwandlungssatz; Ausgleichsmassnahmen im BVG
Taux de conversion minimal; mesures de compensation
dans le cadre de la LPP*

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Die Anträge der Minderheit de Courten und die Anträge der Minderheit Frehner wurden zurückgezogen.

Pezzatti Bruno (RL, ZG): Wir sprechen und entscheiden hier im Block 4 über den Mindestumwandlungssatz beziehungsweise die Senkung des Mindestumwandlungssatzes, wie vom Bundesrat beantragt, und über die Ausgleichsmassnahmen innerhalb der beruflichen Vorsorge.

Ich erinnere daran – das haben wir nach den Kommissionsitzungen vonseiten unserer Fraktion auch kommuniziert –, dass bei der Kommissionsarbeit zu den Ausgleichsmassnahmen im BVG verschiedene Konzepte vermischt worden sind; es sind einerseits Konzepte der Kommissionsmehrheit und andererseits der Kommissionsminderheit bzw. der Wirtschaft. Diese nichtgelungene Übung, das Rentenniveau zu halten, versucht man dann später, wie wir das noch von Kollegin Sauter erfahren werden, mit einer Alternative, mit einem Einzelantrag zu den Ausgleichsmassnahmen im BVG zu korrigieren.

Trotzdem halte ich an meinem Minderheitsantrag fest, dass die Ausgleichsmassnahmen im BVG gemäss Konzept des Ständerates zu beschliessen sind. Der Ständerat hat hier, es geht insbesondere um die Altersgutschriften, insgesamt fünf verschiedene Altersklassen definiert. Bei diesen fünf Alters-

klassen ist folgende Staffelung vorzusehen: In der Altersklasse 21 bis 24 Jahre sind es 5 Prozent; in der Altersklasse 25 bis 34 Jahre sind es 7 Prozent; in der Altersklasse 35 bis 44 Jahre sind es 11 Prozent; in der Altersklasse 45 bis 54 Jahre sind es 16 Prozent; ab dem Alter von 55 Jahren ist der Sparbeitrag 18 Prozent, so der Beschluss des Ständerates. Ich verzichte darauf, weitere Erläuterungen zu geben, und halte an meinem Minderheitsantrag fest.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit I (Weibel) wird von Frau Heim begründet.

Heim Bea (S, SO): Die Teilzeitarbeit muss bessergestellt werden. Das meint auch der Bundesrat. Der Ständerat ist ihm aber nicht gefolgt. Unsere Kommission hat hier versucht, Lösungen zu finden. Der Antrag der Kommissionsmehrheit, den Koordinationsabzug in Abhängigkeit vom Beschäftigungsgrad festzulegen, ist aber aus SP-Sicht keine wirkliche Lösung. Der Teilzeitbeschäftigung wird zwar Rechnung getragen, aber mit dem Effekt, dass Personen mit tiefem Einkommen schliesslich schlechter versichert sind als Personen mit gleichem Einkommen, aber tieferem Beschäftigungsgrad. Oder anders gesagt: Damit wird vor allem die Vorsorge der gutverdienenden Teilzeittätigen verbessert. Die Personen mit tiefem Einkommen aber kommen zu kurz, werden klar benachteiligt. Das zeigen die Berechnungen des Bundes.

Für die Versicherten die beste Lösung ist diejenige der Minderheit I (Weibel). Es ist die Variante mit einem Koordinationsabzug von 25 Prozent. Damit wird die Teilzeitarbeit bessergestellt. Der proportionale Koordinationsabzug erhöht den koordinierten Lohn bei kleinen und mittleren Einkommen. Damit werden Personen mit gleichem Einkommen gleich behandelt. Die Höhe des koordinierten Lohnes wird unabhängig davon, ob eine Person 40 000 Franken bei einem Beschäftigungsgrad von 50 Prozent oder von 100 Prozent verdient, berechnet. Der Mehrheitsantrag hingegen bringt vor allem Teilzeitbeschäftigten im hohen Lohnsegment eine Verbesserung, also jenen, die es nicht wirklich nötig haben. Er bringt eine Benachteiligung genau dort, wo vor allem Frauen arbeiten, wo Mütter und insbesondere alleinerziehende Mütter arbeiten, um ihre Familien durchzubringen. Für die SP ist klar: Es braucht primär gerade für diese Teilzeitwerktätigen Verbesserungen, und diese Reform muss diesen Lebensrealitäten Rechnung tragen. Es geht nicht an, die Ungleichbehandlung und die sozialen Ungerechtigkeiten von heute weiterzuführen.

Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag der Minderheit I (Weibel) zu folgen.

Steiert Jean-François (S, FR): Es geht hier um vier Minderheitsanträge. Der erste Minderheitsantrag ist jener zu Artikel 14 Absatz 2 BVG. Es geht um den Mindestumwandlungssatz. Es wurde hier bereits verschiedentlich ausgeführt, weshalb der Mindestumwandlungssatz von 6,8 Prozent mathematisch nicht mehr zu halten sei. Er entspreche nicht mehr den ökonomischen Realitäten. Man kann dem entgegensetzen, dass man das ganz so kategorisch nicht sehen kann: Der mittlere Ertrag im Jahr 2013 lag bei 6,2 Prozent, der mittlere Ertrag 2014 entspricht einem Satz von 5,7 Prozent. So weit sind wir also grundsätzlich nicht entfernt, so schlecht waren die Erträge 2013 und 2014 nicht, dass man kategorisch sagen könnte, der Mindestumwandlungssatz müsse runter.

Die Realität einer Mehrheit der Kassen ist trotzdem so, dass man dem Ganzen nicht einfach so zusehen kann. Gleichzeitig haben wir 2010 festgestellt, dass sich das Volk in Bezug auf eine Reduktion nur um die Hälfte – nicht von 6,8 auf 6 Prozent, sondern von 6,8 auf 6,4 Prozent – mit 73 Prozent Neinstimmen ganz klar gegen eine Senkung des Umwandlungssatzes ausgesprochen hat, und zwar im Wesentlichen deshalb, weil es keine Kompensationsmassnahmen zu diesem Punkt gab. Wir wissen also: Ob mathematisch relevant oder nicht, das Volk akzeptiert keine Sen-

kung des Umwandlungssatzes ohne relevante Kompensationen.

Wir müssen heute feststellen: Wir wissen nicht, ob die Kompensation mit der Erhöhung der AHV-Renten, die der Ständerat vernünftigerweise beschlossen hat, durchkommt. Die Mehrheitsverhältnisse hier sind etwas unklar. Wir wissen auch nicht genau, was allenfalls als Kompensation im Bereich der zweiten Säule kommt, obwohl wir wissen, dass es relativ ineffizient ist. Wir haben heute Morgen feststellen können, dass der Vorschlag, den Kollegin Sauter in allerletzter Minute eingereicht hat, extrem teuer ist. Er ist ökonomisch ziemlich ineffizient, er kostet die jungen Versicherten in der Schweiz massiv mehr Geld. Wir können doch jetzt nicht in Kauf nehmen, als Kompensation für die Senkung des Umwandlungssatzes einen potenziellen Vorschlag zu verabschieden, bei dem wir davon ausgehen müssen, dass er uns 1,5 Milliarden Franken pro Jahr mehr kostet als die verschiedenen vernünftigen Vorschläge, die bisher auf dem Tisch lagen. Zusätzlich plagt er einen wesentlichen Teil der jüngeren Generationen in unserem Land, indem er sie dazu zwingt, massiv erhöhte Beiträge für die zweite Säule zu bezahlen, auf Kosten ihres Monatsbudgets. Das ist völlig unverantwortlich.

In diesem Zusammenhang ist zu sagen: Grundsätzlich können wir der Senkung sehr wohl zustimmen, aber nicht beim heutigen Stand der Kompensationen, die bisher nicht gegeben wurden. Es ist auch erstaunlich, wie man im allerletzten Moment noch irgendetwas vorschlägt, weil man die eigene Lösung nicht mehr gut findet. Zauberlehrling darf man schon ein bisschen spielen, aber doch nicht bei einer so seriösen Frage wie hier, bei der Frage unserer Rentenreform.

Zu den drei anderen Minderheitsanträgen: Mein Minderheitsantrag zu Artikel 56 Absatz 1 Buchstabe i BVG betrifft die Frage der Zentralisierung oder Nichtzentralisierung der Beiträge für die Übergangsgeneration.

Nous avons constaté, sur ce point, que la solution décentralisée était plus complexe, coûtait probablement plus cher et, surtout, mettait en danger de nombreuses petites et moyennes entreprises de notre pays qui sont liées à des caisses actives essentiellement dans le domaine obligatoire, c'est-à-dire qui n'ont pas les ressources nécessaires pour compenser les coûts dus à la génération de transition.

S'agissant de la disposition transitoire lettre c alinéa 1 LPP, j'ai déposé la proposition de la minorité II, à laquelle s'est jointe la proposition Sauter. Elles portent sur la durée des dispositions transitoires. Nous soutenons, a priori et par principe, la version du Conseil des Etats prévoyant une durée de quinze ans. Nous avons néanmoins pensé – et c'est la raison pour laquelle j'ai déposé ma proposition – qu'une durée de 25 ans était plus opportune. Même si cela n'a pas de conséquence matérielle – car ma proposition de minorité II subsiste dans le cadre de la proposition Sauter –, je retire ma proposition, qui s'éloigne du concept sur lequel nous avons travaillé d'un commun accord avec le groupe PDC et les autres groupes qui soutiennent la version légèrement modifiée du Conseil des Etats. Ma proposition de minorité II est donc retirée.

Enfin, en ce qui concerne ma proposition de minorité relative à la disposition transitoire lettre c alinéas 2, 2bis et 3 LPP, il s'agit – et je maintiens cette proposition – de supprimer une incohérence juridique. En effet, la disposition telle qu'elle a été adoptée par la majorité de la commission ne prévoit aucune mesure pour les institutions qui ne seraient pas à même de garantir les droits acquis de leurs assurés.

Nous estimons qu'il est irresponsable de ne prévoir aucune disposition pour la petite minorité des caisses en question sur la manière dont seront garantis les droits acquis des personnes de la génération concernée.

Buchstabe c Absätze 2, 2bis und 3 von Ziffer 8 ist somit zurückgezogen worden.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 12.55 Uhr
La séance est levée à 12 h 55*

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit II (Steiert) zu den Übergangsbestimmungen

Vierzehnte Sitzung – Quatorzième séance

Mittwoch, 28. September 2016

Mercredi, 28 septembre 2016

15.00 h

16.9002

Mitteilungen der Präsidentin Communications de la présidente

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Ich habe die traurige Pflicht, Sie über einen weiteren Absturz bei der Luftwaffe zu informieren. Heute Mittag ist auf dem Hospiz des Gotthardpasses ein Helikopter der Schweizer Armee kurz nach dem Start abgestürzt. Dabei kamen beide Piloten ums Leben. Der Flughelfer wurde verletzt, ist aber ansprechbar ins Spital gebracht worden.

Ich spreche den Angehörigen unser tiefempfundenes Beileid aus. Wir sind sehr traurig darüber, dass unsere Armee schon wieder Opfer zu beklagen hat.

14.088

Altersvorsorge 2020. Reform

Prévoyance vieillesse 2020. Réforme

Fortsetzung – Suite

Ständerat/Conseil des Etats 14.09.15 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 15.09.15 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 16.09.15 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 26.09.16 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 28.09.16 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 28.09.16 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 28.09.16 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 29.09.16 (Fortsetzung – Suite)

Block 4 (Fortsetzung) – Bloc 4 (suite)

de Courten Thomas (V, BL): Wir sind jetzt beim BVG und bei den notwendigen Massnahmen zur Senkung des Umwandlungssatzes und zur entsprechenden Kompensation dieser Massnahme, einer Massnahme, die aus den gleichen Gründen, die wir heute Morgen schon bei der AHV diskutiert haben, notwendig wird; die Stichworte sind auch hier Demografie, Lebenserwartung und das Fehlen des dritten Beitragszahlers, also des Ertrages aus der Bewirtschaftung der in den Einrichtungen der beruflichen Vorsorge angesparten Gelder und Mittel.

Wir müssen einfach feststellen, dass diese faktischen Entwicklungen, die wir nicht ändern können, uns dazu zwingen, korrigierend einzugreifen, auch im obligatorischen Bereich des BVG. Denn wenn wir hier nichts tun, wird das System auch hier kippen, das heisst, die Pensionskassen gehen früher oder später schlicht und einfach pleite. Die Pensionskassen müssen wieder in der Lage sein, das angesparte Kapital und das betriebswirtschaftlich bewirtschaftete Kapital, also das Guthaben jedes einzelnen Einzahlers, so in eine Rente umzuwandeln, dass es für die gestiegene Bezugsdauer des

Rentners wieder ausreicht. Man kann hier auch nicht auf Kosten der künftigen Generationen leben. Wir machen das heute zu einem guten Teil schon. Viele Pensionskassenversicherte haben das schon am eigenen Leib gespürt, vor allem auch, weil sie nicht im obligatorischen Teil, sondern im überobligatorischen Teil des BVG versichert sind.

Es sind rund 85 Prozent aller Versicherten, die bereits heute mit einem gesenkten Umwandlungssatz leben und zur Deckung mehrfach aufgetretener Deckungslücken beigezogen wurden, sowohl auf Arbeitgeber- wie auf Arbeitnehmerseite. Wir haben das in einer Vielzahl von Unternehmen, aber auch in einer Vielzahl von Pensionskassen der öffentlichen Hand machen müssen, und wir müssen daran auch weiter arbeiten. Es ist nun einmal so, auch Spargelder in der beruflichen Vorsorge beziehungsweise die Rentenfinanzierung über die berufliche Vorsorge fallen nicht einfach vom Himmel wie Manna, sondern jeder Franken, der als Rente ausbezahlt werden kann, muss zuerst gespart und finanziert werden – auch im BVG.

Wenn wir die Notwendigkeit erkennen, den Umwandlungssatz aus technischen Gründen senken zu müssen, gibt es natürlich verschiedene Möglichkeiten, wie wir das kompensieren könnten:

Es gibt die Stellschraube des Eintrittsalters: Menschen könnten bereits früher als mit 25 Jahren zu sparen beginnen. Dem wird entgegengehalten, dies sei wenig ergiebig, denn in jungen Jahren sei das Einkommen noch nicht ausserordentlich hoch. Aber immerhin, es würde auch den jungen Leuten bereits heute bewusst machen, dass sie bereits in diesem Alter daran denken müssen, mit welchen Guthaben und Spargeldern sie ihr Rentenauskommen schliesslich finanzieren können.

Die zweite Stellschraube ist die sogenannte Eintrittsschwelle; sie bestimmt, ab welchem Einkommen das BVG-Obligatorium greift.

Die dritte Stellschraube ist der Koordinationsabzug, d. h. die Grösse des versicherten Lohnes bzw. der Anteil des versicherten Lohnes am Gesamtlohn. Dort haben wir den Koordinationsabzug ursprünglich eingeführt. Ein Teil des Einkommens ist bereits über die AHV versichert, der zweite Teil – das Einkommen abzüglich Koordinationsabzug – ist im BVG versichert. Dies ist der Grundsatz, und der wird heute hier infrage gestellt.

Und dann haben wir die Frage der Teilzeitbeschäftigten und die entsprechende Kumulation der Einkommen aus Teilzeitbeschäftigten, in Zusammenhang mit der Eintrittsschwelle und in Zusammenhang mit dem Koordinationsabzug, den wir in der Kommission ebenfalls ausführlich diskutiert haben. Dort haben wir ein Dilemma bzw. eine Diskrepanz zwischen unterschiedlichen Auffassungen: einerseits Gerechtigkeit, andererseits das Bestreben, dass wir als Gesellschaft eher hin zu Vollzeitstellen gehen, da eben Teilzeitarbeitsmodelle auch ihre Kosten haben.

Und dann ist noch die Frage der Übergangsgeneration bzw. des Übergangs zu beantworten: Was machen wir mit denen, die bis zum Inkrafttreten des neuen Gesetzes nicht mehr genug Zeit haben, das entsprechende Altersguthaben noch anzusparen? Wenn wir die Zeit des Übergangs kurz fassen, wie wir das tun wollen, dann treffen wir zwar wenige, diese dafür aber heftiger. Wenn wir die Zeit lang wählen, dann können wir die Last auf einen grösseren Personenkreis ausdehnen. Mit dieser Ausdehnung haben wir aber auch den Nachteil, dass damit die Unsicherheit entsprechend wächst. Schliesslich haben wir noch die Frage der dezentralen oder der zentralen Lösung des Ausgleichs im Bereich der Übergangsgeneration zu klären. Die Pensionskassen sollen dann in der Übergangszeit – also in den 10 bis 25 Jahren, über die wir hier diskutieren – ihre BVG-Mindestleistungsgarantien in Franken sicherstellen, und zwar für die ganze Altersrente mit 65 Jahren. Die Finanzierung der einzelnen Vorsorgeeinrichtung ist sicherzustellen, entweder über die Solidarität der anderen Kassen und über den Sicherheitsfonds, oder wir geben den Pensionskassen die Möglichkeit, die bisherigen Massnahmen anzurechnen, eigenverantwortlich zu handeln, einen geringeren und günstigen Umsetzungsmodus zu wäh-

len, ohne dass sie eine zusätzliche Schattenrechnung führen müssen. Wir hätten damit keinen Umverteilungsmechanismus über die Kassen hinweg gestaltet, aber die Solidarität innerhalb der Kassen zwischen Jung und Alt gewährleistet.

Wir unterstützen hier die Anträge der Mehrheit der Kommission.

Wir sind auch konfrontiert mit den Einzelanträgen Sauter und Weibel. Wir sagen dort, dass wir diese aus rein taktischen Gründen heute unterstützen müssen. Zwar gehen uns diese Vorschläge auch in einzelnen Punkten wesentlich zu weit, zum Beispiel bei der Abschaffung des Koordinationsabzugs. Dies würde vor allem auch Gewerbetreibende treffen, deren Interessen wir hier auch vertreten. Da wir aber mit dem Ständerat ein Zweikammersystem bilden, müssen wir aus taktischen Gründen hier dazu Hand bieten, damit die Diskussion auch in diesem Bereich noch weitergeführt werden kann.

Gysi Barbara (S, SG): Kollege de Courten, Sie haben jetzt gesagt, dass Sie aus rein taktischen Gründen dem Einzelantrag Sauter bzw. Weibel zustimmen, die ja identisch sind. Kennen Sie die Kosten dieses Einzelantrages?

de Courten Thomas (V, BL): Ja, die Kosten sind in einem Papier festgehalten, das auf meinem Sitzplatz dort drüben liegt; ich kann es im Moment nicht holen. Ich weiss aber, was Sie ansprechen, nämlich die unterschiedlichen Berechnungsmodelle, die heute auch in den Medien publiziert worden sind. Ich bin mit den Berechnungen, die heute in den Medien publiziert worden sind, nicht einverstanden. Denn ich glaube, dass sie nicht alle Parameter, die ich vorhin aufgelistet habe, insbesondere bei der Eintrittsschwelle, berücksichtigen. Ich kenne auch die Quelle nicht genau; ich muss vielleicht ein bisschen zu Herrn Direktor Brechbühl vom BSV hinüberschauen und sehe dann, ob er diese Berechnungen auch nachvollzogen hat. – Er nickt. Ich werde mich mit ihm im Detail über die Resultate unterhalten. Aber ich bin nach meinen Berechnungen und nach meinen Unterlagen ziemlich sicher, dass wir mit der Variante Weibel und Sauter die günstigere Lösung hinkriegen als der Ständerat und die günstigere Lösung als der Bundesrat.

Badran Jacqueline (S, ZH): Sie sagen jetzt, dass es billiger komme, wenn man auf den Koordinationsabzug verzichtet, das heisst die versicherte Lohnsumme massivst ausweitet, und dazu noch die Beitragssätze erhöht. Wollen Sie das ernsthaft sagen?

de Courten Thomas (V, BL): Die Diskussion dreht sich ja schlussendlich darum, wie viel den einzelnen Rentnern tatsächlich bleibt. Die grosse Diskussion, auch in der Öffentlichkeit, ist, dass wir das Rentenniveau entsprechend halten können. Im Modell, das Ihnen Frau Sauter vorstellen wird, wird der Ausgleich bei der Kompensation sogar noch besser erreicht als beim Antrag der Mehrheit der Kommission. Es geht noch darüber hinaus. Ich bin der Meinung, dass in diesem Bereich sogar überkompensiert wird. Darum bin ich der Meinung, dass wir diese Thematik noch einmal anschauen sollten.

Schenker Silvia (S, BS): Es mag ja stimmen, was Sie sagen, dass das Rentenniveau gehalten wird. Aber es ist auch immer eine Frage des Preises, den die Leute dafür bezahlen. Den Preis in Form der Altersgutschriften müssen Sie in Ihren Überlegungen mitberücksichtigen. Haben Sie das getan, oder schauen Sie nur auf das, was die Leute als Rente erhalten?

de Courten Thomas (V, BL): Nein, Frau Schenker. Ich bin Ihnen sehr dankbar für diese Frage. Denn Sie werfen uns jetzt vor, wir würden die zusätzliche Kompensation, die Finanzierung, nicht genügend beachten. Sie wollten mit der «AHV plus»-Initiative noch zusätzliche Rentenleistungen schaffen, die 7 Milliarden Franken gekostet hätten, und mit

der zusätzlichen Kompensation, die Sie nicht wie wir im BVG, sondern in der AHV vornehmen wollten ... Jetzt hören Sie mir bitte schön zu, wenn Sie mir schon eine Frage stellen! (*Unruhe*)

Sie wollen in der AHV kompensieren, das kostet 1,35 Milliarden Franken, wenn ich es richtig im Kopf habe. Wie wollen Sie das finanzieren? Das haben Sie mir bis heute auch nicht entsprechend beantwortet.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Jetzt hat Herr Frehner eine Frage an Sie, Herr de Courten. Ihre Antworten provozieren Fragen.

Frehner Sebastian (V, BS): Herr de Courten, sind Sie nicht etwas irritiert, und kommen Sie sich nicht ein bisschen wie im falschen Film vor? Sie versuchen, die Renten im BVG zu erhöhen, und werden von der Linken angegriffen.

de Courten Thomas (V, BL): Doch, ich habe vorhin versucht, das in meinem Votum zu erläutern. Aber man wollte es nicht hören.

Sauter Regine (RL, ZH): Die FDP-Liberale Fraktion hat seit dem Beginn der Diskussion über die Altersvorsorge 2020 festgehalten und dieses Ziel auch immer wieder betont, dass das Rentenniveau in dieser Reform grundsätzlich erhalten bleiben muss. Die Gesellschaft akzeptiert keine Renteneinbussen. Dies wurde bei der Volksabstimmung 2010 deutlich, als der Mindestumwandlungssatz von 6,8 auf 6,4 Prozent hätte gesenkt werden sollen.

Ganz am Ende der Beratung dieser Vorlage in der nationalen Kommission wurde unser Vorschlag eines Kompensationsmodells abgelehnt. Dies hat uns nach dem Ende der Beratung motiviert, einen dritten Weg zu suchen. Wir haben schon damals kommuniziert, dass wir mit den Ergebnissen nicht wirklich zufrieden sind. Das Ziel war es, die Senkung des Mindestumwandlungssatzes im BVG zu kompensieren, denn eine Vermischung der beiden Säulen, wie dies beim Konzept des Ständerates der Fall ist, lehnen wir klar ab. Die 70 Franken Rentenzuschlag in der AHV sind völlig fehl am Platz, und es braucht sie auch nicht. Doch darauf werden wir bei der Diskussion zu Block 5 zurückkommen.

Welches sind nun die Eckpunkte unseres Lösungsansatzes und des von mir und Thomas Weibel eingereichten Einzelantrages? Anstelle von vier gestaffelten Altersgutschriften gibt es nur noch deren zwei, 9 Prozent zwischen 25 und 44 Jahren sowie 13,5 Prozent ab Alter 45 bis Alter 65. Der Koordinationsabzug wird vollständig abgeschafft. Die bisherige Subvention von Vorsorgeeinrichtungen mit einer ungünstigen Altersstruktur verliert ihre Berechtigung und wird gestrichen. Weil trotz Reform niemand weniger Rente haben soll, braucht es zur Kompensation der Senkung des Umwandlungssatzes auf 6 Prozent im Gegenzug eine Zusatzkompensation für die Übergangsgeneration ab Alter 40 über den Sicherheitsfonds, wobei wir uns hier für ein zentrales Modell aussprechen.

Sie sehen, wir bewegen uns damit sehr nahe am Modell des Bundesrates. Gemäss unseren Berechnungen werden damit alle Alters- und Einkommensklassen trotz Senkung des Mindestumwandlungssatzes innerhalb des BVG vollständig kompensiert, mit einer winzigen Ausnahme: Bei einem Jahreseinkommen von 84 000 Franken hätte eine Person im Alter von 39 Jahren ein Minus von 6 Franken pro Monat zu gewärtigen.

Mit dieser vollständigen Kompensation ist unser Ziel erreicht. Gleichzeitig bringt dieses Modell eine Vereinfachung der beruflichen Vorsorge, weil es nur noch zwei Sätze für Altersgutschriften gibt. Wir leisten damit einen konkreten Beitrag zur besseren Integration von älteren Arbeitnehmern in den Arbeitsmarkt. Zudem begünstigt unser Modell die Rentenbildung von Personen mit tiefem Einkommen und von Teilzeitarbeitenden, also vorwiegend Frauen.

Auch dieses Modell ist nicht gratis zu haben. Darüber sind wir uns im Klaren. Keines der bisher diskutierten Modelle ist gratis. Unsere Berechnungen zeigen jedoch auf, dass es ge-

genüber dem ständerätlichen Modell günstiger ist. Bei den Berechnungen des BSV, die heute in verschiedenen Medien erschienen sind, liegen Fehler vor. Das BSV unterschlägt in seinen Angaben zum Ständeratsmodell die Kosten, die durch die Anbindung des Koordinationsabzugs an den Beschäftigungsgrad entstehen. Das sind 750 Millionen Franken, und das BSV hat fälschlicherweise eine tiefe Eintrittsschwelle einberechnet, die in unserem Modell nicht enthalten ist.

Nicht vergessen darf man die Erhöhung der AHV-Rente um 70 Franken, die der Ständerat beschlossen hat. Das kostet 1,4 Milliarden Franken im Jahr 2030. Damit kommt das ständerätliche Modell auf Kosten von total 3,67 Milliarden Franken, was einer Erhöhung der Lohnkosten um 0,9 Prozent entspricht. Unser Modell benötigt 0,75 Lohnprozente.

Unser Konzept ist sehr nahe an jenem des Bundesrates. Es ist absolut nicht plausibel, warum der Unterschied zwischen unserem Modell und der bundesrätlichen Lösung 1,8 Milliarden Franken betragen soll. Dies möchten wir gerne geklärt haben. Selbstverständlich wird der Ständerat Gelegenheit haben, alle Berechnungen noch einmal im Detail zu verifizieren.

Wenn Sie den Einzelanträgen Weibel bzw. Sauter folgen, sagen Sie Ja zu einem konsistenten Modell, das jene Lücke schliesst, die Bundesrat Berset in seinem Eintretensvotum erwähnt hat. Wir schaffen damit eine Differenz zum Ständerat, und die Kleine Kammer kann auf der Schiene «Kompensation innerhalb des BVG» weiterarbeiten, am Modell feilen und dieses perfektionieren.

Zum Schluss: Bei Artikel 14 Absatz 2 BVG unterstützen wir die Mehrheit der Kommission und sprechen uns für die Senkung des Mindestumwandlungssatzes auf 6,0 Prozent aus. Wir erinnern Sie hier nicht an die Regeln des Grundschulrechnens, welche eine Senkung des Mindestumwandlungssatzes unumgänglich machen.

Badran Jacqueline (S, ZH): Frau Sauter, Sie haben den identischen Antrag wie ... der Herr von den Grünliberalen (*Zwischenruf der Präsidentin: Herr Weibel ist das!*) eingegeben. Jetzt sagen Sie, das komme gleich teuer. Nur ist es so: Wenn Sie den Koordinationsabzug wegnehmen und die Lohnsumme erweitern plus noch die Beitragssätze erhöhen, dann machen Sie nichts anderes als ein Umverteilen der Gelder von der AHV ins BVG. Zusätzlich nehmen Sie durch den tieferen Umwandlungssatz das Risiko im BVG noch heraus. (*Zwischenruf der Präsidentin: Frau Badran, die Frage, kurz!*) Würden Sie zugeben, dass es eine Umverteilung von der ersten in die zweite Säule ist?

Sauter Regine (RL, ZH): Nein, das hat überhaupt nichts miteinander zu tun. Abgesehen davon nehme ich mit Erstaunen zur Kenntnis, dass man sich auf linker Seite plötzlich gegen die Abschaffung des Koordinationsabzugs ausspricht, was dort bisher eigentlich immer ein Ziel war.

Schwaab Jean Christophe (S, VD): Geschätzte Kollegin Sauter, im Argumentarium des Komitees, das gegen die Volksinitiative «AHV plus: für eine starke AHV» war und dem Sie angehörten, stand: «'AHV plus' bittet die junge Generation überdurchschnittlich zur Kasse.» Nun bringen Sie einen Vorschlag, (*Zwischenruf der Präsidentin: Die Frage, Herr Schwaab!*) der genau meine Generation, auch eine der jüngeren Generationen, überdurchschnittlich zur Kasse bittet. Wie erklären Sie das?

Sauter Regine (RL, ZH): Ich habe es gesagt: Kein Modell ist gratis zu haben. Wir müssen uns bei jedem Modell fragen, wie man es finanzieren soll. Wir haben uns dagegen ausgesprochen, ältere Arbeitnehmer stärker zu belasten. Den Jungen können wir klarmachen, dass sie in der zweiten Säule für sich selber sparen. Dieses Geld nimmt ihnen niemand weg. Sie werden damit ihr eigenes Konto ähnen, das ihnen im Alter zugutekommt.

Humbel Ruth (C, AG): Frau Sauter, Sie haben gesagt, dass Ihr Kompensationsmodell in der Kommission abgelehnt worden sei. Können Sie mir sagen, wie dieses Kompensationsmodell ausgesehen hat?

Sauter Regine (RL, ZH): Sie sehen das, wenn Sie die Fahne anschauen, dort, wo wir in der Minderheit sind. Das ist jenes Modell, das abgelehnt worden ist.

Heim Bea (S, SO): Können Sie uns offenlegen, wer die Berechnungen für Ihr Modell gemacht hat? Das würde uns interessieren. Und weshalb sind die KMU nicht dagegen?

Sauter Regine (RL, ZH): Ich habe kein Problem damit, Ihnen zu sagen, dass wir das zusammen mit dem Arbeitgeberverband ausgearbeitet haben. Die Arbeitgeberschaft steht hinter diesem Modell. Dort sind übrigens auch kleinere und mittlere Unternehmen vertreten. Die Situation der ganz kleinen Betriebe kann man anschauen. Wie gesagt, wir legen dieses Modell auf den Tisch. Der Ständerat hat die Möglichkeit, noch daran zu feilen.

Kiener Nellen Margret (S, BE): Sie haben die Frauen erwähnt, geschätzte Kollegin. Wieso soll eine Frau mit Alter 25 und einem Jahreslohn von 50 000 Franken in Ihrem Modell mehr als 2000 Franken mehr Beiträge zahlen müssen als im Modell des Ständerates und damit eine kaum höhere Pensionskassenrente erhalten?

Sauter Regine (RL, ZH): Ich weiss nicht, worauf Sie Ihre Berechnungen abstützen; ich kenne Ihre Berechnungen nicht. Hier geht es nicht um Frauen oder Männer in diesem Alter, sondern es geht darum, dass diese jungen Leute – Männer und Frauen – für sich selber eine entsprechende Pension aufbauen. Das ist ein Ziel, das wir immer verfolgt haben, das Sie auf der linken Seite im Übrigen auch verfolgen.

Riklin Kathy (C, ZH): Frau Sauter, Sie haben gesagt, die Jungen hätten eine Chance, wenn sie einfach höhere Pensionskassenbeiträge bezahlen würden. Wie sollen sie sich dann ein Vermögen ansparen bei Negativzinsen, die wahrscheinlich noch einige Jahre bis Jahrzehnte anhalten werden?

Sauter Regine (RL, ZH): Wir wissen nicht, wie sich die Situation an den Finanzmärkten entwickeln wird. Tatsächlich ist sie heute schwierig. Wir hoffen alle, dass sie wieder besser wird. Das käme allen unseren Pensionskassenguthaben zugute.

Schmid-Federer Barbara (C, ZH): Frau Sauter, Sie haben gesagt, Ihr Kompensationsmodell sei nicht durchgekommen, und wir haben Sie gefragt, wie dieses Modell ausgesehen habe. Können Sie bitte noch eine Antwort geben: Was wäre das FDP-Kompensationsmodell gewesen?

Sauter Regine (RL, ZH): Wir haben diesen Antrag in der Kommission vorgelegt. Er ist auf der Fahne enthalten. Schauen Sie, wo wir in der Minderheit sind. Dort sehen Sie genau unser Modell.

Bertschy Kathrin (GL, BE): Wir sind bei der Höhe des versicherten Lohnes und bei der Kompensation des tieferen Umwandlungssatzes. Aus unserer Sicht wäre es immer die beste Lösung gewesen, auf den Koordinationsabzug ganz zu verzichten. Es ist für uns zum einen ein Systemfehler, weil kleine Einkommen unterdurchschnittlich versichert werden, und zum andern macht die Abschaffung dieses Abzuges eben eine gute Kompensation möglich. So schlug es der Bundesrat vor, und so schlagen es neu auch die Einzelanträge Weibel und Sauter vor; die beiden Anträge sind identisch. Das neue Konzept ist aufgrund der einhelligen Einschätzung, dass das Konzept der Mehrheit in Bezug auf die Kompensation ungenügend ist und so keinen gangbaren

Weg darstellt, nach der Gesamtabstimmung in der Kommission erarbeitet worden.

Das Konzept umfasst jetzt drei Elemente, Frau Sauter hat sie erläutert: Erstens gibt es nur noch zwei Beitragssätze im BVG. Diese sind tiefer als die bisherigen Beitragssätze. Die beiden Beitragssätze für die älteren Generationen werden von heute 15 bzw. 18 Prozent auf 13,5 Prozent gesenkt. Das ist der eine Unterschied.

Zweitens fällt der Koordinationsabzug weg. Die Eintrittsschwelle wird aber beibehalten.

Das dritte Element ist eine Kompensation für die Übergangsgeneration während 25 Jahren. Die Überlegung dahinter ist, dass sämtliche Fraktionen nach der Ausmehrung in der Kommission eine Nachbesserung gefordert haben, dass aber die Kompensation mit diesem Konzept gemäss der Berechnung der Experten sehr gut ist. Sie ist so gut, dass nur noch wenige eine Leistungseinbusse in Kauf nehmen müssten, nämlich einzig die Altersklasse bis 39, und auch das nur bei einem maximalen AHV-Einkommen von 84 000 Franken. Für alle anderen berechneten Alterskategorien und verschiedenen Einkommensklassen ergeben sich mit diesem Modell keine Einbussen, sondern Verbesserungen. Gleichzeitig, das ist der zweite Punkt, kommt das Modell mit geschätzten Kosten von 3 Milliarden Franken für das Jahr 2030 billiger als dasjenige des Ständerates. Das sind die Berechnungen, die uns vorliegen.

Es wurde vorhin diskutiert, ob das Modell teurer oder billiger komme. Es kommt eben darum billiger, weil die Altersgutschriften gesenkt werden, fast analog zum Vorschlag des Bundesrates. Das Alternativkonzept liegt hier sehr nahe bei der Version des Bundesrates. Es ist darum auch nicht plausibel, dass die Kosten der langfristigen Ausgleichsmassnahmen um rund 50 Prozent abweichen sollen, so, wie das heute in den Medien kolportiert wurde, wenn die Parameter so ähnlich sind. Hier braucht es eine Plausibilitätskontrolle.

Zudem ist das Modell auch effektiver, weil es das Ziel, nämlich die Erhaltung des Leistungsniveaus, mit weniger Mitteleinsatz erreicht, sogar mehr als erreicht, und dies eben langfristig. Das Modell des Ständerates hingegen verschiebt das Problem auf später, auf nach 2030, und kommt erst noch teurer, weil unter anderem die Übergangsgeneration doppelt kompensiert wird. Aus unserer Sicht ist die Variante, die jetzt mit den Einzelanträgen vorliegt, die beste, nämlich das Konzept, den versicherten Lohn zu erhöhen, ähnlich, wie es auch der Bundesrat vorgeschlagen hat.

Ich möchte noch etwas sagen zu den Anträgen, die das Konzept des koordinierten Lohns betreffen: Der Koordinationsabzug ist ein Systemfehler in der zweiten Säule. Es ist ein fixer Abzug von rund 24 500 Franken. Er hat zur Folge, dass von hohem Einkommen ein grosser Teil und von kleinen Einkommen generell, aber eben auch aus Teilzeitbeschäftigungen nur ein kleiner Teil des Einkommens rentenbildend wird. Letztere werden darum unterdurchschnittlich versichert und generieren dementsprechend geringe Altersleistungen. Das betrifft überdurchschnittlich häufig Frauen. Uns allen ist bekannt, dass Frauen, hochgerechnet auf eine Vollzeitstelle, im Durchschnitt 20 Prozent weniger verdienen und sehr viel häufiger teilzeitbeschäftigt sind. Dass ehemals erwerbstätige Frauen im Rentenalter auf Ergänzungsleistungen angewiesen sind, hat auch der Gesetzgeber zu verantworten, weil er das System so ausgestaltet hat. Das muss dringend korrigiert werden, auch wenn Sie beim Konzept des koordinierten Lohns bleiben wollen.

Ich bin, um meine Interessenbindung offenzulegen, auch Co-Präsidentin der Alliance F, das ist der Dachverband der Frauenorganisationen. Unsere Berufsverbände haben die Kommission aufgefordert, dass sie, wenn sie schon das Rentenalter der Frauen auf 65 erhöhen wolle, sich bitte auch dafür einsetze, dass die Löhne der Frauen gleich gut versichert sind wie jene der Männer.

Ich möchte Sie im Namen der Frauenberufsverbände bitten, den Koordinationsabzug abzuschaffen oder, wenn Sie das ablehnen, diesen wenigstens anteilmässig so auszugestalten, wie es die Minderheit I (Weibel), vertreten durch Frau Heim, vorgeschlagen hat.

Badran Jacqueline (S, ZH): Frau Bertschy, Sie haben bei der Behandlung der «AHV plus»-Initiative konsequent auf die Jungen hingewiesen, die mehr Beiträge zahlen müssten, und haben sich mit diesem Argument dagegen gewehrt. Jetzt kommen Sie und verlangen einen höheren Beitragssatz auf dem vollen Lohn, ohne Koordinationsabzug. Können Sie mir bitte dieses intellektuelle Massaker erklären?

Bertschy Kathrin (GL, BE): Sehr gerne, Frau Kollegin Badran. Es ist eben etwas anderes, ob man Beiträge zahlt, die dann zu einer anderen Generation umgelagert werden, oder ob man Beiträge zahlt, die dem eigenen Vorsorgekonto gutgeschrieben werden. Und das Zweite ist genau das, was wir hier fordern. Es belastet die junge Generation stärker, wenn sie höhere Beiträge zahlen muss, aber das ist auch dringend notwendig, damit sie im Alter eben vorgesorgt hat.

Meyer Mattea (S, ZH): Frau Kollegin Bertschy, können Sie mir erklären, weshalb Ihr Modell unsere Generation fünfmal mehr kosten soll als das Modell des Ständerates?

Bertschy Kathrin (GL, BE): Geschätzte Kollegin, ich habe vorhin schon erläutert, dass die Kosten nicht höher sind als beim Modell des Ständerates, sondern tiefer, weil das Modell auf tieferen Beitragssätzen beruht; das ist das eine. Und das Zweite ist, dass die Beiträge eben der betreffenden Generation selber zugutekommen. Für jeden Franken, den sie an Beitragssätzen investieren, bekommen sie noch einen Franken Arbeitgeberbeiträge dazu. Das ist eine sinnvolle Investition. Wir müssen früher anfangen, für das Alter zu sparen, und auch die Beitragssätze erhöhen, sonst wird es immer so sein, dass junge Leute die Renten der alten Generation kompensieren müssen. Damit geht das Spiel weiter, und die Leute haben zu wenig Geld auf dem Konto, wenn sie dann selbst ins Rentenalter kommen.

Ingold Maja (C, ZH): Frau Kollegin Bertschy, Sie haben gesagt, beide Beitragssätze seien bei Ihrem Modell tiefer. Können Sie mir noch einmal begründen, weshalb der erste Beitragssatz, der jetzt gemäss Ihrem Modell 9 Prozent betragen soll, tiefer ist als der Satz gemäss dem Beschluss der Mehrheit der SGK-NR? Dort beträgt er in der ersten Phase 5 Prozent, in der zweiten Phase ebenfalls 5 Prozent, in der dritten Phase 8 Prozent und nur in der letzten Phase 12 Prozent.

Bertschy Kathrin (GL, BE): Das ist das Modell des Bundesrates, das Sie jetzt zitiert haben. Beim Status quo sind die Sätze aber höher. Wir haben heute 7, 10, 15 und 18 Prozent. Was ich gesagt habe, ist: Die Sätze werden für die beiden höheren Alterskategorien von 18 Prozent und von 15 Prozent auf 13,5 Prozent reduziert. Das ist die Senkung.

Gysi Barbara (S, SG): Geschätzte Kollegin Bertschy, Sie haben ja an einem Auswertungsbericht zur 1. BVG-Revision mitgearbeitet. Dort wurde festgestellt, dass es für einen Teil der dann besser Versicherten eigentlich ein Nullsummenspiel war, weil einfach ihre Ergänzungsleistungen wegfielen. Ihr Modell, das Sie jetzt propagieren, (*Zwischenruf der Präsidentin: Wo bleibt die Frage?*) hat ja auch die Auswirkung, dass diese Leute schlussendlich nicht bessergestellt werden.

Bertschy Kathrin (GL, BE): Geschätzte Frau Kollegin, Sie zitieren aus einer Studie, an der ich beteiligt war, bevor ich hier meine Ratstätigkeit aufgenommen habe. Das war eine ökonomische Studie, in der analysiert wurde, was gelungen ist, wenn man mit der Senkung der Eintrittsschwelle und des Koordinationsabzuges versichern konnte. Und es ist eben genau das der Fall gewesen, was wir hier an der Ständeratsversion kritisieren: Eine bestimmte Gruppe kriegt nicht mehr Geld, wenn man ihr 70 Franken mehr AHV auszahlt, sondern sie kriegt gleich viel wie vorher, weil ihr die Ergänzungsleistungen um den gleichen Betrag gekürzt werden. Das ist genau das Modell des Ständerates, das eben den Frauen mit tiefen Renten so nichts bringt.

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Sind Sie sich bewusst, dass Sie mit Ihrem Modell das Gewicht von der AHV zur zweiten Säule verlagern und damit vor allem die hohen Einkommen begünstigen?

Bertschy Kathrin (GL, BE): Ich bin mir bewusst, dass es mit diesem Modell gelingt, im Rahmen des BVG zu kompensieren. Das finde ich einen wichtigen Grundsatz.

Häsler Christine (G, BE): Diese beiden im allerletzten Moment präsentierten Modelle vonseiten der FDP und der GLP werden heute nicht nur von uns kontrovers und heftig diskutiert; sie werden auch von den Medien mit recht deutlichen Worten bewertet. Nicht nur, dass sie aussergewöhnlich spät eintreffen, fordert uns alle, sondern auch, dass sie einen dritten Weg einschlagen wollen, der nun offenbar – hier gehen die Aussagen auseinander – doch beträchtlich Geld kosten wird. Vielleicht ist das Hauptziel des sogenannten dritten Weges einfach, die Erhöhung der AHV-Renten um 70 Franken und damit die Stärkung der ersten Säule zu verhindern. Ein grosser Teil der hier im Saal Anwesenden will zwar das bisherige Leistungsniveau der Altersvorsorge insgesamt grundsätzlich aufrechterhalten. Doch dazu benötigen wir echt tragfähige Kompensationsmassnahmen, die den Leistungsabbau – eben gerade diesen Leistungsabbau bei der Senkung des Umwandlungssatzes – tatsächlich abfedern und ausgleichen. Wir vertrauen darauf, dass Sie, jene Parlamentarierinnen und Parlamentarier, die diese Absicht nun hier immer wieder beschwören, dann auch bei Block 5, also beim Zuschlag von 70 Franken bei den Renten und bei der Anhebung des Plafonds für Ehepaarenten, an Ihren Meinungen festhalten und dass Sie auch mithelfen, dieses Leistungsniveau nicht zu senken.

Was bei der zweiten Säule auch uns immer wieder beschäftigt, ist die Frage der Transparenz, etwa bei den Gewinnen der Lebensversicherungen und vor allem beim Verteilen von Überschüssen. Mit den Prämien für das Risiko Invalidität z. B. machten die Pensionskassen im Jahre 2004 satte 1,2 Milliarden Franken Gewinn. Die Pensionskassen haben also ihre Hausaufgaben seit der Abstimmung von 2002, als die Senkung des Umwandlungssatzes von der Stimmbewölkerung klar abgelehnt wurde, offenbar immer noch nicht ganz erledigt.

Die grüne Fraktion hört dieser Diskussion intensiv zu. Wir möchten, dass es Kompensationsmassnahmen gibt; wir möchten sie vor allem in der ersten Säule. Wir möchten, dass diese Massnahmen gestärkt werden. Wir danken Ihnen herzlich, wenn auch Sie das tun wollen.

Humbel Ruth (C, AG): In diesem Block geht es um den Mindestumwandlungssatz, um die Altersgutschriften und um Ausgleichsmassnahmen im BVG.

Die Senkung des Umwandlungssatzes in Artikel 14 Absatz 2 BVG von 6,8 auf 6 Prozent ist aus Sicht der CVP-Fraktion ein Kernelement dieser Vorlage. Der Basler Finanzmarktprofessor Heinz Zimmermann schätzt, dass die Umverteilung von Arbeitnehmern zu Rentnern derzeit 5 bis 6 Milliarden Franken pro Jahr beträgt. Eine solche Umverteilung in der zweiten Säule ist nicht akzeptabel und muss dringend korrigiert werden.

Die CVP-Fraktion will mit der Kommissionsmehrheit die Altersgutschriften ab 45 Jahren bei 16 Prozent plafonieren. Damit werden die Sozialversicherungskosten von über 55-Jährigen um 2 Prozentpunkte reduziert, womit das Argument entfällt, dass es zu höheren Sozialabgaben für ältere Personen käme. Diese sind im Arbeitsmarkt also nicht mehr durch höhere Sozialabgaben diskriminiert.

Wenn ich vorhin Frau Sauter gefragt habe, was ihr Konzept für die Kompensation in der zweiten Säule sei, dann ist es eben genau das, dass sie die Altersgutschriften nicht ab 45 Jahren plafonieren will, sondern noch eine Stufe ab 55 Jahren bei 18 Prozent einführen will bzw. den Status quo so belassen will. Deshalb mutet jetzt ihre Argumentation, dass die Älteren entlastet werden müssten, schon etwas seltsam an.

Der Einstieg mit 18 Jahren ist insofern logisch, als 18-Jährige schon jetzt für die Risiken Tod und Invalidität versichert sein müssen. Zudem könnte es vorkommen, dass Jugendliche mit 20 Jahren plötzlich weniger Geld im Portemonnaie haben als mit 18 Jahren, wenn sie die Erwerbstätigkeit mit 18 Jahren aufnehmen und die BVG-Pflicht erst mit 20 Jahren eintritt.

Die CVP-Fraktion stimmt mit der Kommissionsmehrheit für die ständerätliche Übergangsfrist von 15 Jahren. Es braucht diese Übergangsfrist, weil den über 50-Jährigen ab 55 Jahren noch die Altersgutschrift von 18 Prozent gutgeschrieben werden muss. Ansonsten führt das reduzierte Sparkapital zu Renteneinbussen, was während der Übergangszeit durch die Auffangeinrichtung oder die Pensionskassen entweder kollektiv oder dezentralisiert finanziert werden müsste.

Die FDP-Liberalen und die GLP legen mit den Anträgen Sauter und Weibel ein völlig neues Konzept vor. Der Presse können wir entnehmen, dass dieses neue Konzept einen Rekordpreis von 4,5 Milliarden Franken und eine Mehrbelastung der Jungen bedeuten würde. Der Bundesrat wird sich sicher noch konkret zu den Kosten und den Folgen dieser neuen Variante äussern.

Was uns da auf den Tisch gelegt wird, ist schon etwas eine Zumutung. Immerhin zeigt es, dass bei der Kompensation von Ausfällen noch Handlungsbedarf besteht. Offenbar will man die Kompensation einfach koste es, was es wolle, in der zweiten Säule realisieren. Schon etwas eigenartig ist natürlich die Rolle des Kommissionssprechers, der nun Anträge stellt, die in der Kommission nicht beraten wurden. Dort wurde das bundesrätliche Modell klar abgelehnt. Grundsätzlich basiert dieses neue Modell aber auf dem bundesrätlichen Konzept, einfach mit einer etwas höheren Eintrittsschwelle, vor allem aber mit der Abschaffung des Koordinationsabzuges und mit neuen Altersgutschriften.

Der Ständerat und die Kommission haben von dieser Lösung Abstand genommen, weil sie teurer ist als die ständerätliche Fassung mit einer teilweisen Kompensation in der ersten Säule. Diese Massnahme würde nur im BVG-Obligatorium anfallen, das heisst, dass insbesondere Arbeitgeber und Personen mit Tieflohnen betroffen wären. Diese Arbeitnehmer hätten dann weniger im Portemonnaie und könnten zudem mit ihren tiefen Sparkapitalien nur eine ungenügende zweite Säule ansparen. Diese zusätzliche Belastung trifft vor allem Branchen in Tieflohnbereichen und könnte, das steht schon in der Botschaft, zu einem Arbeitsplatzabbau führen. Versicherte und Arbeitgeber mit ausgebauten Versicherungsplänen im obligatorischen Bereich würden kaum belastet. Der Ständerat und die Kommission haben dieses Modell nicht weiterverfolgt, weil insbesondere auch der Gewerbeverband, die Arbeitgeberseite, davor gewarnt hat. Es erstaunt jetzt schon etwas, dass diese Argumentation genau in ihr Gegenteil verkehrt wird und auch die SVP-Fraktion dieses teurere, KMU-feindliche Modell unterstützen will.

Zusammenfassend: Die CVP-Fraktion wird der Senkung des Umwandlungssatzes und auch einer Besserstellung der Teilzeitangestellten zustimmen. Wir unterstützen die Kommissionsmehrheit auch bezüglich der Übergangszeit von 15 Jahren mit einer dezentralen Lösung für die Finanzierung der Übergangsgeneration. Das neue Konzept Sauter/Weibel ist eine Blackbox, und die Altersvorsorge ist ein zu ernstes Geschäft, als dass wir einer Blackbox zustimmen könnten. Ich möchte hier auch die Mitarchitektin des ständerätlichen Konzeptes, die freisinnige Ständerätin Christine Egerszegi, zitieren, die vor einem Jahr in der Ständeratsdebatte wörtlich gesagt hat: «Hier geht es wirklich auch um ein Konzept. Wenn das Konzept der Mehrheit nicht durchkommt, müssten wir den Bundesrat unterstützen, weil sonst die Kompensation nicht gelingt.» (AB 2015 S 819) Also: Die ständerätliche Kommission hat von diesem bundesrätlichen Konzept abgesehen. Dieses wird nun vom Antrag Sauter/Weibel aufgenommen. Dieses Konzept ist teurer, geht zulasten der KMU und kann Arbeitsplätze vernichten, weshalb ihm die CVP-Fraktion sicher nicht zustimmt, sondern es ablehnt.

Badran Jacqueline (S, ZH): Geschätzte Kollegin Humbel, vor wenigen Wochen haben sich die Ökonomen von Genf bis zur HSG im Hinblick auf die nächsten zwanzig Jahre unisono für eine Stärkung der AHV gegenüber der zweiten Säule ausgesprochen. Würden Sie bestätigen, dass der Schnellschuss-Vorstoss Weibel/Sauter das Gegenteil von dem ist, was alle Ökonomen unisono raten?

Humbel Ruth (C, AG): Es ist derzeit grundsätzlich so, dass Ökonomen generell feststellen, in der jetzigen Zeit der Nullzinsphase sei die erste Säule effizienter, weil ein Franken umgelegt wird und man nicht auf Zinsen angewiesen ist, die eben nicht kommen. Das ist derzeit so. Wir wissen nicht, wie lange diese Tiefzinsphase anhält. Es ist davon auszugehen, dass sie noch eine Zeit lang andauert. Grundsätzlich bin ich schon auch der Meinung, dass die erste und die zweite Säule nicht vermischt werden dürfen. Aber wir müssen festhalten, dass die AHV mit einer Vollrente von 2350 Franken nicht zu hoch ist. In der Bundesverfassung steht, dass die AHV existenzsichernd sein muss. Wir sehen das in Kombination mit den Ergänzungsleistungen, aber wenn wir jetzt die AHV von 2350 Franken auf 2420 Franken bzw. die halbe Rente von 1175 Franken auf 1210 Franken erhöhen, dann kann nicht von einer Vermischung der beiden Säulen gesprochen werden, sondern von einer kleinen Verbesserung der ersten Säule.

Frehner Sebastian (V, BS): Frau Humbel, manchmal habe ich das Gefühl, dass es immer eines Ihrer grössten Anliegen oder Ihr einziges Anliegen ist, dass ältere Arbeitnehmer nicht zu hohe Sozialabzüge zu gewärtigen haben. Nach Ihrem Konzept und dem Konzept der Mehrheit sind es bei den Lohnbeiträgen ab 45 Jahren ja 16 Prozent. Das Konzept Sauter/Weibel sagt nun, richtig wären 13,5 Prozent. Ist es jetzt auch wieder nicht recht?

Humbel Ruth (C, AG): Herr Frehner, wenn man einfach so mit Zahlen spielen könnte, ohne die finanziellen Konsequenzen zu berücksichtigen, würde ich Ihnen Recht geben. Aber Sie haben in der Kommission eine Plafonierung der Altersgutschriften bei 16 Prozent abgelehnt, weil es zu teuer wäre und deshalb 18 Prozent beibehalten werden sollten. Ich frage Sie daher zurück, wie Sie es nun begründen können, dass Sie die Altersgutschriften für die Älteren massiv senken und dem entgegengesetzt für die Jüngeren massiv erhöhen wollen. Sie haben doch immer behauptet, man sollte die Jüngeren in der zweiten Säule nicht mehr belasten, weil sie mit Familienbelastungen und tieferen Löhnen zu viel zu tragen hätten.

Gysi Barbara (S, SG): Wir haben es schon gehört: Es geht um zentrale Fragen zur zweiten Säule, der beruflichen Vorsorge. Die neuen Einzelanträge vonseiten FDP und GLP, die in letzter Minute eingereicht wurden und in der Kommission nicht diskutiert worden waren, bringen eine neue, unverantwortliche Dynamik mit sich. Verschiedene Modelle, auch das Modell der Mehrheit der Kommission, konnten vertieft geprüft werden. Wir haben dazu auch Berichte des Bundesamtes für Sozialversicherungen erhalten, mit Berechnungen, die gut nachvollzogen werden konnten. Diese BVG-Bastelei aus dem Hause FDP, GLP und Arbeitgeberverband ist undurchsichtig. Es ist zudem unverantwortlich, so husch, husch noch neue Zahlen vorzulegen, die so nicht verifiziert werden können. Was dieser Einzelantrag aber zeigt, ist, dass diese Kreise erkannt haben, dass ihre Vorschläge bis jetzt in Bezug auf die Kompensation nicht genügend sind, obwohl diese Kreise bislang immer behauptet haben, auch mit ihren Vorschlägen würde vollständig kompensiert; das zeigt dieser Einzelantrag auf jeden Fall. Es geht also auch um die zukünftige Ausgestaltung der zweiten Säule, die in den letzten Jahren wegen der sinkenden Renditen massive Probleme hat. Selbst von Arbeitgeberseite wird gesagt, dass die zweite Säule die grösseren Probleme habe und es dringend sei, dass dort gehandelt werden könne. Es stehen sich zwei verschiedene Konzepte

gegenüber: entweder die Kompensation der Rentenverluste innerhalb der zweiten Säule, wie sie jetzt eben die neue Basteiarbeit zeigt, oder das Konzept des Bundesrates, das aber eigentlich im Moment in dieser Form vom Tisch ist, bzw. kleinere Anpassungen bei der zweiten Säule und die Kompensation über den AHV-Zuschlag. Das sind eigentlich die beiden Konzeptideen, die einander gegenüberstehen.

Die SP hat sich klar dahingehend geäußert, dass sie hinter dem Konzept steht, das vom Ständerat beschlossen wurde. Danach sollen die Ausfälle in der beruflichen Vorsorge durch den AHV-Zuschlag kompensiert werden. Warum? Die zweite Säule ist ein Fass ohne Boden. Als man sie Mitte der Achtzigerjahre obligatorisch erklärte, waren die Renditen in ungeahnte Höhen geklettert. Heute ist man angesichts der Lage auf den Finanzmärkten in einer ganz anderen Situation. Sie haben es gehört: Negativzinsen, mangelnde Renditen. Die zweite Säule ist die Risikosäule geworden, und diese will der Einzelantrag Sauter/Weibel jetzt noch mit zusätzlichen Mitteln aufpumpen. Es ist nicht nachvollziehbar, warum gerade jetzt in der zweiten Säule die Sparguthaben massiv aufgebläht werden sollen, wo doch das Geld, das jetzt schon dort angelegt ist, diese fast 1000 Milliarden Franken, nicht genügend Gewinn abwirft. Kollegin Sauter hat es vorhin zugegeben: Man lebt vom Prinzip Hoffnung, man hofft, dass die Zinsen dann vielleicht wieder einmal steigen werden. Das hoffen wir seit bald zehn Jahren.

Die SP – Sie haben es von der Minderheit Steiert gehört – stellt sich gegen die Senkung des Umwandlungssatzes von 6,8 auf 6 Prozent für den obligatorischen Bereich. Diese Senkung trifft vor allem die Rentnerinnen und Rentner, die zu tiefen Löhnen gearbeitet haben und nicht überobligatorisch versichert sind. Da besteht kein Spielraum für schlechtere oder tiefere Renten. Wir wollen einfach, dass diese Verschlechterung, die Sie beschliessen werden – leider, da machen wir uns keine Illusionen –, kompensiert wird. Dafür ist die Lösung mit dem AHV-Zuschlag der wesentlich bessere Weg. Unter dem Strich ist sie einfach sehr viel effizienter. Beim Sparprozess und bei den Altersgutschriften folgen wir dem Konzept der Mehrheit, wie es vorhin von Kollegin Humbel vorgestellt wurde.

Ich möchte noch ein paar Sätze zum Koordinationsabzug sagen. Wir befürworten den Antrag der Minderheit I (Weibel), die einen prozentualen Abzug will. Einerseits stellt dieser prozentuale Abzug Teilzeitarbeitende besser, andererseits auch Leute, die zwar zu 100 Prozent, aber zu einem tiefen Lohn arbeiten. Wenn schon besserstellen, dann sollen eben Teilzeitarbeitende und Arbeitende mit tiefen Löhnen bessergestellt werden. Daher ist der Antrag der Minderheit I (Weibel) absolut die beste Lösung. Ich hoffe sehr, dass Sie diese unterstützen.

Hess Lorenz (BD, BE): In diesem Block, bei der Frage des Mindestumwandlungssatzes und der Ausgleichsmassnahmen, unterstützt die BDP-Fraktion die Senkung des Umwandlungssatzes, ebenso die Begrenzung der Altersgutschriften bei 18 Prozent sowie die Limitierung der Übergangszeit auf 15 Jahre.

Hingegen unterstützen wir den Alternativantrag Sauter/Weibel nicht. Dies weniger, weil er um fünf nach zwölf eingereicht wurde, und auch weniger wegen des Umstandes, dass es unüblich ist, dass von Mitgliedern der Kommission noch Einzelanträge präsentiert werden – das mag ja noch durchgehen. Hingegen wurde ich zu Recht gefragt, ob die Kommission den Frühling und Sommer eigentlich im Marzilibad verbracht habe. Man kann tatsächlich auf diese Idee kommen, wenn man das von aussen betrachtet, ganz einfach deshalb, weil Konzepte, Konzeptarbeit, Systemisches Kommissionsarbeit sind. Und es stimmt eben nicht, dass wir dieses Konzept in dieser Form in der Kommission behandelt hätten.

Es kommt noch dazu, dass sich das, was uns in diesem Papier vor zwei Tagen als Ultima Ratio, als günstige Lösung präsentiert wurde, nach den neuesten Berechnungen offenbar als, man höre, teuerste Variante herausgestellt hat. Ich habe mich am Morgen, als wir diese Zahlen gesehen haben,

gefragt, wie oft diese Zahlen dann wohl hier im Rat apostrophiert würden oder wie oft dann gesagt würde, sie würden wohl nicht stimmen – es ist übrigens in den Voten zweimal vorgekommen. Das zeigt genau, dass die Diskussion geführt werden muss; Kollege de Courten hat das auch bestätigt. Es gibt jetzt da noch einiges zu rechnen, nur schon deshalb, weil man nicht weiss, ob die Zahlen der Verwaltung oder die Zahlen des Arbeitgeberverbandes stimmen. Also sollte man das diskutieren, und wenn es nicht klar ist, wenn die Auswirkungen nicht klar sind, können wir hier doch nicht eine Lösung durchwinken, die immerhin eines schon gezeigt hat, nämlich dass sie in der Tieflohnbranche zu Problemen führt und bei den Jungen und auch den KMU schlechte Auswirkungen hat; das ist unbestritten. Die Zahlen und die effektiven Kosten müssten beraten werden, das ist Kommissionsarbeit – und vielleicht findet man eine Variante zu dieser Variante, die jetzt auf dem Tisch ist.

Fazit: Es besteht zeitlich und inhaltlich keine Not, jetzt dieses Konzept zu verabschieden, auch wenn dann bei der Beratung des nächsten Blocks die 70 Franken bei der AHV tatsächlich verschwinden würden; davon ist ja bei den Mehrheitsverhältnissen mehr oder weniger auszugehen. Auch dann ist es überhaupt nicht notwendig, jetzt dieses Konzept in dieser Form in die Vorlage hineinzupacken. Wenn diese Idee gut ist, wenn man das diskutieren will, wird sich sehr wahrscheinlich der Ständerat damit beschäftigen; dann braucht man jetzt nicht diese Vorgabe in Form eines Gesamtkonzepts zu machen.

Es wurde schon mehrfach erwähnt: Immer, wenn es um die Erhöhung der AHV um 70 Franken ging, stand die Aussage im Raum, es müsse nichts kompensiert werden. Den Rest kennen Sie: Wir diskutieren jetzt hier über Kompensationsvarianten, weil offenbar alle erkannt haben, dass Handlungsbedarf besteht. Weil tatsächlich weder inhaltlich noch vom Prozess her ein Grund für die Aufnahme dieses Konzepts besteht, bitten wir Sie, diesem Konzept nicht zuzustimmen.

Was die Ausgleichsmassnahmen anbelangt, folgt die BDP-Fraktion der Mehrheit, also der Begrenzung der Altersgutschriften ab 45 Jahren bei 16 Prozent. Auch der Einstieg mit 18 Jahren ist insofern eine Angleichung an den Bereich der Versicherungen für Tod und Invalidität: Dort haben wir dann die gleichen Bedingungen.

Die Übergangsfrist habe ich schon am Anfang meines Votums erwähnt. Dort folgen wir, wie auch sonst bei allen Bestimmungen in diesem Block, der Mehrheit.

Berset Alain, Bundesrat: Zuerst einmal zum Umwandlungssatz: Der BVG-Mindestumwandlungssatz muss so festgelegt werden, dass das angesparte Altersguthaben samt den Erträgen darauf ausreicht, um bis zum letzten Tag garantierte Altersrenten auszuzahlen. Wenn der Umwandlungssatz zu hoch ist – wir wissen, dass das im Moment der Fall ist –, dann entsteht ein Ungleichgewicht zwischen den geschuldeten Leistungen und deren Finanzierung. Das führt dazu, dass die Vorsorgeeinrichtungen gezwungen wären, auf die Vermögenserträge der erwerbstätigen Versicherten zurückzugreifen. Eine solche Umverteilung ist in der zweiten Säule einfach nicht vorgesehen und sollte auch vermieden werden. Wir wissen gleichzeitig, dass die Erträge der Schweizer Pensionskassen auf den Kapitalmärkten seit Jahren sehr tief sind. Diese Situation beschäftigt uns auch. Würde der heutige Umwandlungssatz beibehalten, bestünde auch hier die Gefahr von versteckten Transfers zwischen Erwerbstätigen und Pensionierten oder sogar von stärkeren Transfers als heute.

Es ist nicht das erste Mal, dass das Parlament versucht, den Umwandlungssatz zu senken. Es gab vor wenigen Jahren den Versuch, ihn von 6,8 Prozent auf 6,4 Prozent zu senken. Es gab dazu in beiden Räten Mehrheiten. Es gab nachher aber eine Diskussion in der Bevölkerung, es gab eine Abstimmung, und fast drei Viertel – fast drei Viertel! – der Leute haben sich gegen diese Anpassung ausgesprochen. Es war eine der grössten Abstimmungsniederlagen überhaupt. Entscheidend für dieses Ergebnis war nicht die Senkung des

Umwandlungssatzes per se, es waren vielmehr die damit verbundenen Renteneinbussen.

Die Schweizer Bevölkerung hat damit auch klar gesagt, dass sie nicht plötzlich weniger Geld zum Leben haben will. Deshalb hat der Bundesrat in der aktuellen Reform versucht, wirklich eine ausgewogene Reform zu präsentieren, die es erlaubt, das Rentenniveau, das Leistungsniveau zu sichern. Wir haben auch, so glaube ich, aus den ursprünglichen Fehlern etwas gelernt. Das gilt heute nach wie vor. Wir sind absolut überzeugt, dass es ohne Kompensationsmassnahmen – man kann es wieder einmal versuchen – genau gleich ausfallen würde wie das letzte Mal, das heisst mit einer Niederlage. Das würde bedeuten: keine Reform, der Umwandlungssatz bleibt bei 6,8 Prozent, und die Probleme, die wir heute haben, bleiben für mehrere Jahre bestehen, ohne dass wir genau wissen, wie die Erträge der nächsten Jahre aussehen werden. Das wäre wirklich eine sehr schwierige Situation für unsere Pensionskassen.

Jetzt hat der Bundesrat eine Senkung des Umwandlungssatzes von 6,8 Prozent auf 6 Prozent vorgeschlagen. Es könnte sich die Frage stellen, wieso eine doppelt so hohe Senkung als jene, die vom Volk vor sechs Jahren abgelehnt worden ist, nun mehrheitsfähig sein soll. Der Unterschied liegt genau in der Kompensation. Es muss im obligatorischen Bereich kompensiert werden. Es muss auch klar gezeigt werden, wie sich das Ganze entwickelt, wie wir das finanzieren, was es kostet, was es konkret, in Franken und Rappen, für die betroffenen Personen bedeutet und wie wir nachher den Umwandlungssatz anpassen. Die Idee war, das in Schritten von 0,2 Prozentpunkten pro Jahr zu tun. Der Ständerat ist dieser Idee gefolgt, auch mit der Kompensation. Er hat in der Vorlage wirklich eine Kompensation beschlossen; ich komme später darauf zurück.

Es gibt eine Minderheit, die einfach verlangt, der Mindestumwandlungssatz sei auf 6,8 Prozent zu belassen. Das scheint uns keine gute Idee zu sein. Wir empfehlen Ihnen, beim Umwandlungssatz der Mehrheit der Kommission zu folgen und damit dessen Senkung zu unterstützen. Aber es ist klar, dass die *Pièce de Résistance* nachher die Kompensationsdiskussion sein wird.

Was die Kompensationsdiskussion oder die langfristigen Ausgleichsmassnahmen in der beruflichen Vorsorge anbelangt, ist das Ziel klar: Es geht darum, das Leistungsniveau im obligatorischen Bereich der zweiten Säule zu erhalten. Kleine Klammer: Was würde ohne Ausgleichsmassnahmen passieren? Ohne Ausgleichsmassnahmen würde die Senkung des Mindestumwandlungssatzes von 6,8 auf 6 Prozent bedeuten, dass die Leistungen der Mindestvorsorge um über 12 Prozent sinken würden. Das ist kein Thema, das darf nicht sein, das will der Bundesrat nicht, das wollte auch der Ständerat nicht, und gerade deswegen ist diese Kompensation so zentral.

Welches sind jetzt die Konzepte, um zu kompensieren? Ein Konzept war ursprünglich das Konzept des Bundesrates. Es ist in der Kommission des Ständerates aber leider einstimmig abgelehnt worden. Es ist im Ständerat einstimmig abgelehnt worden. Es ist bis auf eine Stimme in der SGK des Nationalrates einstimmig abgelehnt worden. Es gibt jetzt auch keine Minderheit, die es unterstützt. Ich muss leider feststellen: Dieses Konzept ist im Moment vom Tisch.

Ein zweites Konzept ist jenes des Ständerates. Die mit dem Konzept des Bundesrates verbundenen negativen Auswirkungen bewogen den Ständerat, eine alternative Lösung zu beschliessen, mit welcher das Ziel auch erreicht werden sollte. Der Ständerat hat einige Anpassungen in der zweiten Säule vorgenommen. Er hat den Koordinationsabzug reduziert und die Sätze der Altersgutschriften angepasst. Ausserdem hat er den Beginn der Altersvorsorge auf das 21. Altersjahr vorverlegt. Die Übergangszeit für die Übergangsgeneration wurde verringert. Es sollen nur noch Personen von der Einmaleinlage profitieren können, welche bei Inkrafttreten der Reform das 50. Altersjahr erreicht haben.

Mit diesen Massnahmen war es im Ständerat nicht möglich, die negativen Auswirkungen der Senkung des Umwandlungssatzes auszugleichen. Es verblieben damit erhebliche

Lücken, mehr oder weniger die genau gleichen wie bei der Mehrheit der Kommission. Deswegen hat der Ständerat entschieden, diese Lücken durch einen Ausgleich im Rahmen der AHV zu füllen. Das ist die Korrektur der Einzelrente plus die Anhebung des Plafonds der Ehepaare von 150 Prozent auf 155 Prozent der maximalen Altersrente. Diese beiden Massnahmen in der ersten Säule füllen die Lücken, die mit der nur halben Kompensation gemäss Ständerat in der zweiten Säule noch bestehen.

Diese beiden zuletzt erwähnten Massnahmen in der AHV gelten nur für neue Renten; das gilt als Kompensation, deswegen ist es nur für die neuen Renten gedacht, das heisst nur für die Rentner, die auch die Auswirkungen der Senkung des Umwandlungssatzes selber zu spüren bekommen. Da das nur für neue Renten gilt, bauen sich die Kosten langsam auf, von null ganz am Anfang bis auf 1,4 Milliarden Franken im Jahr 2030. Das erfolgt ziemlich regelmässig während dieser zwölf Jahre. Diese Kosten in der ersten Säule sollen durch eine Erhöhung des AHV-Beitrags um 0,3 Prozentpunkte finanziert werden. Das ist das Projekt des Ständerates. Die Mehrkosten in der zweiten Säule würden 1,5 Milliarden Franken betragen.

Das heisst insgesamt: Das Konzept mit den Kompensationen, wie es der Ständerat beschlossen hat, kostet 1,5 Milliarden Franken plus 1,4 Milliarden Franken, also etwa 2,9 Milliarden Franken. Dieses Modell des Ständerates sichert das Leistungsniveau annähernd gleich gut wie jenes des Bundesrates. Die Kosten sind insgesamt etwas – nicht viel, aber etwas – tiefer als beim Bundesratsmodell.

Zum Konzept der Mehrheit der SGK-NR: Das Konzept der Mehrheit der SGK-NR übernimmt einen Teil der Kompensation des Ständerates in der zweiten Säule, aber nicht die Kompensation in der ersten Säule. Gerade deswegen ist es letztlich keine Kompensation, gerade deswegen bedeutet das Modell der Mehrheit Ihrer SGK nicht mehr und nicht weniger als ziemlich starke bis sogar sehr starke Rentenreduktionen für die betroffenen Leute, wenn man die Renten der ersten Säule und den obligatorischen Anteil der zweiten Säule zusammennimmt.

Das ist für den Bundesrat ein No-go. Wir können das schon versuchen. Wenn wir ein Scheitern erleben wollen, dann müssen wir so verfahren. Ich glaube, das ist auch Ihrer Kommission bewusst. Wenn ich die Berichterstatterin zitieren darf: Frau Moret hat uns in der Eintretensdebatte gesagt, die Resultate würden nicht stimmen, es sei eine Rentensenkung, es gehe so nicht, es brauche eine Kompensation. Sie hat dem Rat gesagt: Es braucht eine Kompensation, man kann zwar wählen, welche Kompensation; darüber kann man schon streiten und diskutieren, aber es muss kompensiert werden. Das ist mit dem Antrag der Kommissionsmehrheit einfach nicht machbar, es ist nicht der Fall.

Nach diesen drei Konzepten, dem Konzept des Bundesrates, das vom Tisch ist, dem Konzept des Ständerates, das im Ständerat mehrheitsfähig war und hier von einer Minderheit der Kommission unterstützt wird, und dem Konzept der Kommissionsmehrheit, kommt jetzt noch ein viertes Konzept, nämlich der Antrag Sauter und der Antrag Weibel – Herr Weibel ist Berichterstatter der Kommission. Es handelt sich um eine neue Methode. Das kommt sehr spät. Die Idee ist, den Koordinationsabzug abzuschaffen. Es sollen nur noch zwei Sätze für die Altersgutschrift gelten, für die Altersklasse der 25- bis 44-Jährigen 9 Prozent, nachher 13,5 Prozent. Die Übergangszeit soll 25 Jahre dauern.

Was kann man hierzu sagen? Zuerst einmal, denn das ist vielleicht auch ein Teil der Diskussion in diesem Rat: Ich habe von diesem Antrag mit der Verwaltung auch am vergangenen Sonntag per Communiqué erfahren, also ziemlich spät, nach der ganzen Arbeit, die wir in der Kommission gemacht haben. Ich erinnere hier daran: 45 Stunden Debatte in der Kommission des Ständerates, 11 Stunden im Plenum des Ständerates, 55 Stunden in der Kommission des Nationalrates, mit zwei Lesungen, sowie 40 Berichte. Diese Idee ist in der Kommission wirklich nicht thematisiert worden. Das schafft für unsere Diskussion eine ziemlich hohe Hürde –

aber okay, das ist die Methode. Es ist nicht ideal, aber der Inhalt ist wichtiger als die Methode.

Was kann man jetzt über den Inhalt sagen? In der Tat, dieser Antrag scheint auch nach unseren Verifizierungen eine Kompensation in der zweiten Säule zu erlauben. Es würde damit kompensiert. Das heisst, eine der Forderungen, die von Frau Moret in der Eintretensdebatte erhoben wurden, wäre damit erfüllt. Das kann man sagen.

Nun zu den Kosten: Wir haben versucht, sie zu berechnen. Nach all unseren Einschätzungen liegen die Kosten insgesamt bei etwa 4,45 Milliarden Franken. Wieso sind sie so hoch? Das ist erklärbar. Was ist die Differenz zwischen dem Konzept des Bundesrates und dem Konzept des Antrages Sauter/Weibel? Dieser will nicht eine Altersgutschrift von 5 Prozent, sondern eine solche von 9 Prozent für die Altersklasse 25 bis 44. Was das bedeutet, kann man ziemlich rasch und ziemlich einfach ausrechnen. Ohne Koordinationsabzug kommt man auf eine Lohnsumme von 75 Milliarden Franken. Wenn man bei den BVG-Kosten die Differenz zwischen dem Entwurf des Bundesrates und diesem Antrag ausrechnet, kommt man auf 3 Milliarden Franken. Wenn man das Überobligatorium weglässt und nur das Obligatorium nimmt, liegt die Differenz bei 1,5 Milliarden Franken. Genau deswegen besteht diese Differenz zwischen dem Beschluss des Ständerates mit ein bisschen mehr als 3 Milliarden Franken und dem Antrag Sauter/Weibel mit etwa 4,5 Milliarden Franken.

Es stimmt aber, dass in der Version des Ständerates die Anpassung des Koordinationsabzugs an den Beschäftigungsgrad noch nicht einberechnet ist. Es wäre noch eine Addition nötig, man müsste das auch noch dazunehmen. Es wären höchstens 3,5 oder 3,6 Milliarden Franken. Es ist aber bis jetzt nicht einberechnet worden, weil der Ständerat kein präzises Konzept dazu gemacht hat.

Das heisst, es ist schon möglich, mit dem Antrag Sauter/Weibel eine Kompensation vorzunehmen, aber es ist ein anderes Konzept als dasjenige, das wir bis jetzt haben. Ich muss sagen, es wäre vielleicht nicht schlecht, diese Frage noch zu vertiefen – was bis jetzt nicht gemacht werden konnte. Es ist vielleicht zu kompliziert, um das wirklich im Detail im Plenum zu tun.

Ich habe noch einige Bemerkungen zur Garantie und zur Finanzierung für die Übergangsgeneration sowie zur Frage einer zentralen oder dezentralen Lösung. Das sind wirklich wichtige Differenzen zwischen dem Ständerat und der Kommission des Nationalrates. Es sind für mich im Namen des Bundesrates zwei zentrale Punkte zu nennen:

1. Man muss unbedingt eine mehrheitsfähige Reform schaffen, die es wirklich erlaubt, den Umwandlungssatz zu senken. Sie muss wirklich nicht nur hier und im Ständerat, sie muss auch bei der Bevölkerung eine Mehrheit finden können – nicht wie die Reform von 2010.

2. Man muss, um dieses Ziel zu erreichen, wirklich eine Vorlage mit einer Kompensation präsentieren können. Der Bundesrat hat es gemacht, der Ständerat hat es gemacht. Ich hoffe sehr, dass der Nationalrat es auch machen wird.

Moret Isabelle (RL, VD), pour la commission: Je désire vous expliquer ce qui suit en ce qui concerne la proposition de la minorité Pezzatti portant sur l'article 7 alinéa 1 et sur l'article 16 LPP.

Afin de compenser la baisse du taux de conversion à 6 pour cent, la majorité de la commission propose que le début du processus d'épargne soit avancé à 18 ans. En effet, les personnes travaillant déjà à cet âge exercent généralement une profession à faible revenu. Il est donc souhaitable que ces personnes puissent cotiser plus longtemps au deuxième pilier afin de bénéficier d'un capital plus élevé à la retraite. Par ailleurs, il est logique qu'un jeune de 18 ans exerçant une activité lucrative paie des cotisations. Cette mesure permet de commencer à accumuler du capital plus tôt. A très long terme, elle contribue aussi à compenser la baisse du taux de conversion minimal.

Concernant les bonifications de vieillesse, la majorité de la commission propose que les taux soient relevés, par rapport

au droit en vigueur, d'un point entre 25 et 34 ans et de deux points entre 35 et 44 ans. A partir de 45 ans et jusqu'à l'âge de référence, le taux des bonifications de vieillesse serait fixé à 16 pour cent. Quant au premier taux de 5 pour cent, il s'appliquerait dès 18 ans comme conséquence de la baisse de l'âge minimal. Bloquer le taux à partir de 45 ans permet de réduire le coût des travailleurs âgés et de les rendre plus attractifs à l'embauche. Il s'agit d'une solution partielle au chômage des seniors. En effet, la différence de taux entre un travailleur de plus de 55 ans et un travailleur de 40 ans ne serait plus de 8 points – comme c'est le cas actuellement – mais seulement de 4 points. Par ailleurs, le taux serait le même entre 45 et 65 ans. Cette proposition permet aussi de répondre à une peur croissante de la population. En effet, de nombreux seniors craignent que des travailleurs plus jeunes, notamment étrangers, les remplacent. Ce lissage des taux des bonifications de vieillesse contribue à atténuer cette crainte et donc à accroître le soutien au projet dans son ensemble.

La minorité Pezzatti, elle, propose de s'aligner sur le Conseil des Etats aussi bien sur la question de l'âge minimal que sur celle des taux des bonifications de vieillesse. La commission a rejeté cette proposition, par 13 voix contre 12.

A l'article 8 LPP, il y a une minorité I (Weibel). Contrairement au Conseil fédéral, la majorité de la commission propose que la déduction de coordination ne soit pas supprimée, mais abaissée à 21 150 francs au lieu des 24 675 francs actuels. Sur ce point, sa position est identique à celle du Conseil des Etats. S'agissant des personnes travaillant à temps partiel, la majorité de la commission a choisi d'adapter la déduction de coordination au taux d'occupation. Le montant de 21 150 francs correspond à un taux d'occupation de 100 pour cent et est réduit en cas d'activité à temps partiel. Cette solution se trouve déjà dans le règlement de nombreuses caisses de pension. Grâce à cette adaptation, les personnes travaillant à temps partiel recevraient une rente plus élevée, ce qui devrait notamment profiter aux femmes. Par ailleurs la proposition comprend une délégation au Conseil fédéral pour les branches professionnelles dans lesquelles il n'existe pas de taux d'occupation comme dans la restauration.

La minorité I (Weibel) propose de supprimer la déduction de coordination en tant que montant absolu. Désormais la déduction s'élèverait à 25 pour cent du salaire annuel, plafonnée à 84 600 francs. Ce système serait plus juste, selon la minorité, parce qu'il mettrait sur le même pied les temps partiels et les bas salaires. La commission a craint que cette modification ne crée des problèmes administratifs et l'a rejetée, par 17 voix contre 8.

A l'article 14 alinéa 2 LPP, il y a la proposition de la minorité Steiert. L'abaissement du taux de conversion minimal de 6,8 à 6 pour cent est un élément central de cette réforme. Cette mesure est nécessaire afin de tenir compte de l'augmentation de l'espérance de vie et des rendements faibles sur le marché des capitaux. En effet, le taux de conversion actuel est tout simplement trop élevé et crée un déséquilibre entre les prestations et le financement. Il est donc urgent de l'adapter. Ce constat est partagé aussi bien par la majorité de la commission que par le Conseil fédéral et le Conseil des Etats.

Comme le Conseil fédéral le propose, le taux de conversion serait abaissé à 6 pour cent en quatre étapes, de 0,2 point par année. La proposition de la minorité Steiert prévoit cependant de conserver le taux à 6,8 pour cent. Les défenseurs de cette proposition craignent que les mesures de compensation ne soient pas suffisantes. Convaincue du contraire, la commission a rejeté la proposition défendue par la minorité Steiert, par 14 voix contre 6 et 1 abstention.

Je m'exprimerai, au nom de la commission, sur les diverses propositions de compensation dans le prochain bloc, même si, pour ma part, j'adore quand un conseiller fédéral francophone traduit mes propos en allemand.

A l'article 56 alinéa 1 lettre i LPP, nous sommes saisis d'une autre proposition de la minorité Steiert. La majorité de la commission propose que les personnes qui auront déjà atteint l'âge de 50 ans lors de l'entrée en vigueur de la réforme

reçoivent les prestations prévues par le droit actuel. Prévoir une génération transitoire sur moins de quinze ans ne suffit pas. Il s'agit du seuil minimal qui permettra d'expliquer qu'il existe des compensations à la diminution soudaine du taux de compensation. Toute durée inférieure risquerait de compromettre la réforme.

Parallèlement, la commission a opté pour un financement décentralisé de la compensation de l'abaissement du taux par les institutions de prévoyance qui sont effectivement concernées par celui-ci. En effet, les caisses de pension qui ont déjà pris des mesures et fait des efforts ne doivent pas être pénalisées.

A l'opposé, certaines caisses de pension comptent sur le fonds de garantie pour couvrir leur découvert. Avec un système de financement centralisé, le financement de la compensation transitoire se ferait de façon solidaire, ce que la majorité de la commission ne peut accepter, car les institutions de prévoyance enveloppantes et actives dans la prévoyance subobligatoire paieraient davantage que les institutions de prévoyance qui n'assurent que les prestations minimales. Les caisses responsables devraient au contraire être favorisées.

Pour cette raison, la commission rejette, par 11 voix contre 8 et 6 abstentions, la proposition défendue par la minorité Steiert visant à instaurer un financement centralisé par le biais du fonds de garantie, comme l'a décidé le Conseil des Etats.

Nous sommes également saisis des propositions Weibel et Sauter, qui n'ont pas été discutées en commission, car à l'époque les auteurs de ces propositions étaient favorables à un autre concept.

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: In Block 4 geht es um die Senkung des Umwandlungssatzes und um die Kompensation dafür. Denn dass wir kompensieren müssen, ist allgemein anerkannt; es ist ein Fundament, auf dem wir aufbauen können. Es stellt sich aber die Gretchenfrage, ob wir in der ersten oder in der zweiten Säule kompensieren sollen. Die Mehrheit der Kommission ist klar der Meinung, dass die beiden Säulen nicht vermischt werden sollen. Die Stellschrauben für die Höhe der Pensionskassenrenten sind der Sparbeginn, die Höhe und die Staffelung der Altersgutschriften und der versicherte Lohn. Es ist ganz klar, dass das Sparguthaben grösser werden muss, damit man bei einem reduzierten Umwandlungssatz eine gleich hohe Rente auszahlen und entsprechend das Leistungsniveau gewährleisten kann.

Kommen wir zu den konkreten Anträgen:

In Artikel 7 BVG geht es um die Vorverlegung des Sparprozesses und die Altersgutschriften. Die Mehrheit der Kommission beantragt, den Sparbeginn auf das Alter von 18 Jahren vorzuverschieben. Die Minderheit Pezzatti schliesst sich dem Ständerat an, welcher den Sparbeginn auf das Alter von 21 Jahren festlegt. Ich habe es vorhin erklärt: Der Sparbeginn beeinflusst direkt das Sparkapital und letztlich auch die Rente.

Die Beitragssätze sind eine weitere Stellschraube. Die Mehrheit will keine Beitragssatzerhöhung im Alter von 55 Jahren. Sie nimmt damit Rücksicht auf die Situation der älteren Arbeitnehmer. Sie will keine Diskriminierung der älteren Arbeitnehmer am Arbeitsmarkt; dies ganz bewusst in Kenntnis der Aussage von Arbeitgebern, welche vorrechnen und sagen, dass es für die Frage, ob sie eine Person anstellen oder nicht, nicht matchentscheidend sei, wenn sie zum Lohn noch 100 Franken mehr in die zweite Säule einzahlen müssen. Diese Aussage der Arbeitgeber steht im Widerspruch zur Erfahrung, zur Wahrnehmung und zur Einschätzung der Bevölkerung; denn überall hört und liest man, dass die Generation 50 plus grosse Probleme habe, im Arbeitsprozess zu bleiben.

Die SGK-NR empfiehlt Ihnen mit 13 zu 12 Stimmen, die Sätze für die Altersgutschriften so anzupassen und auf die Erhöhung des Satzes beim Alter von 55 Jahren zu verzichten.

Kommen wir zum versicherten Lohn in Artikel 8 BVG: Der versicherte Lohn ergibt sich aus dem Jahreslohn und dem Koordinationsabzug. Der Bundesrat hat in seinem Konzept

den Koordinationsabzug streichen wollen, sprich, er hat ihn auf null gesetzt. Das wäre eigentlich der beste Ansatz. Das wurde von verschiedenen Rednern auch erläutert. Es wurde aber auch dagegen argumentiert, es sei zu teuer.

Die Mehrheit Ihrer Kommission hat entschieden, den Koordinationsabzug proportional zum Beschäftigungsgrad festzulegen. Diese Berechnungsweise bevorzugt ganz klar Teilzeitarbeitende. Sie nimmt in Kauf, dass Teilzeitarbeit gegenüber Vollzeitarbeit bevorzugt wird. Um diesem Missstand zu begegnen, habe ich einen Minderheitsantrag eingereicht, der verlangt, dass der Abzug eben nicht proportional zum Beschäftigungsgrad, sondern proportional zum ausbezahlten Lohn erfolgt, das heisst, dass im obligatorischen Bereich 25 Prozent des Lohnes als Koordinationsabzug abgezogen werden. Damit soll der ungerechten Tatsache begegnet werden, dass 80 000 Franken mit einer Vollzeitbeschäftigung eine höhere Rente ergeben, als wenn in einem Haushalt mit zwei Teilzeitpensen dasselbe Einkommen erzielt wird.

Die Kommission hat mit 17 zu 8 Stimmen entschieden und empfiehlt Ihnen, den Antrag der Minderheit I (Weibel) abzulehnen.

Der nächste Punkt ist der Mindestumwandlungssatz in Artikel 14 BVG. Es ist ganz klar: Das angesparte Kapital wird häppchenweise in Renten umgewandelt und ausbezahlt. Wenn die Lebenserwartung weiter steigt, braucht es mehr Häppchen, mehr Portionen als früher. Logischerweise müssen dann die einzelnen Häppchen kleiner werden, es müssen kleinere Stücke sein. Sonst geht es nicht auf respektive muss die junge Generation Geld zuschiessen, wenn man am konstant grossen Stück festhält. Es gibt verschiedene Studien dazu, es wurde gesagt. Insgesamt geht man von 5 bis 6 Milliarden Franken pro Jahr aus, welche von den Jungen zu den Rentnern verlagert werden. Diese Verlagerung in der zweiten Säule ist systemfremd, sie ist falsch. Die zweite Säule ist nicht als Umlagesystem konzipiert. Für die einzelne Person ergibt das je nach Berechnungsweise verschiedene Zahlen; es zeigt sich zum Beispiel, dass ein Rentner heute rund 60 000 Franken zu viel bezieht, weil er diesen Betrag gar nie einbezahlt hat. Deshalb ist die Mehrheit ganz klar der Meinung, dass es höchste Zeit ist, den Umwandlungssatz zu senken. Aber wie der Bundesrat ausgeführt hat, muss die Senkung kompensiert werden.

Bei der Kompensierung spielt die Übergangsgeneration eine grosse Rolle. Organisatorisch stellt sich die Frage, wie die Renten dieser Übergangsgeneration ausfinanziert werden sollen, ob sie dezentral oder zentral über den Sicherheitsfonds ausfinanziert werden sollen. Eine dezentrale Lösung hat den Vorteil, dass diejenigen Kassen, welche ihre Hausaufgaben bereits gemacht haben, nicht zu einem weiteren Solidaritätsakt gezwungen werden, denn sie haben solidarisch innerhalb der Kasse das Problem bereits gelöst und auch Sanierungsbeiträge geleistet. Die zentrale Lösung hebt die Solidarität auf eine andere Ebene. Das bedeutet, dass eben auch diejenigen Rentenkassenmitglieder, welche ihren Teil bereits geleistet haben, über die gesamte Schweiz nochmals solidarisch in die Pflicht genommen werden.

Der Entscheid zur Frage der zentralen oder dezentralen Organisation ist mit 11 zu 7 Stimmen bei 6 Enthaltungen gefällt worden. Die Mehrheit der Kommission empfiehlt Ihnen die dezentrale Lösung.

Zur Dauer der Übergangszeit eine Vorbemerkung: Es zeigt sich bei allen Modellen, bei allen Berechnungen, dass die Altersgruppe unmittelbar vor der Übergangsgeneration am meisten Probleme hat und nur knapp oder gar nicht auskom-pensiert wird. Wenn Ihnen jetzt also die Mehrheit eine Übergangszeit von 15 Jahren beantragt, dann heisst das, dass im Alter von 49 Jahren das Risiko am grössten ist, dass das Leistungsniveau nicht gewährleistet ist.

Es gab da eine Minderheit, welche dem Bundesrat folgen wollte. Diese Version ist auch Bestandteil des Einzelantrages Sauter/Weibel, welcher diesen Übergang auf 25 Jahre ausdehnen will, weil wir sonst akzeptieren müssten, dass Kompensationsprobleme für die 40- bis 50-Jährigen bestehen bleiben.

Der letzte Punkt, die Übergangsbestimmung zur Leistungs-garantie: Das ist eher eine technische Sache. Dort empfiehlt Ihnen die Kommission mit 11 zu 7 Stimmen, den Antrag der Minderheit II (Steiert) abzulehnen.

Zum Schluss erlaube ich mir noch eine persönliche Bemerkung, weil mich Frau Humbel angesprochen und kritisiert hat, dass ich mich als Kommissionssprecher erdreiste, einen Einzelantrag einzureichen. Ich halte dazu fest, dass ich in der Kommissionsdebatte ziemlich konsequent die Vorlage des Bundesrates, welche einen grossen Teil dieses Einzelantrages ausmacht, unterstützt habe. Ich wollte den Koordinationsabzug bereits dort abschaffen; ich war der Einzige, der dort den Bundesrat unterstützt hat. Ich habe in dieser Situation natürlich keinen Minderheitsantrag eingereicht. Bei den Anträgen zum Koordinationsabzug habe ich auch den Hinweis angebracht, dass je nach Entscheid über den Koordinationsabzug die Beitragssätze noch neu berechnet werden müssen. Das wurde verpasst. Es ist vielleicht auch mein Fehler, dass ich dort nicht insistiert habe. Diese neuen Beitragssätze sind jetzt im Einzelantrag Sauter/Weibel mit angepasst worden.

Aber ja, Frau Humbel, ich gebe Ihnen Recht: Es ist ungewöhnlich und wahrscheinlich auch ungeschickt, dass ich als Kommissionssprecher diesen Einzelantrag eingereicht habe. Ich hätte ihn wohl besser einem Mitglied meiner Fraktion übergeben. Aber inhaltlich hätte es keinen Unterschied gemacht. Ich danke für Ihre Nachsicht.

Nordmann Roger (S, VD): Herr Kommissionssprecher, Sie haben am Anfang Ihres Votums gesagt, es sei klar, dass es eine Kompensation brauche, man müsse nur schauen, ob sie in der ersten Säule oder in der zweiten Säule erfolgen solle. Ist das die Position der Kommission, die keine Kompensation beschlossen hat, ist das Ihre persönliche Position als Antragsteller, oder ist das eine neue Position der Kommission, die plötzlich sagt, es brauche eine Kompensation? Das ist mir nicht ganz klar.

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: Danke für die Frage, Herr Nordmann. Das ist die Position der Mehrheit. Es ist nämlich nicht richtig, dass gar nichts kompensiert worden ist, aber von der Mehrheit ist – ich erlaube mir, das so zu formulieren – ungeschickt kompensiert worden. Es gibt eine Übersicht, welche auch in den Tagesmedien publiziert worden ist. Es zeigt sich dabei, dass es zu viele Felder mit einem Minus gibt, in denen ganz klar das Leistungsniveau nicht gewährleistet ist. Aber in den unteren Bereichen gibt es sogar Rentenerhöhungen.

Badran Jacqueline (S, ZH): Herr Weibel, mit Ihrem Antrag würden zusätzliche Milliarden an Lohngeldern in die Pensionskassen umgeleitet werden. Würden Sie mir zustimmen, dass das automatisch und völlig leistungsfrei die gesetzlich garantierten Gewinne der Pensionskassen von 10 Prozent des Bruttoertrags erhöht?

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: Besten Dank für die Frage, Frau Badran. In einer ersten Phase muss ich mal relativieren: Die Kassen, welche nach dem von Ihnen geschilderten Modell funktionieren, versichern etwa 15 Prozent der Arbeitnehmer. Das heisst, dieses Modell ist auf das Gesamte gesehen ein Nischenprodukt. Es gibt keine Garantie, dass sich mit meinem Antrag die Gewinne der Versicherungen, die in der Regel solche Produkte anbieten, entsprechend erhöhen, denn es ist ja heute schon eine Tatsache, dass diese Versicherungen freiwillig weniger als diese 10 Prozent Gewinn für sich behalten.

1. Bundesgesetz über die Reform der Altersvorsorge 2020 1. Loi fédérale sur la réforme de la prévoyance vieillesse 2020

Ziff. 8 Art. 7 Abs. 1

Antrag der Mehrheit

Arbeitnehmer, die bei einem Arbeitgeber einen Jahreslohn von mehr als 21 150 Franken beziehen, unterstehen ab

1. Januar nach Vollendung des 17. Altersjahres für die Risiken Tod und Invalidität sowie auch für das Alter der obligatorischen Versicherung.

Antrag der Minderheit

(Pezzatti, Brand, Brunner, Clottu, de Courten, Frehner, Geissbühler, Giezendanner, Moret, Sauter, Steinemann)
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Sauter

Arbeitnehmer, die bei einem Arbeitgeber einen Jahreslohn von mehr als 21 150 Franken beziehen, unterstehen ab dem 1. Januar nach Vollendung des 17. Altersjahres für die Risiken Tod und Invalidität, ab dem 1. Januar nach Vollendung des 24. Altersjahres auch für das Alter der obligatorischen Versicherung.

(Gemäss Bundesrat, aber keine Senkung der Eintrittsschwelle)

Schriftliche Begründung

Die Ablehnung des Referendums über die Senkung des Mindestumwandlungssatzes von 6,8 auf 6,4 Prozent stellt klar, dass eine Senkung von 6,8 auf 6,0 Prozent grundsätzlich der Kompensationsmassnahmen bedarf. Aufgrund wechselnder Mehrheiten in der vorberatenden Kommission wurden Kompensationskonzepte vermischt, was zu unbefriedigenden Resultaten bei den Kompensationsmassnahmen führte. Mit dem vorliegenden Antrag soll betreffend die massgeblichen Eckwerte des BVG eine Verbesserung gegenüber der Vorlage der Kommission erzielt werden. Gleichzeitig wird damit auch eine Differenz zum Ständerat geschaffen und der Kleinen Kammer ein Weg aufgezeigt, auf welchem weitergearbeitet werden soll. Das vorgeschlagene Konzept kompensiert die Senkung des Mindestumwandlungssatzes grundsätzlich komplett innerhalb des BVG.

Die «Stellschrauben» dieses Konzeptes sind die folgenden:

- nur zwei Sätze für die altersabhängigen Lohnbeiträge im BVG (25–44 Jahre: 9 Prozent, 45–Referenzalter: 13,5 Prozent);

- Abschaffung des Koordinationsabzuges im BVG;
- 25-jährige Übergangsgeneration (zentrales Kompensationsmodell über den BVG-Sicherheitsfonds).

Dieses Kompensationsmodell folgt damit bezüglich zweier Kriterien zwar dem Bundesrat, ergänzt dieses aber um eine massgebliche Verbesserung beim dritten Parameter, den Altersgutschriften. Ein solches Modell verlangt zwar ebenfalls von Steuerzahlern, Wirtschaft oder Arbeitnehmern beträchtliche Aufwendungen, ist aber unter dem Strich kostengünstiger als die Reformvarianten des Bundesrates oder des Ständerates. Zudem gelingt so eine vollständige Kompensation innerhalb der zweiten Säule.

Zusammengefasst bringt eine Kompensation innerhalb des BVG folgende Vorteile:

- Sie ist kostengünstiger als die Variante Bundesrat oder Ständerat. Ausserdem entsteht keine mit der Demografieentwicklung überproportional anwachsende Belastung der Bundesfinanzen, welche andere Bereiche im Budget verdrängt.

- Sie ist generationengerechter, da die Demografie als Risiko nicht zum Tragen kommt.

- Sie ist unabhängig von der Zuwanderung: Im Kapitaldeckungsverfahren ist die Rentenhöhe nicht von der Zuwanderung abhängig. Die Zuwanderung war in den letzten Jahren massgeblich für die Verbesserung der AHV-Prognosen verantwortlich.

Antrag Weibel

Arbeitnehmer, die bei einem Arbeitgeber einen Jahreslohn von mehr als 21 150 Franken beziehen, unterstehen ab dem 1. Januar nach Vollendung des 17. Altersjahres für die Risiken Tod und Invalidität, ab dem 1. Januar nach Vollendung des 24. Altersjahres auch für das Alter der obligatorischen Versicherung.

(Gemäss Bundesrat, aber keine Senkung der Eintrittsschwelle)

Schriftliche Begründung

Kaum bestritten ist das Ziel, die Vorlage so auszugestalten, dass das Leistungsniveau erhalten bleibt. Zudem soll die Senkung des Umwandlungssatzes von 6,8 auf 6,0 Prozent innerhalb der ersten Säule kompensiert werden. Aufgrund wechselnder Mehrheiten in der vorberatenden Kommission wurden Kompensationskonzepte vermischt, was insgesamt zu einer ungenügenden Kompensation führt. Der Einzelantrag korrigiert diesen Missstand. Gleichzeitig wird damit ein Weg eingeschlagen, auf welchem von National- und Ständerat weitergearbeitet werden soll. Das vorgeschlagene Konzept kompensiert die Senkung des Mindestumwandlungssatzes grundsätzlich komplett innerhalb des BVG.

Die Elemente des Konzeptes sind:

- nur zwei Sätze für die altersabhängigen Lohnbeiträge im BVG (25–44 Jahre: 9 Prozent, 45-Referenzalter: 13,5 Prozent);

- Abschaffung des Koordinationsabzuges im BVG;

- 25-jährige Übergangsgeneration (zentrales Kompensationsmodell über den BVG-Sicherheitsfonds).

Wir haben immer den Entwurf des Bundesrates unterstützt. Das Kompensationsmodell nimmt Elemente daraus auf. Das Konzept beinhaltet aber auch eine innovative Festsetzung der Altersgutschriften mit nur zwei Beitragssätzen. Auch dieses Modell erfordert – wie jedes andere – von Steuerzahlern, Wirtschaft und Arbeitnehmern beträchtliche Aufwendungen. Insgesamt ist es jedoch kostengünstiger als die Reformvarianten des Bundesrates oder des Ständerates. Zudem erreicht es die vollständige Kompensation der Senkung des Umwandlungssatzes innerhalb der zweiten Säule und verhindert die Vermischung der Vorsorgesäulen.

Argumente für das Konzept sind:

- Es ist kostengünstiger als die Varianten von Bundesrat oder Ständerat.

- Es hat keinen dynamischen Effekt, welcher mit der Demografieentwicklung die Belastung der AHV überproportional anwachsen lässt. Mit der Dynamik würden auch die Bundesbeiträge mitwachsen und den Anteil an stark gebundenen Ausgaben in den Bundesfinanzen weiter erhöhen, wodurch der Handlungsspielraum im Budgetprozess und bei Sparprogrammen zusätzlich eingeschränkt würde.

- Es ist generationengerecht, da die Finanzierung der Kompensation nicht der Nachfolgeneration überbürdet wird.

- Mit nur zwei Beitragssätzen wird das System vereinfacht, und störende Schwelleneffekte und arbeitsmarktliche Abreize werden reduziert.

- Es ist unabhängig von Zuwanderung und Produktivitätserhöhung: Das dem BVG zugrunde gelegte Kapitaldeckungsverfahren bezahlt Renten, deren Höhe weder von der Zuwanderung noch von der weiteren Produktivitätssteigerung abhängig ist. Diese beiden Faktoren haben bisher massgeblich dazu beigetragen, dass das AHV-Ergebnis regelmässig besser als die Prognosen ausfiel.

Ch. 8 art. 7 al. 1

Proposition de la majorité

Les salariés auxquels un même employeur verse un salaire annuel supérieur à 21 150 francs sont soumis à l'assurance obligatoire pour les risques de décès et d'invalidité ainsi que pour la vieillesse dès le 1er janvier qui suit la date à laquelle ils ont eu 17 ans.

Proposition de la minorité

(Pezzatti, Brand, Brunner, Clottu, de Courten, Frehner, Geissbühler, Giezendanner, Moret, Sauter, Steinemann)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Sauter

Selon Conseil fédéral, mais sans baisse du seuil d'accès:

Les salariés auxquels un même employeur verse un salaire annuel supérieur à 21 150 francs sont soumis à l'assurance obligatoire pour les risques de décès et d'invalidité dès le 1er janvier qui suit la date à laquelle ils ont eu 17 ans et, pour la

vieillesse, dès le 1er janvier qui suit la date à laquelle ils ont eu 24 ans.

Proposition Weibel

Selon Conseil fédéral, mais sans baisse du seuil d'accès: Les salariés auxquels un même employeur verse un salaire annuel supérieur à 21 150 francs sont soumis à l'assurance obligatoire pour les risques de décès et d'invalidité dès le 1er janvier qui suit la date à laquelle ils ont eu 17 ans et, pour la vieillesse, dès le 1er janvier qui suit la date à laquelle ils ont eu 24 ans.

Ziff. 8 Art. 16

Antrag der Mehrheit

Die Altersgutschriften werden jährlich in Prozenten des koordinierten Lohnes berechnet. Dabei gelten folgende Ansätze: (Altersjahr: Ansatz in Prozenten des koordinierten Lohnes)

18–24: 5

25–34: 8

35–44: 12

45–Referenzalter: 16

Antrag der Minderheit

(Pezzatti, Brand, Brunner, Clottu, de Courten, Frehner, Geissbühler, Giezendanner, Moret, Sauter, Steinemann)
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Sauter

Die Altersgutschriften werden jährlich in Prozenten des versicherten Lohnes berechnet. Dabei gelten folgende Ansätze: (Altersjahr: Ansatz in Prozenten des versicherten Lohnes)

25–44: 9

45–Referenzalter: 13,5

Antrag Weibel

Die Altersgutschriften werden jährlich in Prozenten des versicherten Lohnes berechnet. Dabei gelten folgende Ansätze: (Altersjahr: Ansatz in Prozenten des versicherten Lohnes)

25–44: 9

45–Referenzalter: 13,5

Ch. 8 art. 16

Proposition de la majorité

Les bonifications de vieillesse sont calculées annuellement en pour cent du salaire coordonné. Les taux suivants sont appliqués:

(Age: Taux en pour cent du salaire coordonné)

18–24 ans: 5

25–34 ans: 8

35–44 ans: 12

45–âge de référence: 16

Proposition de la minorité

(Pezzatti, Brand, Brunner, Clottu, de Courten, Frehner, Geissbühler, Giezendanner, Moret, Sauter, Steinemann)
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Sauter

Les bonifications de vieillesse sont calculées annuellement en pour cent du salaire assuré. Les taux suivants sont appliqués:

(Age: Taux en pour cent du salaire assuré)

25–44: 9

45–âge de référence: 13,5

Proposition Weibel

Les bonifications de vieillesse sont calculées annuellement en pour cent du salaire assuré. Les taux suivants sont appliqués:

(Age: Taux en pour cent du salaire assuré)

25–44: 9

45–âge de référence: 13,5

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Es liegen hier zwei Konzepte vor. Wir bereinigen nun zuerst das Kon-

zept mit dem koordinierten Lohn, bevor wir die beiden Konzepte einander gegenüberstellen können. Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 9 Artikel 17 Absätze 1 und 6.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 126)

Für den Antrag der Minderheit ... 100 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 96 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 8 Übergangsbestimmung Bst. bbis

Antrag der Mehrheit

Titel

Altersgutschriften

Text

Für Personen, die bei Inkrafttreten der Änderung vom ... das 50. Altersjahr vollendet haben, betragen die Altersgutschriften ab Alter 55 18 Prozent des koordinierten Lohnes.

Antrag der Minderheit I

(de Courten, Brunner, Clottu, Frehner, Geissbühler, Giezendanner, Moret, Pezzatti, Sauter, Steinemann)

... Änderung vom ... das 55. Altersjahr ...

Antrag der Minderheit II

(Pezzatti, Brand, Brunner, Clottu, de Courten, Frehner, Geissbühler, Giezendanner, Moret, Sauter, Steinemann)
Streichen

Antrag Sauter

Streichen

Antrag Weibel

Streichen

Ch. 8 disposition transitoire let. bbis

Proposition de la majorité

Titre

Bonifications de vieillesse

Texte

Pour toutes les personnes qui ont 50 ans révolus à la date de l'entrée en vigueur de la modification du ... les bonifications de vieillesse dès l'âge de 55 ans sont égales à 18 pour cent du salaire coordonné.

Proposition de la minorité I

(de Courten, Brunner, Clottu, Frehner, Geissbühler, Giezendanner, Moret, Pezzatti, Sauter, Steinemann)

Pour toutes les personnes qui ont 55 ans révolus ...

Proposition de la minorité II

(Pezzatti, Brand, Brunner, Clottu, de Courten, Frehner, Geissbühler, Giezendanner, Moret, Sauter, Steinemann)
Biffer

Proposition Sauter

Biffer

Proposition Weibel

Biffer

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit I (de Courten) zu Buchstabe bbis der Übergangsbestimmungen wurde zurückgezogen.

Angenommen gemäss Antrag der Minderheit II

Adopté selon la proposition de la minorité II

Ziff. 8 Art. 8

Antrag der Mehrheit

Titel

Koordinierter Lohn und Koordinationsabzug

Abs. 1

Zu versichern ist der um einen Koordinationsabzug verminderte Jahreslohn bis und mit 84 600 Franken. Dieser Teil wird koordinierter Lohn genannt.

Abs. 1bis

Der Koordinationsabzug beträgt bei einem Beschäftigungsgrad von 100 Prozent 21 150 Franken. Bei Teilzeitbeschäftigung wird er entsprechend dem Beschäftigungsgrad reduziert. Der Bundesrat erlässt Bestimmungen über die Berechnung des Beschäftigungsgrades sowie die Anpassung des Koordinationsabzuges.

Abs. 2

Der koordinierte Lohn beträgt im Jahr mindestens 4700 und maximal 63 450 Franken.

Abs. 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I

(Weibel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Titel

Koordinierter Lohn

Abs. 1

Unterstehen Arbeitnehmer der obligatorischen Versicherung nach Artikel 2 Absatz 1, so ist der koordinierte Lohn versichert. Dieser berechnet sich, indem vom Teil des Jahreslohns bis 84 600 Franken (oberer Grenzbetrag) ein Koordinationsabzug von 25 Prozent abgezogen wird.

Abs. 1bis

Streichen

Abs. 2

Der Koordinationsabzug entspricht mindestens der minimalen Altersrente der AHV.

Antrag der Minderheit II

(de Courten, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Stahl)

Abs. 1bis

Streichen

Antrag Sauter

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Weibel

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 8 art. 8**Proposition de la majorité****Titre**

Salaire coordonné et déduction de coordination

Al. 1

La partie du salaire annuel diminué d'une déduction de coordination doit être assurée jusqu'à concurrence de 84 600 francs. Cette partie du salaire est appelée «salaire coordonné».

Al. 1bis

La déduction de coordination est de 21 150 francs pour un taux d'occupation de 100 pour cent. En cas d'activité à temps partiel, elle est réduite proportionnellement. Le Conseil fédéral édicte des dispositions sur le calcul du taux d'occupation et l'adaptation de la déduction de coordination.

Al. 2

Le salaire coordonné annuel est de 4700 francs au minimum et de 63 450 francs au maximum.

Al. 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(Weibel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Titre

Salaire coordonné

Al. 1

Si le salarié est soumis à l'assurance obligatoire en vertu de l'article 2 alinéa 1, le salaire coordonné est assuré. Celui-ci se calcule en appliquant au salaire annuel, plafonné à

84 600 francs (montant limite maximal), une déduction de coordination de 25 pour cent.

Al. 1bis

Biffer

Al. 2

La déduction de coordination correspond au moins à la rente minimale de vieillesse de l'AVS.

Proposition de la minorité II

(de Courten, Brunner, Clottu, Frehner, Giezendanner, Stahl)

Al. 1bis

Biffer

Proposition Sauter

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Weibel

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit II (de Courten) wurde zurückgezogen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14.127)

Für den Antrag der Mehrheit ... 134 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 62 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 8 Art. 7 Abs. 1; 8; 16; Übergangsbestimmungen Bst. bbis

Ch. 8 art. 7 al. 1; 8; 16; dispositions transitoires let. bbis

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Wir stellen nun das bereinigte Konzept mit dem koordinierten Lohn demjenigen mit dem versicherten Lohn gegenüber.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14.129)

Für den Antrag Sauter/Weibel ... 100 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit/Minderheit ... 89 Stimmen

(7 Enthaltungen)

Ziff. 8 Art. 14 Abs. 2**Antrag der Mehrheit**

Der Mindestumwandlungssatz im Alter von 65 Jahren beträgt 6 Prozent. Der Bundesrat legt die Mindestumwandlungssätze für den Bezug von Altersleistungen vor und nach dem Alter von 65 Jahren sowie im Falle einer Erhöhung des Referenzalters fest.

Antrag der Minderheit

(Steiert, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Schenker Silvia)

Der Mindestumwandlungssatz beträgt 6,8 Prozent für das Referenzalter. Der Bundesrat ...

Ch. 8 art. 14 al. 2**Proposition de la majorité**

Le taux de conversion minimal s'élève à 6 pour cent à l'âge de 65 ans. Le Conseil fédéral fixe les taux de conversion minimaux applicables en cas de perception de prestations de vieillesse avant et après l'âge de 65 ans ainsi qu'en cas de relèvement de l'âge de référence.

Proposition de la minorité

(Steiert, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Schenker Silvia)

Le taux de conversion minimal s'élève à 6,8 pour cent à l'âge de référence. Le Conseil fédéral ...

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Die Abstimmung gilt auch für die Übergangsbestimmungen Buchstabe b Absätze 1 und 2 von Ziffer 8.

*Abstimmung – Vote**(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 130)*

Für den Antrag der Mehrheit ... 141 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 51 Stimmen

(3 Enthaltungen)

Ziff. 8 Art. 56 Abs. 1*Antrag der Mehrheit**Bst. i*

Streichen

Antrag der Minderheit

(Steiert, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Ingold, Schenker Silvia)

Bst. i

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Antrag Sauter**Bst. a*

Aufheben

Bst. i

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag Weibel**Bst. a*

Aufheben

Bst. i

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 8 art. 56 al. 1*Proposition de la majorité**Let. i*

Biffer

Proposition de la minorité

(Steiert, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Ingold, Schenker Silvia)

Let. i

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Proposition Sauter**Let. a*

Abroger

Let. i

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition Weibel**Let. a*

Abroger

Let. i

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Über die Altersgrenze für die Übergangsgeneration entscheiden wir in der nächsten Abstimmung. Hier stimmen wir einzig über die Frage der zentralen oder dezentralen Finanzierung ab.

*Abstimmung – Vote**(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 131)*

Für den Antrag der Mehrheit ... 103 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit/

Antrag Sauter/Weibel ... 93 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 8 Art. 58 Abs. 1, 2*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Sauter

Aufheben

Antrag Weibel

Aufheben

Ch. 8 art. 58 al. 1, 2*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Sauter

Abroger

Proposition Weibel

Abroger

*Angenommen gemäss Antrag der Kommission**Adopté selon la proposition de la commission***Ziff. 8 Übergangsbestimmung Bst. b***Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Steiert, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia)

Streichen

Ch. 8 dispositions transitoires let. b*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Steiert, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia)

Biffer

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Ziff. 8 Übergangsbestimmung Bst. c***Antrag der Mehrheit**Abs. 1*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

Zum Zeitpunkt der Änderung vom ... müssen die Vorsorgeeinrichtungen diesen Personen auf ihrer Altersrente eine Besitzstandsgarantie einräumen. Diese entspricht der am 31. Dezember vor Inkrafttreten der Änderung vom ... versicherten Invalidenrente nach Artikel 24 Absätze 2 und 3. Die Berechnung erfolgt auf dem am 31. Dezember vor Inkrafttreten der Änderung vom ... koordinierten Lohn.

Abs. 2bis

Lohnänderungen, Bezüge aus sowie Einmalzahlungen ins Alterskonto nach Artikel 15, welche nach Inkrafttreten der Änderung vom ... erfolgen, sind bei der Besitzstandsgarantie zu berücksichtigen.

Abs. 3

Der Bundesrat regelt die Einzelheiten; er berücksichtigt dabei auch die Erhöhung des Referenzalters der Frauen.

Antrag der Minderheit I

(Frehner, Brand, Brunner, Clottu, de Courten, Geissbühler, Giezendanner, Pezzatti, Sauter, Steinemann)

Abs. 1

... Änderung vom ... das 55. Altersjahr ...

Abs. 2, 2bis, 3

Gemäss Antrag der Mehrheit

Antrag der Minderheit II

(Steiert, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag Sauter**Abs. 1, 2, 2bis, 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Weibel

Abs. 1, 2, 2bis, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 8 dispositions transitoires let. c

Proposition de la majorité

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2

Lors de la modification du ... les institutions de prévoyance doivent accorder à ces personnes la garantie des droits acquis sur leur rente de vieillesse. Celle-ci correspond à la rente d'invalidité assurée au sens de l'article 24 alinéas 2 et 3, déterminée au 31 décembre précédant l'entrée en vigueur de la modification du ... Le montant est calculé sur la base du salaire coordonné applicable au 31 décembre précédant l'entrée en vigueur de la modification du ...

Al. 2bis

Les modifications de salaire, ainsi que les retraits de l'avoir de vieillesse selon l'article 15 et les versements uniques sur cet avoir, qui interviennent après l'entrée en vigueur de la modification du ... doivent être pris en compte dans la garantie des droits acquis.

Al. 3

Le Conseil fédéral fixe les modalités; il prend en compte également le relèvement de l'âge de référence pour les femmes.

Proposition de la minorité I

(Frehner, Brand, Brunner, Clottu, de Courten, Geissbühler, Giezendanner, Pezzatti, Sauter, Steinemann)

Al. 1

... les personnes qui ont 55 ans révolus ...

Al. 2, 2bis, 3

Selon la proposition de la majorité

Proposition de la minorité II

(Steiert, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Schenker Silvia)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Sauter

Al. 1, 2, 2bis, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Weibel

Al. 1, 2, 2bis, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Abs. 1 – Al. 1

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Wir entscheiden hier über die Altersgrenze für die Übergangsgeneration. Die Anträge der Minderheiten I (Frehner) und II (Steiert) wurden zurückgezogen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.088/14 132)

Für den Antrag Sauter/Weibel ... 105 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 90 Stimmen

(1 Enthaltung)

Abs. 2, 2bis, 3 – Al. 2, 2bis, 3

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Die Abstimmung gilt auch für Artikel 8 Absatz 3 Buchstabe a von Ziffer 9.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.088/14 133)

Für den Antrag der Minderheit II/

Antrag Sauter/Weibel ... 162 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit/Minderheit I ... 33 Stimmen

(1 Enthaltung)

Ziff. 9 Art. 8 Abs. 3

Antrag der Mehrheit

...

a. bei Personen, die zur Übergangsgeneration (Bst. c der Übergangsbestimmungen zur Änderung vom ... des BVG) gehören: die Informationen, die zur Berechnung der Besitzstandsgarantie dieser Personen notwendig sind;

...

Antrag der Minderheit

(Steiert, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Schenker Silvia)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 9 art. 8 al. 3

Proposition de la majorité

...

a. pour les personnes qui appartiennent à la génération transitoire (let. c des dispositions transitoires de la modification du ... de la LPP): les informations nécessaires au calcul de la garantie des droits acquis de ces personnes;

...

Proposition de la minorité

(Steiert, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Schenker Silvia)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen gemäss Antrag der Minderheit

Adopté selon la proposition de la minorité

Ziff. 9 Art. 17

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Bei Austritt aus der Vorsorgeeinrichtung hat die versicherte Person zumindest Anspruch auf die eingebrachte Eintrittsleistung samt Zinsen sowie auf die von ihr während der Beitragsdauer geleisteten Beiträge samt einem Zuschlag von 4 Prozent pro Altersjahr ab dem 18. Altersjahr, höchstens aber von 100 Prozent ...

Abs. 6

Für Beiträge nach Artikel 33a BVG wird kein Zuschlag von 4 Prozent pro Altersjahr ab dem 18. Altersjahr nach Absatz 1 berechnet.

Antrag der Minderheit

(Pezzatti, Brand, Brunner, Clottu, de Courten, Frehner, Geissbühler, Giezendanner, Moret, Sauter, Steinemann)

Abs. 1, 6

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 9 art. 17

Proposition de la majorité

Al. 1

Lorsqu'il quitte l'institution de prévoyance, l'assuré a droit au moins aux prestations d'entrée qu'il a apportées, y compris les intérêts; s'y ajoutent les cotisations qu'il a versées pendant la période de cotisation, majorées de 4 pour cent par année d'âge suivant la 18e année, jusqu'à 100 pour cent au maximum ...

Al. 6

La majoration de 4 pour cent par année d'âge suivant la 18e année, prévue par l'alinéa 1, ne s'applique pas aux cotisations visées à l'article 33a LPP.

Proposition de la minorité

(Pezzatti, Brand, Brunner, Clottu, de Courten, Frehner, Geissbühler, Giezendanner, Moret, Sauter, Steinemann)

Al. 1, 6

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen gemäss Antrag der Minderheit

Adopté selon la proposition de la minorité

Block 5 – Bloc 5

Ausgleichsmassnahmen in der AHV

Mesures de compensation dans le cadre de l'AVS

Humbel Ruth (C, AG): Sie haben zwar soeben Ausgleichsmassnahmen in der zweiten Säule beschlossen. Sie haben die teuerste aller Varianten gewählt, sie kostet geschätzt 4,5 Milliarden Franken. Sie belasten damit die unteren Einkommen massiv, und Sie vernichten damit auch Arbeitsplätze. Das war der einhellige Tenor in der Kommission, im Ständerat und in der Botschaft des Bundesrates zu diesem Modell.

Ich möchte Ihnen trotzdem Ausgleichsmassnahmen in der AHV beliebt machen gemäss dem Konzept des Ständerates, und zwar die Kompensation durch die Erhöhung um 70 Franken in der AHV für künftige Neurentnerinnen und Neurentner, weil es die kostengünstigste, effizienteste und wirksamste Lösung wäre. Sie kostet insgesamt, mit einer Anhebung des Ehepaarplafonds, 2,9 Milliarden Franken gegenüber den 4,5 Milliarden Franken, die Sie soeben beschlossen haben.

Wenn wir über das Obligatorium in der zweiten Säule sprechen, dann geht es um rund 15 Prozent der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, der Erwerbstätigen, die unter das Obligatorium fallen. Also 85 Prozent sind darüber oder haben keine zweite Säule. Für alle in der zweiten Säule Versicherten wird es eine Senkung des Umwandlungssatzes geben. Gut, Sie können sagen, dass das den überobligatorischen Bereich betreffe, der gehe Sie nichts an. Aber wenn es Rentensenkungen gibt, dann kommt es der einzelnen Person nicht darauf an, ob diese jetzt nur im überobligatorischen Bereich der zweiten Säule erfolgen. Fakt ist beispielsweise, dass die Zürcher Beamtenversicherungskasse – völlig unverdächtig in Sachen Abzockerei – den Umwandlungssatz auf 4,82 Prozent senken wird. Das bedeutet eine Renteneinbusse von 20 Prozent.

Wenn wir sehen, dass auch das Wählerinnen und Wähler sind, dass auch sie sich für diese Vorlage erwärmen müssen, ist es berechtigt, diese 70 Franken für sämtliche Neurentnerinnen und -rentner vorzusehen.

Diese Erhöhung hat einen weiteren positiven Effekt, weil sie auch untere Einkommen entlastet. Sie bringt auch Leuten mit unteren Einkommen eine leichte Erhöhung der Rente. Das sind vor allem Frauen, Frauen mit unteren Einkommen, die oft über keine zweite Säule verfügen, sondern nur über die AHV eine Rente beziehen. Es ist auch festzuhalten, dass die AHV in der jetzigen Tief- oder Nullzinsphase ein effizientes Mittel ist und den Franken besser einsetzt, als dies in der zweiten Säule der Fall ist. Ich muss noch einmal darauf hinweisen, dass wir von einer Maximalrente von 2350 bzw. 2420 Franken sprechen. Auch das wird künftig nicht existenzsichernd sein.

In Artikel 35 Absatz 1 AHVG beantragen wir Ihnen, den Ehepaarplafond von 150 auf 155 Prozent anzuheben. Ich erinnere daran, dass wir am 28. Februar dieses Jahres über die Abschaffung der Heiratsstrafe abgestimmt haben und diese Vorlage mit sechzehneinhalb Kantonen ein Ständemehr erreicht hat und immerhin 49,2 Prozent der Stimmbevölkerung für eine Abschaffung der Heiratsstrafe und eine Verbesserung der Ehepaarrenten gestimmt haben. Sie werden mir jetzt wieder wie vor der Abstimmung über die Heiratsstrafe aufzählen, mit welchen Vorteilen Ehepaare gesegnet sind, dass sie eben Witwen- und Witwerrenten bekommen werden. Nur nützt es den Ehepaaren eben nichts, mehr zu bekommen, wenn ein Partner stirbt, und weniger zu bekommen, wenn er lebt. Diese Argumentation ist und bleibt zynisch.

Ich möchte auch darauf hinweisen, dass wir bei den Witwenrenten und auch bei den Kinderrenten verschiedene Einsparungen erzielt haben, sodass im Gegenzug eine Erhöhung des Ehepaarplafonds von 150 auf 155 Prozent oder, wie es meine Minderheit II beantragt, auf 160 Prozent gerechtfertigt ist. Ich möchte klar darauf hinweisen, dass es hier nicht einzig um Ehepaare geht, sondern ebenso um Paare in eingetragener Partnerschaft.

Ich bitte Sie, meinen Minderheiten in diesem Block zu folgen.

Frehner Sebastian (V, BS): Frau Humbel, wir haben ja im BVG die Senkung des Umwandlungssatzes von 6,8 auf 6 Prozent vollkommen kompensiert, wenn nicht sogar überkompensiert. Weshalb wollen Sie jetzt die Renten in der AHV noch erhöhen, wenn es nichts mehr zu kompensieren gibt?

Humbel Ruth (C, AG): Wenn ich Ihrem Fraktionssprecher, Herrn de Courten, richtig zugehört habe, dann glaubt er auch nicht recht daran, dass man in einer nächsten Phase 4,5 Milliarden Franken für diese Kompensation ausgeben wird.

Schmid-Federer Barbara (C, ZH): Am Anfang der Debatte hat die CVP-Fraktion nebst der soeben erwähnten Variante Humbel noch einen Minderheitsantrag IV (Schmid-Federer) eingereicht, nämlich 70 Franken Rentenerhöhung nur für Rentnerinnen und Rentner im unteren Drittel der Einkommensskala. Es sollten also nur Personen, welche ein durchschnittliches Jahreseinkommen von unter 42 300 Franken haben, diesen Zuschlag erhalten. In der Zwischenzeit hat die Kommission sämtliche Varianten noch einmal miteinander verglichen. Wir kommen zum Schluss, dass die Variante 70 Franken gemäss dem Beschluss des Ständerates am vorteilhaftesten ist. Das Gesamtkonzept des Ständerates mit dem Zuschlag von 70 Franken auf die Altersrente und der Erhöhung des Plafonds für Ehepaare auf 155 Prozent wirkt sich zahlenmässig für alle Generationen mit fast allen Einkommensstufen am besten aus. Aus diesem Grund haben wir beschlossen, uns voll und ganz auf den Zuschlag von 70 Franken gemäss Ständerat zu konzentrieren. Ich ziehe hiermit meinen Minderheitsantrag zurück.

Präsident (Stahl Jürg, erster Vizepräsident): Frau Schmid-Federer hat den Antrag ihrer Minderheit IV zurückgezogen.

Sauter Regine (RL, ZH): Von der Kommissionsmehrheit wird beantragt, einen «Frauenaufwertungsfaktor» im AHV-Gesetz vorzusehen. Nicht nur, dass sie mit ihrem Anliegen grundsätzlich falsch liegt, sie kriert damit gleichzeitig auch noch das Unwort des Jahres.

Im AHV-Gesetz soll ein Mechanismus eingebaut werden, der einen Lohnunterschied ausgleicht, der – gemäss der Formulierung des neuen Gesetzestextes – «nicht erklärbar» ist. Das ist ein ganz offensichtlich schwieriges Unterfangen, das aber sachlich ohnehin fehl am Platz ist. Das ist allgemein betrachtet so, weil die Anpassung des Referenzalters der Frauen nicht nur gesellschaftspolitisch, sondern auch demografisch richtig ist: Die Lebenserwartung der Frauen ist heute beim Eintritt ins Rentenalter im Durchschnitt drei Jahre höher als jene der Männer. Das Unterfangen ist zudem auch im Speziellen fehl am Platz, weil es auch systematisch falsch ist. Das Argument, die Frauen seien in der AHV finanziell generell schlechter gestellt als die Männer, ist nicht zutreffend.

In der Kommission ist uns eine Studie präsentiert worden, welche durch das BSV und das Eidgenössische Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann in Auftrag gegeben worden ist. Diese untersucht den sogenannten Gender Pension Gap, somit die Frage, ob und inwieweit es geschlechterspezifische Unterschiede bei der Altersrente gibt. Die Studie zeigt auf, dass es bei der AHV nur ein kleines Rentengefälle von knapp 3 Prozent zwischen Männern und Frauen gibt. Richtigerweise hat man der Situation von Frauen, die Teilzeit erwerbstätig sind oder sich vorwiegend der Betreuung von Kindern oder Angehörigen widmen, mit der 10. AHV-Revision – das ist nun beinahe zwanzig Jahre her – Rechnung getragen. Betreuungsgutschriften und Splitting tragen dazu bei, dass heutige Rentnerinnen in der AHV nicht mehr schlechter gestellt sind als Männer. Grosse Unterschiede sind hingegen bei den Renten der zweiten Säule auszumachen. Dies liegt unter anderem eben auch an den gerade er-

währten Frauenkarrieren, bei denen durch Teilzeitarbeit oder Auszeit für die Kinderbetreuung kein genügendes Rentenvermögen angespart werden kann. Hier gilt es anzusetzen, zum Beispiel durch die Anpassung des Koordinationsabzuges, wie wir das soeben bei der zweiten Säule beschlossen haben. Aber auch die Vereinbarkeit von Familie und Beruf ist vielerorts noch immer nicht befriedigend möglich. Schliesslich ist aber – und das muss man leider sagen – vielen Frauen auch selber nicht bewusst, dass es gerade auch im Hinblick auf die Altersvorsorge kein guter Rat ist, sich wirtschaftlich vom Ehemann abhängig zu machen.

Zusammenfassend gibt es bei der AHV durch den Gesetzgeber nichts auszugleichen. Wir halten im Übrigen auch an unserem Grundsatz fest, dass wir keinen Anträgen zustimmen, welche zu einer Verschlechterung des Sanierungsergebnisses der AHV führen.

Wir bitten Sie, den Antrag der Mehrheit zu Artikel 30 Absätze 1 und 1bis AHVG abzulehnen und unserem Minderheitsantrag zuzustimmen.

Gysi Barbara (S, SG): Die nationalrätliche Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit hatte beim BSV einen Bericht mit verschiedenen Möglichkeiten zur Rentenverbesserung eingefordert. Verschiedene Modelle wurden geprüft, wie gezielt Verbesserungen erzielt werden könnten, dies vielleicht auch als Alternativen zur Erhöhung der AHV-Rente um 70 Franken. Mein Minderheitsantrag nimmt einen Vorschlag aus diesem Bericht auf. Er führt zu einer minimalen Verbesserung der Renten, allerdings werden weder die tiefsten noch die höchsten Renten tangiert. Es geht lediglich darum – das ist in einem technischen Satz beinhaltet –, dass die Rentenformel und die Kurve des Rentenanstiegs angepasst werden. Das hätte zur Folge, dass insbesondere die Renten für Lohneinkommen von 40 000 Franken erhöht würden; dort würde die Erhöhung rund 70 Franken betragen. Die Kosten sind im Vergleich zum Antrag der Minderheit Humbel, die ja den generellen Zuschlag auf der AHV-Rente von 70 Franken für Einzelrenten respektive die Erhöhung des Ehepaarplafonds fordert, günstige 520 Millionen Franken, wenn bisherige und neue Rentnerinnen und Rentner davon profitieren sollen. 350 Millionen Franken wären es, wenn nur Neurentnerinnen und -rentner davon profitieren würden.

Dieser Minderheitsantrag ist ein Mosaiksteinchen bei der Verbesserung der AHV-Renten, aber eben wirklich nur ein Mosaiksteinchen. Wenn man sieht, dass durch die Senkung des Umwandlungssatzes grosse Verluste anfallen – Sie haben zwar vorhin diese BVG-Aufblämaschine mehrheitsfähig gemacht, aber schon so viel Kritik daran geäussert, dass man nicht davon ausgehen kann, dass sie auch eine nächste Lesung überleben wird –, muss man sich schon überlegen, wie eine Kompensation eben auch im Bereich der ersten Säule erfolgen könnte.

Wenn man nochmals genau die Zahlen anschaut – wir haben ja die Berechnungen zu diesem Konzept zum BVG, wie es vorhin gutgeheissen wurde, nicht –, wenn man den Entwurf des Bundesrates mit der Ständeratslösung vergleicht, sieht man, dass vor allem auch mit der Senkung des Umwandlungssatzes beispielsweise die Einkommen ab 40 000 bis 60 000 Franken sehr stark belastet würden. Dort wäre es dann so, dass man mit höheren Lohnbeiträgen, gemäss Entwurf des Bundesrates, nicht höhere Rentenleistungen bekommen würde. Bei Einkommen von 60 000 Franken wäre es sogar so, dass man zwar 60 Franken mehr Beitrag über den Lohn bezahlen müsste, aber 0 Franken Rentenverbesserung bekommen würde. Wenn man dann aber die Lösung anschaut, wie sie der Ständerat mit diesem generellen Zuschlag von 70 Franken beschlossen hat, sieht man, dass eben die Einkommen von 60 000 Franken pro Jahr eine Erhöhung der Lohnbeiträge pro Monat von 34 Franken und um 70 Franken höhere Renten haben. Man sieht an diesem einen Beispiel, dass der Rentenzuschlag, wie ihn der Ständerat beschlossen hat und wie ihn jetzt auch die Minderheit Humbel fordert, gerade für die mittleren Einkommen eine viel effizientere und bessere Lösung ist.

Das hat mich überzeugt. Ich habe das auch noch einmal genau angeschaut, und ich ziehe meinen Minderheitsantrag zugunsten der Anträge der Minderheit Humbel, die den Rentenzuschlag von 70 Franken und die Erhöhung des Plafonds für Ehepaarrenten fordern, zurück.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Frau Kollegin Gysi, das Giesskannenprinzip mit diesen 70 Franken ist ja schon noch interessant. Es ist ja so, dass jetzt die 15-jährige Übergangsgeneration keine Senkung des Umwandlungssatzes erleidet, aber die 70 Franken einfach trotzdem kriegt. Finden Sie nicht, dass das ein diametraler Widerspruch in Ihrer Argumentation ist?

Gysi Barbara (S, SG): In dieser Übergangsgeneration sind sehr viele Frauen betroffen, die jetzt dann auch länger arbeiten müssen, nämlich bis 65. Ich glaube, damit erfolgt die Auszahlung der 70 Franken, die sie bekommen, alles andere als nach dem Giesskannenprinzip und ist mehr als gerechtfertigt!

Präsident (Stahl Jürg, erster Vizepräsident): Frau Gysi hat den Antrag ihrer Minderheit zurückgezogen.

Pezzatti Bruno (RL, ZG): Unser Rat hat im vorherigen Block zwei wichtige Entscheide getroffen. Einerseits hat er gemäss dem Entwurf des Bundesrates den Rentenumwandlungssatz von 6,8 Prozent auf 6 Prozent reduziert. Das ist ein grosser Teil der strukturellen Reform des BVG. Andererseits hat er eine zweite wichtige Entscheidung getroffen, nämlich dass die Kompensation dieser Senkung des Rentenumwandlungssatzes vollumfänglich erfolgt, aber im BVG. Bundesrat Berset hat diese beiden Zielsetzungen am Schluss seines Votums festgehalten.

Ich stelle fest, dass diese Zielsetzungen mit den Beschlüssen, die wir vorhin gefasst haben, erreicht wurden. Die FDP-Liberale Fraktion wird denn auch als Konsequenz bei den Artikeln 34bis und 35 die Mehrheit unterstützen und die Anträge der Minderheiten I und II (Humbel) ablehnen. Hier geht es ja um die Erhöhung der Vollrenten und um eine Erhöhung des Ehepaarplafonds. Wir werden auf der anderen Seite bei Artikel 30 Absätze 1 und 1bis AHVG die Minderheit Sauter unterstützen.

Nun noch ein Wort zur beantragten Erhöhung der AHV-Rente um 70 Franken bzw. des Plafonds für Ehepaarrenten auf 155 bzw. 160 Prozent: Wir lehnen eine Erhöhung der AHV-Renten für Neurentner auch deshalb entschieden ab, weil wir bei der AHV keine Zweiklassengesellschaft wollen. Einerseits würden die bisherigen Rentner – der grosse Anteil der Rentner – leer ausgehen, andererseits müssen sie an die Finanzierung dieser Rentenerhöhung über die Mehrwertsteuer beisteuern. Das ist ungerecht und bei einer Volksabstimmung unseres Erachtens auch kaum mehrheitsfähig. Zudem wären die 70 Franken für gewisse Alters- und Lohnklassen eine Kompensation, für andere ein Ausbau. Dies zeigt, dass diese Erhöhungen nach dem Giesskannenprinzip vorgenommen werden, was auch unfair ist.

In diesem Sinne ersuche ich Sie, die Anträge vonseiten der FDP-Liberalen Fraktion zu unterstützen.

Ingold Maja (C, ZH): Das wichtigste Ziel der parlamentarischen Arbeit an dieser Vorlage war und ist die Mehrheitsfähigkeit in einer Volksabstimmung. Man muss dem Stimmvolk anschaulich machen und vorrechnen können, dass die Renten nicht sinken werden. Der Ständerat hat sich diesem Ziel verschrieben und entschieden, dass die Senkung des Mindestumwandlungssatzes nicht nur über die berufliche Vorsorge, sondern auch über die AHV kompensiert werden soll, weil die Kompensationsmassnahmen in der zweiten Säule nicht genügen. Deshalb soll auf alle neuentstehenden Altersrenten der AHV ein Zuschlag von 70 Franken ausgerichtet werden. Dieses Konzept war der gemeinsame Nenner, mit dem am ehesten die Mehrheitsfähigkeit der Vorlage gewährleistet werden kann.

Die SGK hat nun im letzten halben Jahr den riesigen Baukasten von möglichen Massnahmen – Massnahmen, welche einerseits Rentenausfälle kompensieren, welche entlasten, die andererseits auch wieder kosten; sie sollen schlechte Effekte ausmerzen, die Ungerechtigkeiten ausgleichen oder sozial abfedern – wieder geöffnet und darin weiter nach Optimierungen des ständerätlichen Paketes gesucht, vor allem auch, ohne damit den AHV-Fonds noch mehr zu belasten, als er schon durch die demografische Entwicklung belastet wird. Die CVP/EVP-Delegation suchte intensiv nach Alternativen von Ausgleichsmassnahmen in der zweiten Säule, um die Einbrüche wegen der Reduktion des Umwandlungssatzes zu kompensieren. Jeder Baustein dieser Reform wurde nochmals umgedreht und neu berechnet. Aber es blieb dabei: Zu viele Rentenlücken konnten mit den verschiedenen Massnahmen nicht restlos gedeckt werden.

Das Fazit der Kommissionsarbeit ist: Wenn man ernsthaft am Ziel «kein Rentenabbau» festhält, dann muss man dem Zuschlag von 70 Franken in der AHV für Neurentner zustimmen. Dabei bleibt die CVP-Fraktion, nach seriöser Prüfung aller anderen Möglichkeiten. Auch die Senkung des Koordinationsabzuges mit geänderten Altersgutschriften, das Schnellschusskonzept der Einzelanträge Weibel und Sauter, ist alles andere als das Gelbe vom Ei in Sachen Kosten und noch weniger generationenverträglich.

Es braucht unseres Erachtens die Erhöhung um 70 Franken, und es braucht auch den höheren Ehepaarplafond, das heisst 160 statt 150 Prozent AHV für ein Ehepaar – oder zumindest 155 Prozent, wenn 160 Prozent nicht mehrheitsfähig sind.

Mit dem vorgelegten Paket sollen in der AHV auch noch Ungerechtigkeiten ausgemerzt oder gemildert werden, was für einen grossen Teil der Bevölkerung sehr wichtig ist. Dazu gehört eben die Minimierung der Heiratsstrafe, was ein wichtiges Ziel der EVP und der CVP ist. Und dazu gehört auch die Verminderung der geschlechtsspezifischen Lohnungleichheiten. Die Frauen leisten ja einen riesigen Beitrag – mit einem Jahr mehr Lohnbeiträgen und einem Jahr weniger AHV – an diese Reform. Da ist es nur fair, wenn die Summe der Erwerbseinkommen von Frauen durch einen Zuschlag aufgewertet wird, der dem unerklärbaren Einkommensunterschied gegenüber den Männern bei gleicher Arbeit entspricht. Wir wissen alle, dass viele Faktoren dazu beitragen, dass die Frauenbesoldungen immer noch hinter jenen der Männer nachhinken, und dass viele Arbeitgeber unterdessen gewillt sind, das mit Gleichstellungskonzepten und HR-Schulungen auszugleichen. Aber bis es so weit ist, sollte man wenigstens bei der AHV möglichst gerecht sein. Die CVP-Fraktion stimmt dem zu.

Häsler Christine (G, BE): Nun haben wir ein Paket geschnürt, das insgesamt jene Kreise stärkt, die bereits eher auf der Seite der Stärkeren stehen. Nun, die Hoffnung stirbt zuletzt: die Hoffnung, dass Sie nun vielleicht doch noch einmal auf unsere ursprünglichste und in sich solidarischste Säule der Altersvorsorge zurückkommen und dafür sorgen, dass die AHV-Renten gestärkt werden und damit auch jene Menschen, die keine zweite Säule haben – im Falle unserer Vorlage mit Ausgleichsmassnahmen in der ersten Säule, in der AHV. Der Zuschlag bei der AHV um 70 Franken auf Neurentner und die Stärkung des Ehepaarplafonds sind Massnahmen, die diese Reform verträglich machen könnten – verträglicher auch vor dem Volk.

Ein Grundproblem besteht nach wie vor bei den Frauen, und zwar beim schlechteren Aufbau der Altersvorsorge, der unter anderem wegen eines nichterklärbaren Rückstandes auf die Löhne der Männer entsteht. Die Kommission hat hier einen innovativen Antrag erarbeitet, den wir sehr zur Annahme empfehlen. Wir können nicht so tun, als wäre eine solche Lösung nicht nötig und als wäre das Problem nicht vorhanden. Die Lohnunterschiede bestehen, und zwar hartnäckig. Hier haben wir die Möglichkeit, eine Kompensation einzubringen.

Grundsätzlich ist es bedenklich, dass alle Ausgleichsmassnahmen nur auf die Altersrentnerinnen und -rentner ausge-

richtet sind. Was sagen wir den IV-Rentnern und IV-Rentnerinnen, die aus der zweiten Säule eine IV-Rente beziehen? Auch ihre Rente haben wir vorhin mit der Senkung des Mindestumwandlungssatzes gesenkt. Ihr Einkommensverlust wird aber nicht kompensiert. Diese Pendenz müssen wir auf unsere Aufgabenliste für die Reform der Ergänzungsleistungen und der IV schreiben und dürfen sie nicht vergessen. Denn wir haben es letztlich zu verantworten, wenn immer mehr Personen mit IV-Renten auf Ergänzungsleistungen angewiesen sind.

In der nun folgenden Abstimmung wird die Fraktion der Grünen den Anträgen der Minderheit Humbel und damit einer Erhöhung der Altersrenten um 70 Franken zustimmen, wie wir das immer versprochen haben. Bei Artikel 30 AHVG unterstützen wir die Mehrheit, die die Summe der Erwerbseinkommen um einen Zuschlag für den nichterklärbaren Lohnunterschied zwischen Frauen und Männern erhöhen will, und lehnen den Antrag der Minderheit Sauter ab, die auch diese Ausgleichsmassnahme für die Frauen nicht gestatten möchte.

de Courten Thomas (V, BL): Wir diskutieren jetzt über die Höhe der Vollrente bzw. über das Ausgleichsmodell des Ständerates, das ja offensichtlich ein Modell ist, das Rentnerinnen und Rentner zulasten der kommenden Generationen bevorzugt. Es wurde damals auch massgeblich von Frau Ständerätin Egerszegi und von Herrn Ständerat Schwaller initiiert, die ja inzwischen bereits in Pension gegangen sind und sich damit auch noch ein Abschiedsgeschenk gemacht haben. – Das ist jetzt ein bisschen böse formuliert; ich nehme es zurück. Es war einfach so ein Gedanke.

Aber es geht ja darum, sich auch den Grundsatz, den wir hier haben, nochmals zu vergegenwärtigen. Es geht darum, die Rente für die aktuelle Rentnergeneration und auch für künftige Rentnergenerationen zu sichern, und es geht nicht um einen Ausbau. Wenn wir 70 Franken mehr AHV-Rente versprechen und den Ehepaarplafond erhöhen, ist das in Gottes Namen ein Ausbau der AHV, ein Ausbau notabene, wie ihn das Volk am letzten Wochenende klar abgelehnt hat. Die Lösung des Ständerates kostet rund 1,4 Milliarden Franken zusätzlich zulasten der AHV – der andere Ausbau wäre noch grösser gewesen –; genau gesagt sind es 1,39 Milliarden Franken, die wir bei dieser Sanierungsaufgabe, die wir haben, wieder rausnehmen. Das ist eine zusätzliche Belastung. Gegenfinanziert werden soll das nach dem Modell des Ständerates über die Erhöhung der Arbeitnehmer- und Arbeitgeberbeiträge um 0,3 Prozentpunkte, was wieder 1,4 Milliarden Franken ergibt.

Es ist klar: Man nimmt der arbeitstätigen Bevölkerung, die AHV-Beiträge zahlt, 1,4 Milliarden Franken weg und übergibt sie in einer Umverteilungsübung den neuen Rentnerinnen und Rentnern, notabene nur den neuen Rentnerinnen und Rentnern. Ich habe mit vielen Rentnern gesprochen, die nach der Ständeratsdiskussion davon ausgegangen sind, dass sie jetzt dann 70 Franken mehr im Monat kriegen. Ich musste ihnen allen sagen: «Nein, nicht ihr, erst die kommenden Generationen von Rentnern werden das bekommen.» Worauf die aktuellen Rentner sofort gesagt haben, dann seien sie nicht mehr dafür. Auch der Effekt, dass Sie das Volk damit so weit besänftigen könnten, dass es der AHV-Reform zustimmen würde, greift hier also nicht.

Auch die Zusatzaufwertung für die Frauen ist ein Zückerchen, das man konstruiert, um das Volk gegenüber der Arbeit, die wir hier tätigen, zu besänftigen. Vergessen wird dabei, dass wir bereits heute einen Aufwertungsfaktor haben, der die Summe aller rentenbildenden Einkommen einheitlich, jährlich und pauschal erhöht – und jetzt soll noch zusätzlich dieser weitere Aufwertungsfaktor kommen! Argumentiert wird mit einer Studie der Berner Fachhochschule im Auftrag des BSV und des Eidgenössischen Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann, die besagt, wir müssten mal untersuchen, wo der unerklärte Teil der Mindereinkommen der Frauen versteckt ist. In der Studie steht aber auch, dass das Problem zu ganzen 3 Prozent in der AHV steckt, dass es in den anderen Bereichen und im BVG aber wesent-

lich, wesentlich grösser ist. Jetzt wollen Sie wieder am falschen Punkt ansetzen und in der AHV eine Scheinlösung generieren, die nicht gerechtfertigt ist.

Zurückzuführen ist das Ganze auch auf die Wahl des Familienmodells durch die betroffenen Frauen. Gerade diejenigen – das weist die Studie nach –, die freiwillig, in Eigenverantwortung und selber entscheiden, dass sie die Kinder alleine zu Hause aufziehen, und auf eine Erwerbskarriere verzichten, sind am meisten betroffen und eben nicht die geschiedenen und nicht die verwitweten Frauen, die mit diesem zusätzlichen Aufwertungsfaktor begünstigt werden sollen.

Wir sind klar und dezidiert der Meinung, dass wir die Senkung des Umwandlungssatzes dort kompensieren müssen, wo sie nötig ist, im BVG. Dort können wir auch diejenigen über die Mechanismen der Eintrittsschwelle und des Koordinationsabzugs begünstigen, die wirklich betroffen sind. Dort können wir das Problem wirksam an der Wurzel bekämpfen, nicht in der AHV; dort ist es systemfremd.

Ich bitte Sie darum, unseren Anträgen zu folgen.

Rytz Regula (G, BE): Sie haben soeben infrage gestellt, dass es in der Schweiz einen Lohnunterschied zwischen Männern und Frauen und damit eine Diskriminierung gebe. Wie erklären Sie sich dann die statistischen Zahlen, die besagen, dass Frauen im Durchschnitt 21 Prozent weniger verdienen als Männer und dass 40 Prozent dieses Unterschieds nicht erklärbar sind? Wie erklären Sie uns hier diesen Unterschied? Das ist doch für die Frauen in diesem Land ziemlich relevant.

de Courten Thomas (V, BL): Frau Rytz, ich habe es Ihnen vorhin genau erklärt – Sie hören mir schon wieder nicht zu! Ich habe das Bestehen dieser nichterklärbaren Lohnunterschiede überhaupt nicht negiert, mit keinem Wort. Heute geht es um die Altersvorsorge, und das aus der Erwerbstätigkeit stammende Problem besteht in der Altersvorsorge fort. Bei der AHV trifft dies nur in sehr geringem Masse zu: Der Unterschied zwischen den AHV-Renten von Männern und Frauen beläuft sich noch auf ganze 3 Prozent. Von wie viel reden Sie bezüglich des Erwerbslebens, von 21 Prozent? Bei der beruflichen Vorsorge sind es noch mehr. Wieso lösen Sie das Problem nicht endlich im BVG-Bereich, wo die Lösung hingehört? Wieso versuchen Sie es stattdessen bei der AHV, wo es nicht hingehört, sondern systemfremd und wirkungslos ist? Sie können über das BVG genau die Klientel, die Sie hier vertreten wollen, wesentlich effizienter und klarer bevorteilen.

Hess Lorenz (BD, BE): Wenigstens eines wurde ja in der vorhergehenden Debatte klar: Es braucht doch tatsächlich eine Kompensation. Das ist doch zumindest schon eine Erkenntnis. Jetzt können wir darüber diskutieren, ob das nach dem System funktionieren soll, das wir im vorigen Block diskutiert haben, nämlich nach dem Konzept der Kompensation im BVG, oder ob wir das mit der Erhöhung der AHV-Renten um 70 Franken beziehungsweise der Anhebung des Ehepaarplafonds auf 155 Prozent, die zur Debatte stehen, machen. Da kann man tatsächlich geteilter Meinung sein.

Es gibt zum jetzigen Zeitpunkt leider nach wie vor sehr gute Gründe, die eher für die 70 Franken sprechen als für das Modell, das wir vorhin diskutiert haben. Als ein Grund gegen die 70 Franken hat man hier den Punkt der Vermischung der Säulen angeführt. Man muss schon ein bisschen aufpassen mit dem Begriff der Vermischung. Die Säulen werden nicht vermischt. Auch wenn diese 70 Franken Aufstockung kommen, bleiben diese Säulen, die erste und die zweite, für sich bestehen. Klar, es wird am einen Ort abgebaut, und am anderen Ort wird etwas gegeben. Man muss ein bisschen aufpassen mit dem Begriff der Vermischung der Säulen.

Selbstverständlich hat auch diese Lösung einen Haken, wie übrigens auch das Konzept, das wir vorhin diskutiert haben, noch viele Haken hat. Aber die prognostizierten negativen Auswirkungen erwarten wir gegen 2030. Darum noch einmal das, was wir schon betont haben: Es geht definitiv darum,

die nächste Reform mit diversen Ideen, wie sie hier drin geäussert wurden, sofort anzugehen, um dann Ideen zu haben, wie es nach 2030 weitergehen soll. Im Moment sprechen wir wirklich davon, wie wir etwas präsentieren können, das abstimmungsfähig ist, um wenigstens bis 2030 einigermaßen über die Runden zu kommen. Vor diesem Hintergrund muss man diese Reform betrachten.

Ich habe vorhin Kollege Pezzatti zugehört, der von den Problemen gesprochen hat, die man bei einer Volksabstimmung mit den 70 Franken hätte, wegen der Zweiklassengesellschaft. Wenn ich jetzt so überlege, geschätzter Kollege Pezzatti, weiss ich nicht, ob es schwieriger ist, jemandem die Erhöhung des Rentenalters auf 67 Jahre zu erklären, die wir vorhin auch deswegen infrage gestellt haben, oder ihm zu erklären, dass wir diese sogenannte Zweiklassengesellschaft haben. Das wird sich dann weisen, wenn die Vorlage steht.

Bei der Erhöhung der AHV-Renten um 70 Franken ist es klar: Es geht einerseits um die Kompensation, andererseits hat es auch einen taktischen Aspekt; das ist ganz klar. Da würde ich, wenn wir die 70 Franken tatsächlich behalten könnten, auf die linke Seite zählen. Es war von Anfang an klar und wurde so auch im Ständerat diskutiert, dass dies hier möglicherweise das Pfand, das Zeichen gegenüber den Gewerkschaften ist. Dazu müssten wir dann von dieser Seite auch noch ein Bekenntnis hören bezüglich der Frage eines Referendums. Diese Frage, ob die Vorlage sowohl hier als auch allenfalls mit einem Referendum bekämpft wird, wird auch noch interessant sein.

Der Haken ist – ich habe es schon gesagt, und da gehe ich mit Kollege Pezzatti einig –, dass wir in einer gewissen Weise eine Zweiklassengesellschaft haben. Was ist der Haken am Kompensationsmodell, das wir vorhin diskutiert haben? Es ist das teuerste von drei Modellen, zumindest so lange, bis jemand das Gegenteil vorgerechnet hat. Das ist ebenfalls kein kleiner Haken. Ohne in diesem Bereich irgendwo Federn zu lassen, kommen wir also sowieso nicht davon.

Deshalb denke ich, auch wenn ich die Diskussion anschau, die nun insgesamt schon zwei Jahre und in der Kommission neun Monate dauert: Mit Ausnahme des vorhin beschlossenen Konzepts, von dem wir noch nicht wissen, ob es das Gelbe vom Ei ist, hat niemand einen klar kommunizierbaren Vorschlag gemacht. Es hat niemand einen Vorschlag gemacht, bei dem man davon ausgehen kann, dass er unter Umständen geeignet wäre, das Paket in einer Volksabstimmung ins Trockene zu bringen.

Ich bitte Sie, dies zu bedenken und dieser Aufstockung zuzustimmen.

Bertschy Kathrin (GL, BE): Wir besprechen die Ausgleichsmassnahmen in der AHV. Da die Senkung des Umwandlungssatzes gemäss der letzten Abstimmung in der zweiten Säule kompensiert wird, braucht es hier in der ersten Säule unserer Ansicht nach keine Massnahmen zur Kompensation. Wir lehnen den Zuschlag von 70 Franken für alle Neurentner und Neurentnerinnen darum ab. Mit der Kompensation in der zweiten Säule ist die Kompensation letztlich besser, langfristig auch für tiefe Einkommen besser, als mit diesen 70 Franken. Zudem greift hier auch der Antrag der Kommissionsmehrheit mit der Lohnaufwertung für die Frauen gezielter; ich sage später noch etwas dazu. Es wäre zudem auch unfair, bei einer Übergangsgeneration doppelt zu kompensieren – es wurde bereits gesagt –, wenn Neurentner sogar noch besser gestellt werden als im Status quo. Ich fände das etwas speziell angesichts des Sanierungsbedarfs in der Altersvorsorge.

Zum Ehepaarplafond: Wir wollen eine zivilstandsunabhängige Altersvorsorge. Dem entspricht schon der heutige Zustand nicht. Jede Formulierung, welche hier das veraltete Familienmodell zementiert, lehnen wir daher ab und unterstützen die Mehrheit, die dem Entwurf des Bundesrates zustimmt.

Zur Zusatzaufwertung der Einkommen der Frauen möchte ich noch etwas sagen: Das Ziel wäre, die Lohnungleichheit zu

erreichen. Unsere Fraktion anerkennt, dass Lohndiskriminierung immer noch eine Tatsache ist, dass Handlungsbedarf besteht. Frauen verdienen nicht nur während der Erwerbstätigkeit weniger, als es ihrer Berufstätigkeit entspricht, ihre Einkommen werden durch den Systemfehler beim Koordinationsabzug in der zweiten Säule auch noch unterdurchschnittlich versichert. Beides zusammen bringt ihnen im Rentenalter deutlich tiefere Renten. Sie sind so eigentlich dreifach benachteiligt, und das unverschuldet. Das ist teilweise vom Gesetzgeber im BVG so konstruiert worden.

Aus diesem Grund bitte ich Sie, bei Artikel 30 AHVG der Mehrheit zu folgen. Wir haben das Rentenalter der Frauen angehoben, angeglichen. Wenn Frauen gleich lang arbeiten sollen, was ich befürworte, so ist es auch richtig, denke ich, wenn sie Lohnungleichheit und eine gleich gute Versicherung ihrer Einkommen im BVG fordern und zudem eine Kompensation für jene, die bald das Rentenalter erreichen, verlangen.

Wir werden in den Abstimmungen zu Block 5 daher überall der Mehrheit folgen.

Badran Jacqueline (S, ZH): Sie haben vorhin gesagt, Personen mit mittleren und tiefen Einkommen würden von einer stärkeren Pensionskasse, also von einer stärkeren zweiten Säule, besonders profitieren. Es ist Ihnen aber schon klar, dass gerade Personen mit mittleren und tiefen Einkommen von der ersten Säule mehr profitieren, und zwar ganz einfach deshalb, weil sie wegen des Umverteilungseffekts, den Sie konsequent ausblenden, viel weniger einzahlen, als sie bekommen?

Bertschy Kathrin (GL, BE): Das ist mir schon klar, Frau Kollegin Badran. Aber wir haben eben auch in der zweiten Säule ein Problem. Und in der zweiten Säule ist das Problem der Koordinationsabzug. Wir haben bisher einen Koordinationsabzug gehabt, der fix ist und der dazu führt, dass kleine Einkommen, Teilzeitbeschäftigten eben nicht nur weniger versichert sind, sie sind geradezu unterdurchschnittlich versichert. Sie wissen auch, dass es dann die Arbeitgeberbeiträge sind, die den Frauen auch fehlen, als Einkommen und als Vermögen.

Frehner Sebastian (V, BS): Frau Bertschy, Frauen zahlen nur 33 Prozent aller Beiträge in die AHV ein, beziehen aber 57 Prozent aller Renten. Weshalb wollen Sie diese Ungerechtigkeit durch die Unterstützung des Frauenaufwertungsfaktors noch verschlimmern?

Bertschy Kathrin (GL, BE): Ich glaube nicht, dass es korrekt ist, wenn Sie sagen, dass es eine Ungerechtigkeit gegenüber den Männern gibt; das ist nicht der Fall. Alle bisher veröffentlichten Studien bezüglich der Lohndiskriminierung kommen zum Schluss, dass die Lohndiskriminierung nicht widerlegt werden kann. Es gibt nicht nur eine Lohndiskriminierung während des Erwerbslebens, sondern mutmasslich bereits beim Start ins Erwerbsleben. Bereits dort haben Frauen 7 bis 8 Prozent weniger Lohn. Logischerweise zahlen sie dann weniger Beiträge in die AHV ein. Dass sie weniger einzahlen, ist aber kein Argument dafür, ihre Rentenverluste nicht zu kompensieren.

Schenker Silvia (S, BS): Wer unsere Debatte verfolgt, dem schwirrt sehr bald der Kopf. Wir werfen mit abstrakten und technischen Begriffen um uns, wir schlagen uns gegenseitig Zahlen um den Kopf, von denen die einen sagen, sie stimmen, und die anderen sagen, dem sei nicht so. So versteht uns niemand. Es sind im letzten Moment – ich muss es einfach noch einmal sagen – Konzeptanträge eingereicht worden, deren Auswirkungen wir nicht kennen. Die Aussagen, Sie haben es gehört, gehen weit auseinander. Wir treffen Entscheide, deren Auswirkungen wir, wenn wir ganz ehrlich sind, nicht kennen. Die SVP-Fraktion, das haben Sie auch gehört, stimmt aus taktischen Gründen einem Kompensationsmodell zu, von dem sie gleichzeitig sagt, es sei viel zu

teuer. So ist die Ausgangslage jetzt bei der Behandlung dieses Blocks 5.

Klar ist, und das ist definitiv, dass wir vorhin mit der Senkung des Umwandlungssatzes mit erdrückender Mehrheit beschlossen haben, die Renten der zukünftigen Rentnerinnen und Rentner zu kürzen. Die Männer und Frauen, welche über Jahre einen beträchtlichen Teil ihres Lohnes in die Pensionskasse einbezahlt haben, werden in Zukunft pro Monat 12 Prozent weniger erhalten. Was die SP-Fraktion will, was sie seit Anbeginn dieser Debatte immer gesagt hat, ist, dass dieser Verlust korrigiert werden soll. Offenbar, das ist eine Erkenntnis aus der vorhergehenden Debatte, wollen das inzwischen alle Fraktionen, obwohl das in der Kommissionsberatung eindeutig nicht der Fall war – das sieht man am Ergebnis. Das ist immerhin einmal ein kleiner Vorteil.

Was aber in dieser Debatte auch klargeworden ist: Die FDP-Liberale, die SVP- und die GLP-Fraktion fürchten offenbar eine Stärkung der AHV wie der Teufel das Weihwasser. Jetzt haben wir also diese Situation: Wir hatten zwei Kompensationsmodelle, das eine ist das Modell des Bundesrates – Herr Berset hat vorhin selber ausgeführt, was das Schicksal dieses Vorschlags war –, und wir haben ein solides Konzept des Ständerates. Der Ständerat hat nämlich einen sehr klugen und kostengünstigen Beschluss gefasst. Er hat beschlossen, dass der Verlust bei der Rente der Pensionskasse durch eine Korrektur bei der AHV kompensiert werden soll. Die Leute haben also mit dem AHV-Rentenzuschlag von 70 Franken nicht mehr im Portemonnaie, aber – und das ist wichtig – sie haben als Rentnerinnen und Rentner auch nicht weniger im Portemonnaie. Genau darum geht es.

Zusätzlich zu den 70 Franken hat der Ständerat eine Erhöhung des Plafonds für Ehepaarrenten um 5 Prozentpunkte beschlossen. Die Ehepaare erhalten mit dem Konzept des Ständerates, das hier von Frau Humbel vertreten wird, in Zukunft nicht mehr nur das Anderthalbfache, sondern 155 Prozent einer Altersrente. In Franken ausgedrückt ist das eine Erhöhung der AHV-Rente für Ehepaare um 226 Franken pro Monat. Sie erinnern sich sicher so gut wie ich an die Abstimmung über die sogenannte Heiratsstrafe. Dass die Initiative ein so gutes Resultat erreicht hat, zeigt auf, als wie ungerecht von den Ehepaaren die heutige Regelung empfunden wird. Da können wir noch lange mit Studien zu zeigen versuchen, dass die Ehepaare bei der AHV übers Ganze betrachtet gut wegkommen.

Die beiden Massnahmen, die der Ständerat beschlossen hat, haben etwas Bestechendes. Damit werden die Rentenverluste sofort und auf eine vergleichsweise günstige Art und Weise ausgeglichen. In den letzten Monaten hat sich die Bevölkerung dank der Abstimmung über die «AHV plus»-Initiative mit der Altersvorsorge auseinandergesetzt, zumindest mit der AHV. Was die Bevölkerung bisher aber viel zu wenig getan hat, ist, sich mit den Tücken des BVG respektive der Pensionskassen zu beschäftigen. Dabei wissen es eigentlich alle: Die Beträge, die wir in die Pensionskasse einbezahlen, sind hoch, sehr hoch. Sie belasten die Budgets der jungen Familien arg. Warum bezüglich Lohnbeiträgen immer nur im Zusammenhang mit der AHV von einer Belastung gesprochen wird und warum dies im Zusammenhang mit der zweiten Säule dagegen tunlichst vermieden wird, ist mir ein Rätsel. Vielleicht ist es doch nicht so erstaunlich: Vom vielen Geld, das in den Pensionskassen deponiert ist, können doch einige gut profitieren. Wer gibt schon gern den Goldesel her, den er in seinem Stall hat? Ich möchte noch einmal festhalten: Die SP-Fraktion wird dieser Vorlage nur dann zustimmen, wenn die Rentenverluste aus der zweiten Säule ausgeglichen werden, und zwar zu einem Preis, den die Leute auch zu zahlen vermögen.

Berset Alain, Bundesrat: Bereits mehrmals habe ich betont, wie entscheidend es ist, im Rahmen dieser Reform das Leistungsniveau sowohl in der AHV als auch in der beruflichen Vorsorge zu erhalten. Der Bundesrat, der Ständerat wie auch der Nationalrat erachten Massnahmen wie die Erhöhung des Referenzalters oder auch die Senkung des BVG-Mindestumwandlungssatzes als notwendig. Nach der

vorherigen Diskussion sind wir jetzt alle der Meinung, dass das wirklich kompensiert werden muss. Das ist schon eine sehr wichtige Sache.

Zuerst einmal werde ich über die Massnahmen zum Ausgleich der Erhöhung des Referenzalters der Frauen sprechen. Wir haben schon sehr oft die Kritik gehört, dass die Frauen die grossen Verliererinnen der Reform sein werden. Diese Kritik ist dem Bundesrat nicht gleichgültig. Wir haben ein Ausgleichsmodell für tiefe bis mittlere Einkommen vorgeschlagen, das vor allem Frauen zugutekommt; darüber haben wir auch schon diskutiert. Der Ständerat hat sich gegen dieses Modell ausgesprochen. Er hat dafür aber ein anderes Modell entwickelt, das einige Massnahmen in der ersten Säule vorsieht. Wir haben darüber auch schon diskutiert. In dieser Sache hat die Mehrheit Ihrer Kommission das Vorbezugsmodell für tiefe bis mittlere Einkommen ebenfalls abgelehnt, gleich wie der Ständerat. Der Bundesrat bedauert das, nimmt aber Kenntnis davon.

Die Mehrheit Ihrer Kommission schlägt Ihnen jedoch eine andere Massnahme zum Ausgleich der Erhöhung des Referenzalters der Frauen vor. Der Lösungsansatz ist eine Zusatzaufwertung der Einkommen von Frauen bei der Berechnung der AHV-Renten. Damit soll in der AHV der unerklärte Anteil der Lohnunterschiede zwischen Frauen und Männern bis zur Maximalrente korrigiert werden. Diese Massnahme hätte zur Folge, dass Frauen mit einer durchschnittlichen Rente von 1400 Franken monatlich 50 Franken mehr erhalten würden. Für Frauen, die bereits eine maximale AHV-Rente beziehen, zurzeit 2350 Franken pro Monat, findet keine Aufwertung statt. Diese Aufwertung hat Kostenfolgen. Die Kosten für diese Massnahme werden sich im Jahr 2030 auf rund 260 Millionen Franken belaufen, wenn sie nur für Neurenten gilt. Es gibt aber einen Minderheitsantrag, der auch diesen Vorschlag ablehnt.

Da der Vorbezug der AHV-Rente für Personen mit tiefen Einkommen abgelehnt wurde, braucht es für den Bundesrat eine andere Ausgleichsmassnahme, um die Erhöhung des Referenzalters der Frauen aufzufangen. Der Antrag der Mehrheit Ihrer Kommission stellt eine, wenn auch bescheidene, Alternative dar. Isoliert betrachtet, reicht eine Zusatzaufwertung der Einkommen von Frauen nicht aus, um die Erfolgchancen für die Reform zu verbessern. Sie ist aber schon ein wichtiger Schritt in die richtige Richtung.

Zu den Massnahmen zum Ausgleich der Senkung des Mindestumwandlungssatzes: Wie ich schon vorhin erwähnt habe, würde das Leistungsniveau mit dieser Senkung des Umwandlungssatzes von 6,8 auf 6 Prozent ohne Ausgleichsmassnahmen um rund 12 Prozent sinken. Das geht nicht an, das ist meines Erachtens jetzt für alle klar; auch der Nationalrat hat sich vorher schon dazu ausgesprochen. Es ist wirklich nicht möglich, weil das auch den Verfassungsauftrag infrage stellen würde. Gemäss Verfassungsauftrag müssen die Renten der AHV und der zweiten Säule den Existenzbedarf angemessen decken, nämlich in der Höhe von rund 60 Prozent des letzten Lohnes. Entsprechend verpflichtet die Bundesverfassung uns alle in dieser Sache; es ist eine sehr wichtige Sache.

Der Nationalrat hat sich jetzt für den Einzelantrag Sauter und Weibel ausgesprochen. Dieser Antrag sieht nur für das BVG Ausgleichsmassnahmen vor, um das bisherige Rentenniveau nach der Senkung des BVG-Mindestumwandlungssatzes zu erhalten. Der Ständerat hat das anders gelöst, nämlich mit kleineren Anpassungen in der zweiten Säule. Er hat dafür aber die Kompensation in der ersten Säule, mit diesem Zuschlag von 70 Franken für Neurenten, vorgesehen. Es ist klar, dass es nur für Neurenten gilt, weil es eine Kompensation für die Senkung des Umwandlungssatzes ist. Die heutigen Rentner werden die Auswirkung dieser Senkung nicht spüren. Es wäre deshalb auch nicht logisch, diese 70 Franken auch für die heutigen Rentner zu geben: Es ist eine Kompensation und kein Ausbau.

Diese 70 Franken und dazu die Neuplafonierung der Ehepaarrente von 150 auf 155 Prozent können schon ziemlich bescheiden tönen. Aber man kann berechnen, was das insgesamt in Franken und Rappen bedeutet. Wirklich wichtig

ist, dass es nach diesen Kompensationen am Ende des Monats für die betroffenen Leute in Franken und Rappen stimmen muss, bei der ersten Säule und beim obligatorischen Teil der zweiten Säule.

Es liegen jetzt zwei Konzepte auf dem Tisch, einerseits das vorhin angenommene Konzept und andererseits das Konzept des Ständerates mit den 70 Franken und den einfachen Massnahmen zum Ausgleich zwischen den beiden Säulen. Das ist wirklich ein guter Beginn für die Diskussionen in der Differenzbereinigung. Das ist das, was wir uns auch wünschen. Das Prinzip der Kompensation ist jetzt vermutlich von allen in beiden Räten akzeptiert worden. Der Bundesrat begrüsst das wirklich. Aber es gibt jetzt eine Differenz bezüglich der Konzepte; das wird ein sehr wichtiger Aspekt in den Diskussionen zur Differenzbereinigung sein. Es gibt zwei Konzepte, die unterschiedlich sind. Sehr rasch wird sich die Diskussion auch auf die Frage konzentrieren, wie das Preis-Leistungs-Verhältnis aussieht. Welche Leistung erhält man für welchen Preis?

Die Differenz zwischen den beiden Modellen ist bekannt. Das Ständeratsmodell bedeutet ein Kostenplus von 2,9 Milliarden Franken; beim Antrag, der jetzt angenommen worden ist, sind es 4,5 Milliarden Franken. Das ergibt eine Differenz von 1,6 Milliarden Franken. Man spricht bei diesen 70 Franken immer wieder von einem Zuckerchen. Ich habe mich gefragt: Wenn 70 Franken ein Zuckerchen sind, was ist dann ein Unterschied von 1,6 Milliarden Franken, ein Zuckerberg? Ich weiss es nicht genau, aber ich habe mir diese Frage auch mal gestellt. Nur, diese Differenz bezieht sich auf das Jahr 2030, das muss man auch sehen. Dieser Vergleich zwischen 2,9 und 4,5 Milliarden Franken bezieht sich auf das Jahr 2030.

Eine andere Frage ist, welches die Differenz ganz am Anfang ist, zum Zeitpunkt der Inkraftsetzung dieser Reform. Wenn bei der zweiten Säule alles kompensiert wird, steigen die Kosten sofort auf die Höhe von 4,5 Milliarden Franken. Mit dem Konzept des Ständerates beginnt es bei 1,5 Milliarden. Das heisst, der Unterschied beträgt am Anfang – 2018, 2020 – nicht 1,6 Milliarden, sondern 3 Milliarden Franken. Denn der Ständerat hat sein Modell so konzipiert, dass die Kompensation in der ersten Säule langsam aufgebaut wird und nicht auf einen Schlag. Das hat auch eine Auswirkung auf die Lohnbeiträge, es braucht ungefähr 1,1 Prozent Lohnbeiträge, um die Finanzierung dieser 4,5 Milliarden Franken zu sichern. Das Modell des Ständerates sieht aber Lohnbeiträge von 0,4 Prozent vor. Diese Differenz ist wesentlich.

Die Verbesserungen in der zweiten Säule kommen beim Modell des Nationalrates langfristig zum Tragen. Das ist so konzipiert und auch so gewollt mit dem Antrag, dem Sie zugestimmt haben. Beim Modell des Ständerates kommt ein Teil sofort mit der Erhöhung um 70 Franken und der Neuplafonierung der Ehepaarrente zum Tragen. Ich wollte das sagen, weil diese zwei unterschiedlichen Modelle unterschiedliche Kostenfolgen und unterschiedliche Auswirkungen auf die betroffenen Personen haben. Dies erlaubt aber wirklich eine gute Diskussion in der Differenzbereinigung über die Vorteile und Nachteile dieser beiden Modelle. Ich bin sicher, es wird eine Frage von Preis und Leistung sein, eine Frage der Effizienz, eine Frage der langfristigen Auswirkungen. Was bedeutet es langfristig für die betroffenen Personen?

Wie gesagt, der Bundesrat hat sich im Moment für die Lösung ausgesprochen, die die günstigste ist, die die effizienteste ist. Die Mehrheit der Kommission war klar gegen das Ständeratsmodell. Ich werde das hier auch so vertreten, das Ständeratsmodell und die Anträge der Minderheit Humbel. Aber mit dem Entscheid von vorhin ist die Ausgangslage eine neue, und dies erlaubt es – das freut mich sehr –, die Differenzbereinigung wirklich sehr konkret in Angriff zu nehmen. Hoffen wir, dass das sehr bald geschieht, damit die beste Lösung für diese Kompensation gefunden werden kann.

Moret Isabelle (RL, VD), pour la commission: Concernant les articles 34, 34bis et 35 LAVS, il n'y a désormais plus que les propositions de deux minorités: celle de la minorité I (Humbel) et celle de la minorité II (Humbel).

La majorité de la commission s'oppose à la décision du Conseil des Etats d'accorder un supplément de 70 francs par mois pour toutes les nouvelles rentes AVS et uniquement pour celles-ci. Elle s'oppose également à la décision du Conseil des Etats de relever le plafond des rentes pour les couples mariés de 150 à 155 pour cent de la rente maximale. Elle ne propose pas d'autres mesures dans l'AVS pour compenser les effets de l'abaissement du taux de conversion.

Je rappelle que, et cela a été dit, dans le débat sur le bloc précédent, vous avez accepté des propositions individuelles qui compensent la baisse du taux de conversion dans le deuxième pilier; ces compensations ont lieu dans le deuxième pilier. Ici, c'est l'autre concept qui vous est soumis, c'est-à-dire celui du Conseil des Etats qui proposait de compenser dans le premier pilier la baisse du taux de conversion du deuxième pilier.

Il faut que vous vous rendiez compte que si, maintenant, vous acceptez ce concept, en fait vous ne compensez plus une seule fois, mais vous compensez deux fois. Cela veut donc dire un doublement des coûts, et vous ne procéderiez pas à un maintien du niveau des rentes, mais vous augmenteriez les rentes AVS. Lorsque vous avez accepté les propositions individuelles dans le bloc précédent, vous avez maintenu le niveau des rentes du deuxième pilier. Comme vous avez accepté l'augmentation de la TVA, vous avez maintenu également le niveau des rentes de l'AVS. Si maintenant, en plus, vous acceptez de suivre les minorités qui demandent d'adhérer à la décision du Conseil des Etats, cela veut dire que vous maintenez le niveau des rentes dans le deuxième pilier et que vous augmentez de 70 francs la rente AVS pour les nouveaux rentiers.

Dans le cadre du débat d'entrée en matière, je vous avais expliqué que la majorité de la commission s'était retrouvée dans la situation où, suite aux votes aléatoires en commission, aucune mesure de compensation n'était proposée alors que, à l'unanimité, la commission était en faveur d'une compensation. Donc, à l'insu de son plein gré, la commission ne vous proposait aucune compensation.

Si maintenant vous adoptez les propositions des minorités I (Humbel) et II (Humbel), qui visent à suivre le Conseil des Etats, vous n'auriez plus une seule compensation mais deux. La décision du Conseil des Etats aurait pour conséquence des dépenses supplémentaires de 1,4 milliard de francs et nécessiterait une hausse des cotisations AVS. Cette politique de l'arrosoir aurait donc pour effet d'alourdir le coût du travail tout en ayant une efficacité très réduite, ce que la majorité de la commission a rejeté.

En effet, il faut relever que, dans l'hypothèse où aucune compensation n'aurait été adoptée dans le bloc précédent et que donc cette proposition devrait prévoir la compensation, il ne s'agirait en réalité que d'une compensation pour les bas salaires. Pourquoi? parce que pour les revenus entre 40 000 et 80 000 francs, en particulier pour ceux qui se montent à 80 000 francs environ, la baisse du taux de conversion serait plus importante que la compensation qui est proposée dans l'AVS. En effet, pour quelqu'un qui a 49 ans et un salaire d'environ 84 000 francs, la baisse du taux de conversion dans le deuxième pilier entraînerait une perte au niveau de sa rente de l'ordre de 1700 francs par année. Si vous compensez avec 70 francs par mois dans le premier pilier, il lui reste quand même encore une perte globale de 860 francs. On voit donc que le concept du Conseil des Etats apporte une compensation pour les petits salaires, mais pas pour la classe moyenne.

Il ne nous reste donc finalement plus que les minorités I (Humbel) et II (Humbel) au sujet des mesures de compensation dans le cadre de l'AVS. La première propose de suivre le Conseil des Etats à l'article 34bis et à l'article 35. La commission a rejeté cette proposition, par 13 voix contre 12.

La minorité II (Humbel) propose de suivre le Conseil des Etats pour le supplément de 70 francs mais souhaite relever le plafond des rentes pour les couples mariés à 160 pour cent au plus du montant maximal de la rente et non à

155 pour cent, comme l'a décidé le Conseil des Etats. Cette proposition a été rejetée par la commission, par 13 voix contre 5 et 7 abstentions.

Ces deux minorités ont pour point commun, à l'instar du Conseil des Etats, de proposer une hausse des cotisations AVS de 0,3 point.

Concernant la proposition de la minorité Sauter à l'article 30 alinéas 1 et 1bis LAVS, la majorité de la commission a jugé nécessaire de compenser l'augmentation de l'âge du départ à la retraite des femmes. En effet, celles-ci supportent une part importante de la charge financière liée à la réforme, à hauteur de 1,2 milliard de francs. Par ailleurs, les femmes rencontrent des difficultés particulières à retrouver du travail passé un certain âge.

Afin de rester fidèle à son objectif, la majorité de la commission considère qu'une mesure de compensation est donc nécessaire. C'est pourquoi elle propose d'introduire un deuxième facteur de revalorisation. Il consiste à compenser la part inexpliquée de l'écart entre les salaires des femmes et des hommes. L'effet de cette mesure de compensation serait une augmentation de la rente AVS des femmes qui n'auraient pas droit à une rente AVS complète. Son coût s'élèverait à 260 millions de francs, soit bien moins qu'une hausse de 70 francs de toutes les rentes AVS. De plus, cette revalorisation serait mieux ciblée et constituerait une véritable compensation.

La commission s'est prononcée par 13 voix contre 12 en faveur de ce facteur de revalorisation. La minorité Sauter recommande de ne pas soutenir cette proposition.

Schwaab Jean Christophe (S, VD): Madame Moret, vous regrettez visiblement une augmentation des cotisations salariales. Mais alors pourquoi n'avez-vous pas combattu la proposition Weibel/Sauter, qui introduit une augmentation des cotisations salariales beaucoup plus élevée que celle décidée par le Conseil des Etats?

Moret Isabelle (RL, VD), pour la commission: Pour l'employé la situation est très différente s'il s'agit d'une augmentation des cotisations salariales pour l'AVS ou s'il s'agit d'une augmentation des bonifications de vieillesse dans le deuxième pilier. Pourquoi? Parce que dans le premier cas cette augmentation entraîne pour les actifs une baisse de salaire. Si vous augmentez les cotisations salariales pour l'AVS, votre salaire baisse et vous contribuez plus, par solidarité, aux rentes des rentiers. Je peux comprendre que ce soit la position des socialistes puisque vous voulez augmenter de manière générale les rentes versées par l'AVS et puisque vous avez soutenu l'initiative «AVS plus».

Par contre, avec la proposition d'augmenter les bonifications de vieillesse dans le deuxième pilier, l'employé ne perd rien. Son salaire est diminué mais il ne perd pas, comme dans le cas de l'AVS, l'argent versé pour cotiser plus. On l'oblige seulement à mettre quelques dizaines de francs supplémentaires par mois sur son compte de prévoyance professionnelle, afin de garantir le niveau de sa rente au moment de sa retraite. Donc l'employé ne perd pas d'argent puisqu'il paie pour lui-même et que son propre employeur paie aussi pour lui. De cette manière, il ne perd rien et n'a pas moins d'argent. On l'oblige juste, sur la base de son propre salaire, à cotiser plus à son propre deuxième pilier, donc globalement il ne perd rien.

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: In Block 5 geht es um die Kompensation in der AHV.

Zuerst zur Höhe der Vollrente und zum Ehepaarplafond: Die Mehrheit will keine Gewichtsverschiebung von der zweiten in die erste Säule vornehmen, deshalb will sie die Vollrente und den Ehepaarplafond unverändert weiterführen. Es ist auch nicht notwendig, nach den Beschlüssen in Block 4 noch irgendetwas aus der zweiten Säule in der ersten Säule zu kompensieren. Wir sind auch der Meinung, dass die Ausrichtung von Leistungen gemäss Giesskannenprinzip unfair ist, weil sämtliche Neurentner unabhängig vom Bedarf davon profitieren werden. Sicher ist es jedoch ein Leistungs-

ausbau, welcher kaum in den publizierten Rententabellen erkennbar ist, weil diese Tabellen in der Regel nur Renten von Einzelpersonen anzeigen. Die Mehrheit der Kommission will aber vorab die AHV sichern. Erst nachher, wenn man wollte, könnte man sie ausbauen.

Der Ehepaarplafond soll gemäss Minderheitsanträgen auf 155 oder 160 Prozent erhöht werden. Frau Ingold hat den wahren Grund dazu ausgeführt: Man will die Minimierung der Heiratsstrafe. Das ist eine Familien-Initiative light. Bitte nehmen Sie zur Kenntnis, dass die Familien-Initiative nicht mehrheitsfähig war, daher muss man auch nicht hier durch die Hintertüre irgendetwas davon umsetzen.

Die Erhöhung der AHV-Rente für Neurentner um 70 Franken ist schwierig zu vermitteln. Es ist schwierig, der heutigen Rentnergeneration zu vermitteln, dass sie nicht davon profitieren wird. Auch ich hatte unzählige Gespräche, in welchen die Rentner erstaunt waren, dass sie bei dieser Erhöhung um 70 Franken nicht mitgemeint sind. Das kann sogar ein Risiko sein, indem es zusätzliche Stimmen zur Ablehnung des Pakets ergeben kann. Zumindest wird es aber neue Begehrlichkeiten bei den heutigen Rentnern wecken, denn sie wollen gleichgestellt sein. Es haben sich bereits IV-Verbände dahingehend gemeldet, dass sie auch entsprechende Anpassungen in der IV erwarten.

Es wurde wiederholt gesagt, das Modell des Ständerates und entsprechend der Minderheit sei kostengünstig. Das ist eine Frage der Betrachtungsweise. Entscheidend ist der Betrachtungszeitpunkt. Es ist die Frage, wer die Rechnung bezahlt: Bezahlen wir oder unsere Enkel die Rechnung? Sie vergleichen Äpfel mit Birnen, Sie vergleichen das Umlageverfahren in der AHV mit dem Zwangssparen in der Pensionskasse. Ich kann den Spiess auch umdrehen: Kapitalisieren wir doch die bereits heute versprochenen AHV-Renten. Es gibt Studien, die diesen Ansatz verfolgen und dies berechnet haben. Ich sage Ihnen, es resultieren horrenden Zahlen, die weit über das Bruttoinlandsprodukt hinausgehen. Es wäre interessant, diesen Ansatz einmal weiterzurechnen und zu vergleichen. Ich bin überzeugt, dass man nicht mehr zum Schluss käme, dass das Modell des Ständerates günstig sei.

Die Kommission beantragt Ihnen mit 13 zu 12 Stimmen, den Antrag der Minderheit I (Humbel) abzulehnen, und mit 13 zu 5 Stimmen bei 7 Enthaltungen, den Antrag der Minderheit II (Humbel) abzulehnen.

Der zweite Punkt in diesem Block betrifft die Zusatzaufwertung der Einkommen der Frauen: Mit diesem Beschluss will die Mehrheit der Kommission den Lohnunterschied zwischen Männern und Frauen ausgleichen und entsprechend das Erwerbseinkommen der Frauen mit einem Zuschlag erhöhen, welcher gemäss Weisung des Bundesrates jährlich zu berechnen ist. Dieses Modell wurde erstmals bereits für den Ständerat ausgearbeitet, dann aber nicht weiterverfolgt. Bisher weist jede Studie, welche das Thema angeht, einen Lohnunterschied zwischen Mann und Frau von rund 20 Prozent aus. Davon ist rund die Hälfte, also in der Grössenordnung von 8 bis 9 Prozent, nicht erklärbar. Die jüngste Studie, die mir bekannt ist, ist in diesem Frühjahr im Kanton Zürich aufgelegt worden; auch im Kanton Zürich kommt man zu keinen neuen Erkenntnissen. Ich war blass erstaunt, dass Herr Nationalrat de Courten die Diskriminierung an sich gar nicht negiert – also besteht doch Handlungsbedarf!

Kollege Frehner weist darauf hin, dass die Frauen auf der einen Seite viel weniger Beiträge in die AHV einzahlen als die Männer und auf der anderen Seite viel mehr Rentenleistungen beziehen. Da muss ich darauf hinweisen, dass wir erste Korrekturen beschlossen haben: Wir haben das Rentenalter der Frauen erhöht, wir haben die Witwenrenten gesenkt, und wir haben die Bezugsmöglichkeiten für die Witwen relativiert. Da müssen wir also die Zahlen auch nachführen und aktualisieren.

Die Kommission beantragt Ihnen mit 13 zu 12 Stimmen, den Antrag der Minderheit Sauter abzulehnen.

Ziff. 5 Art. 34bis

Antrag der Mehrheit
Streichen

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Titel

Zuschlag zur Altersrente

Text

Die nach Artikel 34 Absatz 2 Buchstabe a berechnete Altersrente wird um 70 Franken erhöht.

Ch. 5 art. 34bis

Proposition de la majorité
Biffer

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Titre

Supplément à la rente de vieillesse

Texte

La rente de vieillesse calculée conformément à l'article 34 alinéa 2 lettre a est augmentée de 70 francs.

Ziff. 5 Art. 35

Antrag der Mehrheit

Abs. 1, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 1bis

Streichen

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Abs. 1, 1bis, 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Abs. 1

Die Summe der Altersrenten nach Artikel 34bis eines Ehepaares beträgt maximal 160 Prozent des Höchstbetrages der Altersrente nach Artikel 34bis, wenn ...

Abs. 1bis, 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Abs. 1, 1bis, 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Abs. 1, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 1bis

Der Bundesrat regelt die Einzelheiten, wenn mindestens ein Ehegatte Anspruch auf den Betrag nach Artikel 34bis hat.

Ch. 5 art. 35*Proposition de la majorité**Al. 1, 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 1bis

Biffer

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Al. 1, 1bis, 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Al. 1

La somme des rentes de vieillesse visées à l'article 34bis pour un couple s'élève à 160 pour cent au plus du montant maximal de la rente de vieillesse visée à l'article 34bis, si ...

Al. 1bis, 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Al. 1, 1bis, 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Al. 1, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 1bis

Le Conseil fédéral règle les cas particuliers lorsque au moins un des conjoints a droit au montant selon l'article 34bis.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): In den beiden Artikeln geht es einerseits um die Höhe der Altersrente – gibt es eine Erhöhung um 70 Franken oder nicht? – und andererseits um die Höhe der Summe der Renten für Ehepaare. Die Anträge der Minderheiten III (Feri Yvonne) und IV (Schmid-Federer) wurden zurückgezogen.

Die Abstimmungen gelten auch für die folgenden Artikel: Ziffer 5 Artikel 2 Absätze 4 und 5, Artikel 5 Absatz 1, Artikel 6, Artikel 8 Absätze 1 und 2, Artikel 10 Absatz 1bis, Artikel 13, Artikel 14 Absätze 5 und 6, Artikel 21 Absatz 1, was die Frage der Kompensation angeht, Artikel 33ter Absatz 1, Artikel 34 Titel, Artikel 35bis, Artikel 35ter Absätze 1 und 3, Artikel 36, Artikel 37, Artikel 37bis, Übergangsbestimmungen Buchstaben abis, d und e sowie Ziffer 6 Artikel 37 Absätze 1 und 1bis und ebenfalls Ziffer 8 Artikel 9, Artikel 37 Absatz 3.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 137)

Für den Antrag der Minderheit II ... 134 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 62 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 138)

Für den Antrag der Mehrheit ... 103 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 91 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Ziff. 5 Art. 2 Abs. 4, 5; Art. 5 Abs. 1; Art. 6 Abs. 1, 2*Antrag der Mehrheit*

Unverändert

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 5 art. 2 al. 4, 5; art. 5 al. 1; art. 6 al. 1, 2*Proposition de la majorité*

Inchangé

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 8*Antrag der Mehrheit**Abs. 1, 2*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Abs. 1

Vom Einkommen aus selbstständiger Erwerbstätigkeit wird ein Beitrag von 8,7 Prozent, mindestens aber ein Beitrag von 405 Franken pro Jahr erhoben.

Abs. 2

Versicherte, die auf ihrem massgebenden Lohn zusammen mit dem Arbeitgeber mindestens 405 Franken im Jahr bezahlt haben, können verlangen, dass auf ihrem Einkommen aus selbstständiger Erwerbstätigkeit ein Beitrag von 8,7 Prozent erhoben wird.

Antrag der Minderheit II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Abs. 1

Vom Einkommen aus selbstständiger Erwerbstätigkeit wird ein Beitrag von 8,7 Prozent, mindestens aber ein Beitrag von 405 Franken pro Jahr erhoben.

Abs. 2

Versicherte, die auf ihrem massgebenden Lohn zusammen mit dem Arbeitgeber mindestens 405 Franken im Jahr bezahlt haben, können verlangen, dass auf ihrem Einkommen aus selbstständiger Erwerbstätigkeit ein Beitrag von 8,7 Prozent erhoben wird.

Antrag der Minderheit III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Abs. 1

Vom Einkommen aus selbstständiger Erwerbstätigkeit wird ein Beitrag von 8,7 Prozent, mindestens aber ein Beitrag von 405 Franken pro Jahr erhoben.

Abs. 2

Versicherte, die auf ihrem massgebenden Lohn zusammen mit dem Arbeitgeber mindestens 405 Franken im Jahr bezahlt haben, können verlangen, dass auf ihrem Einkommen aus selbstständiger Erwerbstätigkeit ein Beitrag von 8,7 Prozent erhoben wird.

Ch. 5 art. 8*Proposition de la majorité**Al. 1, 2*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Al. 1

Une cotisation de 8,7 pour cent, mais de 405 francs par an au minimum, est perçue sur le revenu provenant d'une activité indépendante.

Al. 2

Les assurés dont la cotisation perçue pendant l'année sur leur salaire déterminant est d'au moins 405 francs, part de l'employeur comprise, peuvent demander que la cotisation due sur le revenu de l'activité indépendante soit perçue au taux de 8,7 pour cent.

Proposition de la minorité II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Al. 1

Une cotisation de 8,7 pour cent, mais de 405 francs par an au minimum, est perçue sur le revenu provenant d'une activité indépendante.

Al. 2

Les assurés dont la cotisation perçue pendant l'année sur leur salaire déterminant est d'au moins 405 francs, part de

l'employeur comprise, peuvent demander que la cotisation due sur le revenu de l'activité indépendante soit perçue au taux de 8,7 pour cent.

Proposition de la minorité III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Al. 1

Une cotisation de 8,7 pour cent, mais de 405 francs par an au minimum, est perçue sur le revenu provenant d'une activité indépendante.

Al. 2

Les assurés dont la cotisation perçue pendant l'année sur leur salaire déterminant est d'au moins 405 francs, part de l'employeur comprise, peuvent demander que la cotisation due sur le revenu de l'activité indépendante soit perçue au taux de 8,7 pour cent.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité*

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Die Frage der Gleichbehandlung der Selbstständigerwerbenden (Antrag der Minderheit IV) wird erst in Block 7 entschieden.

Ziff. 5 Art. 10 Abs. 1bis; 13; 14 Abs. 5, 6*Antrag der Mehrheit*

Streichen

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 5 art. 10 al. 1bis; 13; 14 al. 5, 6*Proposition de la majorité*

Biffer

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Ziff. 5 Art. 33ter Abs. 1***Antrag der Mehrheit*

Unverändert

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 5 art. 33ter al. 1

Proposition de la majorité

Inchangé

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 34 Titel

Antrag der Mehrheit

Unverändert

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Unverändert

Ch. 5 art. 34 titre

Proposition de la majorité

Inchangé

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Inchangé

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 35bis

Antrag der Mehrheit

Unverändert

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Abs. 1

Unverändert

Abs. 2

Der Bundesrat regelt die Einzelheiten, wenn die verwitwete Person Anspruch auf den Betrag nach Artikel 34bis hat.

Ch. 5art. 35bis

Proposition de la majorité

Inchangé

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Al. 1

Inchangé

Al. 2

Le Conseil fédéral règle les cas particuliers lorsque la personne veuve a droit au montant selon l'article 34bis.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 35ter

Antrag der Mehrheit

Aufheben

Antrag der Minderheit

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Nicht aufheben

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Abs. 1

Unverändert

Abs. 3

Der Bundesrat regelt die Einzelheiten, wenn die anspruchsberechtigte Person Anspruch auf den Betrag nach Artikel 34bis hat.

Ch. 5 art. 35ter

Proposition de la majorité

Abroger

Proposition de la minorité

(Schenker Silvia, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Ne pas abroger

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Al. 1

Inchangé

Al. 3

Le Conseil fédéral règle les cas particuliers lorsque la personne veuve a droit au montant selon l'article 34bis.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 36

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Die Witwen- oder Witwerrente einer geschiedenen Person wird gekürzt, soweit sie den Betrag der im Scheidungsurteil festgesetzten Unterhaltsleistung übersteigt.

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Abs. 1

Die Witwen- oder Witwerrente beträgt 60 Prozent der dem massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommen entsprechenden Altersrente nach Artikel 34.

Antrag der Minderheit II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Abs. 1

Die Witwen- oder Witwerrente beträgt 60 Prozent der dem massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommen entsprechenden Altersrente nach Artikel 34.

Antrag der Minderheit III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Abs. 1

Die Witwen- oder Witwerrente beträgt 60 Prozent der dem massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommen entsprechenden Altersrente nach Artikel 34.

Antrag der Minderheit IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Abs. 1

Die Witwen- oder Witwerrente beträgt 60 Prozent der dem massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommen entsprechenden Altersrente nach Artikel 34.

Ch. 5 art. 36

Proposition de la majorité

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

La rente des personnes divorcées est réduite dans la mesure où elle dépasse la contribution d'entretien fixée dans le jugement de divorce.

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Al. 1

La rente de veuve ou de veuf s'élève à 60 pour cent de la rente de vieillesse visée à l'article 34 correspondant au revenu annuel moyen déterminant.

Proposition de la minorité II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Al. 1

La rente de veuve ou de veuf s'élève à 60 pour cent de la rente de vieillesse visée à l'article 34 correspondant au revenu annuel moyen déterminant.

Proposition de la minorité III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häslar, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Al. 1

La rente de veuve ou de veuf s'élève à 60 pour cent de la rente de vieillesse visée à l'article 34 correspondant au revenu annuel moyen déterminant.

Proposition de la minorité IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Al. 1

La rente de veuve ou de veuf s'élève à 60 pour cent de la rente de vieillesse visée à l'article 34 correspondant au revenu annuel moyen déterminant.

Adopté selon la proposition de la majorité

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 37*Antrag der Mehrheit**Abs. 1*

Die Waisenrente beträgt 50 Prozent der dem massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommen entsprechenden Altersrente. Die Waisenrente von Kindern, die nur zum verstorbenen Elternteil in einem Kindesverhältnis standen, beträgt 60 Prozent der dem massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommen entsprechenden Altersrente.

Abs. 2, 3

Unverändert

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Abs. 1

Die Waisenrente beträgt 50 Prozent der dem massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommen entsprechenden Altersrente nach Artikel 34. Die Waisenrente von Kindern, die nur zum verstorbenen Elternteil in einem Kindesverhältnis standen, beträgt 60 Prozent der dem massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommen entsprechenden Altersrente nach Artikel 34.

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Abs. 1

Die Waisenrente beträgt 50 Prozent der dem massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommen entsprechenden

Altersrente nach Artikel 34. Die Waisenrente von Kindern, die nur zum verstorbenen Elternteil in einem Kindesverhältnis standen, beträgt 60 Prozent der dem massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommen entsprechenden Altersrente nach Artikel 34.

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häslar, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Abs. 1

Die Waisenrente beträgt 50 Prozent der dem massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommen entsprechenden Altersrente nach Artikel 34. Die Waisenrente von Kindern, die nur zum verstorbenen Elternteil in einem Kindesverhältnis standen, beträgt 60 Prozent der dem massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommen entsprechenden Altersrente nach Artikel 34.

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Abs. 1

Die Waisenrente beträgt 50 Prozent der dem massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommen entsprechenden Altersrente nach Artikel 34. Die Waisenrente von Kindern, die nur zum verstorbenen Elternteil in einem Kindesverhältnis standen, beträgt 60 Prozent der dem massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommen entsprechenden Altersrente nach Artikel 34.

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 5 art. 37*Proposition de la majorité**Al. 1*

La rente d'orphelin s'élève à 50 pour cent de la rente de vieillesse correspondant au revenu annuel moyen déterminant. La rente d'orphelin des enfants qui avaient un rapport de filiation avec le parent décédé seulement, s'élève à 60 pour cent de la rente de vieillesse correspondant au revenu annuel moyen déterminant.

Al. 2, 3

Inchangé

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Al. 1

La rente d'orphelin s'élève à 50 pour cent de la rente de vieillesse visée à l'article 34 correspondant au revenu annuel moyen déterminant. La rente d'orphelin des enfants qui avaient un rapport de filiation avec le parent décédé seulement, s'élève à 60 pour cent de la rente de vieillesse visée à l'article 34 correspondant au revenu annuel moyen déterminant.

Al. 2, 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Al. 1

La rente d'orphelin s'élève à 50 pour cent de la rente de vieillesse visée à l'article 34 correspondant au revenu annuel moyen déterminant. La rente d'orphelin des enfants qui avaient un rapport de filiation avec le parent décédé seulement, s'élève à 60 pour cent de la rente de vieillesse visée à l'article 34 correspondant au revenu annuel moyen déterminant.

Al. 2, 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Al. 1

La rente d'orphelin s'élève à 50 pour cent de la rente de vieillesse visée à l'article 34 correspondant au revenu annuel moyen déterminant. La rente d'orphelin des enfants qui avaient un rapport de filiation avec le parent décédé seulement, s'élève à 60 pour cent de la rente de vieillesse visée à l'article 34 correspondant au revenu annuel moyen déterminant.

Al. 2, 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Al. 1

La rente d'orphelin s'élève à 50 pour cent de la rente de vieillesse visée à l'article 34 correspondant au revenu annuel moyen déterminant. La rente d'orphelin des enfants qui avaient un rapport de filiation avec le parent décédé seulement, s'élève à 60 pour cent de la rente de vieillesse visée à l'article 34 correspondant au revenu annuel moyen déterminant.

Al. 2, 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 37bis*Antrag der Mehrheit*

Unverändert

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Abs. 1

Unverändert

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 5 art. 37bis*Proposition de la majorité*

Inchangé

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Al. 1

Inchangé

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Übergangsbestimmungen Bst. abis*Antrag der Mehrheit*

Streichen

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Titel

Beitragssätze und Mindestbeiträge

Abs. 1

Bis zur Vereinheitlichung des Referenzalters von Männern und Frauen bei 65 Jahren gemäss Artikel 21 gelten folgende Beitragssätze und Mindestbeiträge:

- a. der Beitragssatz nach Artikel 2 Absatz 4, Artikel 6 Absatz 1 und Artikel 8 Absätze 1 und 2 beträgt 8,4 Prozent;
- b. der Beitragssatz nach Artikel 5 Absatz 1, Artikel 6 Absatz 2 und Artikel 13 beträgt 4,2 Prozent;
- c. der Mindestbeitrag nach Artikel 2 Absätze 4 und 5 beträgt 784 Franken;
- d. der Mindestbeitrag nach Artikel 8 Absätze 1 und 2 und Artikel 10 Absatz 1bis beträgt 392 Franken.

Abs. 2

Anpassungen der Mindestbeiträge nach Artikel 9bis des bisherigen Rechts und Artikel 9b des neuen Rechts bleiben vorbehalten.

Antrag der Minderheit II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Titel

Beitragssätze und Mindestbeiträge

Abs. 1

Bis zur Vereinheitlichung des Referenzalters von Männern und Frauen bei 65 Jahren gemäss Artikel 21 gelten folgende Beitragssätze und Mindestbeiträge:

- a. der Beitragssatz nach Artikel 2 Absatz 4, Artikel 6 Absatz 1 und Artikel 8 Absätze 1 und 2 beträgt 8,4 Prozent;
- b. der Beitragssatz nach Artikel 5 Absatz 1, Artikel 6 Absatz 2 und Artikel 13 beträgt 4,2 Prozent;
- c. der Mindestbeitrag nach Artikel 2 Absätze 4 und 5 beträgt 784 Franken;
- d. der Mindestbeitrag nach Artikel 8 Absätze 1 und 2 und Artikel 10 Absatz 1bis beträgt 392 Franken.

Abs. 2

Anpassungen der Mindestbeiträge nach Artikel 9bis des bisherigen Rechts und Artikel 9b des neuen Rechts bleiben vorbehalten.

Ch. 5 dispositions transitoires let. abis*Proposition de la majorité*

Biffer

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Titre

Taux de cotisation et cotisations minimales

Al. 1

Les taux de cotisation et les cotisations minimales suivantes sont applicables jusqu'à ce que l'âge de référence entre les hommes et les femmes soit harmonisé à 65 ans, conformément à l'article 21:

- a. le taux de cotisation fixé selon l'article 2 alinéa 4, l'article 6 alinéa 1 et l'article 8 alinéas 1 et 2 est de 8,4 pour cent;
- b. le taux de cotisation fixé selon l'article 5 alinéa 1, l'article 6 alinéa 2 et l'article 13 est de 4,2 pour cent;
- c. la cotisation minimale fixée selon l'article 2 alinéas 4 et 5 est de 784 francs;
- d. la cotisation minimale fixée selon l'article 8 alinéas 1 et 2 et l'article 10 alinéa 1bis est de 392 francs.

Al. 2

Les adaptations des cotisations minimales selon l'article 9bis de l'ancien droit et selon l'article 9b du nouveau droit sont réservées.

Proposition de la minorité II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Titre

Taux de cotisation et cotisations minimales

Al. 1

Les taux de cotisation et les cotisations minimales suivantes sont applicables jusqu'à ce que l'âge de référence entre les hommes et les femmes soit harmonisé à 65 ans, conformément à l'article 21:

- a. le taux de cotisation fixé selon l'article 2 alinéa 4, l'article 6 alinéa 1 et l'article 8 alinéas 1 et 2 est de 8,4 pour cent;
- b. le taux de cotisation fixé selon l'article 5 alinéa 1, l'article 6 alinéa 2 et l'article 13 est de 4,2 pour cent;
- c. la cotisation minimale fixée selon l'article 2 alinéas 4 et 5 est de 784 francs;
- d. la cotisation minimale fixée selon l'article 8 alinéas 1 et 2 et l'article 10 alinéa 1bis est de 392 francs.

Al. 2

Les adaptations des cotisations minimales selon l'article 9bis de l'ancien droit et selon l'article 9b du nouveau droit sont réservées.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Ziff. 5 Übergangsbestimmungen Bst. d***Antrag der Mehrheit*

Streichen

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Artikel 34bis tritt am 1. Januar des ersten Jahres nach Inkrafttreten der Änderung vom ... in Kraft. Er gilt auch für Personen, die das Referenzalter nach Artikel 21 Absatz 1 nach dem Inkrafttreten der Änderung vom ... erreichen.

Antrag der Minderheit II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Artikel 34bis tritt am 1. Januar des ersten Jahres nach Inkrafttreten der Änderung vom ... in Kraft. Er gilt auch

für Personen, die das Referenzalter nach Artikel 21 Absatz 1 nach dem Inkrafttreten der Änderung vom ... erreichen.

Antrag der Minderheit IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Titel

Zuschlag zur Altersrente

Text

Artikel 34bis tritt am 1. Januar des ersten Jahres nach Inkrafttreten der Änderung vom ... in Kraft. Er gilt auch für Personen, die das Referenzalter nach Artikel 21 Absatz 1 nach dem Inkrafttreten der Änderung vom ... erreichen.

Ch. 5 dispositions transitoires let. d*Proposition de la majorité*

Biffer

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

L'article 34bis entre en vigueur le 1er janvier de la première année qui suit celle de l'entrée en vigueur de la modification du ... Il s'applique également aux personnes qui atteignent l'âge de référence selon l'article 21 alinéa 1 après l'entrée en vigueur de la modification du ...

Proposition de la minorité II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

L'article 34bis entre en vigueur le 1er janvier de la première année qui suit celle de l'entrée en vigueur de la modification du ... Il s'applique également aux personnes qui atteignent l'âge de référence selon l'article 21 alinéa 1 après l'entrée en vigueur de la modification du ...

Proposition de la minorité IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Titre

Supplément à la rente de vieillesse

Texte

L'article 34bis entre en vigueur le 1er janvier de la première année qui suit celle de l'entrée en vigueur de la modification du ... Il s'applique également aux personnes qui atteignent l'âge de référence selon l'article 21 alinéa 1 après l'entrée en vigueur de la modification du ...

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Ziff. 5 Übergangsbestimmungen Bst. e***Antrag der Mehrheit*

Streichen

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Artikel 35 tritt am 1. Januar des ersten Jahres nach Inkrafttreten der Änderung vom ... in Kraft. Er gilt auch für Personen, die das Referenzalter nach Artikel 21 Absatz 1 nach dem Inkrafttreten der Änderung vom ... erreichen. Er gilt auch für laufende Altersrenten von Personen, deren Ehegatte nach dem Inkrafttreten der Änderung vom ... einen Anspruch auf eine Altersrente erwirbt.

Antrag der Minderheit II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häslar, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Artikel 35 tritt am 1. Januar des ersten Jahres nach Inkrafttreten der Änderung vom ... in Kraft. Er gilt auch für Personen, die das Referenzalter nach Artikel 21 Absatz 1 nach

dem Inkrafttreten der Änderung vom ... erreichen. Er gilt auch für laufende Altersrenten von Personen, deren Ehegatte nach dem Inkrafttreten der Änderung vom ... einen Anspruch auf eine Altersrente erwirbt.

Ch. 5 dispositions transitoires let. e

Proposition de la majorité
Biffer

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

L'article 35 entre en vigueur le 1er janvier de la première année qui suit l'entrée en vigueur de la modification du ... Il s'applique également aux personnes qui atteignent l'âge de référence selon l'article 21 alinéa 1 après l'entrée en vigueur de la modification du ... Il s'applique également aux rentes de vieillesse en cours des personnes dont le conjoint acquiert le droit à la rente de vieillesse après l'entrée en vigueur de la modification du ...

Proposition de la minorité II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

L'article 35 entre en vigueur le 1er janvier de la première année qui suit l'entrée en vigueur de la modification du ... Il s'applique également aux personnes qui atteignent l'âge de référence selon l'article 21 alinéa 1 après l'entrée en vigueur de la modification du ... Il s'applique également aux rentes de vieillesse en cours des personnes dont le conjoint acquiert le droit à la rente de vieillesse après l'entrée en vigueur de la modification du ...

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 6 Art. 37

Antrag der Mehrheit

Abs. 1, 1bis

Unverändert

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Abs. 1, 1bis

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Abs. 1, 1bis

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Abs. 1, 1bis

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 1bis

Unverändert

Ch. 6 art. 37

Proposition de la majorité

Al. 1, 1bis

Inchangé

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Al. 1, 1bis

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Al. 1, 1bis

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Al. 1, 1bis

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 1bis

Inchangé

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 8 Art. 9

Antrag der Mehrheit

Unverändert

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 8 art. 9

Proposition de la majorité

Inchangé

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 8 Art. 37 Abs. 3

Antrag der Mehrheit
Unverändert

Antrag der Minderheit I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 8 art. 37 al. 3

Proposition de la majorité
Inchangé

Proposition de la minorité I

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Humbel, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Steiert, Streiff)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité III

(Feri Yvonne, Carobbio Guscetti, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité IV

(Schmid-Federer, Humbel, Ingold, Lohr, Weibel)
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 30

Antrag der Mehrheit
Abs. 1

Um den Lohnunterschied zwischen Frauen und Männern auszugleichen, wird die Summe der Erwerbseinkommen der Frauen um einen Zuschlag erhöht, der dem nach objektiven Kriterien nicht erklärbaren Anteil am allgemeinen Lohnunterschied entspricht. Der Bundesrat legt diesen Zuschlag fest, indem er wie bei der Anpassung der Renten an die Lohn- und Preisentwicklung vorgeht und sich auf die neueste Lohnstrukturhebung des Bundesamtes für Statistik stützt.

Abs. 1bis

Die Summe der Erwerbseinkommen, einschliesslich der allfälligen, um einen Zuschlag erhöhten Einkommen gemäss Absatz 1, wird entsprechend dem Rentenindex gemäss Artikel 33ter aufgewertet. Der Bundesrat lässt die Aufwertungsfaktoren jährlich feststellen.

Antrag der Minderheit

(Sauter, Brunner, Clottu, de Courten, Frehner, Herzog, Moret, Müri, Pezzatti, Stahl, Stamm)

Abs. 1

Unverändert

Abs. 1bis

Streichen

Ch. 5 art. 30*Proposition de la majorité**Al. 1*

Afin de compenser la différence de salaire entre les femmes et les hommes, la somme des revenus propres de l'activité lucrative des femmes est augmentée d'un supplément correspondant à la différence salariale générale non expliquée par des critères objectifs. Le Conseil fédéral détermine ce supplément au même terme auquel les rentes sont adaptées à l'évolution des salaires et des prix, en se fondant sur l'enquête sur la structure des salaires de l'Office fédéral de la statistique la plus récente.

Al. 1bis

La somme des revenus de l'activité lucrative, y compris, le cas échéant, les revenus augmentés du supplément, conformément à l'alinéa 1, est revalorisée en fonction de l'indice des rentes prévu à l'article 33ter. Le Conseil fédéral détermine annuellement les facteurs de revalorisation.

Proposition de la minorité

(Sauter, Brunner, Clottu, de Courten, Frehner, Herzog, Moret, Müri, Pezzatti, Stahl, Stamm)

Al. 1

Inchangé

Al. 1bis

Biffer

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Die Abstimmung gilt auch für Buchstabe cbis der Übergangsbestimmungen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 141)

Für den Antrag der Minderheit ... 103 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 93 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 5 Übergangsbestimmungen Bst. cbis*Antrag der Mehrheit**Titel*

Zusatzaufwertung der Erwerbseinkommen der Frauen

Text

Artikel 30 Absatz 1 gilt für die nach seinem Inkrafttreten neu entstehenden Renten.

Antrag der Minderheit

(Sauter, Brunner, Clottu, de Courten, Frehner, Herzog, Moret, Müri, Pezzatti, Stahl, Stamm)

Streichen

Ch. 5 dispositions transitoires let. cbis*Proposition de la majorité**Titre*

Revalorisation des revenus de l'activité lucrative des femmes

Texte

L'article 30 alinéa 1 s'applique aux rentes prenant naissance après son entrée en vigueur.

Proposition de la minorité

(Sauter, Brunner, Clottu, de Courten, Frehner, Herzog, Moret, Muri, Pezzatti, Stahl, Stamm)
Biffer

Angenommen gemäss Antrag der Minderheit
Adopté selon la proposition de la minorité

Ziff. 5 Art. 34 Abs. 2*Antrag der Minderheit*

(Gysi, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Steiert, Streiff)

...

a. Ist das massgebende durchschnittliche Jahreseinkommen kleiner oder gleich dem 36-fachen Mindestbetrag der Altersrente, so beträgt der feste Rententeil 71/100 des Mindestbetrages der Altersrente und der variable Rententeil 14,5/600 des massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommens.

b. Ist das massgebende durchschnittliche Jahreseinkommen grösser als das 36-Fache des Mindestbetrages der Altersrente, so beträgt der feste Rententeil 116/100 des Mindestbetrages der Altersrente und der variable Rententeil 7/600 des massgebenden durchschnittlichen Jahreseinkommens.

Ch. 5 art. 34 al. 2*Proposition de la minorité*

(Gysi, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Steiert, Streiff)

...

a. si le revenu annuel moyen déterminant est inférieur ou égal au montant minimal de la rente de vieillesse multiplié par 36, le montant fixe de la rente est égal au montant minimal de la rente de vieillesse multiplié par 71/100 et le montant variable au revenu annuel moyen déterminant multiplié par 14,5/600;

b. si le revenu annuel moyen déterminant est supérieur au montant minimal de la rente de vieillesse multiplié par 36, le montant fixe de la rente est égal au montant minimal de la rente de vieillesse multiplié par 116/100 et le montant variable au revenu annuel moyen déterminant multiplié par 7/600.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit Gysi wurde zurückgezogen.

Ziff. 5 Übergangsbestimmungen Bst. cter*Antrag der Minderheit*

(Gysi, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Steiert, Streiff)

Titel

Rentenformel

Text

Für Leistungen, auf die ein Anspruch vor dem 1. Januar des Jahres, in dem die Änderung vom ... in Kraft tritt, entstanden ist, gilt das bisherige Recht.

Ch. 5 dispositions transitoires let. cter*Proposition de la minorité*

(Gysi, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Häsler, Heim, Lohr, Schenker Silvia, Steiert, Streiff)

Titre

Formule des rentes

Texte

L'ancien droit est applicable pour les prestations dont le droit est né avant le 1er janvier de l'année de l'entrée en vigueur de la modification du ...

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit Gysi wurde zurückgezogen.

Block 6 – Bloc 6*Institutionelle Massnahmen*
Mesures institutionnelles

Heim Bea (S, SO): Es geht um die Risikobeiträge nach kollektiven Grundsätzen, Artikel 65 BVG. Die SP-Fraktion beantragt Ihnen, dem Ständerat zuzustimmen und damit auch der Regelung, die der Bundesrat beantragt. Die Vorsorgeeinrichtungen legen die Höhe der Beiträge für die Deckung der Risiken Tod und Invalidität nach kollektiven Grundsätzen fest. Das Prinzip des kollektiven Tragens dieser Risiken ist sehr wichtig. Die Folgen des Antrages der Mehrheit auf Streichen von Absatz 2bis in Artikel 65 BVG sind äusserst negativ, vor allem für die Frauen und die älteren Arbeitskräfte. Die Individualisierung der Risikobeiträge würde dazu führen, dass innerhalb des gleichen betrieblichen Kollektivs grosse Unterschiede in der Höhe der Risikobeiträge entstünden. Das steht im Widerspruch zur betrieblichen Solidarität, auf der die berufliche Vorsorge ja eigentlich basiert.

Es sei eine Tatsache, argumentiert Kollegin Schmid-Federer, dass ältere Versicherte ein höheres Todesfall- und Invaliditätsrisiko hätten, und Ähnliches hört man bezüglich der Frauen. Mit anderen Worten: Wenn Sie Absatz 2bis in Artikel 65 BVG streichen, führt dies zu individualisierten Prämien, also zu höheren Risikobeiträgen bei den Frauen, bei den älteren Arbeitskräften, also zur Verteuerung dieser Arbeitskräfte. Das steht aber auch in krassem Widerspruch dazu, dass wir ja alles, und das habe ich jetzt mehrfach in diesem Saal gehört, dafür tun möchten, dass Arbeitskräfte im Arbeitsprozess bleiben können, auch wenn sie in fortgeschrittenerem Alter sind.

Die SP will nicht, dass ältere Versicherte durch Risikoprämien, die massiv höher sind als die von jüngeren, abgestraft werden. Die SP will nicht, dass Frauen wegen der höheren Risikoprämien gegenüber den Männern den Kürzeren ziehen. Darum ist der Kollektivgrundsatz so wichtig. Die Versicherungsgesellschaften können in der Prämienfestsetzung dem Risikoverlauf der Branche und des Betriebes Rechnung tragen. Das können sie, aber es darf nicht sein, dass schliesslich mit individuellen Prämien Frauen und ältere Arbeitnehmer auf dem Arbeitsmarkt benachteiligt werden. Genau dem würde die Streichung von Absatz 2bis in Artikel 65 BVG eben Vorschub leisten.

Folgen Sie darum der Minderheit und damit dem Ständerat und dem Bundesrat, und lehnen Sie den Mehrheitsantrag auf Streichen ab.

Steiert Jean-François (S, FR): Ma première proposition de minorité concerne l'article 37 alinéa 3bis de la loi fédérale sur la surveillance des entreprises d'assurance (LSA). Le projet du Conseil fédéral introduit une disposition qui renforce la transparence et la crédibilité des activités des assureurs et qui nous semble a priori judicieuse. Il nous semble en revanche anormal que les grandes entreprises, qui, en général, bénéficient de rabais notamment parce qu'elles ont une masse critique relativement importante, reçoivent au titre de participation aux excédents les mêmes sommes, proportionnellement, que les petites et moyennes entreprises qui paient, elles, en moyenne souvent des primes nettement plus élevées. De manière générale – simplifiée et un tout petit peu caricaturale –, la suppression de la disposition prévue par le Conseil fédéral et adoptée par le Conseil des Etats a comme conséquence que de petites et moyennes entreprises subventionnent indirectement une attribution excessive de la participation aux excédents pour les grandes entreprises, ce qui dans un pays où tout le monde relève l'importance des petites et moyennes entreprises est tout de même paradoxal.

Ma seconde proposition de minorité, à l'article 37 alinéas 4 et 4bis LSA, concerne ce qui s'appelle en bon français moderne la «legal quote». Selon le droit en vigueur, au moins 90 pour cent de la participation aux excédents doivent être affectés aux assurés. Le Conseil fédéral nous propose de monter ce taux à 92 pour cent, dans la mesure où les dix dernières années nous ont montré que cette quote-part pou-

vait être atteinte, puisque nous avons atteint un taux de 92,1 pour cent.

La majorité de la commission a décidé d'en rester à la situation actuelle, ce qui a pour conséquence de laisser 2 pour cent – supplémentaires et inutiles, en tout cas potentiellement – du volume du produit total aux assureurs-vie. Il n'y a aucune raison de faire un cadeau pareil à une branche qui, avec l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes, avec la baisse du taux de conversion de 6,8 pour cent à 6 pour cent, avec des mesures de compensation relativement fantaisistes qui seront financées par les entreprises et les assurés en vertu de ce qui a été décidé aujourd'hui par une majorité sans doute un peu de hasard, s'en sortira bien.

Une autre proposition de minorité concerne l'article 38 alinéa 2 LSA qui est relatif aux primes qui couvrent les risques. Aujourd'hui, les primes perçues dans le domaine concerné sont systématiquement très supérieures aux risques couverts. En 2014, il y a eu des dépenses pour 1,4 milliard de francs, alors que l'encaissement était de 2,6 milliards de francs.

Le Conseil fédéral proposait de plafonner les primes à 100 pour cent du sinistre attendu sur la base de la statistique des sinistres, ce qui avait obtenu l'aval du Conseil des Etats. La majorité de notre commission en a décidé autrement. Elle veut biffer cette réglementation et, de ce fait, si on se réfère aux chiffres de 2014, faire un cadeau supplémentaire de 800 millions de francs à la branche de l'assurance-vie, ce qui est tout simplement indécent après ce que nous venons de décider aujourd'hui.

Il est étrange de constater que la majorité des membres du conseil considère qu'il est impossible de déboursier un peu plus d'argent pour augmenter la rente AVS ordinaire d'un montant relativement modeste et que cette même majorité nous dise qu'il est tout à fait possible de faire un cadeau de 800 millions de francs – selon les chiffres de 2014 – à la branche de l'assurance-vie. C'est une priorisation totalement contraire aux intérêts de la majorité de la population.

Dans le cas où nous devrions nous opposer in fine en votation populaire à la solution adoptée aujourd'hui par la majorité des membres de notre conseil, il est évident que les citoyennes et les citoyens comprendraient assez mal pourquoi on dit non à une situation décente pour nos retraités et pourquoi on dit oui à un cadeau de centaines de millions de francs à la branche de l'assurance-vie.

Schelbert Louis (G, LU): Der Block 6 befasst sich mit institutionellen Massnahmen bei der zweiten Säule: Es geht um Risikobeiträge, Risikoprämien, Mindestquote.

Rund die Hälfte der versicherten Arbeitnehmer ist bei einer Lebensversicherungsgesellschaft versichert. Für diese wurde 2005 eine Mindestquote eingeführt, auch Legal Quote genannt, um die Gewinne der Versicherungen aus der zweiten Säule zu verringern. Das Ziel wurde unseres Erachtens klar verpasst. Laut Gesetz dürften die Versicherungen 10 Prozent der Überschüsse einheimsen. Tatsächlich nehmen sie aber nicht 10 Prozent der Überschüsse, sondern 10 Prozent des Gesamtertrags. Diese übersteigerten Gewinne gehen auf Kosten der Arbeitnehmer, welche zu hohe Prämien bezahlen und nur ungenügend an den Überschüssen beteiligt werden.

Der Bundesrat schlägt vor, die Mindestquote von heute 90 auf 92 Prozent zu erhöhen. Damit käme ein etwas grösserer Teil der Erträge den Versicherten zugute. Der Vorschlag ist bescheiden: Die 92 Prozent entsprechen dem Durchschnitt dessen, was die Versicherungen tatsächlich für sich abzweigen. Richtig wäre eine noch höhere Quote, es handelt sich ja um Zahlungen in die Sozialversicherung. Doch der politische Zug fährt in die Gegenrichtung: Der Ständerat strich die neue Bestimmung, die der Bundesrat vorgeschlagen hatte. Den Versicherungen würden weiterhin 10 Prozent bleiben.

Die Mehrheit der vorberatenden Kommission des Nationalrates folgt dem Ständerat und will zusätzlich noch die Missbräuchlichkeitsprüfung der Risikoprämien streichen. Eine

Minderheit Steiert will – wir haben es gehört – diese Prüfung im Gesetz behalten, die Fraktion der Grünen auch.

Die Altersvorsorge 2020 verlangt von vielen grosse Opfer, von den Lebensversicherungen aber nicht. Ihre Profite aus der Sozialversicherung werden mit dieser Revision garantiert, ja, sie dürfen sie sogar noch ausbauen. Diese Politik empfinden viele Menschen als stossend, auch wir Grünen. Die zweite Säule muss die Altersvorsorge sichern und die Risiken Invalidität und Tod abdecken. Wir unterstützen den Antrag der Minderheit Steiert, die Legal Quote bei 92 Prozent festzulegen. Wir sind zudem für einen weiteren Minderheitsantrag Steiert in der Frage, die Kriterien der Überschusszuteilung gemäss Entwurf des Bundesrates festzulegen. Dieser wirkt den heute intransparenten Umverteilungen innerhalb des Versichertenbestandes entgegen.

Eine weitere Fehlentwicklung beobachten wir bei der Festlegung der Risikoprämien. Eigentlich müsste hier auf die Dauer ein Gleichgewicht zwischen Rentenertrag und Versicherungsleistungen entstehen. Die Prämien für Todesfall- und Invaliditätsleistungen betrugen jedoch in den letzten zehn Jahren fast das Doppelte der effektiv ausbezahlten Leistungen, auch im letzten Jahr war dies beinahe wieder der Fall. Wir finden das unverschämte. In den letzten Jahren ist die Zahl der Neurenten bei der IV stark gesunken, die Risiken werden kleiner. Die auch hier abgezweigten Gewinne sind eine Zumutung für die Versicherten. Ob hier nicht die Finma intervenieren müsste?

Schliesslich gibt es beim BVG noch eine Minderheit Heim. Sie verlangt wie der Bundesrat, dass die Vorsorgeeinrichtungen die Höhe der Beiträge für die Risiken Tod und Invalidität nach kollektiven Grundsätzen festlegen. Heute werden die Risikobeiträge zum Teil individuell festgelegt. Dies führt innerhalb der gleichen Betriebe zu grossen Unterschieden in der Höhe der Risikobeiträge. Das widerspricht der betrieblichen Solidarität.

Die Fraktion der Grünen votiert für die Minderheit Heim.

Ich möchte jetzt dem Herrn Bundesrat gerne eine Frage stellen: Ich habe vorhin ausgeführt, dass die Lebensversicherer im Bereich der Prämien für Todesfall- und Invaliditätsleistungen sehr hohe Gewinne abführen. Wäre es nicht angezeigt, dass hier die Finma nachfragt und interveniert?

Frehner Sebastian (V, BS): In Block 6 geht es um die institutionellen Massnahmen. Das ist jetzt sicher nicht gerade ein Thema, an das man als Erstes denkt, wenn man von der Altersvorsorge 2020 spricht. Nichtsdestotrotz geht es um Bestimmungen, die wichtig sind.

Artikel 65 Absatz 2bis BVG in der bundesrätlichen Version möchte die Vorsorgeeinrichtungen verpflichten, die Höhe der Beiträge für die Deckung der Risiken Tod und Invalidität nach kollektiven Grundsätzen festzulegen. Die Mehrheit Ihrer Kommission lehnt dies ab. Frau Heim möchte dem Bundesrat folgen. Ich bitte Sie, den Antrag der Minderheit Heim abzulehnen. Er würde das Modell der Vollversicherung verunmöglichen. Vollversicherung bedeutet, dass ein Betrieb die Risiken seiner Vorsorgeeinrichtung an eine private Lebensversicherungsgesellschaft abgibt und auch die Anlage des Vorsorgevermögens dieser überlässt. Müssen die Versicherer Tarife nach kollektiven Grundsätzen einführen, würde dies dazu führen, dass die Risiken strenger selektioniert werden müssten. Unternehmen mit höheren Risiken würden Gefahr laufen, keine Vollversicherungen mehr abschliessen zu können. Damit wäre für viele KMU das Modell der Vollversicherung nicht mehr möglich. Deshalb ist diese Lösung abzulehnen.

Artikel 37 Absatz 3bis VAG regelt die Überschusszuteilung. Der Bundesrat möchte, dass die Versicherer dieser, getrennt nach Prozess, sowohl denselben Kreis von Versicherungsnehmern als auch dieselben Kriterien und Gewichtungen zugrunde legen wie der Prämienberechnung. Die Mehrheit Ihrer Kommission lehnt dies ab. Die Minderheit Steiert möchte an der Version des Bundesrates festhalten. Tatsache ist, dass bereits die heute geltende Aufsichtsverordnung eine faire Überschussverteilung gewährleistet und erhebliche nicht-begründbare Ungleichbehandlungen der Versicherungsneh-

mer bei der Überschussverteilung verbietet. Diese Bestimmungen sind auf der Verordnungsstufe am richtigen Ort. Es braucht keine diesbezüglichen gesetzlichen Regelungen.

Bei Artikel 37 Absätze 4 und 4bis VAG geht es um die Höhe der Mindestquote. Diese Legal Quote legt für Kollektivlebensversicherungen im Bereich der beruflichen Vorsorge fest, welcher Mindestanteil an den massgeblichen Erträgen vom Versicherer an die Versicherungsnehmer auszuschütten ist. Heute sind dies 90 Prozent. Der Bundesrat und die Minderheit Steiert möchten diese Quote auf 92 Prozent erhöhen.

Die Mindestquote von 90 Prozent hat sich bewährt. Sie führt dazu, dass die Versicherer in guten Jahren Gewinne erzielen und so in schlechten Jahren eintretende Verluste ausgleichen. Eine Erhöhung der Legal Quote würde dazu führen, dass dieses Geschäft für Lebensversicherungen immer unprofitabler würde und sie sich mehr und mehr daraus zurückziehen würden. Das wäre nicht im Sinne der Wirtschaft. Nun noch zu Artikel 38 Absatz 2 VAG: Der Bundesrat und ihm folgend die Minderheit Steiert möchten, dass Tarife für Todesfall- und Invaliditätsleistungen insbesondere dann als missbräuchlich gelten, wenn die daraus resultierenden Prämien den aufgrund der Schadenstatistik erwarteten Schaden um mehr als 100 Prozent übersteigen. Diese Bestimmung ist unnötig und Ausdruck eines generellen Misstrauens gegenüber der Versicherungswirtschaft. Schon heute prüft die Finma die Tarife der Versicherer auf ihre Missbräuchlichkeit und lehnt zu hohe Tarife ab. Bitte sagen Sie Nein zum Antrag dieser Minderheit!

Gysi Barbara (S, SG): Zu diesem Block 6 muss man sagen: Die Versicherungen haben gut lobbyiert und sich vollständig durchgesetzt. Wenn Sie primär die Versicherungen vertreten wollen, dann können Sie hier Erfolge feiern. Wir sind aber klar der Meinung, dass es so nicht geht. Nach der heutigen Debatte muss man zwar sagen, dass sich nicht nur die Versicherungen, sondern auch noch andere Kreise gut durchgesetzt haben. Aber die Versicherungen verdienen gutes Geld mit ihrem Vollversicherungsmodell. Auch wenn sie so für kleinere Unternehmen Risiken abdecken, ist es für sie ein gutes Geschäftsmodell. Sie haben sich jetzt da auch gut eingebracht und ihre Unterstützer gefunden. Das hat dazu geführt, dass die Mehrheit unserer Kommission alle Bestimmungen, die vom Bundesrat und auch vom Ständerat gestützt wurden, jetzt wieder streichen will.

Wir von der SP-Fraktion haben vier Minderheitsanträge eingebracht. Sie haben das gehört, sie wurden auch bereits begründet.

Bei den Risikobeiträgen wollen wir, dass sie nach kollektiven Grundsätzen festgelegt werden. So kann auch die Solidarität unter den verschiedenen Betrieben gefestigt werden. Es ist aus Solidaritäts- und Gerechtigkeitsgründen wichtig, dass es so erfolgt und dass auch innerhalb der Betriebe dieser Ausgleich stattfindet, damit nicht plötzlich Mitarbeiter aus dem gewerblichen Bereich höhere Risikobeiträge bezahlen müssten als Büroangestellte im gleichen Unternehmen. Ich bitte Sie sehr, hier ganz klar den Antrag der Minderheit zu unterstützen.

Dasselbe gilt für die Überschusszuteilung: Es ist wichtig, dass die Kriterien bei der Überschusszuteilung gleich gehandhabt werden wie bei der Prämienberechnung. Dies ist eine Frage der Transparenz und auch der Gerechtigkeit. Darum wollen wir, dass es so bleibt. Kollege Frehner sagt, das brauche es nicht auf gesetzlicher Ebene, es reiche, wenn das in der Verordnung durch den Bundesrat geregelt werde, es sei genügend Fairness vorhanden. Wir sagen, es ist sicherer, wenn es im Gesetz geregelt ist. Dann steht das fest, und wir müssen auch in Zukunft nicht befürchten, dass es da Veränderungen geben könnte.

Von zentraler Bedeutung ist der Antrag der Minderheit betreffend die Höhe der Mindestquote, der Legal Quote, wie sie auch genannt wird. Jetzt wurde der Umwandlungssatz gesenkt. Das wird der Branche schon einmal eine grosse Entlastung bringen. Nun will man weiterhin den tiefen Satz bei der Legal Quote behalten. Das muss man einfach sehen:

Es ist doch störend, dass überhaupt Gewinne mit unseren Vorsorgegeldern gemacht werden, auch wenn es das Vollversicherungsmodell betrifft. Denn es werden ja Verwaltungskosten abgezogen; alle Kosten, die anfallen, sind abgegolten. Am Schluss werden mit den Rentengeldern eigentlich auch Gewinne gemacht, zugunsten von Aktionären oder für hohe Managerlöhne. Das ist doch schon störend.

Jetzt gibt es eine minime Erhöhung von 90 auf 92 Prozent. Das ist überhaupt kein Problem für die Branche. In den letzten Jahren wurden die Überschussbeteiligungen, die an die Versicherten zuhanden der Renten weitergegeben werden, freiwillig von 92 auf 96 Prozent erhöht. Jetzt wehren sich die Branche und mit ihr die vereinigten bürgerlichen Parteien gegen eine Erhöhung auf 92 Prozent, obwohl es eine Tatsache ist, dass im Moment 96 Prozent weitergegeben werden. Ich verstehe überhaupt nicht, warum man da einen solchen Tanz macht. Man könnte das jetzt sehr gut festlegen. 8 Prozent Gewinn sind immer noch ziemlich viel; das sind Gelder, die eigentlich der Rentenverbesserung zustünden. Das ist etwas, das Sie ja sonst auch richtig finden, dass nämlich die Renten gesichert und verbessert werden.

Bei der Risikoprämie bitte ich Sie ebenfalls, die Minderheit zu unterstützen. Es kann doch nicht sein, dass man höhere Beiträge einfordert, dass Schäden zu mehr als 100 Prozent abgedeckt werden müssen. Man muss nicht auf Vorrat Beiträge erheben. Die Mehrheit will das offensichtlich. In anderen Bereichen sagt man immer, es brauche nichts auf Vorrat. Hier, wenn es zugunsten der Versicherungen ist, ist das aber der Fall.

Sauter Regine (RL, ZH): Die FDP-Liberale Fraktion bekennt sich zu einem klaren Wettbewerbsmodell im Bereich der zweiten Säule. Es ist richtig, dass es zahlreiche Versicherer gibt, die die unterschiedlichen Bedürfnisse von Unternehmen und Versicherten abdecken können. Gerade für kleine und mittlere Unternehmen ist es wichtig, dass sie über diese Auswahl verfügen, um die in Bezug auf ihre Arbeitnehmerstruktur optimale Lösung zu finden.

Weiter ist es uns auch wichtig zu sagen, dass wir das Reformziel bezüglich der zweiten Säule nicht aus den Augen verlieren möchten. Gerade hier werden wir deshalb auch keine Anträge unterstützen, die nicht nachhaltig zur Sanierung der zweiten Säule beitragen respektive dazu beitragen, dass diese auf ein stabiles Fundament gestellt werden kann. Anträge, welche diesem Ziel zuwiderlaufen, lehnen wir klar ab. Zusammengefasst sind das sämtliche Minderheitsanträge in diesem Block; sie stammen alle von linker Seite. Im Übrigen können wir uns auch der etwas seltsamen Vorstellung der linken Seite, wie ein Markt zu funktionieren hat, nicht anschliessen: Gewinn zu machen ist aus unserer Sicht nicht grundsätzlich etwas Schlechtes.

Lassen Sie mich einige Minderheitsanträge namentlich erwähnen, zum Beispiel jenen der Minderheit Steiert zu Artikel 37 Absätze 4 und 4bis VAG, bei dem es um die Erhöhung der Mindestquote geht. Wir lehnen diesen Minderheitsantrag ab, und zwar aus folgenden Gründen: Es ist klar, dass eine Erhöhung der Mindestquote dazu führen würde, dass der Kapitalbedarf eines Versicherers steigt respektive die Möglichkeit eingeschränkt wird, dem Risiko entsprechende Anlagen zu machen. Es müsste eine defensivere Anlagestrategie gefahren werden, und es wäre mit tieferen Anlageerträgen zu rechnen. Letztlich bliebe für die Versicherten dadurch weniger übrig.

Ebenfalls lehnen wir den Antrag der Minderheit Steiert zu Artikel 38 Absatz 2 VAG ab, der sich auf die Begrenzung der Risikoprämie auf 200 Prozent bezieht. Prämien werden im Voraus festgelegt, das Ergebnis steht im Nachhinein fest. Es ist deshalb klar, dass das auseinanderklaffen kann. Prämien werden vorsichtig festgelegt, denn der Versicherer kann nicht wissen, welches Schadenereignis letztlich zu decken ist, und es geht darum, mit der Festlegung der Prämie in jedem Fall leistungsfähig zu bleiben. Für die Versicherten – und das ist wahrscheinlich das Missverständnis – hat eine höhere Prämie letztlich auch keine Konsequenzen, weil Überschüsse wieder an sie zurückfliessen. Zudem unter-

steht dieser Bereich auch der Kontrolle der Finma, welche die Prämien zu genehmigen hat, und das schützt Versicherte vor Missbrauch in Form von überhöhten Prämien. Zusammengefasst bitten wir Sie im Namen der FDP-Liberalen Fraktion, sämtliche Minderheitsanträge abzulehnen und der Mehrheit zuzustimmen.

Badran Jacqueline (S, ZH): Frau Sauter, wir haben an der gleichen Hochschule gelernt. Wenn der Wettbewerb vollständig wäre, dann gäbe es gar keine Gewinne; dies ganz im Gegensatz zu diesem Fall, die Ihr Kollege von der GLP gerade als Nische bezeichnet hat, in der es gesetzlich garantierte Gewinne gibt. Können Sie dem Parlament und der Öffentlichkeit sagen, um wie viel Gewinn im Rahmen der Legal Quote es sich hier in absoluten Zahlen jährlich handelt?

Sauter Regine (RL, ZH): Nein, das kann ich nicht, aber ich nehme an, Sie können das. *(Zwischenruf Badran: Jesses Gott!)*

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Man stellt Fragen, um eine Antwort zu erhalten, und nicht, um die Antwort selbst zu geben.

Humbel Ruth (C, AG): Die CVP-Fraktion wird in diesem Block mit der Kommissionsmehrheit stimmen, denn die Minderheitsanträge tragen nicht zum eigentlichen Ziel dieser Vorlage, der Sicherung der Altersvorsorge, bei, im Gegenteil: Sie können Garantielösungen, Wahlfreiheit und Rentensicherheit für die KMU und deren Mitarbeiter gefährden.

Zur Frage der Risikobeiträge nach kollektiven Grundsätzen in Artikel 65 Absatz 2bis BVG: Heute trägt der Versicherer mit der individuellen, jährlich neu berechneten Prämie dem sich verändernden Risiko der Betriebe und deren Mitarbeiter Rechnung. Bei einer Festlegung des Risikobeitrags nach kollektiven Grundsätzen wäre dies nicht mehr möglich. Gemäss der neuen Bestimmung müssten die Vorsorgeeinrichtungen für die Risiken Tod und Invalidität einheitliche Beiträge erheben. KMU mit tieferen Risiken müssten unternehmensübergreifend die höheren Risiken anderer KMU finanziell mittragen. Damit entstünde eine ungewollte Solidarität. Risikobeiträge nach kollektiven Grundsätzen führen deshalb zwangsläufig zu einer Separierung von tieferen und höheren Risiken und zu einer Verteuerung der Vorsorge für diejenigen mit den höheren Risiken.

Bei Artikel 37 Absatz 3bis VAG, den Kriterien für die Überschusszuteilung, stimmen wir auch mit der Mehrheit. Die Bildung der erforderlichen Rückstellungen und die Zuteilung der Überschüsse an die Versicherten erfolgen aus dem Gesamtergebnis eines Jahres. Die vorgeschlagene neue Bestimmung verlangt, dass in den Bereichen Sparen, Risiko und Kosten je separat ausgeglichene Resultate ausgewiesen werden müssten. In jedem der drei Bereiche müssten die Einnahmen den Aufwand aus diesem Bereich decken. Zum Aufwand gehören aber auch die im einzelnen Bereich notwendigen Rückstellungen und die Überschusszuführung. Die ganze Neuregelung hätte da eigentlich Prämien erhöhungen zur Folge, welche von allen KMU und den Versicherten getragen werden müssten.

Zur Erhöhung der Legal Quote in Artikel 37 VAG: Faktisch, das haben wir schon gehört, liegt die Legal Quote heute bei 96 Prozent. Das ist eigentlich ein Beweis dafür, dass die Versicherer nicht unnötig Kapitalien abzwacken, sondern eben das den Versicherten und KMU zukommen lassen, was ihnen zusteht. Eine höhere Mindestquote würde auch eine weiter gehende Garantie zugunsten der Versicherten bedeuten und ein höheres Verlustrisiko für die Versicherer herbeiführen. Der Kapitalbedarf für die Versicherer würde steigen, und die Möglichkeit würde sinken, Risikokapital zu bilden. Einfach gesprochen: Wenn man einen grossen Kuchen verteilt, bekommen alle grössere Stücke, und wenn der Kuchen klein ist, bekommen eben alle kleine Stücke. Eine Erhöhung der Mindestquote zwingt die Versicherer zu einer defensiveren Anlagestrategie, was letztlich auch zum Nachteil der

KMU ist. Die Versicherten haben dann praktisch weniger davon.

Bei der Begrenzung der Risikoprämie auf 100 Prozent des erwarteten Schadens in Artikel 38 Absatz 2 VAG stimmen wir auch mit der Mehrheit. Die Risikoprämien werden ja im Voraus festgelegt. Das Risikoergebnis steht jedoch erst im Nachhinein fest. Um auch bei ungünstigem Risikoergebnis die Leistungen erbringen zu können, muss der Versicherer die Prämien nach dem Vorsichtsprinzip festlegen. Das gilt hier umso mehr, als für die Versicherten keine Nachschusspflicht besteht. Das vorsichtige Festlegen der Prämien ist für den Versicherten nicht von Nachteil, weil nichtbenötigte Prämien und Rückstellungen in Form von Überschüssen an die Versicherten zurückfliessen. Dann ist es die Finma, welche die Risikoprämien genehmigen muss und unter anderem prüft, ob die Versicherten vor einer Insolvenz des Versicherungsunternehmens und vor Missbrauch in Form überhöhter Prämien geschützt sind.

Zusammengefasst: Die CVP-Fraktion stimmt in diesem Block mit der Kommissionsmehrheit.

Berset Alain, conseiller fédéral: Deux questions sont posées ici, celle de la quote-part minimale d'une part, et celle de la transparence des primes de risque et de la surveillance d'autre part. Je répondrai enfin à la question posée par Monsieur Schelbert.

Tout d'abord, j'aimerais rappeler que, dans le cadre de la réforme Prévoyance vieillesse 2020, ce qu'on appelle les mesures d'ordre institutionnel sont en fait les mesures qui touchent au rôle des assureurs-vie dans le domaine de la prévoyance professionnelle. Une de ces mesures concerne la quote-part minimale. Cette quote-part minimale règle la répartition des gains entre les assureurs et les assurés. Actuellement, elle est de 90 pour cent, ce qui signifie que 10 pour cent au plus de toutes les recettes d'assurance peuvent revenir aux assureurs-vie. Le projet du Conseil fédéral vise à vous proposer de relever ce niveau de 90 à 92 pour cent. Cette proposition se fonde sur deux constats. Le premier constat est que l'examen du taux de répartition des sept dernières années montre qu'en moyenne la part redistribuée aux assurés s'est élevée aux environs de 96 pour cent; même lorsqu'on écarte l'année 2008, année exceptionnelle de ce point de vue, on arrive à un peu plus de 92 pour cent. Le deuxième élément, c'est que nous avons demandé des expertises à ce sujet et qu'aucune critique fondamentale n'a été émise contre le relèvement de la quote-part minimale.

Ces deux éléments montrent donc, à notre sens, qu'un relèvement à 92 pour cent constitue un objectif raisonnable. Cet objectif est d'autant plus raisonnable que vous avez décidé de développer fortement le deuxième pilier en y inscrivant intégralement une compensation. Dans ces conditions, la question de la quote-part minimale prend une importance accrue. C'est certainement un élément qui devra être étudié plus en détail à l'avenir, maintenant que nous connaissons les décisions de votre conseil.

J'aimerais rappeler que les assureurs-vie profitent de cette réforme, qu'ils profitent des aménagements dans le deuxième pilier faits dans le cadre de cette réforme. Bien sûr, ils profitent notamment de la part maximale de la participation aux excédents des assureurs-vie, qu'on souhaite un peu réduire, mais l'équilibre financier amené par la réforme est également un élément important pour les assureurs. Je pense notamment à la diminution du taux de conversion minimal, au relèvement de l'âge de la retraite des femmes, à l'introduction d'une prime d'appoint servant à financer la garantie du taux de conversion en rentes et la possibilité de déduire cette prime de la prestation de libre passage ou encore à l'élargissement du cercle des assurés pour les institutions collectives d'assureurs-vie en vertu des nouvelles dispositions concernant les indépendants. Les assureurs-vie profitent donc vraiment de cette réforme, et il est juste qu'ils apportent aussi leur contribution. D'où la proposition du Conseil fédéral de relever à 92 pour cent la quote-part minimale.

Vous avez vu que ce relèvement a été rejeté par le Conseil des Etats, ainsi que par votre commission. Nous le regrettons, d'autant plus que ce qui est proposé est assez flexible: il s'agit de fixer un taux de 92 pour cent au moins, avec la possibilité, dans des circonstances exceptionnelles, de revenir à 90 pour cent. C'est donc un système plus flexible qu'aujourd'hui. La situation que nous connaissons actuellement avec des taux négatifs pourrait être considérée comme circonstance exceptionnelle. Donc nous aurions vraiment les moyens d'être plus précis qu'aujourd'hui pour ce qui concerne la quote-part minimale.

Un autre élément concerne la transparence, les prime de risque et la surveillance, ainsi que la prévention des abus en matière de primes de risque. Il y a également la question de l'attribution de la participation aux excédents qui devrait reposer pour chaque processus sur le même cercle de preneurs d'assurance et sur les mêmes critères et la même pondération que le calcul des primes.

Dans le bloc 6, je vous invite à soutenir l'ensemble des propositions du Conseil fédéral.

J'aimerais encore répondre à la question posée par Monsieur le conseiller national Schelbert. Il a demandé si la FINMA ne devrait pas intervenir plus fortement concernant les abus dans les primes de risque. La FINMA est l'autorité de surveillance dans ce domaine; elle a des compétences limitées. C'est en raison de ces compétences limitées que le Conseil fédéral a proposé à l'article 38 alinéa 2 une définition légale de l'abus; cela permettrait précisément à la FINMA d'intervenir plus efficacement qu'aujourd'hui. Cela dit, votre commission a décidé de ne pas reprendre la version du Conseil fédéral, mais elle a été reprise dans une proposition de minorité défendue par Monsieur Steiert. Donc cette question serait réglée par un soutien à la version du Conseil fédéral reprise dans la proposition de la minorité Steiert.

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: In diesem Block sprechen wir über die institutionellen Massnahmen. Zuerst zu Artikel 65 Absatz 2bis BVG: Es geht um die Festlegung der Risikobeiträge nach kollektiven Grundsätzen. Die Mehrheit will die Risikobeiträge weiterhin individuell festlegen. Man muss auch daran denken, dass heute in den Risikobeiträgen teilweise auch Transferzahlungen zwischen den Generationen, von den Beitragszahlenden an die Rentner, drin sind. Das ist der eine Aspekt. Der andere Aspekt ist: Die Minderheit stellt das Modell der Vollversicherung infrage. Dieses Modell ist insbesondere bei KMU sehr beliebt, denn mit diesem Modell können die Betriebe ihr betriebliches Risiko in der zweiten Säule an die Versicherer auslagern. Aus diesen Überlegungen, weil das Risiko der einzelnen Betriebe nicht kollektiv abgedeckt werden kann, wären die kollektiven Grundsätze hier fehl am Platz. Es wird gewissermassen die Solidarität missbraucht. Ich habe heute in einem anderen Zusammenhang bereits ausgeführt, dass rund 15 Prozent der Versicherten solchen Modellen angeschlossen sind.

Die Kommission beantragt mit 16 zu 7 Stimmen bei 2 Enthaltungen, den Antrag der Minderheit Heim abzulehnen.

Gehen wir weiter zu Artikel 37 VAG, zuerst zu den Kriterien für die Überschusszuteilung in Absatz 3bis: Die Überschüsse sollen gemäss dem Antrag der Minderheit Steiert nach den gleichen Prozessen, nach gleichen Kriterien und nach gleicher Gewichtung wie die Prämienberechnung erfolgen. Die Mehrheit der Kommission lehnt dies ab: Wir sind der Meinung, dass dies in der Aufsichtsverordnung bereits genügend griffig geregelt ist. Diese Regelung verhindert heute schon, dass eine unfaire Verteilung erfolgen kann.

Die Kommission lehnte den Antrag der Minderheit Steiert mit 16 zu 8 Stimmen bei 1 Enthaltung ab.

Die Legal Quote liegt heute bei 90 Prozent, und dabei soll es gemäss Mehrheit auch bleiben. Die Minderheit Steiert will sie, gemäss Ständerat, auf 92 Prozent erhöhen. Die Legal Quote ist eine Mindestanforderung. Die Legal Quote wird bereits heute freiwillig übertroffen: Die meisten Versicherer richten mehr als 92 Prozent an Überschussbeteiligung aus.

Die Mehrheit will diese Freiwilligkeit beibehalten, und sie will damit den Versicherern den Handlungsspielraum belassen, sodass sie die Legal Quote in kritischen Zeiten auch auf 90 Prozent senken können.

Die Kommission lehnte den Antrag der Minderheit Steiert mit 17 zu 7 Stimmen ab.

Der letzte Punkt, Artikel 38 Absatz 2 VAG, betrifft den Missbrauch bei Risikoprämien: Die Ergänzung im VAG, dass die Tarife bzw. die resultierenden Prämien im Todes- und Invaliditätsfall nicht missbräuchlich sein dürfen, ist unnötig. Einerseits stellt sie die gesamte Branche der Kollektivversicherer unter einen Kollektivverdacht. Auf der anderen Seite ist es bereits heute so, dass die Finma die Prämien überprüft und genehmigt. Insbesondere legt sie dabei ihr Augenmerk darauf, ob die Gefahr der Insolvenz des Versicherers besteht oder ob missbräuchlich hohe Prämien erhoben werden. Die Kontrolle ist bereits heute gewährleistet.

Deshalb lehnte die Kommission diesen Antrag der Minderheit Steiert mit 15 zu 8 Stimmen ab.

Moret Isabelle (RL, VD), pour la commission: Puisque tout le monde veut prendre son train, je vous présente un résumé de ce que j'avais prévu de vous dire.

Concernant la proposition de la minorité Heim, à l'article 65 alinéa 2bis LPP, la majorité de la commission préfère confier la compétence de fixer le montant des cotisations pour la couverture des risques de décès et d'invalidité à l'organe paritaire de chaque institution et non pas au législateur.

Concernant la proposition de la minorité Steiert, à l'article 37 alinéa 3bis LSA, la disposition porte sur la situation déjà visée par l'ordonnance sur la surveillance.

La proposition de la minorité Steiert, à l'article 37 alinéas 4 et 4bis LSA, concerne la quote-part minimale. Selon la majorité de la commission, une telle quote-part entraînerait des stratégies de placement plus prudentes et plus défensives pour les assureurs et par conséquent une situation perdant/perdant pour les assurés comme pour les assureurs.

Enfin, concernant la proposition de la minorité Steiert, à l'article 38 alinéa 2 LSA, la majorité de la commission considère que cela relève de la compétence de la FINMA.

Je vous remercie de votre attention, et vous pouvez m'offrir l'apéro au Café Vallotton. (*Hilarité*)

Ziff. 8 Art. 65

Antrag der Mehrheit

Abs. 2bis

Unverändert

Antrag der Minderheit

(Heim, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Schenker Silvia, Steiert)

Abs. 2bis

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 8 art. 65

Proposition de la majorité

Al. 2bis

Inchangé

Proposition de la minorité

(Heim, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Schenker Silvia, Steiert)

Al. 2bis

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 8 Artikel 5 Absatz 2 und Ziffer 1 Artikel 89a Absatz 6 Ziffer 14.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 142)

Für den Antrag der Mehrheit ... 139 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 53 Stimmen

(1 Enthaltung)

Ziff. 1 Art. 89a Abs. 6 Ziff. 14

Antrag der Mehrheit
Unverändert

Antrag der Minderheit

(Heim, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Schenker Silvia, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 1 art. 89a al. 6 ch. 14

Proposition de la majorité
Inchangé

Proposition de la minorité

(Heim, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Schenker Silvia, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 8 Art. 5 Abs. 2

Antrag der Mehrheit

... Sicherheit (Art. 65 Abs. 1, 2 und 2bis, 65c ...)

Antrag der Minderheit

(Heim, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Schenker Silvia, Steiert)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 8 art. 5 al. 2

Proposition de la majorité

... sécurité financière (art. 65 al. 1, 2, et 2bis, 65c ...)

Proposition de la minorité

(Heim, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Schenker Silvia, Steiert)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 14 Art. 37

Antrag der Mehrheit

Abs. 3bis

Streichen

Abs. 4, 4bis

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Steiert, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Weibel)

Abs. 3bis

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Steiert, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia)

Abs. 4, 4bis

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 14 art. 37

Proposition de la majorité

Al. 3bis

Biffer

Al. 4, 4bis

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Steiert, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Weibel)

Al. 3bis

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Steiert, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia)

Al. 4, 4bis

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Abs. 3bis – Al. 3bis

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 143)

Für den Antrag der Mehrheit ... 130 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 61 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Abs. 4, 4bis – Al. 4, 4bis

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 144)

Für den Antrag der Mehrheit ... 140 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 54 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 14 Art. 38 Abs. 2

Antrag der Mehrheit

Streichen

Antrag der Minderheit

(Steiert, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Streiff)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 14 art. 38 al. 2

Proposition de la majorité

Biffer

Proposition de la minorité

(Steiert, Carobbio Guscetti, Feri Yvonne, Gysi, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Streiff)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.088/14 145)

Für den Antrag der Mehrheit ... 140 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 54 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 18.55 Uhr

La séance est levée à 18 h 55

Fünfte Sitzung – Quinzième séance

Donnerstag, 29. September 2016

Jeudi, 29 septembre 2016

08.00 h

15.025

Mehrwertsteuergesetz. Teilrevision

Loi sur la TVA. Révision partielle

Differenzen – Divergences

Nationalrat/Conseil national 24.09.15 (Erstrat – Premier Conseil)
 Ständerat/Conseil des Etats 03.03.16 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
 Nationalrat/Conseil national 14.06.16 (Differenzen – Divergences)
 Ständerat/Conseil des Etats 15.06.16 (Differenzen – Divergences)
 Nationalrat/Conseil national 19.09.16 (Differenzen – Divergences)
 Ständerat/Conseil des Etats 20.09.16 (Differenzen – Divergences)
 Nationalrat/Conseil national 29.09.16 (Differenzen – Divergences)
 Ständerat/Conseil des Etats 29.09.16 (Differenzen – Divergences)
 Nationalrat/Conseil national 30.09.16 (Schlussabstimmung – Vote final)
 Ständerat/Conseil des Etats 30.09.16 (Schlussabstimmung – Vote final)

Bundesgesetz über die Mehrwertsteuer Loi fédérale régissant la taxe sur la valeur ajoutée

Art. 22 Abs. 2 Bst. b

Antrag der Einigungskonferenz

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 22 al. 2 let. b

Proposition de la Conférence de conciliation

Adhérer au projet du Conseil fédéral

de Buman Dominique (C, FR), pour la commission: Comme vous le savez, en ce qui concerne la révision de la loi sur la TVA, une seule divergence séparait encore nos deux conseils. Il s'agissait de savoir s'il y avait une possibilité de soumettre à la TVA une prestation exclue du champ de l'impôt. Selon le Conseil fédéral, qui a voulu inscrire dans la loi la pratique actuelle, et qui a été suivi par le Conseil des Etats, cette option ne devrait pas être offerte, notamment dans l'immobilier, si le destinataire affecte ou compte affecter un bien exclusivement à des fins d'habitation.

Lors des précédentes lectures, le Conseil des Etats a suivi la position du Conseil fédéral, alors que notre propre conseil a voulu s'en tenir au droit actuel, par des votes qui ont toujours été serrés, respectivement par 93 voix contre 90 et 98 voix contre 92, parce que la pratique avait changé. C'est la raison pour laquelle il y avait eu des divergences au sein de notre conseil. Certains voulaient en quelque sorte consolider l'idée initiale du législateur, alors que d'autres préféraient consolider l'évolution de la pratique.

Je ne vais pas refaire le débat au nom de la commission, ce d'autant plus que la Conférence de conciliation est arrivée de manière tacite, sans proposition de minorité, à la conclusion qu'il fallait se rallier au Conseil des Etats et au Conseil fédéral pour ne pas courir le risque d'une perte pouvant aller jusqu'à 1 milliard de francs, qui serait certes unique, mais qui devrait figurer au budget de fonctionnement de la Confédération et qui aurait pu entraîner un paquet d'économies sur le plan purement légal et non pas pour des raisons politiques.

Le Conseil fédéral nous a rendu attentifs à ce risque, même s'il est vrai que le remboursement de cet impôt aurait été effectué lors de l'exercice suivant.

La réalité veut que cette espèce de météorite fiscale se serait manifestée vraisemblablement en 2018, selon l'avis du Conseil fédéral, et que nous aurions pu craindre évidemment d'avoir à la fois le vote sur la réforme de l'imposition des entreprises III et cette sorte de corps étranger dans le budget de la Confédération la même année.

C'est donc pour ces raisons que la Conférence de conciliation vous propose de vous rallier à la décision du Conseil des Etats. Cela n'exprime pas, sur le fond, une conviction totale des uns et des autres, notamment de ceux qui étaient dans la majorité à deux reprises dans notre conseil.

Je terminerai en disant que la Conférence de conciliation ne veut pas mettre en péril l'ensemble de la révision partielle, qui était censée ne traiter que les points non contestés de la première révision de la TVA, qui, elle-même, avait été enterrée par notre conseil.

C'est donc une proposition de raison, et pas forcément de conviction partagée, que nous vous soumettons.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Herr Bundesrat Maurer verzichtet auf das Wort.

Angenommen – Adopté

14.088

Altersvorsorge 2020. Reform

Prévoyance vieillesse 2020. Réforme

Fortsetzung – Suite

Ständerat/Conseil des Etats 14.09.15 (Erstrat – Premier Conseil)
 Ständerat/Conseil des Etats 15.09.15 (Fortsetzung – Suite)
 Ständerat/Conseil des Etats 16.09.15 (Fortsetzung – Suite)
 Nationalrat/Conseil national 26.09.16 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
 Nationalrat/Conseil national 28.09.16 (Fortsetzung – Suite)
 Nationalrat/Conseil national 28.09.16 (Fortsetzung – Suite)
 Nationalrat/Conseil national 28.09.16 (Fortsetzung – Suite)
 Nationalrat/Conseil national 29.09.16 (Fortsetzung – Suite)

Block 7 – Bloc 7

Diverses

Divers

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): In Block 7 geht es um Massnahmen zur Gleichbehandlung im Bereich der AHV-Beiträge, Versicherungsunterstellung in der AHV, Beitragspflicht in der AHV, Organisation der AHV, Koordination mit der EU, Massnahmen für ältere Arbeitslose, Verbesserung der beruflichen Vorsorge für Selbstständigerwerbende ohne Angestellte, Einkauf ins BVG-Guthaben, paritätische Verwaltung der Vorsorgeeinrichtungen, Teilliquidation, Verjährungsfrist des Schadenersatzanspruchs, Ausführungsbestimmungen, Aufgaben der Oberaufsichtskommission, Kosten der Oberaufsichtskommission, Strafbestimmungen, Anwendbarkeit von BVG-Bestimmungen, Hinterlassenenleistungen, weitere Begünstigte, Gründung von Freizügigkeitseinrichtungen, Anwendungsbereich des Freizügigkeitsgesetzes, Barauszahlung der Austrittsleistung, Zinsrahmen des technischen Zinssatzes, sinngemässe Anwendbarkeit von BVG-Bestimmungen, Arbeitnehmer mit häufig wechselnden und befristeten Anstellungen sowie redaktionelle Anpassungen.

Es liegen in diesem Block noch ein Einzelantrag Büchel Roland zu Ziffer 5 Artikel 2, ein Einzelantrag Frehner zu Ziffer 8

Artikel 53d, ein Einzelantrag Pezzatti zu Ziffer 8 Artikel 79b sowie ein Einzelantrag de Courten zu Ziffer 9 Artikel 1 vor.

Frehner Sebastian (V, BS): Heute bezahlen Selbstständigerwerbende von ihrem Einkommen Beiträge von 4,2 bis 7,8 Prozent an die AHV. Je weniger sie verdienen, desto geringer ist der Prozentsatz für die Beiträge. Für Arbeitnehmer müssen heute 8,4 Prozent des Einkommens an die AHV abgeliefert werden.

Der Bundesrat und die Mehrheit Ihrer Kommission wollen nun die Beiträge der Selbstständigerwerbenden an jene für Arbeitnehmer anpassen. Begründet wird dies damit, dass diese Ungleichbehandlung ungerecht sei. Diese Begründung ist aus meiner Sicht nicht stichhaltig. Tatsächlich ist der Beitrag der Selbstständigerwerbenden mindestens 0,6 Prozentpunkte tiefer als jener für Arbeitnehmer. Bei einem Einkommen unter 56 200 Franken sind die Beitragssätze sogar noch tiefer.

Man muss aber auch sehen, dass die Selbstständigerwerbenden nicht nur den Beitrag des Arbeitnehmers bezahlen, sondern dazu auch noch den des Arbeitgebers. Sie bezahlen also doppelt. Ein Arbeitgeber bezahlt nur 4,2 Prozent der Beiträge, die andere Hälfte bezahlt der Arbeitnehmer selber. Deshalb ist es durchaus gerechtfertigt, den Beitragssatz für die Selbstständigerwerbenden zu senken respektive gleich zu behalten und eine degressive Skala vorzusehen.

Der Antrag der Mehrheit würde für viele, vor allem kleinere Betriebe eine grosse Belastung bedeuten. Es ist zu erwarten, dass nicht wenige von ihnen in grosse Probleme geraten könnten. Die Mehreinnahmen von 330 Millionen Franken für die AHV bei Umsetzung der Variante der Mehrheit würden mich zwar auch freuen; sie würden bei der Sanierung der ersten Säule natürlich helfen. Aber an Einnahmen, welche von Kleinstfirmen stammen, die wir mit solch einer Massnahme in die Enge treiben, kann ich keine Freude haben. Deshalb bitte ich Sie, diesen wirtschaftsfeindlichen Antrag abzulehnen.

Gysi Barbara (S, SG): Mein Minderheitsantrag betrifft Artikel 51 Absätze 3 und 3bis BVG. Es geht hier um die paritätische Verwaltung, um die Wahl der Stiftungsräte von Sammelstiftungen.

Seit der 1. BVG-Revision ist das ein Streitpunkt. Es ist auch heute noch so, dass für die Stiftungsräte der Sammelstiftungen nur zum Teil Wahlen durchgeführt werden. Oder es werden Wahlen durchgeführt, die keine echten Wahlen sind: Man kennt die Leute nicht, die sich zur Wahl stellen. Darum waren in der Botschaft des Bundesrates für Sammelstiftungen auch Listenwahlen vorgesehen. Die vom Bundesrat vorgesehene Erleichterung gibt es im geltenden Recht bereits. Bei Gemeinschaftseinrichtungen ist es durchaus üblich, dass keine Wahlen durchgeführt werden und dass sich stattdessen die Sozialpartner auf die Zusammensetzung eines Stiftungsrates einigen. Die Arbeitgebervertreter und die Gewerkschaften delegieren dann ihre Vertretungen. Daran soll mit diesen Änderungen nichts geändert werden.

Es soll nicht mehr möglich sein, dass der amtierende paritätische Stiftungsrat die Mitglieder vorschlägt und dass diese als gewählt gelten, wenn keine weiteren Kandidaturen vorliegen. Wichtig ist also, dass die Wahlen wirklich durchgeführt werden, dass sie transparent sind und dass vor allem auch die Arbeitnehmer ihre Rechte wirklich gut wahrnehmen können.

Die Zahl der Sammelstiftungen nimmt zu. Dort ist, wie gesagt, die Wahl der Stiftungsräte verbesserungswürdig. Es ist wichtig, dass sie transparenter und übersichtlicher wird. Es ist auch grosser Wert auf die Parität zu legen, damit die Versicherten ihre Stimme einbringen. Schliesslich geht es ja um ihre Altersguthaben. Ich habe selber auch schon als Wählerin an solchen Wahlen teilgenommen und sie als schwierig und undurchschaubar erlebt. Es war unklar, wie viele Kandidaten es überhaupt gab und wer diese Leute waren. Darum ist es richtig, mehr Transparenz in das Verfahren zu bringen und auch dafür zu sorgen, dass das aktive und das passive Wahlrecht wirklich gut wahrgenommen werden können.

Bei der zweiten Säule wird ja immer wieder betont, dass die Arbeitnehmer eingebunden seien. Sie werden ja durch ihre BVG-Versicherung auch plötzlich zu Aktionären. Da müssen sie aber ihr Stimmrecht auch wirklich gut wahrnehmen können. Das ist nicht der Fall – oder nicht gleich gut der Fall –, wenn Sie jetzt diese beiden Bestimmungen wieder streichen, wie das die Mehrheit der Kommission beantragt.

Ich möchte Sie nachdrücklich bitten, diese beiden Absätze im Gesetz zu belassen. Der Ständerat hat sie diskussionslos genehmigt. In unserer Kommission wurde plötzlich – eben von rechter Seite, vonseiten der Versicherungen – wieder eingebracht, dass man die Absätze streichen solle. Wir wollen aber, denke ich, gute paritätische Kommissionen und eine gute Vertretung der Arbeitnehmer auch in den Stiftungsräten der Sammelstiftungen haben.

Darum bitte ich Sie, meinem Minderheitsantrag zuzustimmen. Dieser Antrag will hier nichts anderes als die Vorlage, wie sie der Bundesrat vorbereitet hat und wie sie vom Ständerat einstimmig gutgeheissen worden ist.

Pezzatti Bruno (RL, ZG): Mein Minderheitsantrag betrifft die Verpflichtungen der Vorsorge-Auffangeinrichtung. Ich weise darauf hin, dass die Eidgenössische Finanzkontrolle in ihrem Bericht vom 20. Mai dieses Jahres auf die heiklen Aspekte einer generellen Verpflichtung der Auffangeinrichtung für die Verrentung von Freizügigkeitsguthaben aufmerksam gemacht hat. Auch wenn die Auffangeinrichtung die technischen Parameter selbst festlegen kann, würde sie zu einer grossen, reinen Rentenkasse ohne Risikoträger. Angesichts der steigenden Langlebigkeit und der Negativzinsen könnte das mittelfristig zu einer grossen finanziellen Herausforderung werden. Es wäre kaum nachvollziehbar, weshalb die BVG-Pflichtversicherten dann Rentenlösungen, beispielsweise für vor Jahren ausgewanderte Schweizer, quersubventionieren sollten. Eine andere Lösung würde der Auffangeinrichtung dann nicht bleiben. Solche Fehlkonstrukte als Gesetzgeber zu verabschieden ist meines Erachtens nicht zu verantworten, dies umso mehr, als für das Problem der älteren Arbeitslosen eine tragfähige Alternativlösung gefunden wurde.

Der Ständerat hat bei der Revision des Gesetzes bekanntlich als Erstrat die Aufnahme von Artikel 47a beschlossen. Dort wird sichergestellt, dass ältere Arbeitslose, d. h. Arbeitslose ab Alter 58, in ihrer bisherigen Versicherung bleiben können.

Ich bitte Sie, meinen Minderheitsantrag zu unterstützen. Damit schaffen wir eine Differenz zum Ständerat, der dann diese Frage seinerseits noch einmal prüfen kann.

Schmid-Federer Barbara (C, ZH): Bei der Frage der Selbstständigerwerbenden hat die CVP-Fraktion beschlossen, die Minderheit IV (Frehner) zu unterstützen. Wir wollen demnach nicht, dass die Beiträge der Selbstständigerwerbenden erhöht werden; das heisst, wir wollen beim heutigen System bleiben. Somit schliessen wir uns auch dem Ständerat an.

Wenn wir die Selbstständigerwerbenden bei dieser Reform bestrafen, riskieren wir grossen Widerstand gegen die Gesamtreform. Diese muss aber zwingend gelingen. Gerade die Selbstständigerwerbenden als Träger von Wirtschaft und Gesellschaft sollen nicht als Verlierer der Reform dastehen. Wir können es uns nicht leisten, solch wichtige Gruppen, beispielsweise die Bauern, vor den Kopf zu stossen und zu riskieren, dass sie deswegen die Reform nicht mittragen werden. Selbstständigerwerbende sind eine wichtige Stütze unserer Wirtschaft.

Zur beruflichen Vorsorge und zu Artikel 51 BVG, «Paritätische Verwaltung»: Hier wird die CVP-Fraktion die Mehrheit unterstützen. Die gesetzliche Regelung zur Umsetzung der paritätischen Vertretung in Sammel- und Gemeinschaftseinrichtungen hat sich bewährt und stellt bei den Versicherern kein Problem dar. Es gibt deshalb keinen Bedarf für eine Neuregelung. Sie würde zu höheren Kosten bei den Vorsorgeeinrichtungen führen, welchen bisher ein anderes Vertretungsmodell bewilligt wurde.

Bei Artikel 60 Absatz 2 Buchstabe f BVG, also beim Bezug des Freizügigkeitsguthabens als Rente, wird die CVP-Fraktion die Minderheit Pezzatti unterstützen. Der Ständerat hat mit Artikel 47a BVG ein stimmiges Konzept geschaffen, welches zusammen mit den Sozialpartnern erarbeitet worden ist. Personen, die nach dem 58. Altersjahr entlassen werden, sollen bei ihrer bisherigen Pensionskasse bleiben können. Der Ständerat hat mit der Einführung von Artikel 47a BVG ein anderes Konzept als jenes des Bundesrates beschlossen. Mit dem Konzept des Ständerates sollte sich ja eigentlich die Bestimmung des Bundesrates in Artikel 60 Absatz 2 Buchstabe f erübrigen. Uns ist bei den Beratungen nicht klargeworden, warum der Ständerat diese Bestimmung des Bundesrates nicht gestrichen hat. Wenn wir nun der Minderheit Pezzatti zustimmen, schaffen wir eine Differenz zum Ständerat; es liegt dann am Ständerat, vertieft abzuklären, ob er an seinem eigenen Konzept festhält oder ob er in der Tat zusätzlich auch noch die Bestimmung des Bundesrates beibehalten will.

Zusammenfassend: Wir unterstützen die Minderheit IV (Frehner), wir unterstützen bei Artikel 51 die Mehrheit und bei Artikel 60 die Minderheit Pezzatti. Den Einzelantrag Büchel Roland werden wir unterstützen, um auch hier eine Differenz zum Ständerat zu schaffen, ebenso die Einzelanträge Frehner, de Courten und Pezzatti, die wir eingehend studiert haben. Wir sind hier der Meinung, dass die angebrachten Zweifel tatsächlich berechtigt sind. Wir können sie nur ausräumen, wenn der Ständerat nochmals darüber berät.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Ich nutze die Gelegenheit, unserer Kollegin Ida Glanzmann ganz herzlich zum Geburtstag zu gratulieren. Sie feiert heute ihren Geburtstag zusammen mit Ratssekretär Pierre-Hervé Freléchoz sowie dem Ständeratspräsidenten Raphaël Comte. – Herzliche Gratulation und alles Gute! (*Beifall*)

Rytz Regula (G, BE): Wir biegen heute auf die Zielgerade der Rentenreform 2020 ein. Viel wird davon allerdings nicht übrigbleiben, denn die Nationalratsmehrheit hat sich gestern dafür entschieden, sie mit einem maximalen Konfrontationskurs an die Wand zu fahren. Gerne sage ich etwas zu den verbleibenden Anträgen. Dann mache ich eine Schlussbilanz der grünen Fraktion und sage, wie wir uns in der Gesamtabstimmung am Schluss verhalten werden.

Zu den wichtigsten Anträgen in Block 7: Die grüne Fraktion unterstützt die Erhöhung der Beiträge der Selbstständigerwerbenden und lehnt entsprechend den Minderheitsantrag IV (Frehner) ab. Die Privilegierung der Selbstständigerwerbenden hier ist überholt, denn sie haben vor allem mit der Unternehmenssteuerreform II eine neue und viel genutzte Möglichkeit zur Senkung ihrer AHV-Beiträge erhalten. Weitere Vergünstigungen sind deshalb in diesem Rahmen nicht angezeigt.

Sehr wichtig ist den Grünen die Stärkung der paritätischen Vertretung von Arbeitnehmern und Arbeitgebern in den Sammeleinrichtungen der Versicherungen. Heute haben wir dort eine Art Alibimitwirkung. Die Stiftungsräte werden häufig gar nicht gewählt, sondern nur nominiert. Mit den Vorschlägen des Bundesrates kann die Einbindung und die Akzeptanz verstärkt werden. Ich bitte Sie deshalb, der Minderheit Gysi zu folgen.

Ob all diese Änderungen allerdings jemals in die Praxis umgesetzt werden, ist nach der zweitägigen Beratung höchst ungewiss. Die Mehrheit des Nationalrates hat aus der komplexen Baustelle der Rentenreform 2020 eine Verschrotungsanlage gemacht. Der verantwortungsvolle Kompromiss des Ständerates wurde in tausend Stücke zerfetzt. Was heute, auch nach der Beratung des Blocks 7, auf dem Tisch liegt, ist keine mehrheitsfähige Lösung mehr, sondern das ist eine Ohrfeige für alle hart arbeitenden Menschen in diesem Land, die für weniger Rente länger schuften und mehr bezahlen sollen. Nur die Banken und die Versicherungen haben nach der Beratung im Nationalrat Grund zum Feiern, denn ihre Gewinne werden dank Ihren Entscheidungen, den Entscheidungen der Mehrheit hier, steigen.

Der Crashkurs der rechten Parteien in diesem Saal trifft vor allem die Frauen und die junge Generation. Die Frauen – das muss man hier noch einmal ganz klar sagen – sind die eigentlichen Verliererinnen dieser Rentenreform. Sie werden dafür bestraft, dass sie in den letzten Jahrzehnten die Hauptverantwortung für die unbezahlte Familien- und Betreuungsrbeit übernommen haben, und dieses Engagement führt bekanntlich nicht nur zu BVG-Beitragslücken und tieferen Renten. Nein, die Familienverantwortung schwächt auch die Stellung der Frauen im Arbeitsmarkt und hat deshalb eine starke Lohndiskriminierung zur Folge. Anstatt diesen verfassungswidrigen Zustand zu stoppen, wird nun das Rentenalter 65 eingeführt. Nicht einmal ein minimaler Ausgleich der Lohndiskriminierung wurde hier gewährt – nein, die rechtsbürgerliche Mehrheit hat hier ganz klar gegen die Frauen entschieden. Offenbar interessiert sie das Schicksal von Frauen vor allem dann, wenn diese eine Burka tragen. Schlecht sieht es auch für die Reform der beruflichen Vorsorge aus. Zwar haben hier die FDP-, die SVP- und die grünliberale Fraktion kalte Füße bekommen und versuchen, die Rentenverluste in der Pensionskasse auszugleichen. Aber was Sie nun hier verabschiedet haben, ist absolut verantwortungslos. Das ist die teuerste Lösung überhaupt; 4,5 Milliarden Franken werden vor allem auch der jungen Generation aufgebürdet. Das ist nun wirklich die schlimmste Entscheidung, die Sie gestern treffen konnten.

Aber es geht noch weiter. Als ob das alles nicht Abbau genug wäre, will die rechtsbürgerliche Mehrheit in diesem Rat auch noch das Rentenalter erhöhen; und weil Sie damit Wählerstimmen verlieren, haben Sie es in diesen sogenannten Interventionsmechanismus verpackt. Geben Sie es doch zu: Mit diesem Automatismus wollen Sie nichts anderes tun, als die Volksrechte auszuhebeln. Denn Sie wollen nicht, dass die Bürgerinnen und Bürger gegen das Rentenalter 67 das Referendum ergreifen können. Deshalb haben Sie ja auch noch die Erhöhung der Mehrwertsteuer gekürzt, welche die Babyboomer-Generation im AHV-Fonds besserzustellen soll. Damit ist klar: Sie wollen so schnell als möglich das Rentenalter 67 erreichen.

Das alles machen die Grünen nicht mit. Die Rentenreform ist im Nationalrat vollständig aus dem Ruder gelaufen. Für weniger Leistung mehr arbeiten und mehr bezahlen – nein, diese Kröte wird die Bevölkerung nicht schlucken, und auch die grüne Fraktion wird diese Rentenreform heute hier ablehnen. Ich hoffe, dass viele in diesem Saal dies mit uns machen werden, damit wir dem Ständerat die Möglichkeit geben, zu retten, was noch zu retten ist.

Sauter Regine (RL, ZH): Ich spreche hier für die FDP-Liberale Fraktion. Zuerst äussere ich mich zu Artikel 8 Absätze 1 und 2 AHVG, also zu den Beiträgen der Selbstständigerwerbenden: Hier unterstützen wir die Minderheit IV (Frehner). Wir lehnen sowohl den Antrag der Mehrheit als auch die Minderheitsanträge Humbel und Feri Yvonne ab. Selbstständige bezahlen bei der AHV gleichsam sowohl den Arbeitgeber- als auch den Arbeitnehmerbeitrag. Die von der Mehrheit beantragte Lösung wäre für Selbstständigerwerbende teurer als die bisherige Lösung, das ist offensichtlich.

Die heute geltende Differenzierung zwischen Selbstständigen und Unselbstständigen ist nicht einfach ein Geschenk an die selbstständig Tätigen. Vielmehr ergibt sich diese Differenzierung durch eine unterschiedliche Berechnung der Lohnsumme. Es ist heute ganz allgemein gesagt auch nicht der Moment, Einzelunternehmer – darum handelt es sich bei Selbstständigerwerbenden – zusätzlich zu belasten. Die allgemein schwierige Situation des Wirtschaftsstandortes macht sich auch da deutlich bemerkbar. Gerade Einzelunternehmer, also Selbstständigerwerbende, sind da zusätzlich vom Wirtschaftsverlauf abhängig. Es ist umso unverständlicher, dass die Linke den Antrag der Mehrheit unterstützt, gerade auch, weil sich bei ihrer Basis viele Selbstständigerwerbende aus KMU befinden. Wir werden diese Schlechterstellung klar ablehnen.

Bei Artikel 51 Absätze 3 und 3bis unterstützen wir den Antrag der Kommissionsmehrheit. Den Antrag der Minderheit

Gysi lehnen wir ab. Das heutige System bei der paritätischen Verwaltung hat sich bewährt. Zusätzliche Reglementierungen sind hier nicht nötig.

Bei Artikel 60 Absatz 2 Buchstabe f und Artikel 60a BVG unterstützen wir den Antrag der Minderheit Pezzatti.

Im Übrigen unterstützen wir auch die eingereichten Einzelanträge Frehner zu Artikel 53d BVG, Pezzatti zu Artikel 79b BVG sowie de Courten zu Artikel 1 des Freizügigkeitsgesetzes. Den Antrag Büchel Roland lehnen wir ab.

Eigentlich hätte ich damit schliessen wollen, doch das Votum von Frau Rytz von vorhin hat mich herausgefordert; das kann so nicht im Raum stehengelassen werden. Ich erlaube mir aus Sicht der FDP-Liberalen Fraktion ebenfalls eine Würdigung.

Was waren unsere Ziele bei dieser Vorlage zur Altersvorsorge 2020? Wir wollen das Rentensystem nachhaltig sichern. Wir wollen die Renten nicht senken, aber auch nicht ausbauen, weder in der AHV noch im BVG. Und wir wollen das System an die gesellschaftlichen Gegebenheiten anpassen – Stichwort «Teilzeitarbeit», Stichwort «Zunahme der Gruppe älterer Menschen». Dies ist uns, das ist unsere Überzeugung, mit der nun gefundenen Lösung gelungen. Wir haben ein Modell beschossen, das in sich stimmig ist, das jede Säule in sich kompensiert, das bei der AHV die Finanzierbarkeit sichert und im BVG das Rentenniveau erhalten kann. Warum das von linker Seite infrage gestellt wird, ist uns nach wie vor nicht klar.

Uns geht es darum, dass diese Reform der Altersvorsorge 2020 gelingt. Sie kann nicht gelingen, wenn wir Renteneinbussen, vor allem in der zweiten Säule, gewärtigen müssen. Unser System behebt diesen Mangel. Zusätzlich hat es den Vorteil – und hier verstehe ich explizit nicht, wie Frau Rytz sagen kann, die Frauen würden nicht profitieren –, dass es den Koordinationsabzug senkt, eine Forderung, die schon seit langer Zeit gerade von Frauenorganisationen erhoben wird. Es ist somit auch für kleinere und tiefere Einkommen möglich, eine Rente zu bilden. Auch für Teilzeitbeschäftigte wird es möglich, eine Rente zu bilden und damit zur eigenen Altersvorsorge beizutragen. Gleiches gilt im Übrigen für junge Leute. Ich habe mich gestern auch noch mit verschiedenen jungen Kolleginnen und Kollegen unterhalten. Es leuchtet ihnen ein, dass man im BVG für sich selber spart und es deshalb auch zumutbar ist, hier höhere Abzüge zu leisten.

Insgesamt sind wir überzeugt von unserem Modell. Es geht nun so in den Ständerat. Der Ständerat hat die Möglichkeit, dieses Modell weiter auszudifferenzieren, weiter daran zu feilen und auch Änderungen vorzunehmen. Aber insgesamt sind wir der Meinung, dass wir hier auf einem guten Weg sind.

de Courten Thomas (V, BL): Ich äussere mich vor allem zu zwei Punkten. Das eine sind die Beiträge der Selbstständigerwerbenden, das andere ist der Antrag Büchel Roland zu den Auslandschweizern, der hier noch nicht sehr zur Sprache gekommen ist.

Heute kommen ja die Selbstständigerwerbenden mit Einkommen von unter 56 200 Franken im Jahr in den Genuss der sogenannten sinkenden Beitragsskala. Der Mindestansatz beträgt in der AHV 4,2 Prozent bei jährlichen Einkommen bis zu 17 100 Franken. Der volle Beitragssatz von 7,8 Prozent wird bei den jährlichen Einkommen ab 56 200 Franken geschuldet. Die gleiche Abstufung kennen wir übrigens auch in der EO und in der IV. Den Unselbstständigen im gleichen Einkommensbereich wird der Beitragssatz von 8,4 Prozent angerechnet. Dieser wird, es wurde bereits gesagt, hälftig von Arbeitnehmer und Arbeitgeber getragen.

Der Bundesrat argumentiert in seiner Botschaft, damit würden die Selbstständigen gegenüber den Angestellten unbotmässig profitieren. Das ist aus meiner Warte nicht so selbstverständlich wahr. Das hat auch der Ständerat erkannt, der deshalb die bisherige Lösung aufrechterhalten will. Ich bitte Sie, dasselbe zu tun. Der Vorschlag ist aus meiner Sicht eine unnötige Belastung dieser Revision. Er enthält einen grundlegenden Fehler: Die Beiträge der Arbeitnehmer ba-

sieren auf dem Nettolohn, die Selbstständigen zahlen aber auf dem Bruttolohn. Das allein gleicht die Differenz, die hier als unbotmässige Bevorteilung der Selbstständigerwerbenden moniert wird, schon wieder aus.

Mit anderen Worten: Die Abschaffung dieser Regelung führt nicht zur Gleichstellung der Selbstständigerwerbenden, wie sie propagiert wird, sondern de facto zu einer Schlechterstellung. Dies trifft genau jene in unserer Wirtschaft, kleine und mittlere Unternehmer, vor allem Kleinst- und Kleinunternehmer, die wir ansonsten fördern, die als Selbstständigerwerbende, als Gewerbler unsere Wirtschaft tragen, in den Regionen auch Arbeitsplätze sichern, Ausbildungsplätze zur Verfügung stellen und Steuern zahlen.

In diesem Sinne bitte ich Sie, die Änderung dieser Bestimmung abzulehnen.

Die Versicherung von Auslandschweizern in der AHV ist heute ja so geregelt: Wer aus der Schweiz auswandert, kann der Versicherung unter gewissen Voraussetzungen freiwillig beitreten. Diese Möglichkeit der freiwilligen Versicherung existiert seit der Einführung der AHV im Jahr 1948. Bereits bei der Einführung gab es aber Bedenken in Bezug auf die Tatsache, dass sich die öffentliche Hand an den Leistungen beteiligt, obwohl diese Versicherten in der Schweiz weder direkte noch indirekte Steuern zahlen. Es bestand aber die allgemeine Auffassung, dass Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer möglichst entgegenkommend behandelt werden sollen. Das wollen wir auch weiterhin tun. Die Erfahrung hat aber gezeigt, dass die freiwillige Versicherung mit der ursprünglichen Regelung, die bis 2002 galt, ein hochdefizitäres Konstrukt war, sodass es entsprechend korrigiert wurde. Dazu kommt, dass nicht einmal die Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer am meisten davon profitieren, sondern all diejenigen, die eine gewisse Zeit – gemäss dem Einzelantrag mindestens drei Jahre – in der Schweiz arbeiteten und dann über die Sozialversicherungsabkommen in ihrem Heimatland lebenslang von der AHV profitieren können.

Ich bitte Sie, den Antrag Büchel Roland abzulehnen.

Büchel Roland Rino (V, SG): Kollege de Courten, gehen Sie mit mir einig, dass es keine gesicherten Zahlen zu den Auslandschweizern gibt und dass die Zahlen, auf die Sie sich beziehen, doch auf einer recht abenteuerlichen «Milchbuechli-Rechnung» des BSV basieren, die absolut keine Grundlage hat, und dass die Zahlen auch in Aussagen des BSV-Direktors in den Medien ziemlich seltsam dargelegt wurden?

de Courten Thomas (V, BL): Geschätzter Kollege, ich teile diese Auffassung nicht. Wir haben in der Kommission diese Anträge, die Sie nun in den Rat bringen, ausführlichst behandelt und sind klar zur Meinung gekommen, dass wir ihnen nicht zustimmen können.

Schenker Silvia (S, BS): Ich glaube nicht, dass sich die Menschen in diesem Land für diese technischen Details im Block 7 interessieren. Ich werde darum jetzt nicht zum Block 7 sprechen, sondern eine Gesamtbeurteilung aus Sicht unserer Fraktion vornehmen.

Die SP-Fraktion hat sich von Beginn der Beratungen an das Ziel gesetzt, diese Vorlage so auszugestalten, dass sie von der Bevölkerung akzeptiert wird. Die Geschichte der gescheiterten Reformen zeigt, dass eine Vorlage dann von der Bevölkerung angenommen wird, wenn sie in der Bilanz für die Leute in diesem Land ausgewogen und fair ist.

Was Sie in den letzten Tagen angerechnet haben, ist ein Massaker. Verliererinnen in diesem Massaker sind die Frauen, Verlierer sind die Jungen, die Werk tätigen. Die Frauen müssen in Zukunft bis 65 arbeiten und leisten damit einen Beitrag von 1,2 Milliarden Franken an die Revision. Sie können noch lange so tun, als ob es selbstverständlich wäre, dass das Frauenrentenalter heraufgesetzt wird, weil wir ja gleichberechtigt sind und deshalb auch gleich lang arbeiten sollen wie die Männer. Die Frauen in unserem Land wissen, dass

das in vielen Punkten nicht so ist, insbesondere in der Lohnfrage.

Verlierer sind aber auch die jungen Menschen in unserem Land, weil sie in Zukunft noch mehr als bis jetzt in die Pensionskasse bezahlen müssen. Ob sie dann, wenn sie in Rente gehen, wirklich noch die Renten erhalten, von denen Sie jetzt ausgehen, ist ungewiss. Wir wissen nicht, was mit dem Umwandlungssatz in Zukunft noch geschieht. Verlierer sind alle Werktätigen, weil sie in Zukunft bis 67 arbeiten müssen. Verlierer sind all diejenigen, die körperlich hart arbeiten und darum nicht bis zum ordentlichen Rentenalter durchhalten mögen. Sie bezahlen mit lebenslänglichen Kürzungen ihrer Rente.

Sie bestrafen mit dieser Vorlage die Menschen im tiefen und mittleren Einkommensbereich, weil sie gar nicht die Möglichkeit haben, sich persönlich ein finanzielles Polster anzulegen. Sie opfern die Solidarität in der Altersvorsorge, indem Sie alles in dieser Vorlage gestrichen haben, was zu einer Stärkung der AHV führt.

Eine solche Vorlage können und werden wir nicht unterstützen! Wir lehnen sie in der Gesamtabstimmung ab. Das sind wir den Menschen in diesem Land schuldig, die viel und hart arbeiten und darauf hoffen, im Alter in Würde leben zu können.

Bertschy Kathrin (GL, BE): Ich möchte mich im Namen der grünliberalen Fraktion nur kurz zu Block 7 äussern, zum Grundsatz der Gleichbehandlung der Selbstständigerwerbenden im Bereich der AHV-Beiträge: Der Bundesrat und die Mehrheit der Kommission schlagen vor, die Beitragsätze der Selbstständigerwerbenden zu erhöhen und sie jenen der Arbeitnehmer anzugleichen, die auf 8,4 Prozent festgesetzt sind.

Es geht hier um Fairness: Wenn es den Frauen beispielsweise zuzumuten ist, gleich lang zu arbeiten wie die Männer, ist es wohl genauso den Selbstständigerwerbenden zuzumuten, gleich hohe Beiträge zu bezahlen. Das Privileg der Selbstständigerwerbenden, das zusammen mit der sinkenden Beitragsskala jährlich 330 Millionen kostet, ist im Rahmen dieser Revisionsvorlage, in der es darum geht, trotz der schwierigen Rahmenbedingungen Renten zu erhalten, nicht mehr zu rechtfertigen. Dies sind Gelder, die wir sinnvollerweise einsparen können.

1948 hatten die Selbstständigerwerbenden das gleiche Rentenalter und die gleichen Beitragsätze. 1957 wurde das Rentenalter der Frauen auf 63 Jahre gesenkt, 1969 wurden die Beiträge der Selbstständigerwerbenden nicht im gleichen Ausmass erhöht wie jene der Arbeitgeber. Fairness innerhalb einer Generation bedeutet aber auch, auf Privilegien für die eigene Klientel zu verzichten und so die Qualität der Gesamtvorlage zu verbessern.

Ich bitte Sie darum, bei Artikel 8 Absätze 1 und 2 der Mehrheit und dem Bundesrat zu folgen.

Berset Alain, conseiller fédéral: Je m'exprimerai sur les trois éléments qui constituent le dernier bloc. J'aborde la question de la cotisation des indépendants. Pour un revenu identique, les indépendants versent aujourd'hui des cotisations qui sont inférieures à celles des salariés. En d'autres termes, ils obtiennent une rente «à prix réduit». Le Conseil fédéral souhaite supprimer cette inégalité de traitement, afin de garantir que toutes les prestations, qui sont égales dans le système du premier pilier, soient aussi acquises au même prix. Nous proposons pour cela deux mesures: d'une part, le relèvement du taux de cotisation des indépendants au même niveau que celui des salariés, et, d'autre part, l'abrogation du barème dégressif, qui réduit encore davantage le taux de cotisation, et ce jusqu'à 4,2 pour cent pour les revenus inférieurs à 56 400 francs par année, ce qui accentue encore plus cette inégalité.

Vous le savez, le Conseil fédéral a comme objectif dans cette question d'améliorer les structures de l'AVS, là où cela semble nécessaire. Nous vous avons proposé de revenir à la situation qui prévalait en 1948 sur deux points. Le premier, c'est l'âge de la retraite des femmes. Nous proposons d'éle-

ver à 65 ans l'âge de la retraite des femmes, ce qui était l'âge de la retraite pour les femmes en 1948. Le deuxième, c'est le taux de cotisation des indépendants, qui, en 1948 également, et ce jusqu'en 1968, était identique à celui des salariés.

On peut faire référence à l'ancien temps, c'est toujours intéressant, c'est parfois productif, mais il faut le faire aussi avec une certaine cohérence. Si on veut retoucher les structures pour revenir à des éléments d'origine de l'AVS – et votre conseil l'a fait hier en fixant l'âge de la retraite des femmes à 65 ans –, cet argument vaut aussi pour les cotisations des indépendants. Il est d'autant plus valable que, leur situation s'étant améliorée ces dernières années, ce taux privilégié ne se justifie plus. Les indépendants peuvent dorénavant bénéficier comme les salariés d'une couverture du deuxième pilier. Depuis 2005, ils bénéficient des mêmes allocations familiales que les salariés. Depuis 2013, ils jouissent même de prestations minimales identiques, selon la loi sur les allocations familiales. Vu cette situation, il nous paraît judicieux et justifié de suivre la majorité de la commission.

J'ajouterai encore à cela que la principale critique contre la proposition de la majorité de la commission concerne le coût que cela représente pour les indépendants. Si ce sont les coûts pour les indépendants qui vous préoccupent, alors il fallait aussi vous montrer plus prudents hier lors des votes relatifs au deuxième pilier. Nous aurons encore l'occasion de démontrer – je le souhaite et je l'espère –, dans les débats au Conseil des Etats, que ce qui a été décidé hier représente un coût supplémentaire pour les indépendants et que cet argument, au lendemain de votre décision sur le deuxième pilier, a quelque peu perdu de sa pertinence et de sa force.

Un autre point concerne la gestion paritaire des institutions de prévoyance. Il y a là véritablement des améliorations à apporter. Nous connaissons aujourd'hui une situation dans laquelle ce qui manque souvent, ce sont des élections démocratiques, ce qui n'est pas idéal. Le Conseil fédéral souhaite améliorer cela et le Conseil des Etats l'a suivi, à l'unanimité. La majorité de votre commission ne souhaite pas faire ce pas tandis que la minorité Gysi vise à maintenir ces mesures et ainsi à adhérer au projet du Conseil fédéral. Je vous invite à soutenir la proposition de la minorité Gysi.

Le dernier point concerne les mesures en faveur des chômeurs âgés. Nous souhaitons améliorer leur situation, et je dois vous dire que le Conseil des Etats l'a encore améliorée de son côté et l'a rendue cohérente. La décision du Conseil des Etats est soutenue par la majorité de votre commission, mais la minorité Pezzatti souhaite biffer les articles 60 et 60a LPP. Il faut faire attention, c'est une erreur, puisque ces deux articles ne sont pas superflus. Ils ne sont pas identiques en effet à l'article 47a LPP, parce qu'ils s'appliquent à des catégories de personnes différentes. Si vous deviez ne pas suivre la majorité de la commission, ce que je regretterais, on se retrouverait dans une situation très particulière, puisque toute personne licenciée après 58 ans pourrait garantir la transformation en rente de son avoir du deuxième pilier, alors que ce serait impossible si ce licenciement intervenait à 57 ans et demi. J'attire votre attention sur le fait qu'il serait curieux de fixer une telle condition, qui, selon nous, semble créer des inégalités de traitement qui ne sont pas souhaitées. C'est la raison pour laquelle, après les travaux du conseil prioritaire, le Conseil fédéral s'était rallié à la décision du Conseil des Etats.

Wenn Sie mir erlauben, Frau Präsidentin, würde ich bei dieser letzten Intervention in dieser Debatte die Gelegenheit nutzen, um eine kleine Bilanz dieser ganzen Woche, die wir zusammen erlebt haben, zu ziehen.

Nach sehr umfangreichen Arbeiten im Erstrat, in der Kommission des Zweitrates – 55 Stunden Arbeit! –, in dieser ganzen Woche hier, haben wir seitens des Bundesrates immer darauf hingewiesen, dass eine solche Reform, wenn wir in der nächsten Zeit wirklich eine Reform haben wollen, eine mehrheitsfähige Lösung beinhalten muss. Diese Reform ist heute absolut dringend.

Wir haben auch immer gesagt, dass eine Vorlage, die das Rentenalter an einen Automatismus koppeln oder Renteneinbussen präsentieren würde, vor dem Volk keine Chance hätte. Der Nationalrat hat jetzt, nach der Arbeit seiner Kommission und etwas in Eile, in den letzten Tagen versucht, das zu korrigieren, indem es zuerst um eine separate Vorlage zum Automatismus geht. Ehrlich gesagt sieht man schon, dass dies besser eine schickliche Beerdigung dieser Geschichte ergeben würde. Dann gibt es eine Vorlage zur Kompensation in der zweiten Säule: Wir haben meines Erachtens noch Arbeiten vor uns, um das wirklich bereinigen zu können.

Ich möchte aber die Gelegenheit nutzen, um wieder über die Kosten zu sprechen – nicht über die Kosten und die Gesamtsumme, aber über diese Kosten, die gestern umstritten waren. Wir haben sie noch verifiziert. Der Bundesrat steht hinter den Kosten von 4,5 Milliarden Franken, die kommuniziert worden sind. Ich stehe auch hinter den Leuten, die diese Arbeit in Eile gemacht haben, weil die Anfrage sehr spät kam. Es hätte mich gefreut, wenn wir die Gelegenheit gehabt hätten, diese Kosten und diese Zahlen in der Kommission näher zu erklären. Das war in dieser Situation nicht möglich. Wir freuen uns aber, im Erstrat wirklich noch vertiefen und erklären zu können, wieso wir auf diese Zahlen kommen.

Ich glaube, es braucht noch Arbeit. Das ist uns allen bewusst – es braucht noch Arbeit. Es gibt aber einen Erstrat, und wir sind morgen bereit, so, wie wir heute bereit gewesen sind und gestern bereit waren, diese Arbeiten wirklich weiterzubegleiten, um eine mehrheitsfähige Lösung zu finden. Es gibt jetzt – ich sage es wieder einmal – die Möglichkeit, dieses ganze Paket an den Ständerat zu schicken. Das würde es auch erlauben, die Arbeit gemäss unserem Zweikammersystem weiter zu vertiefen und zu versuchen, eine wirklich mehrheitsfähige Lösung zu finden, was wir im Moment nicht haben.

Ich danke Ihnen, wenn es Ihnen möglich ist, mit uns zusammen diese Arbeit weiterzuführen.

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: Nach diesen Gesamtwürdigungen nochmals zurück zu den einzelnen Themen von Block 7.

Der Einzelantrag Büchel Roland, der die Interessen der Auslandschweizer aufnimmt, ist in der Kommission besprochen worden. Es wurde darauf verzichtet, das Thema anzugehen; Herr de Courten hat die Gründe bereits ausgeführt. Ich halte nochmals fest: Vor der Revision war die freiwillige AHV ein starkes Verlustgeschäft; pro eingezahlten Franken wurden 7 Franken ausbezahlt, obwohl höhere Prämien eingefordert werden. Es gibt drei Möglichkeiten, wie Schweizer im Ausland sich versichern können. Zudem kommt man den Auslandschweizern bereits entgegen, indem sie ihre Kinder neu erleichtert in dieser freiwilligen AHV versichern können.

Die Kommission bittet Sie deshalb, den Einzelantrag Büchel Roland abzulehnen.

Zu Artikel 8 AHVG und den Beiträgen der Selbstständigerwerbenden: Die Kommissionsmehrheit will keine Privilegierung der Selbstständigerwerbenden mehr. Schliesslich muss auch eine alleinstehende Mutter zusammen mit ihrem Arbeitgeber den vollen Beitrag von 8,4 Prozent bezahlen. Es wurde gesagt, die Selbstständigerwerbenden würden doppelt bezahlen. Dazu muss ich sagen, dass sie aber auch zwei Rollen einnehmen bzw. zwei Hüte tragen. Wenn sie diese Problematik entflechten wollen, dann können sie ein eigenes Unternehmen gründen, eine GmbH, sodass sie die gleichen Beiträge zahlen wie alle anderen auch.

Aufgrund des Votums von Frau Schmid-Federer nehme ich zur Kenntnis, dass sich die Frauenlobby einmal mehr durchsetzt. Offenbar pflegt die CVP dort ihre Klientel, sodass wir die 330 Millionen Franken leider nicht einsparen können.

Die Kommission empfiehlt mit 13 zu 12 Stimmen, dem Antrag, der hier als Antrag der Minderheit IV (Frehner) vorliegt, nicht zuzustimmen.

Zu Artikel 51 BVG, «Paritätische Verwaltung»: Die Mehrheit hält die Regelung der Minderheit Gysi für bürokratisch, überreguliert und zu aufwendig. Die Minderheit will paritätisch ar-

beiten, transparent, demokratisch, mit echten Wahlen. Hier empfiehlt die Mehrheit – der Entscheid in der Kommission fiel mit 12 zu 9 Stimmen bei 2 Enthaltungen – die Ablehnung des Minderheitsantrages.

Der Einzelantrag Frehner zu Artikel 53d Absatz 1 dritter Satz BVG ist in der SGK diskutiert worden und mit 11 zu 10 Stimmen bei 1 Enthaltung abgelehnt worden.

Bei Artikel 60 Absatz 2 Buchstabe f BVG zum Bezug des Freizügigkeitsguthabens als Rente will die Mehrheit, dass diese Möglichkeit besteht. Sie liegt damit auf der Linie des Bundesrates, welcher auf Verordnungsebene den Kapitalbezug im obligatorischen Bereich abschaffen will. Es ist keine Verpflichtung zum Bezug als Rente, sondern man will im Freizügigkeitsgesetz zumindest die Möglichkeit dazu schaffen. Die Kommission empfiehlt mit 13 zu 12 Stimmen, den Antrag, der hier als Antrag der Minderheit Pezzatti vorliegt, abzulehnen.

Zum Einzelantrag Pezzatti zu Artikel 79b Absätze 1, 1bis, 1ter und 2 BVG: Ein entsprechender Antrag lag in der Kommission vor, wurde jedoch nach der Diskussion zurückgezogen. Deshalb beantragt die Kommission auch hier die Ablehnung.

Zum Einzelantrag de Courten zu Artikel 1 im Freizügigkeitsgesetz: Auch hier lag ein entsprechender Antrag in der Kommission vor. Auch dieser Antrag wurde nach der Diskussion zurückgezogen. Die Kommission empfiehlt deshalb, dem Einzelantrag nicht zuzustimmen.

Abschliessend bitte ich Sie, in der Schlussabstimmung die drei Vorlagen anzunehmen, damit der Erstrat, der Ständerat, die Arbeit weiterführen kann.

Wir werden auch über die Motion 16.3350 der SGK, «Entpolitisierung der technischen Parameter im BVG», abstimmen. Wir haben das in der Eintretensdebatte besprochen. Ich möchte nur nochmals kurz zusammenfassen: Es geht nicht um die Entmachtung des Volkes, sondern es geht darum, dass technische Entscheide von Interessenentscheiden ausgenommen werden, weil die Interessenentscheide im Ergebnis oft den technischen Überlegungen widersprechen. Ich bitte Sie deshalb, diese Motion auch anzunehmen.

Pfister Gerhard (C, ZG): Herr Kollege Weibel, zu Ihrer Aussage, die CVP-Fraktion betreibe hier Klientelpflege zugunsten der Frauen – einfach, damit es im Amtlichen Bulletin steht: Ist das die Meinung der Kommission, oder ist das Ihre persönliche Meinung? Sind Sie nicht auch der Auffassung, dass Sie als Kommissionssprecher zwischen den beiden einen Unterschied machen sollten?

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: Herr Pfister, da haben Sie Recht. Bei so vielen Stunden Beratung sind vielleicht bei mir persönliche Einschätzungen durchgedrungen. Die von Ihnen genannte Aussage ist eine Einschätzung, die nicht in der Kommission besprochen worden ist.

Riklin Kathy (C, ZH): Herr Weibel, jetzt eine Frage zum Schluss, nach einer langen Debatte: Finden Sie es seriös, finden Sie es eine sachliche Politik, wenn Sie als Kommissionssprecher nach 55 Stunden Kommissionsberatung mit einem neuen, undiskutierten, nicht durchkalkulierten Einzelantrag einen tragfähigen Kompromiss abschliessen, den Ihre grünliberale Parteikollegin und damalige Ständerätin Verena Diener (*Zwischenruf der Präsidentin: Frau Riklin, die Frage ist gestellt!*) quasi als politisches Vermächtnis (*Das Mikrofon wird abgestellt; die Rednerin fährt fort; Heiterkeit*) zusammen mit anderen Personen im Ständerat ausgearbeitet hat. Ich darf doch bitte den Satz zu Ende führen, Frau Präsidentin! Es handelt sich hier um eine ganz wichtige Frage, und ich habe das Recht, (*Das Mikrofon wird wieder abgestellt*) meinen Satz zu Ende zu sprechen.

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: Besten Dank, Frau Riklin. Ich habe mich bereits gestern bei der Diskussion des entsprechenden Blockes dazu geäußert. Ich habe mich auch entschuldigt, dass ich als Kommissionssprecher diesen Einzelantrag eingereicht habe, und gesagt, dass es

nicht klug war, dass es besser gewesen wäre, wenn dieser Einzelantrag von einem anderen Mitglied meiner Fraktion eingereicht worden wäre.

Büchel Roland Rino (V, SG): Geschätzter Herr Weibel, eine Frage zur freiwilligen AHV: Sie haben gesagt, dass es eine negative Bilanz gebe. Das stimmt natürlich bei nichtmobilen Leuten. Sind Sie sicher, dass es bei mobilen Leuten auch so ist, zumal diese oft auch in die obligatorische AHV einzahlen? Wenn sie aber Geld beziehen, geht es zulasten der freiwilligen AHV. Das ist doch eine völlig verzerrte Rechnung. Sind Sie mit dieser Einschätzung einverstanden?

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: Besten Dank für die Frage, Herr Büchel. Es ist keine verzerrte Rechnung, sondern die Rechnung basiert eben auf den Erfahrungen, welche die kassenführenden Leute im alten Regime gemacht haben. Deshalb hat man die Korrekturen gemacht. Ihr Fraktionskollege hat ja auch darauf hingewiesen, dass sehr oft eben nicht Auslandschweizer, sondern Ausländer von dieser freiwilligen AHV profitiert haben.

Rytz Regula (G, BE): Sie haben vorhin zu einem Votum von Frau Schmid-Federer gesagt, dass sich die Frauenlobby in diesem Rat einmal mehr durchsetzen werde. Können Sie mir sagen, wo genau sich die Frauenlobby in dieser Beratung durchgesetzt haben soll?

Weibel Thomas (GL, ZH), für die Kommission: Da muss ich Sie korrigieren, da hat es offenbar ein akustisches Problem gegeben. Das war nicht die Frauenlobby, sondern die Bauernlobby. (*Heiterkeit*)

Moret Isabelle (RL, VD), pour la commission: Concernant la proposition Büchel Roland, les explications et revendications de l'Organisation des Suisses de l'étranger ont été étudiées dans le cadre des travaux de la commission. Celle-ci ayant estimé qu'il n'y avait aucune nécessité d'agir, aucune proposition de minorité à ce sujet ne figure sur le dépliant. C'est pourquoi je vous propose, au nom de la commission, de rejeter la proposition Büchel Roland.

Concernant la proposition de la minorité IV (Frehner) à l'article 8 de la loi sur l'AVS, laquelle concerne les indépendants, la commission a choisi de s'aligner sur le projet du Conseil fédéral en proposant que ceux-ci ne soient plus privilégiés par rapport aux employés en ce qui concerne les cotisations. La cotisation des indépendants passerait ainsi de 7,8 à 8,4 pour cent. Le privilège dont bénéficient les indépendants s'est développé au fil du temps et ne date pas de l'origine de l'AVS. Probablement était-il justifié à l'époque, mais la situation a bien changé, estime la majorité de la commission. En effet, les indépendants peuvent désormais bénéficier d'un deuxième pilier ainsi que de déductions fiscales spéciales pour le troisième pilier. Ils reçoivent également depuis plusieurs années les mêmes allocations familiales que les salariés. Ces évolutions démontrent clairement que cette cotisation privilégiée n'est aujourd'hui plus justifiée.

Une minorité Frehner propose, elle, de suivre la décision du Conseil des Etats et de se limiter à une hausse de cotisation de 8,1 pour cent. Elle considère que les indépendants paient déjà deux cotisations, à savoir la cotisation de l'employé et celle de l'employeur, et qu'il serait donc injuste de faire ce pas supplémentaire jusqu'à 8,4 pour cent.

La commission, par 13 voix contre 12, vous propose de rejeter la proposition défendue par la minorité Frehner.

A l'article 53 LPP, concernant la proposition de la minorité Gysi, le Conseil fédéral, le Conseil des Etats et Madame Gysi proposent de modifier le système d'élection des organes paritaires. D'après eux, les salariés ne connaîtraient pas aujourd'hui ceux pour qui ils votent. C'est pourquoi il est proposé que les élections se déroulent à l'aide de listes de candidats. Par ailleurs, on déléguerait le Conseil fédéral pour prévoir des exceptions.

La majorité de la commission juge la situation actuelle satisfaisante. Il ne lui paraît donc pas nécessaire de modifier la loi sur ce point, d'autant plus que ce nouveau système ne ferait que créer des incertitudes. Par ailleurs, les listes de candidats ne changeraient rien au fait que les salariés connaissent ou non ceux qu'ils élisent. Ce mode d'élection constituerait donc un effort disproportionné et peu utile pour les caisses de pension et les salariés.

La commission, par 12 voix contre 9 et 2 abstentions, a rejeté la proposition qui fait l'objet de la minorité Gysi. Elle vous prie d'en faire de même.

Concernant les articles 60 et 60a LPP, la commission vous propose, par 13 voix contre 12, de rejeter la proposition défendue par la minorité Pezzatti, parce qu'elle estime que ces articles permettent de combler des lacunes – Monsieur le conseiller fédéral Berset vous en a expliqué les détails.

Juste après les votes sur le bloc 7, nous allons passer au vote sur l'ensemble, qui prévoit des votes séparés sur les trois projets. Dans le cadre du débat d'entrée en matière, je vous avais expliqué que seuls 10 membres de la commission vous proposaient d'adopter les projets lors du vote sur l'ensemble et vous vous en étiez étonnés – à juste titre – qu'il ne s'agisse que de 10 voix sur 25. Je vous avais alors expliqué que ces 10 membres de la commission – mais finalement aussi le reste de la commission – estimaient que le projet n'était pas mûr, pas terminé, et je vous avais demandé de bien vouloir choisir un des camps. En effet, constatant que tout le monde voulait compenser la baisse du taux de conversion dans le cadre du deuxième pilier, je vous avais invités à choisir entre une compensation de cette baisse soit dans le cadre de l'AVS, soit dans le cadre du deuxième pilier.

Les 10 membres de la commission, à l'époque, avaient donné une chance à ce projet en le faisant parvenir à ce conseil afin que vous le corrigiez. C'est ce que vous avez fait en choisissant un des camps. Le projet est désormais plus équilibré, en tout cas par rapport à celui qui est issu des travaux de notre commission qui, en soi, tel quel, n'était soutenu par personne. Vous avez donc choisi de garantir le niveau des rentes en compensant au sein du deuxième pilier la baisse du taux de conversion. Cette version que vous avez en majorité votée est plus proche du concept d'origine prévu dans le projet du Conseil fédéral que le concept décidé par le Conseil des Etats.

Vous avez aussi décidé de compenser l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans en permettant aux femmes d'être désormais mieux couvertes par le deuxième pilier. Vous savez que, lors de la retraite, les femmes doivent composer, en ce qui concerne leur deuxième pilier, avec une différence de rente de 63 pour cent par rapport aux hommes. Si elles ne sont pas assez couvertes par le deuxième pilier, c'est parce que, souvent, elles travaillent à temps partiel et, souvent également, elles bénéficient d'un petit salaire. En leur offrant une meilleure couverture du deuxième pilier – puisque désormais la cotisation commencera dès le premier franc de salaire –, les femmes bénéficieront d'un meilleur deuxième pilier qu'actuellement.

Vous avez également décidé de séparer la question du frein à l'endettement du projet global. De cette manière, le peuple pourra se prononcer sur le frein à l'endettement. Il vous a en effet semblé peu démocratique d'inscrire cette disposition dans un paquet, ce qui aurait empêché le peuple de se prononcer spécifiquement sur ce mécanisme.

Concernant le débat sur le projet Prévoyance vieillesse 2020, nous avons dû faire cet exercice à très grande vitesse, et il n'est pas terminé. Nous avons dû faire cet exercice à très grande vitesse, parce que nous aimerions que l'AVS puisse bénéficier du financement additionnel de l'AI de 0,3 pour cent, sans que nous soyons obligés de jouer au yoyo avec la TVA, c'est-à-dire de baisser le taux de TVA lors de la fin du financement additionnel de l'AI pour le remonter ensuite pour l'AVS. Je rappelle que l'exercice n'est pas terminé. Il y aura vraisemblablement trois navettes entre les conseils, ce qui permettra d'améliorer ce projet.

Au nom de la commission, je vous demande de juger de la qualité de l'oeuvre à la fin des travaux, soit lors du vote final et non lors du premier vote sur l'ensemble.

Je rappelle que si, lors du vote sur l'ensemble, pendant cette session, le projet est rejeté, nous ne pourrions pas tenir le délai pour le financement additionnel par la TVA. Cela signifie que nous ne serons plus dans les temps pour pouvoir bénéficier du 0,3 pour cent d'augmentation de la TVA en faveur du financement additionnel de l'AI, qui serait reporté sur le financement additionnel de l'AVS.

1. Bundesgesetz über die Reform der Altersvorsorge 2020

1. Loi fédérale sur la réforme de la prévoyance vieillesse 2020

Ziff. 1 Art. 89a

Antrag der Kommission

Abs. 6 Einleitung

... tätig sind und die dem Freizügigkeitsgesetz vom 17. Dezember 1993 (FZG) unterstellt sind, sowie sinngemäss für Einrichtungen nach Artikel 1 Absatz 4 FZG, gelten ...

Abs. 6 Ziff. 1a

1a. die Unterstellung der Personen unter die AHV (Art. 5 Abs. 1),

Abs. 7 Einleitung

Für die übrigen Personalfürsorgestiftungen, die auf dem Gebiet der Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge tätig sind, aber nicht dem FZG unterstellt sind, wie sogenannte patronale Wohlfahrtsfonds mit Ermessensleistungen sowie Finanzierungsstiftungen, gelten von den Bestimmungen des BVG nur die Folgenden:

Ch. 1 art. 89a

Proposition de la commission

Al. 6 introduction

... survivants et invalidité et qui sont soumises à la loi du 17 décembre 1993 sur le libre passage (LFLP) ainsi que par analogie les institutions visées par l'article 1 alinéa 4 LFLP sont en outre ...

Al. 6 ch. 1a

1a. l'assujettissement des personnes à l'AVS (art. 5 al. 1),

Al. 7 introduction

Les autres fondations de prévoyance en faveur du personnel dont l'activité s'étend au domaine de la prévoyance vieillesse, survivants et invalidité mais qui ne sont pas soumises à la LFLP, comme les fonds patronaux de prévoyance à prestations discrétionnaires et les fondations de financement, sont régies exclusivement par les dispositions suivantes de la LPP sur:

Angenommen – Adopté

Ziff. 5 Art. 2

Antrag Büchel Roland

Abs. 1

Schweizer Bürger und Staatsangehörige der Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft (neu: Europäischen Union) oder der Europäischen Freihandelsassoziation, die nicht in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder der Europäischen Freihandelsassoziation leben, können der freiwilligen Versicherung beitreten, falls sie unmittelbar vorher während mindestens drei aufeinander folgenden Jahren obligatorisch versichert waren.

Abs. 1bis0

Schweizer Bürger und Staatsangehörige der Mitgliedstaaten der Europäischen Union oder der Europäischen Freihandelsassoziation, die sich nach einem Aufenthalt in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder der Europäischen Freihandelsassoziation, in einem Nicht-EU/Efta-Staat niederlassen, können der freiwilligen Versicherung beitreten, falls sie unmittelbar vor ihrem Aufenthalt in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder der Europäischen Frei-

handelsassoziation während mindestens drei aufeinander folgenden Jahren versichert waren.

Schriftliche Begründung

Die Frage der Vorsorge für die 762 000 Auslandschweizer ist trotz dem Inkrafttreten der Revision der freiwilligen AHV/IV im Jahr 2001 noch immer nicht zufriedenstellend gelöst. Die Aufenthaltsdauer von Schweizern, welche im Ausland arbeiten, wird immer kürzer. Es ist daher notwendig, die Sozialversicherung an die Realität und die Bedürfnisse der Emigration anzupassen. Um der freiwilligen AHV/IV beitreten zu können, muss man heute fünf Jahre lang in der AHV/IV versichert gewesen sein (Art. 2 Abs. 1 AHVG). Mit Blick auf die Entwicklung der internationalen Mobilität ist dieser Zeitraum zu lang. Zudem liesse sich eine dreijährige Versicherungsdauer besser als die gegenwärtige fünfjährige Versicherungsdauer mit der für eine Weiterführung der Mitgliedschaft in der obligatorischen AHV/IV erforderlichen Frist in Einklang bringen, wie im Entwurf für die Reform der Altersvorsorge 2020 vorgesehen ist (Art. 1c Abs. 2 AHVG). Die Bedürfnisse in Bezug auf den Versicherungsschutz sind dieselben. Deshalb gilt es, die vorgängigen Versicherungszeiten anzugleichen. Mit Blick auf die Beseitigung von Hindernissen für die Mobilität müssen auch die in einem Nicht-EU/Efta-Land lebenden Schweizer die Möglichkeit haben, der freiwilligen AHV/IV beizutreten. Dies auch dann, wenn sich die Person vorgängig in einem EU/Efta-Land aufgehalten hat. Jene Schweizer Bürger haben jedoch nicht die Möglichkeit, sich freiwillig in der AHV/IV zu versichern. Dies hat zur Folge, dass ein Schweizer, der in einem EU/Efta-Land ansässig war und anschliessend in ein Nicht-EU/Efta-Land auswandert, sich nicht mehr freiwillig in der AHV/IV versichern kann; er kann keine vorgängigen Versicherungszeiten nachweisen. Die freiwillige AHV/IV ist jedoch für zahlreiche Auslandschweizer die einzige sichere Vorsorgequelle. Zur Förderung der zunehmenden internationalen Mobilität ist es zwingend erforderlich, dass der Bund sowohl im Interesse der Auslandschweizer als auch der Schweizer Wirtschaft die Dauer der vorgängigen AHV/IV-Versicherungszeit von fünf auf drei Jahre senkt. Diese Möglichkeit muss ebenfalls auf die Schweizer ausgeweitet werden, die ihren Wohnsitz in einem EU/Efta-Land hatten und sich anschliessend in einem Nicht-EU/Efta-Land niederlassen.

Ch. 5 art. 2

Proposition Büchel Roland

Al. 1

Les ressortissants suisses et les ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne (nouveau: de l'Union européenne) ou de l'Association européenne de libre-échange (AELE) vivant dans un Etat non membre de l'UE ou de l'AELE qui cessent d'être soumis à l'assurance obligatoire après une période d'assurance ininterrompue d'au moins trois ans, peuvent adhérer à l'assurance facultative.

Al. 1bis0

Les ressortissants suisses et les ressortissants des Etats membres de l'UE ou de l'AELE qui s'établissent dans un Etat non membre de l'UE ou de l'AELE après avoir séjourné dans un Etat membre de l'UE ou de l'AELE et qui cessent d'être assurés après une période d'assurance ininterrompue d'au moins trois ans avant leur séjour dans un Etat membre de l'UE ou de l'AELE peuvent adhérer à l'assurance facultative.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.088/14 146)

Für den Antrag Büchel Roland ... 36 Stimmen

Dagegen ... 153 Stimmen

(5 Enthaltungen)

Ziff. 5 Art. 8

Antrag der Mehrheit

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Frehner, Brunner, Clottu, de Courten, Geissbühler, Giezendanner, Pezzatti, Sauter, Steinemann)

Abs. 1, 2

Unverändert

Ch. 5 art. 8 al. 1, 2*Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Frehner, Brunner, Clottu, de Courten, Geissbühler, Giezendanner, Pezzatti, Sauter, Steinemann)

Al. 1, 2

Inchangé

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Wir befinden uns auf Seite 23 der deutschen Fahne. Hier geht es um den Grundsatz der Gleichbehandlung der Selbstständigerwerbenden im Bereich der AHV-Beiträge. Die Frage der Höhe der Beiträge wurde bereits in Block 5 gemäss Antrag der Mehrheit entschieden.

Wir stimmen über den Antrag der Minderheit IV (Frehner) ab. Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 5 Artikel 9b und 9bis, für Ziffer 6 Artikel 3 Absätze 1 und 1bis sowie für Ziffer 12 Artikel 27 Absatz 2.

Abstimmung – Vote(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.088/14 148)

Für den Antrag der Minderheit IV ... 129 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 65 Stimmen

(1 Enthaltung)

Ziff. 5 Art. 9b, 9bis*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Frehner, Brunner, Clottu, de Courten, Geissbühler, Giezendanner, Pezzatti, Sauter, Steinemann)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 5 art. 9b, 9bis*Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Frehner, Brunner, Clottu, de Courten, Geissbühler, Giezendanner, Pezzatti, Sauter, Steinemann)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen gemäss Antrag der Minderheit IV**Adopté selon la proposition de la minorité IV***Ziff. 5 Art. 10a***Antrag der Kommission**Abs. 1–3*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 4

... die wegen des Erreichens des Referenzalters ...

Ch. 5 art. 10a*Proposition de la commission**Al. 1–3*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 4

... parce que l'assuré atteint l'âge de référence, la fortune ...

*Angenommen – Adopté***Ziff. 6 Art. 3 Abs. 1, 1bis***Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Frehner, Brunner, Clottu, de Courten, Geissbühler, Giezendanner, Pezzatti, Sauter, Steinemann)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 6 art. 3 al. 1, 1bis*Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Frehner, Brunner, Clottu, de Courten, Geissbühler, Giezendanner, Pezzatti, Sauter, Steinemann)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen gemäss Antrag der Minderheit IV**Adopté selon la proposition de la minorité IV***Ziff. 12 Art. 27 Abs. 2***Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit IV

(Frehner, Brand, Brunner, Clottu, de Courten, Geissbühler, Giezendanner, Pezzatti, Sauter, Steinemann)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 12 art. 27 al. 2*Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité IV

(Frehner, Brand, Brunner, Clottu, de Courten, Geissbühler, Giezendanner, Pezzatti, Sauter, Steinemann)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen gemäss Antrag der Minderheit IV**Adopté selon la proposition de la minorité IV*

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Frau Gysi hat einen Ordnungsantrag eingereicht. Sie beantragt, die Abstimmung über den Antrag Büchel Roland zu wiederholen.

Gysi Barbara (S, SG): Ich möchte Sie bitten, den Ordnungsantrag zu unterstützen. Wir möchten gerne die Abstimmung über den Einzelantrag Büchel Roland zu den Auslandsschweizern wiederholen. Wir waren der Meinung, ein Ja bedeute die Unterstützung des Einzelantrages. Wir haben darum Ja gestimmt, in der Meinung, den Antrag zu unterstützen. Das Verfahren war aber so, dass ein Nein den Antrag unterstützt hätte. Das ist eigentlich unüblich, bei Einzelanträgen bedeutet in der Regel ein Ja Unterstützung und nicht ein Nein. Darum bitte ich, dass wir die Abstimmung wiederholen können.

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Ich gebe jeweils vor den Abstimmungen bekannt, was Ja und was Nein bedeutet. Es kann eben sein, dass ein Ja Nein heisst oder ein Nein Ja.

Wir stimmen nun über den Ordnungsantrag Gysi ab.

Abstimmung – Vote(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 16.9004/14 167)

Für den Ordnungsantrag Gysi ... 179 Stimmen

Dagegen ... 10 Stimmen

(6 Enthaltungen)

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Damit wiederholen wir die Abstimmung über den Antrag Büchel Roland.

*Ziff. 5 Art. 2 Abs. 1, 1bis0 – Ch. 5 art. 2 al. 1, 1bis0**Abstimmung – Vote**(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.088/14 168)*

Für den Antrag der Kommission ... 112 Stimmen

Für den Antrag Büchel Roland ... 81 Stimmen

(3 Enthaltungen)

Ziff. 8 Art. 4*Antrag der Kommission**Abs. 3bis*

Arbeitnehmer in Berufen mit häufig wechselnden oder befristeten Anstellungen gemäss Artikel 2 Absatz 4 BVG können sich mit Zustimmung des Arbeitgebers wie Selbstständigerwerbende gemäss Absatz 3 versichern.

Abs. 4

Die von den Selbstständigerwerbenden und Arbeitnehmern gemäss Absatz 3bis geleisteten Beiträge und Einlagen in die Vorsorgeeinrichtung müssen dauernd der beruflichen Vorsorge dienen.

Ch. 8 art. 4*Proposition de la commission**Al. 3bis*

Les salariés qui exercent des professions, telles que visées à l'article 2 alinéa 4, où les engagements changent fréquemment ou sont temporaires peuvent, avec l'assentiment de l'employeur, se faire assurer comme des indépendants selon l'alinéa 3.

Al. 4

Les cotisations et montants versés par des indépendants et des salariés selon l'alinéa 3bis à une institution de prévoyance professionnelle doivent être affectés durablement à la prévoyance professionnelle.

*Angenommen – Adopté***Ziff. 8 Art. 46 Abs. 2***Antrag der Kommission*

Ist der Arbeitnehmer bereits bei einer Vorsorgeeinrichtung obligatorisch versichert, so kann er sich für den Lohn, den er von den anderen Arbeitgebern erhält, zusätzlich versichern lassen:

- a. bei dieser Vorsorgeeinrichtung oder bei der Vorsorgeeinrichtung seines Berufsverbandes, falls die reglementarischen Bestimmungen es nicht ausschliessen; oder
- b. bei der Auffangeinrichtung.

Ch. 8 art. 46 al. 2*Proposition de la commission*

Lorsqu'il est déjà assuré obligatoirement auprès d'une institution de prévoyance, le salarié peut contracter une assurance complémentaire pour le salaire versé par les autres employeurs:

- a. auprès d'elle ou auprès de l'institution de prévoyance de son association professionnelle, si les dispositions réglementaires ne s'y opposent pas; ou
- b. auprès de l'institution supplétive.

*Angenommen – Adopté***Ziff. 8 Art. 51***Antrag der Mehrheit**Abs. 3*

Unverändert

Abs. 3bis

Streichen

Antrag der Minderheit

(Gysi, Carobbio Guscetti, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert, Weibel)

Abs. 3, 3bis

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 8 art. 51*Proposition de la majorité**Al. 3*

Inchangé

Al. 3bis

Biffer

Proposition de la minorité

(Gysi, Carobbio Guscetti, Häsler, Heim, Schenker Silvia, Steiert, Weibel)

Al. 3, 3bis

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Abstimmung – Vote**(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.088/14 149)*

Für den Antrag der Mehrheit ... 134 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 62 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 8 Art. 53d Abs. 1*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Frehner

Unverändert

Schriftliche Begründung

Es ist nicht ersichtlich, wie der Antrag der Kommission zu einer befriedigenderen Praxis führen soll, indem der Verordnungsgeber zusätzlich tätig werden sollte. Es gibt zwar im Einzelfall Teilliquidationen mit unverhältnismässigem Aufwand, doch zeigt bereits die Formulierung des Bundesrates im erläuternden Bericht auf, dass es auch für den Verordnungsgeber kaum möglich sein wird, eine für alle Einzelfälle befriedigende Lösung zu finden. Somit würde die Anpassung gegenüber der heutigen Praxis keinen Mehrwert, sondern eher neue zusätzliche Rechtsunsicherheit schaffen. Es handelt sich um eine unnötige Überregulierung, ohne dass die Situation verbessert wird.

Ch. 8 art. 53d al. 1*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Frehner

Inchangé

*Abstimmung – Vote**(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.088/14 150)*

Für den Antrag Frehner ... 124 Stimmen

Für den Antrag der Kommission ... 72 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 8 Art. 60 Abs. 2 Bst. f; 60a*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Pezzatti, Brunner, Cassis, Clottu, de Courten, Frehner, Giezendanner, Herzog, Moret, Müri, Sauter, Steinemann)

Streichen

Ch. 8 art. 60 al. 2 let. f; 60a*Proposition de la majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Pezzatti, Brunner, Cassis, Clottu, de Courten, Frehner, Giezendanner, Herzog, Moret, Müri, Sauter, Steinemann)

Biffer

*Abstimmung – Vote**(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.088/14 151)*

Für den Antrag der Minderheit ... 124 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 71 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. 8 Art. 64a Abs. 1 Bst. h*Antrag der Kommission*

h. Sie veröffentlicht periodisch einen Bericht über den Zustand der beruflichen Vorsorge. (Rest streichen)

Ch. 8 art. 64a al. 1 let. h*Proposition de la commission*

h. elle publie périodiquement un rapport sur l'état de la prévoyance professionnelle. (Biffer le reste)

Angenommen – Adopté

Ziff. 8 Art. 79b*Antrag der Kommission*

Abs. 1, 1bis, 1ter, 2, 4

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Pezzatti

Abs. 1, 2

Unverändert

Abs. 1bis, 1ter

Streichen

Schriftliche Begründung

Beim BVG-Obligatorium handelt es sich – im Gegensatz zum freiwilligen Überobligatorium – um eine Sozialversicherung mit garantierten Ansprüchen. Es widerspricht jeglicher sozialversicherungsrechtlicher Logik, die Möglichkeit eines Einkaufs in garantierte obligatorische Ansprüche zu ermöglichen.

Ch. 8 art. 79b*Proposition de la commission*

Al. 1, 1bis, 1ter, 2, 4

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Pezzatti

Al. 1, 2

Inchangé

Al. 1bis, 1ter

Biffer

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.088/14 152)

Für den Antrag Pezzatti ... 125 Stimmen

Für den Antrag der Kommission ... 69 Stimmen

(1 Enthaltung)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Ziff. 9 Art. 1 Abs. 4*Antrag der Kommission*

... Überbrückungsrenten bis höchstens zum Erreichen des Referenzalters nach Artikel ...

Antrag de Courten

Streichen

Schriftliche Begründung

Die sozialpartnerschaftlich entwickelte, innovative Lösung FAR konnte ohne Weiteres auf den heutigen gesetzlichen Grundlagen umgesetzt werden. Es besteht überhaupt kein Bedürfnis, in dieser Sache zu legiferieren. Dies gilt umso mehr angesichts der Tatsache, dass die Lösung in naher Zukunft weiterentwickelt werden muss. Gerade mit der neuen Regelung von Artikel 47a BVG, wonach ältere Mitarbeiter künftig in der bisherigen Vorsorgeeinrichtung bleiben können, eröffnen sich neue Perspektiven. Falls überhaupt eine Regulierung nötig sein wird, sollen die Sozialpartner die Zeit erhalten, das Modell entsprechend weiterzuentwickeln. Die jetzt vorgeschlagene gesetzliche Regelung könnte sich in diesem Kontext nicht nur als überflüssig, sondern sogar als hinderlich erweisen. Wo kein Regulierungsbedarf ausgewiesen ist, muss darauf verzichtet werden.

Ch. 9 art. 1 al. 4*Proposition de la commission*

... l'âge de référence visé à l'article 21 alinéa 1 de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants, au plus tard.

Proposition de Courten

Biffer

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.088/14 153)

Für den Antrag de Courten ... 125 Stimmen

Für den Antrag der Kommission ... 70 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Präsidentin (Markwalder Christa, Präsidentin): Wir kommen nun zu den Gesamtabstimmungen.

1. Bundesgesetz über die Reform der Altersvorsorge 2020**1. Loi fédérale sur la réforme de la prévoyance vieillesse 2020***Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.088/14 166)

Für Annahme des Entwurfes ... 106 Stimmen

Dagegen ... 55 Stimmen

(35 Enthaltungen)

2. Bundesbeschluss über die Zusatzfinanzierung der AHV durch eine Erhöhung der Mehrwertsteuer**2. Arrêté fédéral sur le financement additionnel de l'AVS par le biais d'un relèvement de la taxe sur la valeur ajoutée***Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.088/14 163)

Für Annahme des Entwurfes ... 74 Stimmen

Dagegen ... 13 Stimmen

(109 Enthaltungen)

3. Bundesbeschluss über die Wahrung des finanziellen Gleichgewichts der AHV**3. Arrêté fédéral sur la garantie de l'équilibre financier de l'AVS***Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.088/14 164)

Für Annahme des Entwurfes ... 99 Stimmen

Dagegen ... 90 Stimmen

(7 Enthaltungen)

*Abschreibung – Classement**Antrag des Bundesrates*

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse gemäss Brief an die eidgenössischen Räte

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires selon lettre aux Chambres fédérales

Angenommen – Adopté